INSTITUT

KURDE

DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°484

JUILLET 2025

La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions du Gouvernement français et de la Mairie de Paris

– – – – –

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

Bulletin de liaison et d'information
de l'Institut kurde de Paris
N° 484 juillet 2025

SOMMAIRE

- **TURQUIE : LE DÉBUT DU DÉSARMEMENT DU PKK**
- **IRAK : ATTAQUES DE DRONES CONTRE LES CHAMPS PÉTROLIFÈRES DU KURDISTAN**
- **SYRIE : MASSACRE DES DRUZES**
- **IRAN : 612 EXÉCUTIONS EN SIX MOIS**

TURQUIE : LE DÉBUT DU DÉSARMEMENT DU PKK

Le processus de négociation entre le gouvernement turc et le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) Abdullah Ocalan a connu des développements importants au cours du mois.

Le 9 juillet, pour la première fois depuis 25 ans, Ocalan a pu adresser un message vidéo à ses partisans pour leur confirmer que l'insurrection armée contre l'Etat turc était-terminée et qu'il fallait désormais déposer les armes et passer à un combat politique pacifique «C'est une transition volontaire de la phase de la lutte armée à la phase politique démocratique et légale Cela ne doit pas être considéré comme une perte mais comme un gain historique » a-t-il encore ajouté (New York Times, 9 juillet)

Deux jours plus tard, le 11 juillet, dans une cérémonie soigneusement préparée, une trentaine de guérilleros du PKK, dont 4 commandants, sont descendus de la grotte historique de Jassana, à environ 50 km de Suleimanieh, pour déposer leurs armes dans un vaste vasque et les brûler.

« Nous espérons que cette démarche apportera la paix et la liberté. Notre peuple a plus que jamais besoin d'une vie pacifique, libre, équitable et démocratique» a déclaré la commandante Bessê Hozat devant quelque 300 invités venant du Kurdistan et de Turquie, dont des élus du parti DEM et des représentants des partis et du Gouvernement du Kurdistan irakien. Au terme de cette cérémonie d'environ 30 minutes, où Bessê Hozat a pris la parole en kurde et son collègue en turc pour l'audience turque, les combattants kurdes ont regagné les montagnes proches. Aucun plan d'amnistie politique ou de réintégration à la société civile ne semble avoir été envisagé. L'armée turque continue, d'ailleurs, malgré le processus en cours, à bombarder les maquis et a poursuivi ses opérations de ratissage des repaires et caches suspectés du PKK.

Le 7 juillet, au cours de l'une de ces opérations dans une grotte qui aurait servi d'hôpital aux combattants du PKK, 12 soldats turcs ont péri à la suite d'une

intoxication au méthane (AFP. 7 juillet).

Le début symbolique du désarmement du PKK a été largement médiatisé en Turquie, au Kurdistan et la presse internationale y a consacré une large place. Ankara a salué «un tournant irréversible vers une Turquie sans terrorisme ».

Le président Barzani du Kurdistan irakien, le premier ministre irakien al-Soudani ont également salué une avancée vers la paix dans la région et le début d'une « nouvelle phase ». Intervenants le 12 juillet devant les membres de son parti le président Erdogan s'est voulu rassurant : « La Turquie a gagné, 86 millions de citoyens ont gagné » Il n'a cependant rien annoncé de concret, si ce n'est la création d'une commission parlementaire pour encadrer le processus en cours. Il a aussi tracé les contours d'une nouvelle alliance informelle entre le bloc au pouvoir, constitué de son parti AKP et du parti ultranationaliste MHP, et le parti pro kurde légal, le DEM, alors qu'il a lancé : «Nous-AKP, MHP et DEM-avons pris la décision d'avancer ensemble tous les trois sur ce chemin. Nous marcherons en faisant des pas les uns vers les autres. Si Dieu le veut, nous construirons ensemble, main dans la main, le siècle de la Turquie» Cette nouvelle stratégie, si elle réussit, devrait permettre à Erdogan de rester au pouvoir en marginalisant la principale formation de l'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP) en la privant du soutien indispensable du parti pro kurde DEM, soutien qui lui avait permis de l'emporter dans les élections municipales dans les principales métropoles turques dont Istanbul et Ankara. Le CHP est devenu l'ennemi à abattre, du moins à discréditer et à affaiblir pour le pouvoir turc.

Ainsi, le 1er juillet le maire d'Izmir, troisième grande ville du pays et bastion de l'opposition au président Erdogan, ainsi que 109 membres de la municipalité appartenant au CHP ont été arrêtés pour corruption et irrégularités, des accusations rejetées par le parti. Au total 157 mandats d'arrêt ont été émis, rapportent les médias turcs. Pour Murat Bakan, vice-président du CHP, ces arrestations «survenues à l'aube, découlent d'un choix politique clair ». Nous sommes confrontés à un processus similaire à celui d'Istanbul» où le 19 mars à l'aube le maire d'Istanbul Ekrem Imamoglu et plusieurs dizaines de ses élus municipaux ont été arrêtés et incarcères. Le 5 juillet, trois autres maires appartenant au CHP ont été arrêtés et incarcérés. Il s'agit des maires d'Adana, quatrième grande ville du pays, d'Antalya et d'Adiyaman. Un nombre croissant d'enquêtes vise les élus du Parti républicain du peuple qui subit une pression croissante du gouvernement actuel (Le Monde, 5 juillet).

La répression vise aussi les journalistes et les organes de presse tant soit peu suspectés d'opposition. Le Monde du 1er juillet rapporte qu'un dessin de presse controversé a conduit à l'arrestation de son auteur et d'un rédacteur en chef du magazine satirique «Leman» Le dessin incriminé représenterait le prophète Mahomet. Des dizaines de manifestants en colère ont voulu s'en prendre à des employés de Leman, provoquant des échauffourées avec la police. Dans son édition du 7 juillet, le Monde publie une enquête fort documentée de son correspondant Nicolas Boursier sous le titre «En Turquie, la répression sans fin des principaux organes d'opposition au pouvoir.» «Maires du Parti républicain du peuple, journalistes, voix critiques, les vagues de arrestations se multiplient pour faire taire toute opposition au pouvoir de l'AKP» souligne le journaliste. Le quotidien français, dans son édition du 15 juillet alerte sur «la hausse vertigineuse de la population carcérale en Turquie, qui «témoigne de la crispation autoritaire du pouvoir ». Il relève que «le nombre de personnes emprisonnées est passé de 55.000 en 2001, avant l'arrivée au pouvoir de l'AKP, à plus de 410.000 aujourd'hui, avec une accélération des arrestations ces derniers mois. Malgré ces menaces lourdes, il se trouve encore des citoyens pour contester publiquement les choix et lois arbitraires du pouvoir. Ainsi, les courageux défenseurs de l'environnement dénoncent l'adoption, le 19 juillet, de la loi «super pillage» pour accélérer les projets miniers et énergétiques des oligarques turcs votée par la majorité parlementaire de la coalition au pouvoir. Cette loi lève la plupart des contraintes environnementales sur l'exploitation des ressources du sous- sol. La loi ouvre les terres agricoles, dont les oliveraies et les sites forestiers à l'exploitation minière et supprime les protocoles d'évaluation d'impacts environnementaux exigés jusqu'ici (le Monde, 21 juillet).

Il y a aussi ce courageux et talentueux écrivain, Ahmet Altan, 75 ans, qui après avoir passé 5 ans dans les geôles turques sous l'accusation ubuesque d'envoi de « messages subliminaux lors d'une émission de télévision » continue d'écrire même si, « être écrivain en Turquie est dangereux » (le Figaro, 22 juillet)

Le caractère de plus en plus autoritaire et liberticide du régime turc ne semble guère troubler ses relations avec ses alliés occidentaux. Nul ne se risque à le critiquer publiquement, encore moins à le sanctionner. Le 24 juillet, l'Allemagne a décidé de lever son veto à la livraison d'Eurofighter » à la Turquie. L'accord prévoit la livraison de 40 de ces avions de combat fabriqués par un consortium regroupant l'Allemagne, le Royaume-Uni; l'Italie et l'Espagne. Berlin espère ainsi armer Ankara afin de

défendre le flanc sud-est de L'OTAN, supposément contre la Russie (Le Monde, 24 Juillet). Alors que la Turquie refuse d'appliquer les sanctions occidentales contre la Russie et entretient un commerce florissant avec celle-ci, alors qu'elle est accusée de servir de plaque-tournante pour le détournement de ces sanctions, les dirigeants occidentaux semblent croire, par routine, qu'un cas de conflit entre L'OTAN et la Russie, la Turquie va se ranger à leurs côtés !

IRAK : ATTAQUES DE DRONES CONTRE LES CHAMPS PÉTROLIFÈRES DU KURDISTAN

Depuis début juillet, des groupes armés officiellement « non identifiés » mais selon toute vraisemblance affiliés aux milices chiites pro-iraniennes Hashdi Chaabi, lancent quasi quotidiennement des drones armés contre les champs pétrolifères du Kurdistan. Les 15 et 16 juillet ces drones ont frappé les champs de Tawke, de Peshkhabour et d'Ain Sifni après des attaques similaires contre les sites production de Khurmala et de Sarsaug.

Les attaques ont provoqué des dégâts matériels importants et forcé les compagnies pétrolières à arrêter leurs opérations.

Selon le ministère des Ressources naturelles du Kurdistan la production pétrolière a chuté de moitié tombant à 140.000 à 150.000 barils par jour Les compagnies étrangères comme DNO et Gulf Keystone ont, par précaution, évacué leurs personnels.

Pour les autorités kurdes, qui ont pu établir que les drones étaient lancés à partir de la localité Dibis, dans la province de Kirkouk sous administration du gouvernement fédéral, les auteurs de ces attaques sont des éléments de Hashdi Chaabi (Milices populaires). Ces milices chiites intégrées à l'armée irakienne et payées par elle mais sous le contrôle effectif des Gardiens de la révolution iranienne. Le 16 juillet, dans un communiqué, le ministère de Ressources naturelles du Kurdistan a appelé «le gouvernement fédéral irakien et la communauté internationale à agir rapidement pour protéger la vie des employés civils la sécurité énergétique et pour empêcher de nouvelles attaques contre le secteur énergétique du Kurdistan» (Rudaw, 16 juillet) à la suite du Gouvernement régional du Kurdistan, le Parlement irakien et la présidence de la république ont également condamné ces « incidents » les qualifiant d « assaut » flagrant contre la sécurité nationale et la stabilité du pays».

De son côté, le gouvernement de Bagdad a jugé «inacceptable» l'incrimination des Hashdi Chaabi. L'armée irakienne a lancé une vaste opération d'inspection dans les provinces de Ninive et Salahaddin, voisines du Kurdistan ; mais pas dans celle de Kirkouk d'où ont été lancés ces drones.

Les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont condamné ces attaques, avertissant qu'elles menacent la stabilité économique de l'Irak et ont exigé que Bagdad protège les infrastructures énergétiques et les investisseurs étrangers.

Le 22 juillet, le Secrétaire d'État américain Marco Rubio a appelé le Premier ministre irakien Mohammad al-Soudani pour que Bagdad assume la responsabilité pour les attaques de drones, garantisse le paiement régulier des salaires du Kurdistan et ouvre enfin l'oléoduc Irak-Turquie. Il a également demandé au Premier ministre irakien de résoudre la crise budgétaire du Kurdistan et l'a mis en garde contre le projet de loi controversé visant à institutionnaliser les Hashdi al-Chaabi (PMF) comme une entité permanente, ce qui finirait par faire de l'Irak un protectorat de l'Iran.

Les attaques de drones interviennent après la conclusion récente d'accords entre le Kurdistan avec les compagnies américaines pour l'extension de l'exploitation des champs pétroliers et gaziers du Kurdistan. Ces accords qualifiés d'historiques par leur ampleur ont été contestés par Bagdad mais la Cour fédérale suprême a tranché la dispute en faveur du Gouvernement du Kurdistan. Très mécontent, l'Iran fait donc intervenir les milices à sa botte pour déstabiliser l'économie du Kurdistan et faire fuir les investisseurs occidentaux notamment américains qui à leur tour sollicitent leur gouvernement pour protéger leurs intérêts.

La question est donc devenue internationale, une nouvelle pomme de discorde entre Washington et Téhéran susceptible de perturber aussi les relations irako-américaines.

Au milieu de ces troubles, les négociations entre Bagdad et Erbil sur le pétrole et le budget du Kurdistan se sont poursuivies.

Le 22 juillet, le Conseil des ministres irakiens a approuvé un nouvel accord et s'est engagé à reprendre le paiement des salaires des employés et fonctionnaires du Kurdistan ; après près de trois mois de gel. Le Gouvernement régional du Kurdistan a, dès le 23 juillet,

affirmé avoir rempli toutes ses obligations, à savoir le transfert des recettes non pétrolières, la transmission des listes de paie de ses fonctionnaires et employés et la coopération avec la société gouvernementale SOMO pour l'exportation de son pétrole.

Il a, à nouveau, exhorté Bagdad à honorer de son côté ses engagements en soulignant que le paiement des salaires est un droit légal el constitutionnel des salariés de secteur public du Kurdistan (Rudaw, 23 juillet) Finalement, le 24 juillet le gouvernement de Bagdad a transféré à Erbil une somme de 975 milliards de dinars irakiens (environ 737 millions de dollars américains) pour le paiement de salaires du mois de mai. Le versement des salaires de juin et juillet reste encore incertain sans les négociations avec Bagdad les Kurdes ont présenté un front uni.

Cependant les deux principaux partis politiques kurdes, le PDK et l'UPK n'ont toujours pas réussi à se mettre d'accord pour la formation d'une nouvelle coalition gouvernementale : Le 14 juillet, le président du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) Massoud Barzani, a accueilli le chef de l'Union patriotique du Kurdistan (l'UPK) Bafel Talabani à Erbil pour des négociations de «haut niveau».

Les deux partis qui gouvernent déjà ensemble le Kurdistan, ont échangé des propositions de partage du pouvoir sans parvenir à conclure un accord final.

L'UPK, qui est sortie affaiblie des élections parlementaires d'octobre 2024, refuse un partage de postes gouvernementaux en fonction des scores électoraux respectifs. Elle revendique des ministères «influents» comme le ministère de l'Intérieur ou la direction du Conseil de sécurité du Kurdistan, Le PDK continuera d'assumer les postes de président et du Premier ministre du Kurdistan accompagnés de vice-présidents issus de l'UPK.

En attendant, le gouvernement actuel continue de gérer les affaires courantes ; notamment la sécurité de la région, la coopération avec la coalition internationale contre Daech, le développement des infrastructures. Le processus d'unification des forces de peshmergas, avec le soutien logistique des Alliés, entrerait dans sa phase cruciale et devrait aboutir d'ici à la fin de l'année selon les informations de Rudaw. (1er juillet)

Certains projets marquent des avancées notables, malgré les incertitudes du contexte économique et financier. Ainsi, Selon une dépêche d'AFP (9 juillet) un tiers du Kurdistan irakien bénéficié désormais de l'électricité en continu, c'est-à-dire 24h/24, un luxe en Irak. En 2024, le gouvernement avait lancé le «projet Ronaki (Lumière) pour fournir de l'électricité en continu partout au Kurdistan. La première tranche de ce projet a été ainsi menée à bien.

En juillet, le Kurdistan a également commémoré le 42ème anniversaire de l'Anfal des Barzanis, de l'opération d'arrestation, de déportation et de l'extermination de quelque 8000 hommes et adolescents de la Vallée de Barzan par le régime de Saddam Hussein. Le Kurdistan se prépare aussi à commémorer début août le 12e anniversaire du génocide de yézidis par Daech,

SYRIE : MASSACRE DES DRUZES

Plus de sept mois après la chute de la dynastie des al- Assad, la Syrie reste toujours un pays fracturé où les tensions entre les minorités et le nouveau régime islamiste sunnite restent très vives. Ce nouveau régime, soutenu par la Turquie et adoubé par les pétro-monarchies sunnites du Golfe, veut s'imposer par la force, instaurer une République arabe syrienne centralisée autoritaire et islamiste sans tenir compte de la diversité religieuse, linguistique, ethnique et culturelle du pays.

Cette logique du primat de la force sur le dialogue et la recherche des compromis pour élaborer un véritable Contrat social a conduit, en mars dernier, à des affrontements violents en pays alaouite qui ont fait plus de 1700 morts.

Traumatisée, discriminées, persécutée la communauté alaouite nourrit un fort sentiment de rejet envers le nouveau régime.

Dans cette poudrière qu'est la Syrie des incidents au départ mineurs peuvent rapidement dégénérer en affrontements intercommunautaires. C'est ce qui est arrivé en pays druze où le 13 juillet des accrochages ont opposé des bédouins arabes sunnites en quête de razzias aux milices locales druzes d'autoprotection dans la ville à majorité druze de Souweida, située dans le sud-ouest de la Syrie. En deux jours, ils ont fait 37 morts, selon un bilan établi par l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Le gouvernement de Damas a dépêché sur place des « forces de sécurité » composées pour l'essentiel des milices islamistes voire djihadistes sunnites qui considèrent les druzes, tout comme des alaouites et les yézidis, comme des hérétiques, voire des mécréants. Sans surprise, ces forces ont pris le parti des tribus bédouines sunnites et ensemble elles ont commencé à massacrer

des Druzes. Le bilan s'est rapidement alourdi à plusieurs centaines de morts, pour la plupart des civils druzes, y compris de nombreux femmes et enfants.

Le 15 juillet, Israël, qui compte une importante communauté druze sur son territoire, s'est posé en défenseur des Druzes et a lancé des attaques aériennes contre des cibles militaires syriennes, Le soir même, le gouvernement syrien a déclaré un « cessez-le-feu total » après avoir convenu « un accord avec les notables de la ville »

Selon le quotidien le Monde, les chefs spirituels druzes auraient accepté l'entrée des forces gouvernementales à Souweida, appelant les milices druzes à ne pas résister» et à leur remettre leurs armes. Mais l'influent cheikh Hikmat al-Hijri a par la suite appelé dans un communiqué séparé à «‹faire face à la campagne barbare «accusant Damas d'avoir failli à ses engagements en continuant de bombarder la ville (le Monde, 15 juillet).

Les combats ont continué de plus belle. Le 16 juillet l'aviation israélienne a bombardé des cibles militaires syriennes à Damas, y compris aux abords du Palais présidentiel, ainsi qu'à Souweida «pour protéger les Druzes». Le ministre de la défense israélien a mis en garde la Syrie contre des «coups douloureux».

L'avertissement israélien, doublé du bombardement du quartier-général du commandement de l'armée syrienne n'a pas tardé à produire son effet : le gouvernement a accepté de transférer le contrôle de la ville de Souweida aux «factions» druzes. Le président par intérim al-Charaa a justifié cette décision pour «éviter une guerre ouverte avec l'entité israélienne (le Monde, 17 juillet) La diplomatie américaine s'est mobilisée pour empêcher une extension de ce conflit et finalement, après une semaine de troubles et d'affrontements sanglants, un cessez-le-feu annoncé le 17 juillet s'est concrétisé le 20 juillet sur le terrain, le jour où par l'entremise de Washington, une «trêve» a été conclue entre Israël et la Syrie.

L'envoyé spécial américain pour la Syrie. qui a joué un rôle important dans cette médiation, l'ambassadeur Thomas Barrack a appelé les groupes armés impliqués dans ces affrontements, y compris les milices druzes et les tributs bédouines à «déposer les armes». De son côté, le président par intérim al Charaa, dans une déclaration télévisée s'est réjoui du retour au calme dans la région «en dépit des circonstances difficiles. (The New York Times, 20 juillet)».

Selon un décompte provisoire de l'OSDH, publié le 19 juillet, cette semaine sanglante a fait «plus de 1200 morts», pour la plupart des druzes. Si les combats ont provisoirement cessé, le calme n'est pas revenu, en tout cas pas dans les esprits. Dans un reportage publié dans son édition du 25 juillet, le Monde constate que « après les tueries de Druzes » Souweida reste « barricadée dans son rejet du pouvoir syrien : Sa reporter, Hélène Sallon, relate que «de très nombreux civils ont été exécutés» dans cette ville, «une hécatombe qui renforce les tentations séparatistes au sein de la minorité druze ».

Lors du massacre des alaouites, le régime syrien avait promis d'enquêter sur les auteurs des exactions et des exécutions sommaires et de les traduire en justice. Une commission d'enquête, dans son rapport rendu public le 22 juillet, a confirmé les noms de 1426 personnes tuées, pour la plupart des civils, dont 90 femmes mais aussi 238 membres des forces de sécurité: La commission a identifié 298 «suspects» impliqués dans les exactions contre la communauté alaouite mais à ce jour aucun d'entre eux n'a été poursuivi et traduit en justice: D'après l'Observatoire syrien des droits de L'homme (OSDH), les forces gouvernementales, appuyées par des groupes paramilitaires, ont commis des massacres et des «exécutions sommaires» faisant près de 1700 morts parmi les civils alaouites «Des ONG font état de massacres à caractère confessionnal dans lesquelles des familles entières out péri, y compris des femmes, des enfants et des personnes âgées.

Certains combattants se sont filmés en train d'exécuter des civils à bout portant, après les avoir mutilés et battus, rapporte le Monde du 22 juillet.

Cette situation de quasi-guerre civile ébranle la confiance dans les paroles et les engagements du régime syrien. La promesse maintes fois affirmée du président par intérim de « protéger toutes les minorités syriennes » s'avère creuse destinée à rassurer les occidentaux. Après les épreuves douloureuses des derniers mois ni les alaouites, ni les Druzes, ni les chrétiens du pays n'y accordent le moindre crédit. Les Kurdes, poussés par les Américains, se prêtent, sans conviction, au jeu du dialogue avec Damas, à défaut de véritables négociations sur le projet d'une Syrie décentralisée, laïque, démocratique à bâtir ensemble, avec la participation de toutes les composantes de la société.

Le 13 juillet, au soir du début des affrontements avec les Druzes, l'administration kurde a, dans un communiqué, plaidé à nouveau pour «un système démocratique pluraliste, la justice sociale, l'égalité des sexes et une Constitution garantissant les droits de toutes les composantes de la société ». « Les Syriens souffrent depuis des décennies d'un système centralisé qui monopolise le pouvoir

et les richesses, réprime la volonté locale et a plongé le pays dans des crises successives «affirme l'administration kurde. » Aujourd'hui, nous aspirons à être des partenaires à part entière dans la construction d'une nouvelle Syrie décentralisée qui accueille tous ses citoyens et garantit leurs droits à égalité ». Plaidoyer, nourri d'expériences et innovant qui malheureusement ne trouve guère d'échos auprès des occidentaux pressés de normaliser leurs relations avec les nouveaux dirigeants syriens.

Ainsi, le président américain a décidé par un décret du 1er juillet, de mettre fin aux sanctions visant la Syrie, dont certaines datant de 1979, ne maintenant que celles prises contre Bachar al Assad, Washington évoque les mesures positives prises par les nouvelles autorités syriennes et dans la foulée révoque le statut « d'organisation terroriste étrangère » du HTC, milice islamiste fondée et dirigée par al Charaa.

L'Autriche va plus vite encore en besogne et considère désormais la Syrie comme un pays stable et sûr où elle commence à expulser des réfugiés syriens (Le Monde 3 juillet).
La France tente, de son côté, de jouer un rôle et propose sa médiation entre Damas et les Kurdes. À l'initiative du président Macron une rencontre devait avoir lieu à Paris entre le général kurde Mazloum Abdi et le président syrien par intérim at-Charaa. Mais, visiblement sous la pression d'Erdogan, qui ne veut pas d'interférence française en Syrie, al-Charaa a renoncé ou déplacement.

Finalement, c'est son ministre des Affaires Étrangères Assad al-Chabani qui a été reçu le 24 juillet au Quai d'Orsay en compagnie de l'envoyé spécial américain l'ambassadeur Thomas Barrack par le chef de la diplomatie française Jean-Noël Barrot A l'issue de leur entretien, il a été convenu que Paris accueillerait « dans les plus brefs délais un nouveau cycle de consultations entre le gouvernement syrien et les Forces démocratiques syriennes concernant la mise en œuvre intégrale de l'accord du 10 mars» (France 24, 25 juillet). Le 26 juillet, le président Macron s'est entretenu par téléphone avec son homologue syrien. « J'ai parlé au président syrien de l'urgence de trouver une solution politique avec les acteurs locaux, dans un cadre national de gouvernance et de sécurité a déclaré le chef de *f*Etat français. Il estime qu'il était «impératif d'éviter que des épisodes de violence ne se répètent en Syrie» appelant à poursuivre les responsables des exactions des derniers jours. «Le récentes violences en Syrie rappellent l'extrême fragilité de la transition. Les populations civiles doivent être protégées» a écrit sur X le président français qui demande un «dialogue apaisé» localement pour «permettre de répondre à l'objectif d'unification de la Syrie dans le respect des droits de tous les citoyens (le Figaro, 26 juillet).

L'union européenne ayant, dans le sillage de la décision américaine, levé sans conditions les sanctions contre la Syrie la France n'a guère de moyens d'influer sur le cours des événements et sur l'évolution du processus politique en Syrie à l'en croire les observateurs de la politique syrienne.

Une dictature semble remplacer une autre à telle enseigne que d'après une enquête de l'agence Reuters du 25 juillet c'est le frère du président al-Charaa qui est actuellement en charge de refaçonner secrètement l'économie syrienne dans les intérêts de son clan à l'instar du clan al-Assad qui avait fait main basse sur l'économie du pays pendant des décennies.

IRAN : 612 EXÉCUTIONS EN SIX MOIS

Selon le Bureau des droits de l'homme de Nations unies six cent douze hommes et femmes ont été pendus au cours du premier semestre 2025, soit deux fois plus qu'à la même période en 2024. Selon L'ONU, les procédures judiciaires se déroulent souvent à huis clos et ne respectent pas les normes d'un procès équitable.

«Les informations selon lesquelles plusieurs centaines d'exécution ont eu lieu en Iran depuis le début de l'année soulignent à quel point la situation est devenue profondément inquiétante ainsi que la nécessité urgente d'un moratoire immédiat sur l'application de la peine de mort dans le pays» a déclaré Volker Türk, le haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, le 28 juillet à Genève Pour lui, «il est alarmant de voir des rapports expliquant qu'il y a au moins 48 personnes actuellement dans le couloir de la mort, dont 12 sont considérées comme étant en danger imminent d'exécution» Si plus de 40% des suppliciés de cette année ont été condamnés pour des délits liés à la drogue, les autres, c'est-à-dire la majorité, ont été jugés sur la base d'accusations vagues telles que «inimitié envers Dieu» et «corruption sur Terre, qui sont souvent utilisées par les autorités pour faire taire les dissidents. Au lieu d'accélérer les exécutions j'exhorte l'Iran a rejoindre le mouvement mondial pour l'abolition de la peine capitale, en commençant par un moratoire sur toutes les exécutions» a insisté le

haut-commissaire de L'ONU. Celui-ci a par ailleurs souligné que le régime iranien examinait un projet de loi sur l'espionnage qui redéfinirait «la collaboration avec des États « hostiles » (passible de la peine de mort) en l'élargissant à des actes tels que la communication en ligne, la collaboration avec des médias étrangers et « l'alignement idéologique». «Ce projet de loi élargit dangereusement le champ d'application de la peine capitale pour espionnage et j'appelle à son annulation » a déclaré Volker Türk (Le Monde, 28 juillet).

Réagissant à ces déclarations de la part des Nations unies, le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Esmaeil Baghaei a déclaré à la presse que «la peine capitale est prévue par la législation iranienne pour un éventail de crimes les plus graves. L'Iran « s'efforce d'en limiter l'usage aux seuls crimes les plus graves » a-t-il ajouté avec aplomb.

L'appel du haut-commissaire de L'ONU est intervenu peu de temps après la mort de deux prisonniers politiques iraniens, Mehdi Hassani 48 ans, et Behrouz Ehsani, 69 ans, pendus le 25 juillet. Arrêtés en 2022, ils étaient accusés de «rébellion armée», «inimitié envers Dieu « et «corruption sur Terre» en lien avec leur appartenance supposée à l'organisation des Moudjahidin du peuple. En janvier dernier, au terme d'un procès» qu'a duré cinq minutes et au cours duquel ils n'ont pas été autorisés à se défendre, privés d'avocat, ils avaient été condamnés à mort (le Monde, 30 juillet).

Même cette «justice» expéditive paraît superflue aux yeux de l'aile radicale du régime. Proche de Gardiens de la révolution, l'agence Fars-News a, dans un éditorial publié le 9 juin, appelé à exécuter massivement les prisonniers politiques désignés comme des «ennemis de l'État» invoquant le précédent des massacres d'opposants politiques en 1988 perpétrés à la suite d'une fatwa émise par le Guide suprême de l'époque. L'ayatollah Khomeyni, « Dans les conditions actuelles, des mercenaires iraniens et ressortissants étrangers ont permis les meurtres de centaines de citoyens, femmes enfants et civils, en transmettant des renseignements à l'ennemi sioniste et en introduisant des armes clandestinement dans le pays. Ils méritent d'être exécutés à la manière de 1988 ». Ces fanatiques considèrent que cette année-là la République Islamique a écrit un «chapitre brillant de l'histoire de sa lutte contre le terrorisme» en exécutant sommairement entre 2800 et 5000 détenus politiques de gauche, royalistes ou proches des Moudjahidin du peuple, en moins de trois semaines.

Très affaibli par la guerre des 12 jours, discrédité et humilié, le régime iranien tente malgré tout de faire bonne figure vis-à-vis monde extérieur tout en lançant une répression massive et féroce contre les « ennemis de l'intérieur » pour terroriser la population (New York Times, 4 Juillet) Sur le plan diplomatique l'Iran a, le 2 juillet, suspendu sa coopération avec l'Agence Internationale de l'énergie atomique (AIEA) dont les inspecteurs ont dû quitter le pays le 4 juillet. il ne veut plus de surveillance et de vérification de ses sites nucléaires par L'AIEA. Dans une interview accordée à la chaine américaine FOX News le 21 juillet, son ministre des Affaires étrangères Abbas Araghchi affirme que « l'Iran ne renoncera pas à l'enrichissement d'uranium, car c'est une question de fierté nationale » Ce programme d'enrichissement est temporairement à l'arrêt parce que les dommages causés par les bombardements israélo-américains sont «graves et sérieux» ajoute-t-il.

L'Iran rejettera toute négociation avec Washington si les Américains exigent un abandon de son programme d'enrichissement d'uranium avait déjà averti le 14 juillet, le conseiller spécial de l'ayatollah Khamenei, Ali Akbar Velayeti, cité par l'agence Irna (le Figaro, 14 juillet).

Le 23 juillet, dans une rare rencontre avec la presse à New-York le vice-ministre iranien de Affaires étrangères Kazem Gharibadadi a affirmé que l'Iran pourrait se retirer du traité de non-prolifération si les pays européens réimposaient des sanctions (New York Times). Deux jours plus tard, le 25 juillet, une délégation iranienne a rencontré à Istanbul des émissaires français, allemands et britanniques. Cette réunion qui a duré plusieurs heures au consulat iranien a Istanbul ont permis une discussion « franche et approfondie » selon la partie iranienne. Les Européens ont appelé l'Iran à respecter ses engagements découlant de l'accord de 2015 et à assurer le retour des inspecteurs de l'ALEA. En l'absence de solution négociée les Européens pourraient déclencher le mécanisme de rétablissement des sanctions (Le Monde, The New York Times, 25 Juillet).

Cette reprise de contacts risque de s'avérer comme un énième exercice diplomatique formel en attendant une éventuelle négociation entre Washington et Téhéran.

Entre-temps, le régime iranien continue sa politique de prise en otage des ressortissants occidentaux ayant eu l'imprudence de se rendre en Iran : Le Monde du 2 Juillet rapporte «une nouvelle vague d'arrestations de ressortissants européens «accusés de coopération avec Israël. Le dernier en date de ces supposés « espions », est un jeune Français, Lennart Monterios, âgé de 18 ans, qui faisait une randonnée en vélo. Deux

autres Français, Cécile Kohler, professeur de lettres de 40 ans et son compagnon, Jacques Paris, 72, ans arrêtés le 7 mai 2022 au cours d'un voyage touristique en Iran, détenus depuis plus de 3 ans dans la sinistre prison d'Evin de Téhéran, encourent la peine de mort. Le franco-allemand Monterios préparait depuis fin 2023 «un voyage à vélo d'un an pour découvrir le monde, à travers l'Europe et l'Asie» après le bac et avant d'entreprendre des études supérieures. Ce passionné de sport, notamment d'escalade et de vélo avait sollicité une plateforme de financement participatif pour réaliser son projet. «J'aime beaucoup lire et voyager à travers les livres, et maintenant je souhaite voyager à travers le monde à vélo». «Un rêve de jeunesse brisé par la dure réalité de la théocratie iranienne. (Le Monde, 6 juillet)

D'autres étrangers suspectés d'espionnage : les malheureux réfugiés afghans qui ont fui le régime des Talibans et qui survivaient tant bien que mal dans les bidonvilles des villes iraniennes.

Depuis le 1er juin, près de 450.000 d'entre eux ont été expulsés manu militari vers l'Afghanistan. Fin mai, Téhéran avait donné «jusqu'au 6 juillet» aux «4 millions d'Afghans illégaux» pour quitter son territoire. Selon l'Organisation internationale pour les migrations, entre le 1er juin et le 5 juillet 449218 Afghans out quitté l'Iran pour leur pays d'origine.

Pour l'année 2025, ce nombre s'élève à 906 326 personnes. L'ONU a averti que le flux de populations pourrait déstabiliser davantage l'Afghanistan, déjà confronté à une grande pauvreté et à un taux de chômage élevé (Le Monde, 7 juillet)

La répression contre « les ennemis de l'intérieur » ne connaît pas de répit. Voici un résumé des principales exactions perpétrées au Kurdistan iranien selon des informations collectées par l'ONG des droits de l'homme Hengaw et l'Institut kurde de Washington.

Au cours des premières semaines de juillet 2025, les autorités iraniennes ont intensifié une répression massive contre la population kurde en Iran (Rojhelat). Les forces de sécurité et les tribunaux ciblent les Kurdes par des exécutions secrètes, des arrestations massives, des peines sévères et l'usage de la force létale, sous prétexte de sécurité nationale à la suite du récent cessez-le-feu entre l'Iran et Israël. Depuis le 1er juillet, des dizaines d'activistes kurdes, de figures culturelles et de citoyens ordinaires ont été arrêtés ou tués, accusés d'« espionnage » et de rébellion armée.

Début juillet, les tribunaux iraniens ont considérablement intensifié les condamnations à mort contre les Kurdes impliqués dans les manifestations « Femme, Vie, Liberté » de l'an dernier. Le 7 juillet, le tribunal révolutionnaire d'Urmia a condamné cinq Kurdes originaires de Bokan à un total ahurissant de 11 peines de mort (certains accusés en ont reçu deux ou trois chacun), en plus de lourdes peines de prison. Le juge Reza Najafzadeh a prononcé plusieurs chefs d'accusation passibles de la peine capitale – dont « insurrection armée » (*baghi*) et « inimitié envers Dieu » (*moharebeh*) – en les accusant également de liens avec des partis kurdes interdits (Komala, PDK) et même « d'espionnage pour Israël ». Le verdict mentionne la possession supposée de dispositifs satellitaires et une collaboration avec le Mossad comme preuves. Les organisations de défense des droits soulignent que le procès a ignoré les signes clairs de torture et d'aveux forcés, rendant des verdicts de façade sans preuves crédibles. Ces condamnations massives à mort – 12 au total dans cette affaire – marquent une forte montée du recours à la peine capitale par le régime pour terroriser la dissidence kurde.

Parallèlement aux exécutions, les agences de renseignement iraniennes ont lancé une vague d'arrestations dans les zones majoritairement kurdes. Dans les semaines qui ont suivi le conflit Israël-Iran, plus de 330 civils et activistes kurdes ont été arrêtés par les services de renseignement des Gardiens de la Révolution (IRGC) et le ministère du Renseignement, dans les provinces de l'Azerbaïdjan occidental (Urmia), du Kurdistan, de Kermanshah, d'Ilam, de Téhéran et même du Khorasan du Nord. La plupart ont été arrêtés sans mandat ni inculpation formelle, et beaucoup restent injoignables, sans accès à un avocat ni contact familial, détenus dans des centres secrets. Des dizaines d'autres ont été convoqués et interrogés pendant des heures, alors que les autorités élargissent leur réseau d'intimidation.

La répression a même visé les familles des membres de l'opposition kurde en exil. Le 10 juillet, des agents du renseignement ont perquisitionné une maison à Mahabad et arrêté Khedr Rasouli, 69 ans, et sa fille Klara Rasouli, père et sœur de l'activiste exilé du PDKI, Karo Rasouli. Les deux auraient été gravement torturés en détention et forcés à faire des « aveux » filmés, admettant un espionnage pour Israël. Selon des fuites, les images – obtenues sous la contrainte – seront utilisées par les médias d'État pour discréditer la famille Rasouli en la présentant comme des espions. Khedr Rasouli, ancien prisonnier politique ayant subi deux opérations cardiaques, se trouve dans un état alarmant à cause des sévices. Des sources kurdes affirment que le seul «crime» de cette famille est d'être liée à un leader dissident – une forme de punition collective désormais fréquente au Kurdistan iranien.

Dans le même temps, les autorités s'en prennent à la société civile kurde et à l'activisme environnemental. Le 21 juillet, les forces de sécurité ont arrêté au moins cinq Kurdes à Saqqez, dont le chef de village Latif Moradi et l'avocat Mozaffar Moradi, pour avoir protesté contre les activités d'une société minière aurifère. Les villageois manifestaient pacifiquement contre une exploitation destructrice pour les vergers, routes et montagnes près de Mirgeh Nakhshineh. Malgré une pétition citoyenne et des rassemblements pacifiques, le régime a répondu par des arrestations et des poursuites contre les organisateurs, soulignant que même les revendications écologiques et économiques sont réprimées.

Les militants culturels et linguistiques kurdes sont également visés. À Shirvan (province du Khorasan du Nord), des agents en civil des Gardiens de la Révolution ont arrêté Mostafa Rahnama, un athlète kurde de 47 ans et figure culturelle, le 21 juillet, alors qu'il se trouvait près d'une université. Il a été arrêté sans mandat, et les questions de sa famille sur son sort ou les charges retenues sont restées sans réponse. Cette arrestation s'inscrit dans une campagne plus large d'intimidation contre les enseignants de kurde et les associations culturelles, même hors du Kurdistan iranien. De même, en Azerbaïdjan occidental, le sort de l'artiste kurde de théâtre Amin Karimi reste inconnu plus de trois semaines après son arrestation, le 1er juillet, au poste frontière de Sarv Karimi, qui revenait de Turquie, a été arrêté par des agents frontaliers et a disparu depuis lors. Ces disparitions forcées plongent les familles dans l'angoisse et la peur pour leurs proches.

Enfin, les forces de sécurité iraniennes continuent d'utiliser la force létale contre les civils kurdes en toute impunité. Le 23 juillet, la police a abattu deux jeunes Kurdes, Arman Beyglari et Pezhman Badri, à Holeylan (province d'Ilam), suite à une altercation mineure dans un parc. Après une dispute, les deux hommes ont quitté les lieux en moto, mais ont été pourchassés par la police et abattus. Cet incident – sans lien avec des manifestations – illustre la réaction disproportionnée et violente du régime envers les Kurdes.

L'un des aspects les plus brutaux de la répression a visé les kolbars kurdes : des porteurs semi-légaux qui transportent des marchandises à travers les frontières occidentales pour survivre. Dans le sillage du cessez-le-feu, les autorités iraniennes ont qualifié ouvertement les kolbars de menace pour la sécurité nationale, justifiant l'usage de la force létale par des accusations d'espionnage. Au moins trois kolbars ont été abattus par des gardes-frontières iraniens au cours du mois. Parmi les victimes documentées figurent :

- Siwan Abdullahzadeh, 20 ans (tué le 28 juin à Baneh),
- Khaled Mohammadi, 23 ans (tué le 8 juillet à Baneh),
- Payam Ahmadi (tué le 15 juillet à Sarvabad)

De nombreux autres ont été grièvement blessés. Par exemple, le 4 juillet, Rezgar Mohammadi, un kolbar de Bukan, a subi de graves lésions rénales après avoir été attaqué par les forces du CGRI près de la frontière de Baneh. Le 23 juillet, à Marivan, les gardes-frontières ont non seulement tiré sur un kolbar blessé, mais l'ont également sauvagement battu. L'homme, identifié comme Ata, 23 ans, originaire de Sarvabad, a été accusé de contrebande. Cette brutalité a semé la terreur parmi les communautés pauvres de kolbars vivant le long des frontières.

Le gouvernement iranien lie explicitement ces actes à des allégations d'espionnage. Le 1er juillet, un député influent, Hossein-Ali Haji Deligani, a qualifié les kolbars de « brèche sécuritaire » et a appelé à des mesures immédiates pour stopper les prétendus transferts d'équipements militaires ou d'espionnage via les passages frontaliers non officiels. Après la guerre, les autorités ont interdit la pratique du kolbari, supprimant du jour au lendemain la principale source de revenus de milliers de familles kurdes.

Cette militarisation de la politique frontalière a eu des conséquences alarmantes : au premier semestre 2025, au moins 10 kolbars ont été tués et 12 blessés par des tirs directs des forces du CGRI ou des gardes-frontières. Les observateurs des droits humains affirment que Téhéran instrumentalise les accusations de sécurité pour légaliser les exécutions extrajudiciaires de travailleurs kurdes non armés. Les tirs, suivis de campagnes de diffamation dépeignant les victimes comme des « contrebandiers » ou des espions, indiquent une stratégie systématique visant à intimider et soumettre la population kurde frontalière.

Le Monde avec AFP
01 juillet 2025

En Turquie, nouvelle opération policière contre l'opposition à Izmir, 120 arrestations pour « corruption »

Plus de 120 membres de la municipalité d'Izmir, bastion de l'opposition dans l'ouest de la Turquie, ont été arrêtés, selon les médias turcs et le parti CHP, qui dénonce une opération similaire à celle menée en mars contre la mairie d'Istanbul.

Les autorités turques ont visé de nouveau l'opposition en arrêtant, mardi 1er juillet, plus de 120 membres de la municipalité d'Izmir, bastion du CHP dans l'ouest de la Turquie, lors d'une opération similaire à celle menée en mars contre la mairie d'Istanbul. Au total, 157 mandats d'arrêt ont été émis, rapportent les médias locaux, dont le quotidien *Cumhuriyet* et la chaîne de télévision privée NTV.

Murat Bakan, vice-président du CHP (Parti républicain du peuple, social-démocrate), premier parti d'opposition qui gère la troisième ville du pays de longue date, précise sur X que l'ancien maire et de nombreux *« hauts responsables »* de la municipalité ont été arrêtés. *« L'ancien maire de la municipalité métropolitaine, Tunç Soyer, de hauts fonctionnaires de l'époque et notre président provincial, Senol Aslanoglu, ont été arrêtés aux premières lueurs du jour. Nous sommes confrontés à un processus similaire à celui d'Istanbul »*, écrit Murat Bakan.

Les accusations portées contre ces personnes, selon lui, ont déjà *« fait l'objet d'enquêtes »* : *« Leur adresse est connue* (…) *Si elles étaient appelées à témoigner, elles se présenteraient. » « Cette arrestation à l'aube n'est pas une obligation légale, mais un choix politique clair »*, dénonce-t-il dans un long message sur X. Le porte-parole du CHP, Deniz Yücel, qui a annoncé se rendre à Izmir *« par le premier avion »* appelle *« le barreau d'Izmir à agir en solidarité contre d'éventuelles injustices et violations des droits »*.

Lors d'une manifestation en soutien au maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, suite à son arrestation, à Istanbul, le 7 mai 2025. YASIN AKGUL/AFP

Le 19 mars, une opération semblable pour « corruption » avait été conduite contre le maire CHP d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, emprisonné depuis, qui fait figure de favori pour la prochaine présidentielle, en 2028, face au président, Recep Tayyip Erdogan. Plus d'une centaine d'élus et de proches de l'édile ont été également arrêtés.

Ces arrestations avaient jeté des dizaines de milliers de manifestants dans les rues des principales villes de Turquie, dont Istanbul, Ankara et Izmir, d'une ampleur inédite depuis le grand mouvement de protestation de Gezi, en 2013. Des milliers de personnes avaient été arrêtées.

Mettre sous pression

Outre les personnes déjà citées, la chaîne NTV mentionne un ancien secrétaire général de la municipalité métropolitaine, le responsable d'une compagnie locale de travaux publics, ou encore un membre de la chambre de commerce d'Izmir.

L'antique Smyrne, sur la côte égéenne, troisième ville de Turquie après Istanbul et Ankara par sa population (près de cinq millions d'habitants) est connue pour ses sites archéologiques, son riche passé culturel, mais aussi son ouverture et sa diversité de population. Sa région est en proie depuis plusieurs jours à de très violents incendies qui ont conduit à évacuer plus de 50 000 personnes dans les districts voisins.

Le CHP, parti fondé par le « père » de la république turque, Mustafa Kemal dit « Atatürk », et première force d'opposition au Parlement, est, par ailleurs, dans le viseur

du pouvoir, qui l'attaque en justice pour « fraude » lors de son dernier congrès, risquant ainsi de destituer Özgür Özel, le leader actuel du parti, qui y a été élu en novembre 2023.
Le CHP estime que le procès est destiné à le mettre sous pression et à le punir pour avoir lancé la contestation, en mars, et en raison de son ascension continue dans les sondages. Le procès qui s'est ouvert lundi devant un tribunal d'Ankara a été renvoyé au 8 septembre. « *Aucun complot contre notre parti n'est indépendant du coup d'Etat du 19 mars* », a estimé M. Özel.

LE FIGARO

Apolline Convain
01 juillet 2025

Le triste retour des réfugiés dans une Syrie détruite

Avec la fin de l'année scolaire, une part importante des quelque 11 millions de Syriens ayant fui la guerre rentrent chez eux, malgré l'absence de reconstruction et le manque d'aide.

Debout sur un monticule de matelas empilés sur le tracteur de son père, Rawan, 11 ans, observe le village dont sa famille est originaire à Al-Amqiyah (Syrie) le 17 juin 2025. Antoni Lallican pour Le Figaro

Serrée entre sa mère et sa petite sœur sur la banquette arrière de la voiture, Bouchra émerge du sommeil pour observer les bâtiments qui défilent par la fenêtre. Le soleil matinal grimpe à l'horizon et fait monter le mercure dans l'habitacle. « C'est bon, on arrive, on rentre chez nous », répète-t-elle en boucle. « Regardez, on passait par là pour rentrer. Et voici la maison d'oncle Khaled », s'enthousiasme l'adolescente de 15 ans, dont le visage est bordé d'un foulard à carreaux.

Toute la famille Daher s'agite, impatiente d'arriver. Leur véhicule traverse des rues bordées de maisons détruites, puis s'arrête devant une bâtisse dont il ne reste que des murs blancs décrépits. Cette maison, la sienne, Bouchra ne s'en souvient pratiquement plus. Sur le pas de la porte, qui a été volée depuis longtemps, sa tante l'accueille d'une étreinte chaleureuse. Après onze ans d'exil, les Daher sont de retour à al-Amqiyah, leur village natal, situé dans le nord-ouest de la Syrie. Teiser, le père de famille, arrive à son tour sur un tracteur multicolore qui tire une remorque chargée d'un tas d'affaires savamment empilées. La famille se précipite chez les cousins pour célébrer leurs retrouvailles autour d'un petit-déjeuner.

À la faveur de la chute de la dictature Assad, le 8 décembre 2024, les quelque 6 millions de réfugiés et les plus de 7 millions de déplacés syriens à l'intérieur de leur pays en guerre ont retrouvé la perspective de rentrer chez eux. Mais de nombreuses familles contraintes à l'exil ont attendu la fin de l'année scolaire pour prendre le chemin du retour. Avec l'été, le nombre de revenants devrait se multiplier. Ce jeudi 19 juin, le cap des 2 millions a été atteint, selon le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR).

Lorsque les Daher quittent al-Amqiyah, en avril 2014, seule Bouchra, l'aînée, est née. À cette époque, le pouvoir syrien et son supplétif russe bombardent le village de 3 000 habitants. Pour fuir une mort quasi certaine, la famille se réfugie dans le camp d'Atma, le plus gros de Syrie, situé à la frontière turque. « Quand nous sommes arrivés, il y avait de la boue partout, se souvient Teiser, L'hiver, nous dormions sur des matelas imbibés d'eau. »

L'agriculteur et père de famille, séparé de ses terres, prend les armes dans les rangs de différentes factions armées pour combattre le régime de Bachar el-Assad. Il enchaîne en parallèle les travaux journaliers pour gagner de l'argent. Juste assez pour construire en 2018 une maison en dur, constituée de trois pièces aux murs gris. Tandis que le régime de Bachar massacre aveuglément sa population, le camp d'Atma, ouvert en

2012, devient en quelques années une véritable ville. Il accueille en 2022 jusqu'à 181 000 personnes, selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires. Le camp est le théâtre d'épidémies et de conflits entre groupes armés, dont l'État islamique. À ces conditions difficiles s'ajoute la souffrance d'être déplacé. « On se sentait désormais réfugiés dans notre propre pays, alors que je considère que les Syriens ne font qu'un. Ici, c'était comme si nous avions été oubliés par tout le monde », grince Teiser.

Durant cette décennie d'exil, sa femme, Samaer, accouche de quatre enfants. À ces enfants qui n'ont connu que l'horizon du camp d'Atma, le couple répète sans relâche qu'ils retourneront un jour dans leur village. « En me voyant préparer le déménagement, mon fils Mohammed ne comprenait pas. "C'est ici notre maison", m'a-t-il dit. Je lui ai expliqué que non, mais il ne me croyait pas », glisse le père de famille de 43 ans, la veille du départ. Aidé de quelques amis, il a fini de charger les affaires jusque tard dans la nuit, ce lundi 16 juin. Pendant ce temps, Bouchra, l'aînée de la fratrie, a dit adieu à son amie qui habite en face de chez elle. Au moment de quitter le camp, lorsque la voiture démarre à l'aube, l'adolescente fond en larmes. « Mes amis et mon école me manquent déjà, ce n'est pas facile de tout quitter », bredouille-t-elle entre deux sanglots, alors qu'elle s'apprête à quitter ce qu'elle a quasiment toujours connu.

De retour dans son village d'origine, les larmes de l'adolescente ont séché depuis longtemps. Elle s'aventure dans les rues dévastées du village, tandis que sa mère, Samaer, paraît de plus en plus soucieuse. « Je ne pensais pas que ce serait autant détruit. Je suis épuisée à l'idée de tout recommencer à nouveau, de dormir encore une fois sous la tente », avoue-t-elle tout en donnant le sein à sa dernière fille âgée de trois mois. Les fenêtres, les portes, les câbles électriques : tout a été volé par le régime Assad. Plus aucun service n'est assuré dans le village, que ce soit l'eau, l'électricité ou l'école. Cette femme s'assoit sur une chaise en plastique, et est rejointe par Wadha Walid Helawe, sa belle-sœur, de retour à al-Amqiyah depuis trois mois. « Nous dormons dans cette tente avec mes cinq enfants », explique cette dernière en montrant la construction en toile située à quelques mètres. Elle et son époux n'ont pas les moyens de réhabiliter leur maison.
« Il n'y a pas de mines dans le village. Mais il y en a dans les terrains autour, reprend Wadha Walid Helawe. Il y a deux mois, un adolescent qui gardait des moutons a marché sur une d'elles et est décédé. » La Syrie est le pays qui compte, derrière le Myanmar, le plus grand nombre de décès entraînés par des accidents causés par des restes d'explosifs de guerre, selon l'Observatoire des mines. À ces défis s'ajoutent ceux liés à l'absence de travail, à la perte des papiers d'identité et des titres de propriété et les problèmes de santé. Dans ce contexte, la Syrienne réfugiée pendant plusieurs années dans le camp de Kilis, en Turquie, déplore la rareté des aides dont elle bénéficie : « Une ONG est venue il y a quelque temps et nous a promis de nous aider, mais depuis, nous n'avons pas eu de nouvelles. » L'État n'a, de son côté, pas mis en place de plan national par manque de moyens.

Filippo Grandi, haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés, explique notamment ce manque de soutien par la suspension du programme USAID par Donald Trump, en février 2025. Le HCR a dû diminuer ses opérations de 30 % pour cette raison. « Un nombre important de pays européens qui nous financent, dont la France, ont aussi annoncé une diminution des aides, je trouve leur politique aveugle », déplore-t-il dans une interview au Figaro, lors d'une visite à Damas. Il souligne en outre l'importance des investissements à long terme pour reconstruire le pays. Il en rappelle l'urgence : « Si on ne prend pas un peu de risque dans l'assistance aux pays qui sortent de conflits, ils y rentrent de nouveau. C'est ça, le grand risque. La fenêtre est ouverte, mais elle pourrait rapidement se refermer. » Le haut-commissaire souligne le véritable risque que les réfugiés et déplacés quittent à nouveau le pays et renoncent définitivement à rentrer chez eux.

Le retour place les déplacés face à l'étendue de ce que la guerre civile leur a fait perdre. Teiser observe le champ de safran qui borde sa maison. « C'est là que mon fils de 11 mois est mort, confie-t-il. En 2016, lorsque le régime perdait du terrain dans la région, nous sommes revenus au village. Jesuis allé travailler dans les champs, mon enfant allongé dans une brouette à côté de moi. Un bombardement l'a tué. Revenir ici, c'est une victoire pour nous, mais c'est dur de se replonger dans ce passé. » Sa femme refuse de parler du drame. « J'espère que tous les criminels seront jugés pour ce qu'ils ont fait. Ce n'est qu'après que nous pourrons reconstruire nos vies », dit-elle seulement.

LE FIGARO

Georges Malbrunot
01 juillet 2025

L'Iran ne veut pas négocier sous la menace de bombardements

Alors que l'incertitude demeure sur l'ampleur des dommages causés aux installations nucléaires par les frappes israéliennes et américaines, Washington et Téhéran alternent le chaud et le froid sur une reprise des négociations en vue d'une neutralisation de la menace résiduelle posée par le nucléaire iranien. Après avoir affirmé dans la foulée du cessez-le-feu imposé à Israël et à l'Iran qu'il envisageait de lever certaines sanctions contre l'Iran, qui « veut une rencontre » avec les Américains, Donald Trump a soudainement changé de pied, déclarant qu'il « ne parlait pas à l'Iran et qu'il ne leur offrait rien », menaçant même de « bombarder » de nouveau l'Iran s'il enrichissait l'uranium à de hauts niveaux.

« J'ai travaillé à une possible levée des sanctions et à d'autres choses, ce qui aurait donné une bien meilleure chance à l'Iran de se remettre » de la guerre, avouait-il samedi. Mais, dans le même temps, Donald Trump a réfuté les informations de presse selon lesquelles son Administration discutait de la possibilité offerte à l'Iran de bâtir un programme nucléaire civil d'une valeur de 30 milliards de dollars. Selon les chaînes de télévision NBC News et CNN, l'Administration Trump réfléchissait à la possibilité d'offrir des incitations pour que Téhéran renonce à toute activité d'enrichissement d'uranium. Même si les bombardements américains ont quasiment anéanti les capacités iraniennes d'enrichissement, un doute subsiste sur 408 kg d'uranium enrichi à 60 % et potentiellement mis à l'abri avant les bombardements ainsi que sur la dissimulation de centrifugeuses. Des inconnues au centre d'éventuelles négociations à venir entre Washington et Téhéran.

Après avoir salué « la riposte très faible » de Téhéran aux bombardements américains de trois sites nucléaires iraniens, Donald Trump donne désormais l'impression d'avoir été déçu par les premières déclarations post-guerre du guide suprême, Ali Khamenei, qui a claironné avoir donné « une gifle » aux États-Unis. « Pourquoi l'ayatollah Ali Khamenei a dit qu'il avait gagné la guerre, quand il sait que c'est un mensonge ? », s'est indigné Trump, visiblement oublieux de ce que reconnaissait quelques jours avant JD Vance, son vice-président : « Les Iraniens disent parfois en public des choses opposées aux propos qu'ils tiennent en privé. » Le très impulsif président américain reproche à Khamenei son ingratitude. « Je savais exactement où il s'abritait, et je n'ai pas voulu laisser Israël ni les forces armées américaines, de loin les plus puissantes et les plus grandes du monde, mettre fin à sa vie, je l'ai sauvé d'une mort affreuse et ignominieuse », a-t-il martelé sur son réseau Truth Social.

À Téhéran, le Parlement exige une rupture avec l'AIEA

Côté iranien, l'heure est aussi à durcir le ton. Lundi, dans un communiqué, la présidence de la République islamique affirme avoir rompu sa coopération avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), en raison de la conduite « destructrice » de son chef, Rafael Grossi. Mardi dernier, le président modéré Massoud Pezechkian, qui a joué un rôle important pendant la guerre alors que le guide suprême était dans son bunker, avait pourtant déclaré que l'Iran était « prêt à résoudre les différends (…) à la table des négociations ». Depuis une semaine, le Parlement iranien a fait monter la pression, exigeant une rupture avec l'AIEA, à laquelle ce pays reproche de ne pas avoir condamné « l'agression israélienne ». Au grand dam des États-Unis et des pays européens, le chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghchi, a rejeté vendredi les demandes du chef de l'agence, Rafael Grossi. Son « insistance à visiter les sites bombardés (…) n'a pas de sens et peut même cacher des intentions malveillantes », a-t-il écrit sur le réseau X. La menace contre l'AIEA ne s'est toutefois pas traduite par l'expulsion de ses inspecteurs d'Iran.

Samedi, dans un effet de miroir avec le président américain, Abbas Araghchi a dénoncé les propos « irrespectueux et inacceptables » envers le guide suprême de Donald Trump, qui a affirmé avoir mis « une raclée » à l'Iran. « Nous entendons dire que Washington veut nous parler », a déclaré lundi à la BBC le vice-ministre iranien des Affaires étrangères, Majid Takht- Ravanchi. « Nous ne nous sommes mis d'accord ni sur une date ni sur les modalités. Nous cherchons une réponse à cette question : allons-nous assister à une répétition d'un acte d'agression alors que nous sommes engagés dans le dialogue ? », s'est-il interrogé. Échaudé, l'Iran ne veut pas se retrouver une nouvelle fois leurré, alors qu'Israël l'a attaqué deux jours avant un nouveau cycle de discussions avec les États-Unis à Oman.

Selon Takht-Ravanchi, « le niveau d'enrichissement d'uranium peut être discuté, la capacité peut être discutée, mais dire que vous (…) devriez avoir zéro enrichissement, et que si vous n'êtes pas d'accord, nous allons vous bombarder, c'est la loi de la jungle ». D'où la dernière exigence exprimée par Abbas Araghchi, qui veut obtenir des États-Unis un engagement préalable à ne plus bombarder l'Iran. Est-ce réaliste ? « Les négociations au bazar de Téhéran sont d'ordinaire longues », ironise un expatrié, familier de l'Iran. Moins optimiste, Vali Nasr, spécialiste de l'Iran aux États-Unis, constate que « la pause dans les combats n'ouvre pas la voie vers une paix. Israël a d'ores et déjà dit qu'il reprendrait ses bombardements si l'Iran reprenait sa marche vers le nucléaire. Et s'il n'y a pas un nouvel accord nucléaire entre les États-Unis et l'Iran, Téhéran va chercher à rassembler les pièces de son programme nucléaire pour le relancer. »

G. M.

Le Monde 01 juillet 2025

Donald Trump met fin aux sanctions visant la Syrie, sauf pour Bachar Al-Assad

Le décret présidentiel, qui évoque les « mesures positives » prises par les autorités syriennes depuis la chute d'Al-Assad, lève la plupart des sanctions, dont certaines datant de 1979, ne maintenant que celles prises contre l'ancien dictateur.

Donald Trump a signé, lundi 30 juin, un décret formalisant le démantèlement des sanctions américaines contre la Syrie, une nouvelle étape dans le rapprochement entre les deux pays après la chute de Bachar Al-Assad. *« Il s'agit d'un effort pour promouvoir et soutenir le chemin du pays vers la stabilité et la paix »*, a déclaré à la presse la porte-parole de la Maison Blanche, Karoline Leavitt, avant la signature du décret à huis clos.

Le président Trump avait créé la surprise en annonçant, lors d'une visite à Ryad le 13 mai, la levée des sanctions américaines, disant vouloir *« donner une chance de grandeur »* aux nouvelles autorités de Damas. Il avait aussi rencontré le lendemain le président syrien par intérim, Ahmed Al-Charaa, à la tête de la coalition rebelle dirigée par le groupe islamiste Hayat Tahrir Al-Cham (HTS) ayant renversé, en décembre, le président syrien.

Depuis, Washington a assoupli la plupart de ses sanctions pour faciliter le retour de la Syrie dans le système financier international et met en œuvre des autorisations pour encourager de nouveaux investissements en Syrie. Le département d'Etat a délivré une dérogation au titre de la loi « César » sur la protection des civils en Syrie. Cette loi de 2020 prévoyait des sanctions sévères contre toute entité ou entreprise coopérant avec le pouvoir déchu de Bachar Al-Assad.

« Un tournant important »

La Syrie, dirigée par le clan Al-Assad pendant plusieurs décennies, fait l'objet de sanctions internationales depuis 1979. Celles-ci ont été renforcées après la répression par le pouvoir de Bachar Al-Assad de manifestations prodémocratie en 2011, élément déclencheur de la guerre.

Le décret présidentiel, qui évoque les *« mesures positives »* prises par les autorités syriennes depuis la chute d'Al-Assad, démantèle l'architecture globale qui entoure les sanctions américaines, dont une déclaration *« d'urgence nationale »* en date de 2004.

Le chef de la diplomatie syrienne, Assad Hassan Al-Chibani, a salué, sur X, *« un tournant important, qui favorise l'entrée de la Syrie dans une nouvelle phase de prospérité, de stabilité et d'ouverture sur la communauté internationale »*.

« Avec la levée de ce grand obstacle à la reprise économique, s'ouvrent les portes tant attendues de la reconstruction et du développement, ainsi que de la réhabilitation des infrastructures vitales, créant ainsi les conditions nécessaires pour un retour digne et sûr des déplacés syriens dans leur patrie », a-t-il ajouté.

Vers une normalisation avec Israël

Les Etats-Unis maintiennent toutefois les sanctions visant Al-Assad, qui a fui en Russie, *« ses associés, les auteurs de violations des droits de l'homme, les trafiquants de drogue et personnes liées à l'Etat islamique »*, selon le décret.

Le retrait de la Syrie de la liste américaine des pays accusés de soutenir le terrorisme n'est pas encore à l'ordre du jour mais le secrétaire d'Etat américain, Marco Rubio, a clairement fait savoir que Washington envisageait de le faire. *« Je réexaminerai les désignations de HTS et du président Al-Charaa comme terroristes mondiaux spécialement désignés, ainsi que la désignation de la Syrie comme Etat soutenant le terrorisme »*, a-t-il dit dans un communiqué.

La levée des sanctions américaines survient alors que le ministre israélien des affaires étrangères, Gideon Saar, a affirmé, lundi, qu'Israël était *« intéressé »* par une normalisation de ses relations avec la Syrie et le Liban dans le cadre des accords d'Abraham de 2020. Parrainés par le président américain lors de son premier mandat à la Maison Blanche, ces accords ont vu Bahreïn, les Emirats arabes unis, le Maroc et le Soudan établir des liens formels avec Israël.

L'émissaire américain pour la Syrie Tom Barrack a assuré à ce sujet, lundi, que les frappes israéliennes contre l'Iran avaient offert une *« fenêtre de tir qui n'a jamais existé »* auparavant au Moyen-Orient.

Le Monde 01 juillet 2025

Turquie : un dessin de presse controversé conduit à l'arrestation de son auteur et d'un rédacteur en chef ainsi qu'à des affrontements à Istanbul

Le responsable du magazine « Leman » nie que l'image incriminée représente le prophète Mahomet. Des dizaines de manifestants en colère ont voulu s'en prendre à des employés de la revue satirique, provoquant des échauffourées avec la police.

La publication d'un dessin de presse, représentant pour les autorités turques le prophète Mahomet, a conduit à l'arrestation de son auteur et à des échauffourées à Istanbul entre la police et une foule en colère cherchant à attaquer des employés du magazine mis en cause.

Le bureau du procureur général d'Istanbul a annoncé, lundi 30 juin, avoir *« lancé une enquête sur la publication d'un dessin dans le numéro du 26 juin 2025 du magazine* Leman *qui dénigre ouvertement les valeurs religieuses, et des mandats d'arrêt ont été émis à l'encontre des personnes impliquées »*.

Le ministre de l'intérieur, Ali Yerlikaya, a quant à lui annoncé que la police avait arrêté le dessinateur, en publiant, sur X, des images de cette arrestation qui s'est déroulée dans une cage d'escalier. Le rédacteur en chef du magazine et un graphiste ont également été interpellés, a-t-il précisé.

« La personne nommée D. P. qui a fait ce dessin ignoble a été attrapée et placée en détention, a-t-il écrit. *Ces individus sans vergogne devront répondre de leurs actes devant la justice. »*

La police a perquisitionné les locaux de *Leman,* sur l'avenue Istiklal, à Istanbul, et des mandats d'arrêt ont été émis contre plusieurs autres responsables de la publication, a écrit, sur X, le conseiller à la présidence, Fahrettin Altun.

Le rédacteur en chef du magazine satirique « Leman », Tuncay Akgun, à Istanbul, en septembre 2018. OSMAN ORSAL/REUTERS

« Cela n'a rien à voir avec le prophète Mahomet »

En soirée, des manifestants en colère ont attaqué un bar souvent fréquenté par les employés de la revue, dans le centre d'Istanbul. Les accrochages avec la police ont rapidement dégénéré en affrontements impliquant entre 250 et 300 personnes, selon un correspondant de l'Agence France-Presse (AFP). La police a tiré des balles en caoutchouc et utilisé des gaz lacrymogènes pour disperser la foule en colère

Une copie de l'image en noir et blanc publiée sur les réseaux sociaux montre deux personnages dans le ciel, au-dessus d'une ville sous les bombardements. *« Salam aleykoum, je suis Mohammed »*, dit l'un en serrant la main de l'autre qui répond : *« Aleykoum salam, je suis Musa* [Moïse]. *»* Le rédacteur en chef du magazine, Tuncay Akgun, a assuré à l'AFP que l'image avait été mal interprétée.

« Ce dessin n'est en aucun cas une caricature du prophète Mahomet [Mohammed en arabe]*. Dans cette œuvre, c'est le nom d'un musulman qui a été tué lors des bombardements d'Israël, il a été appelé Mohammed, c'est une fiction. Plus de 200 millions de personnes dans le monde islamique s'appellent Mohammed »*, a-t-il déclaré. *« Cela n'a rien à voir avec le prophète Mahomet. Nous ne prendrions jamais un tel risque »*, a-t-il ajouté.

Sur X, *Leman* a estimé qu'il avait été sciemment mal interprété. *« Le dessinateur a voulu montrer la droiture du peuple musulman opprimé en représentant un musulman tué par Israël, il n'a jamais eu l'intention de rabaisser les valeurs religieuses »*, a-t-il déclaré.

« Nous n'acceptons pas l'opprobre qui nous est imposé parce qu'il n'y a pas de représentation de notre prophète. Il faut être très malveillant pour interpréter la caricature de cette manière, poursuit-il. *Nous présentons nos excuses à nos lecteurs bien intentionnés qui, selon nous, ont été victimes de provocations. »*

Un bastion satirique de l'opposition

« Le manque de respect envers nos croyances n'est jamais acceptable, a écrit, de son côté, sur X, le ministre de la justice, Yilmaz Tunc. *La caricature ou toute autre forme de représentation visuelle de notre prophète porte non seulement atteinte à nos valeurs religieuses, mais aussi à la paix sociale. »*

Le gouverneur d'Istanbul, Davut Gül, a également dénoncé *« cette mentalité qui cherche à provoquer la société en s'attaquant à nos valeurs sacrées ». « Nous ne resterons pas silencieux face à tout acte ignoble visant la foi de notre nation »*, a-t-il averti.

Selon Tuncay Akgun, l'offensive judiciaire contre le magazine, bastion satirique de l'opposition lancé en 1991, est *« incroyablement choquante, mais pas très surprenante ». « C'est un acte d'annihilation »*, a-t-il dénoncé.
Créé en 1991, *Leman* est, de longue date, la cible des conservateurs, en particulier à la suite de son soutien à l'hebdomadaire satirique *Charlie Hebdo* en France après l'attentat djihadiste dans ses bureaux parisiens en 2015, qui a fait 12 morts. L'attaque a eu lieu après la décision de *Charlie Hebdo* de publier à plusieurs reprises des caricatures du prophète Mahomet.

Le Monde **01 juillet 2025**

Incendies en Turquie : les principaux foyers partiellement maîtrisés

Plus de 50 000 personnes ont été évacuées au total, dont 42 000 autour d'Izmir et plus de 5 000 dans le Hatay, respectivement dans l'ouest et le sud du pays. Depuis vendredi, 342 feux de forêt se sont déclarés.

Les incendies étaient pratiquement maîtrisés en Turquie, mardi 1er juillet dans la soirée, autour d'Izmir (Ouest) et dans le Hatay (Sud), a affirmé le ministre de l'agriculture et des forêts turc, Ibrahim Yumakli, qui met en garde contre les conditions météo *« extrêmes »* à venir tout au long de l'été.

Feu de forêt à Seferihisar dans la province d'Izmir, dans l'ouest de la Turquie, le 30 juin 2025. AHMET AYBERK CIMEN / AFP

Dans un dernier point situation, mardi soir, le ministre s'est montré rassurant, affirmant que les principaux foyers de la province d'Izmir sur la côte égéenne, qui faisaient rage depuis dimanche soir, *« ont été partiellement maîtrisés ». « Les efforts de refroidissement se poursuivront toute la nuit et dans les jours à venir »*, a-t-il déclaré.
De même, *« aucune difficulté particulière n'est attendue dans le Hatay et Antakya »*, dans le Sud, dévasté en 2023 par un violent séisme.
Cependant, *« des conditions de chaleur extrême sont prévues pour la semaine et exigent que nous restions en alerte jusqu'au 15 octobre »*, soit au-delà de l'été, a mis en garde le ministre, qui appelle à rester *« prudents et vigilants »*.

Un été sous haute surveillance

« A partir de demain, des vents violents nous attendent dans une grande partie de Marmara, de l'Egée et de la Méditerranée. Les températures augmenteront de manière significative », avait déjà prévenu M. Yumakli alors que les normales saisonnières tournent autour de 31 °C à 35 °C.

Six incendies sont restés actifs toute la journée de mardi, attisés par des vents violents en particulier dans le Sud. Et *« 342 incendies de forêt se sont déclarés depuis vendredi »*.

« N'allumez, en aucun cas, de feu à l'air libre. Ne jetez aucun matériau susceptible de provoquer un incendie à l'extérieur ou dans des zones ouvertes. En particulier, ne laissez pas de matériaux susceptibles de s'enflammer rapidement en plein soleil », a alerté le ministre.

Au total, 50 000 personnes, dont 42 000 autour d'Izmir et plus de 5 000 dans le Hatay, ont dû être évacuées, lundi, et des centaines d'habitations ont été détruites, selon l'AFAD, l'autorité turque de gestion des urgences.
La Turquie, épargnée par les vagues de chaleur qui touchent l'Europe du Sud, est confrontée à des sécheresses récurrentes sous l'effet du réchauffement climatique.

The New York Times **July 1, 2025**

Macron and Putin Discuss Iran and Ukraine in Rare Call

It was the two leaders' first call since 2022, and the Russian president's first with any major European leader since last year.

In their first call in almost three years, President Emmanuel Macron of France and President Vladimir V. Putin of Russia appeared on Tuesday to find some common ground on Iran, but they continued to be at loggerheads over the war in Ukraine.

The two leaders seemed to reach some common ground on Iran, but they were still at odds over the war in Ukraine.Ludovic Marin/Agence France-Presse — Getty Images

The call, which lasted two hours, was initiated after the U.S. bombing of Iran's nuclear sites last month. The two leaders shared a concern, as members of the United Nations Security Council, with "preserving the global nuclear nonproliferation regime," a Kremlin statement said.

The call came after both leaders were left on the sidelines of the American decision to bomb Iran's nuclear sites. For Mr. Macron, it appeared to be a move to regain international relevance in the Middle East. For Mr. Putin, it was also an opportunity to emphasize Russia's stature as a player in global geopolitics despite the West's outrage over his invasion of Ukraine.

The call was a diplomatic risk for Mr. Macron, representing a new step in undoing the isolation of Moscow that Western leaders have tried to maintain since Russia's invasion began. It was Mr. Putin's first call with a major European Union leader since he spoke with Olaf Scholz, who was then chancellor of Germany, in November last year.

Mr. Putin has tried to use the Israel-Iran war and its aftermath as a way to break that isolation, casting Russia as well positioned to mediate because of its close ties with Iran and cordial relations with Israel.

Mr. Macron had visited Moscow three weeks before the Russian invasion of Ukraine in 2022 with the hopes of using diplomacy to dissuade the attack. He took the opportunity of the call with Mr. Putin to press the Russian leader on the war.

According to a press statement about the call by the Élysée Palace, Mr. Macron emphasized France's "unwavering support for Ukraine's sovereignty and territorial integrity" and called for a cease-fire as soon as possible.
Mr. Putin did not budge on Ukraine in the call, according to the Kremlin's statement, which repeated the Russian president's long-held talking points that blame the West for the war.

The statement said Mr. Putin had told Mr. Macron that a peace deal needed to address the war's "root causes," as

the Russian president often says in public, referring to issues like NATO's presence in Eastern Europe where Mr. Putin is seeking wide-ranging concessions before he stops fighting.

Mr. Macron called Ukraine's President Volodymyr Zelensky both before and after his call with Mr. Putin, according to a member of his team.

Mr. Macron and Mr. Putin both said they planned to coordinate their efforts on Iran. When it came to Ukraine, the Élysée Palace said "the two presidents will also continue to talk about this issue."

The two leaders spoke as President Trump, who has talked with Mr. Putin five times this year, appears to have stepped back from his push to broker a peace deal in Ukraine. It came after Mr. Putin offered last month to help mediate in the war between Iran and Israel, an offer that Mr. Trump said he rejected because he wanted Mr. Putin to "mediate Russia first."

RUDAW

july 1, 2025

Peshmerga unification enters final phase, set for completion by year-end

ERBIL, Kurdistan Region - The long-awaited unification of the Kurdistan Region's Peshmerga forces has entered its final phase and is expected to be completed by the end of the year, an advisor to the Region's presidency and former chief of staff of Iraq's Army, Babakir Zebari, told Rudaw on Tuesday. Efforts are now focused on forming the last of the 11 planned brigades, with ten already established.

Kurdistan Region's Peshmerga forces. File photo: Rudaw

"We are working on force unification and brigade formation," Zebari said, adding, "So far, ten brigades have been formed. We are now on the final one, and the process will be completed this year. All forces will be unified," he stressed.

This milestone represents a major step toward consolidating all Peshmerga units under the Ministry of Peshmerga Affairs. The effort includes integrating the powerful Unit 70 and Unit 80 forces - affiliated with the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and the Kurdistan Democratic Party (KDP), respectively - into a single chain of command. These two units together comprise the majority of the Peshmerga forces, totaling over 100,000 troops.

The Kurdistan Regional Government (KRG) has pursued the unification of its military forces for years, aiming to establish a professional, depoliticized national force free from partisan control.

The initiative has received consistent backing from international allies, particularly the United States and the US-led Global Coalition against the Islamic State (ISIS).

In January, Abdulkhaliq Babiri, undersecretary of the Peshmerga ministry, told Rudaw that support from the coalition - including logistical, equipment, and financial aid - is ongoing. Washington has pledged to continue its support through 2026.

Despite steady international support, the unification process has faced numerous setbacks. Between 2010 and 2013, approximately 42,000 Peshmerga from Unit 70 and Unit 80 were merged, and 14 brigades were formed. However, progress was stalled by internal political tensions and the outbreak of war against ISIS in 2014.

A renewed push came in 2018 with the announcement of a 35-point reform plan for unification, developed in collaboration with international partners.

More recently, in December, the Peshmerga ministry revealed plans to establish two operations command centers overseeing the 11 brigades. This effort aims to improve command and control, standardize training, and enhance operational effectiveness.

Additionally, an initiative to digitize health data for Peshmerga forces, funded by the US-based Spirit of America NGO, was launched in late April, as part of the broader efforts to professionalize and depoliticize the forces.

The New York Times

Farnaz Fassihi
July 1, 2025

Top Iran Official Survived Israeli Strike

Rear Adm. Ali Shamkhani was seen struggling to walk with a cane at a funeral procession this weekend for military commanders killed in the 12-day war.

A senior Iranian official and adviser to Iran's supreme leader who had been presumed killed in an Israeli attack last month was seen walking with a cane at a funeral service for military commanders over the weekend in Tehran.

Israel had attacked the penthouse duplex apartment of the official, Rear Adm. Ali Shamkhani, with a missile when it launched military strikes against Iran on June 13, beginning a 12-day war that was later joined by the United States.

The apartment, in a high-rise building in the affluent northern part of Tehran, sustained severe damage, photographs and videos on Iran's state media showed. The ceiling and floors collapsed in a pile of mangled debris. State media reports said at the time that the admiral had been severely injured and hospitalized. The New York Times, citing a person close to his family and Iranian officials, reported that he had not survived the attack.

Admiral Shamkhani had not been seen or heard from publicly since the attack, fueling reports that he was dead. But on Saturday, he attended the funeral procession, wearing a black suit and shirt, and struggling to walk while clutching a cane. He appeared visibly weak, his face thinner, and his back and shoulders hunched over.

Israel launched the military strike on Iran, it said, to target its nuclear facilities, missile factories, fuel depots and gas refineries. The strikes also hit residential apartment buildings where, it said, military commanders and nuclear scientists lived. Iran has said that the strikes killed at least 935 people, including 132 women and 38 children. The Iranian government has also said that 30 commanders and military personnel were killed.

Rear Adm. Ali Shamkhani in 2018. He told Iranian state media on Saturday that he had sustained serious injuries in the Israeli strike in June. Atta Kenare/Agence France-Presse — Getty Images

Admiral Shamkhani, 69, is one of Iran's most influential political figures. He had supervised negotiations with the United States over Iran's nuclear program before talks collapsed. He had served for years as secretary of the country's Supreme National Security Council and, most recently, had been appointed as a senior adviser to the supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei.

An ethnic Arab from Khuzestan Province who is fluent in Arabic, the admiral acted as the ayatollah's point man for restoring diplomatic relations with Saudi Arabia after years of broken ties.

Ayatollah Khamenei had given Admiral Shamkhani the responsibility for overseeing a committee that was guiding the nuclear negotiations with Washington. Israel launched the attack in June, it said, to stop Iran's advancing nuclear program and to stop it from weaponizing. The United States later joined the strikes in June, using submarine missiles and B-2 bombers carrying "bunker busting" bombs to target three nuclear sites: Natanz, Isfahan and Fordo.

The United Nations' nuclear watchdog has said that it had no evidence that Iran was building a bomb but that the country was stockpiling 400 kilograms, or 882 pounds, of highly enriched uranium, which could enable the government to build 10 bombs. Iran has maintained that its nuclear program is for peaceful energy purposes.

A funeral service for military commanders in Tehran on Saturday.Arash Khamooshi for The New York Times

In an interview with Iranian state television on Saturday, Admiral Shamkhani said he had been lying in bed and his wife had been sleeping in a separate room at the time of the attack. He said one son who lived with them had left the house 10 minutes before. After the strike, he said, his room was reduced to rubble.

"I first thought there was an earthquake — the rubble fell on top of me," Admiral Shamkhani said in the TV interview. When he heard a car pass, he realized it could not have been an earthquake. "I

said to myself, 'OK, the Israelis hit me,'" he said. He described losing oxygen under the rubble and having difficulty breathing.

He was stuck under the rubble for three hours, Admiral Shamkhani said. He prayed and kept shouting the names of his wife and son, he said. Rescue teams eventually heard him, and as they dug through the rubble, he said, they spotted his feet first before uncovering his whole body. In the interview he did not address if his wife had been injured.

Admiral Shamkhani said he had sustained serious injuries, including internal injuries, damage to his hearing and broken chest bones. During the TV interview, his voice sounded raspy and his speech was slow. At times, it appeared as if he was struggling to finish his sentences.

At the start of the televised interview, he breathed through an incentive spirometer, a medical device typically used to exercise the lungs after a surgery or an injury to the chest.

He said that he knew why Israel had targeted him but could not say it publicly. He also claimed that he had played a role in "making Israel miserable."

Admiral Shamkhani said that the chain of senior military commanders Israel killed in June had all been close friends with whom he had planned strategy.

He also said that the nuclear negotiations with the United States had been "trick negotiations" to lay the ground for attacking Iran.

Aleksandar Brezar
02 juillet 2025

L'Iran aurait décidé de mettre fin à la coopération avec l'AIEA

Le président iranien Massoud Pezechkian aurait ordonné mercredi l'arrêt de la coopération avec l'organe de surveillance nucléaire de l›ONU.View on euronews

Le président iranien Massoud Pezechkian aurait ordonné mercredi la fin de la coopération du pays avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), après les frappes aériennes israéliennes et américaines sur les principales installations nucléaires iraniennes, ont rapporté les médias d'État.

La décision du président iranien fait suite à une loi adoptée par le Parlement la semaine dernière pour suspendre cette coopération.
Après l'adoption de la loi, le Conseil suprême de sécurité nationale de l'Iran a été chargé de superviser le projet de loi et sa mise en œuvre.

Massoud Pezechkian, en sa qualité de chef du Conseil, aurait émis un ordre indiquant que le projet de loi serait mis en œuvre, mais on ne sait pas encore comment et dans quelle mesure.

Téhéran va-t-il relancer l'enrichissement de l'uranium ?

Le directeur général de l'AIEA, Rafael Grossi, estime que l'Iran pourrait être en mesure de relancer l'enrichissement de l'uranium dans «quelques mois», malgré les dernières frappes.

«Les capacités dont ils disposent sont là. Ils peuvent avoir, ... en quelques mois, je dirais, quelques cascades de centrifugeuses qui tournent et produisent de l'uranium enrichi», a-t-il déclaré lors d'une interview accordée à CBS News samedi.

Donald Trump a lui déclaré dimanche que les sanctions contre l'Iran pourraient être levées s'ils le pays acceptait d'avancer de manière pacifique.
«Nous avons des sanctions. Mais s'ils font ce qu'ils ont à faire, s'ils peuvent être pacifiques et s'ils nous montrent qu'ils ne feront pas plus de dégâts, je les révoquerais, et cela ferait une grande différence», a-t-il déclaré à Fox News.

Le président américain a expliqué qu'il avait rejeté la demande d'enrichissement d'uranium de l'Iran lors des négociations, en déclarant : «Je n'aurais pas laissé cela se produire». Il a ensuite justifié les frappes américaines, affirmant que «l'Iran ne peut pas avoir l'arme nucléaire et qu'il était à quelques semaines de l'avoir».

Le 22 juin, les États-Unis ont lancé plusieurs attaques conjointes avec Israël contre trois installations nucléaires iraniennes : Fordo, Natanz et Ispahan. Donald Trump a déclaré que ces installations avaient été «totalement anéanties» et que les attaques avaient fait reculer le programme nucléaire iranien «de plusieurs décennies».

Le Monde 02 juillet 2025

En Iran, les otages français Cécile Kohler et Jacques Paris inculpés d'espionnage pour le compte d'Israël

Téhéran a jusqu'à présent affirmé que le couple, détenu depuis plus de trois ans, était accusé d'espionnage, mais sans jamais préciser pour quel pays

Les Français Cécile Kohler et Jacques Paris, détenus en Iran depuis plus de trois ans, sont inculpés d'*« espionnage pour le Mossad »*, le service de renseignement extérieur israélien, de *« complot pour renverser le régime »* et *« corruption sur terre »*, ont déclaré à l'Agence France-Presse (AFP) une source diplomatique occidentale et l'entourage des détenus.

« Nous avons été informés de ces accusations », a affirmé la source diplomatique occidentale, ajoutant que ces accusations étaient *« infondées »*.

« Tout ce qu'on sait, c'est qu'ils ont vu un juge qui a confirmé ces trois chefs d'inculpation », a déclaré Noémie Kohler, sœur de Cécile Kohler. *« On ignore quand* [ils se sont vus notifier ces chefs d'inculpation]*. Mais ils n'ont toujours pas accès à des avocats indépendants »*, a-t-elle ajouté, lors d'un entretien avec l'AFP, au lendemain d'une visite consulaire du chargé d'affaires de l'ambassade de France à Téhéran.

Chacun de ces trois chefs d'inculpation est passible de la peine de mort.

Visite d'un diplomate français

Jusqu'à présent, l'Iran a affirmé que les deux Français étaient accusés d'espionnage mais il n'a jamais précisé pour quel pays. Téhéran n'a pas encore confirmé si de nouvelles accusations avaient été portées contre eux.

Les portraits de Cécile Kohler et Jacques Paris, devant l'Assemblée nationale, à Paris, le 7 mai 2025. ABDUL SABOOR / REUTERS

« Ces motifs d'inculpation, s'ils sont confirmés, sont totalement infondés », a réagi une source diplomatique française interrogée par l'AFP. *« Cécile Kohler et Jacques Paris sont innocents. Aucune sentence ne nous a été communiquée et, à notre connaissance, n'a été prononcée »*, a-t-elle ajouté, exhortant les autorités iraniennes à autoriser Cécile Kohler et Jacques Paris à avoir accès à leurs avocats.

« Nous n'avons cessé d'exiger leur libération immédiate et inconditionnelle depuis leur arrestation, il y a plus de trois ans », a déclaré, de son côté, le porte-parole du Quai d'Orsay, ajoutant que le président de la République, Emmanuel Macron, et le ministre des affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, avaient *« réitéré cette exigence auprès de leurs homologues iraniens à plusieurs reprises et encore ces derniers jours »*.

Mardi, Jean-Noël Barrot avait annoncé que Cécile Kohler et Jacques Paris, dont on était sans nouvelles depuis la récente frappe israélienne sur la prison Evin où ils étaient détenus, avaient reçu la visite d'un diplomate français.

« Une preuve de vie immédiatement »

Les familles et les avocats du couple avaient réclamé, vendredi, *« une preuve de vie immédiatement »*. *« Nous ignorons tout du sort de Cécile et de Jacques, nous ignorons s'ils sont encore vivants, nous ignorons où ils sont »*, avait alors alerté Noémie Kohler.

Les autorités françaises avaient précisé la semaine précédente avoir *« eu l'assurance »* que les deux Français n'avaient pas été blessés dans la frappe israélienne. Mais *« cette information vient des autorités iraniennes »*, ce qui est *« loin d'être une garantie »*, avait alerté Noémie Kohler, dont le dernier contact téléphonique avec sa sœur remonte au 28 mai.

Cécile Kohler, professeure de lettres de 40 ans originaire de l'est de la France, et son compagnon Jacques Paris, 72 ans, ont été arrêtés le 7 mai 2022, au dernier jour d'un voyage touristique en Iran.

Le Monde

Nicolas Bourcier
02 juillet 2025

Turquie : nouvelle vague d'arrestations contre le principal parti de l'opposition

Le maire d'Izmir, bastion de l'opposition au président Erdogan, ainsi que 109 membres de la municipalité appartenant au Parti républicain du peuple ont été arrêtés le 1er juillet pour corruption et irrégularités. Des accusations rejetées par le parti.

Il y a, en Turquie, un air de déjà-vu. Tandis que la publication d'un dessin de presse, représentant pour les autorités turques le prophète Mahomet, a conduit à l'arrestation de quatre journalistes, lundi 30 juin à Istanbul, les autorités se sont livrées, mardi 1er juillet au petit matin, à un vaste coup de filet dans la ville d'Izmir, troisième ville du pays et bastion du Parti républicain du peuple (CHP), le principal parti de l'opposition. Quelque 109 membres de la municipalité appartenant au CHP ont été arrêtés. L'opération n'est pas sans rappeler celle du 19 mars, lors de laquelle furent pris, à l'aube, le maire (CHP) d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, le principal opposant au président Recep Tayyip Erdogan, ainsi que 104 élus, proches et collaborateurs de l'édile.

Des manifestants font face à la police turque lors d'un rassemblement contre le 100e jour de détention du maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, à Istanbul, le 1er juillet 2025. YASIN AKGÜL/AFP

Menottés dans le dos, les suspects ont été emmenés en détention par les agents des forces de l'ordre. Les scènes se sont multipliées à Izmir, touchant des plus hauts responsables locaux aux fonctionnaires municipaux. Tous sont poursuivis pour corruption et irrégularités. Parmi ces nouvelles arrestations figurent l'ancien maire de la municipalité métropolitaine d'Izmir, Tunç Soyer (2019-2024), certains dirigeants de l'époque et l'actuel président provincial du CHP, Senol Aslanoglu.

Au total, 157 mandats d'arrêt ont été émis, rapportent les médias locaux. Le parquet général d'Izmir a annoncé qu'il était encore à la recherche de 48 personnes. Pour Murat Bakan, vice-président du CHP, ces arrestations, *« survenues à l'aube, découlent d'un choix politique clair »* : *« Nous sommes confrontés à un processus similaire à celui d'Istanbul »*, écrit-il dans un long message sur son compte X. Les accusations portées contre ces personnes, ajoute-t-il, ont déjà *« fait l'objet d'enquêtes, il n'y a aucun soupçon de corruption »*. *« Le tableau que nous observons aujourd'hui*, affirme-t-il, *n'est pas le fruit de la loi, mais d'un système judiciaire qui agit sur instructions. Nous luttons pour l'indépendance de la justice. Mais, face aux faits, nous constatons que cela reste un vœu pieux. »*

« Discréditer l'opposition »

Outre les personnes déjà citées, la chaîne NTV et le quotidien *BirGün* mentionnent un ancien secrétaire général de la municipalité métropolitaine, le responsable d'une compagnie locale de travaux publics, ou encore un membre de la chambre de commerce d'Izmir. *« Le gouvernement utilise le pouvoir judiciaire, qu'il a transformé en sa cour, comme un bâton. L'objectif n'est pas de lutter contre la corruption, mais de discréditer l'opposition afin de récupérer des voix, de réduire nos municipalités au silence et de façonner la politique »*, a réagi, de son côté, le vice-président du CHP Burhanettin Bulut, dans un communiqué. Il pointe également le fait que l'opération policière intervient alors que le pouvoir attaque le parti fondé par le « père » de la République turque, Mustafa Kemal Atatürk, en justice pour « fraude ».

Le CHP est accusé par une plainte d'avoir payé des électeurs, lors de son congrès, en novembre 2023, pour faire élire l'actuel leader du parti, Özgür Özel, ce que dément la formation. Le procès, qui s'est ouvert lundi devant un tribunal d'Ankara, a été renvoyé au 8 septembre. De nombreuses voix se sont émues d'une possible destitution de son dirigeant, devenu le porte-voix de la contestation qui s'est étendue à tout le pays depuis l'incarcération du maire d'Istanbul. *« Derrière cette affaire judi-*

ciaire se cache une manœuvre politique plus large, souligne le journaliste et intellectuel turc exilé en France Yavuz Baydar. *Erdogan, qui cherche à prolonger indéfiniment sa présidence, semble décidé à éliminer tous les obstacles à ses ambitions stratégiques. »* D'autant plus que les sondages placent depuis des mois la formation du président turc, le Parti de la justice et du développement (AKP), sous la barre des 40 % des intentions de vote. Soit encore plus bas que lors de sa cuisante défaite aux élections municipales du 31 mars 2024, qui ont consacré le CHP comme la première formation politique du pays.

Ces arrestations à Izmir interviennent alors que la région est en proie depuis plusieurs jours à de très violents incendies qui ont conduit à évacuer plus de 50 000 personnes dans les districts voisins. *« Au lieu d'arrêter un ancien maire, les autorités feraient mieux d'envoyer des hélicoptères et des Canadair pour lutter contre les feux, je n'en ai pas vu un seul »*, s'offusque une habitante, préférant l'anonymat, de la commune de Gümüldür, au sud de la ville, jointe par téléphone.

Killian Cogan Correspondant à Istanbul
02 juillet 2025

En Turquie, un journal satirique dans le viseur des autorités

Journalistes, caricaturistes et élus locaux : les attaques judiciaires contre les milieux d'opposition se sont multipliées ces derniers jours en Turquie. Lundi en soirée, les policiers ont mené une descente dans les locaux du journal satirique Leman et ont procédé à l'arrestation de deux rédacteurs en chef, du directeur de la rédaction et de l'auteur du dessin qui représenterait le prophète Mahomet, publié dans le numéro du 26 juin et considéré par la justice turque comme blasphématoire. Le procureur général d'Istanbul, qui a ordonné l'arrestation, estime ainsi que la caricature «dénigre ouvertement les valeurs religieuses». Le ministre de l'Intérieur turc, Ali Yerlikaya, a partagé les vidéos des interpellations dans une mise en scène digne d'une série B. «Ces individus sans vergogne devront répondre de leurs actes devant la justice», a-t-il vitupéré sur X. Deux autres personnalités liées à la rédaction font également l'objet de mandats d'arrêt, bien qu'ils soient actuellement à l'étranger. Dans la foulée de ces arrestations, plusieurs centaines de manifestants islamistes ont pris d'assaut le quartier où se trouvent les locaux de la revue satirique à Istanbul, tentant de s'immiscer dans l'immeuble en question et attaquant un bar rattaché à Leman. «Les chiens kémalistes rendront des comptes !» «Vive la charia !» ont-ils clamé, avant d'effectuer une prière collective sur l'emblématique avenue Istiklal. Et d'affronter les forces de l'ordre qui tentaient d'amadouer les assaillants tout en bloquant l'accès aux locaux du journal satirique.

«Hostilité». Beaucoup de ces assaillants étaient liés au Front islamique du Grand Orient, un groupuscule virulent qui revendique l'établissement d'un Etat islamique qui remplacerait la république de Turquie, et qui est officiellement considéré comme une organisation terroriste par les autorités d'Ankara. Leman s'est pour sa part défendu d'avoir dépeint le prophète, déclarant sur X que «le dessinateur a voulu montrer la droiture du peuple musulman opprimé en représentant un musulman tué par Israël, il n'a jamais eu l'intention de dénigrer les valeurs religieuses». Le dessin en question dépeint deux figures qui se serrent la main en surplombant une ville bombardée, l'un dit «salam aleykoum, je suis Mahomet», tandis que l'autre répond «shalom, je suis Moïse».

Ces arrestations interviennent quelques jours après l'annonce de sanctions par le RTÜK, l'équivalent turc de l'Arcom, contre la chaîne de télévision Halk TV, réputée proche du Parti républicain du peuple (CHP), la principale force d'opposition au Parlement dont est issu le maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, incarcéré depuis le 19 mars. Les chaînes d'opposition Tele1 et Sözcü TV ont aussi été sanctionnées : outre une interdiction de diffuser pendant dix jours, ces trois chaînes ont reçu une amende à hauteur de 3 % de leurs recettes du mois précédent. Elles sont accusées par le RTÜK d'avoir «incité l'hostilité au sein de l'opinion publique», qui menace enfin de révoquer intégralement leur licence. Si ces télés sont dans leur viseur du gouvernement, c'est qu'elles continuent de couvrir les rassemblements organisés par le CHP en soutien à Ekrem Imamoglu depuis son arrestation.

Règne à vie. Le 21 juin, le chroniqueur indépendant Fatih Altayli, dont la chaîne YouTube compte plus d'un million et demi d'abonnés, a lui aussi été arrêté avant d'être incarcéré par un tribunal turc le lendemain. Sa faute ? Avoir cité la veille de son arrestation un sondage indiquant que plus de 70 % de la population turque s'oppose au règne à vie de Recep Tayyip Erdogan. Il a par ailleurs affirmé que «le peuple turc aimait choisir ses dirigeants par les urnes», et rappelé que «plusieurs sultans avaient été assassinés par le peuple durant l'ère ottomane». Des propos que les procureurs ont qualifiés de «menaçants» pour le chef d'Etat turc. Mardi, les autorités ont enfin procédé à l'arrestation de près de 120 personnes liées à la municipalité d'Izmir, troisième ville du pays, et bastion du CHP.

The New York Times July 2, 2025

Iran Suspends Cooperation With U.N. Nuclear Watchdog

The decision means that international inspectors will not be able to oversee sites. Experts have warned that Tehran could revive plans to build a bomb.

Iran's president has enacted a law to suspend cooperation with the United Nations' nuclear watchdog, Iranian state media reported on Wednesday, in a move that will shut out international inspectors from overseeing the country's contested nuclear program.

The decision will further strain relations between Iran and the International Atomic Energy Agency, which were already at a low point since the start of the 12-day war with Israel and the United States that battered Iran's nuclear facilities and brought calls from Israel for renewed sanctions on Iran.

Iran could feel that it needs to start work on building a weapon as a deterrent to future attacks, experts have warned. But Iran's move to cut ties with the I.A.E.A. may also be a tactic to gain leverage in new negotiations with the Trump administration over the future of the Iranian nuclear program.

A spokeswoman for the U.S. State Department, Tammy Bruce, said Iran's suspension was "unacceptable" at a time it has "a window of opportunity to reverse course and choose a path of peace and prosperity."

"Iran cannot and will not have a nuclear weapon," she told reporters.

Iran has repeatedly insisted that its nuclear program is for civilian purposes. The I.A.E.A. has said that while it had no evidence that Iran was building a weapon, the country was stockpiling around 882 pounds of highly enriched uranium, which could enable the government to build 10 bombs.

Iranian officials criticized Rafael Grossi, the head of the International Atomic Energy Agency, for saying that there was no evidence of a systematic effort to build nuclear bombs only after Israel began its military attacks. Joe Klamar / Agence France-Presse — Getty Images

It is unclear how badly the strikes damaged Iran's nuclear program. President Trump insisted it was "obliterated," while Rafael Grossi, the I.A.E.A. director general, said that Iran could begin enriching uranium again in a "matter of months."

One of the I.A.E.A.'s main purposes is to monitor the nuclear activity of countries that have signed on to the Nuclear Nonproliferation Treaty and to try to prevent the building of nuclear weapons. Iran is a party to the treaty. Israel, which is widely believed to have nuclear weapons but has never confirmed it, is not.

The I.A.E.A. said that it was aware of the reports that Iran was suspending its cooperation and that it was waiting for further official information.

Iran's hawkish parliament passed the law last week. But it had not been clear whether the president, Masoud Pezeshkian, considered a political moderate, would put the law into effect or try to block it.

A satellite image of the Fordo nuclear facility in Iran after it was struck in a U.S. attack last month. Maxar Technologies, via Associated Press There has been widespread outrage in the Iranian government since the I.A.E.A. issued a declaration last month that Iran was not complying with its nuclear nonproliferation obligations. The agency released its findings the day before Israel launched its June 13 attack. Iranian officials argue the censure gave Israel political cover for its strikes. Iranian officials also accused Mr. Grossi of saying only after Israel began its strikes that there was no evidence of a systematic effort to build nuclear weapons. In fact, that assessment was in the report Mr. Grossi delivered to the agency's board in May, before the attack.

Israel's foreign minister, Gideon Sa'ar, called on Germany, France and Britain to reimpose sanctions on Iran in response to the new law under a provision in the 2015 deal that limited the country's uranium enrichment.

The deal was agreed to by the Obama administration, the other four permanent members of the U.N. Security Council, the European Union and Germany. Mr. Trump pulled the United States out during his first term, but European countries have continued to adhere to it.

Under a so-called "snap back" provision in the agreement, sanctions can be reimposed if Iran is found to have violated the nuclear provisions.

"There's justification for snap back. But I don't think we're there yet," said Sanam Vakil, the director of the Middle East and North Africa program at Chatham House in London. "Iran is trying to calibrate the escalation. It doesn't have too many cards to play, but this is the first opening salvo."
Germany's foreign ministry spokesman, Martin Giese, called the new law a "disastrous signal."

"Iran's cooperation with the I.A.E.A. is essential for a diplomatic solution," he told reporters on Wednesday, urging Tehran to reverse course.

Iranian lawmakers have stipulated two conditions for resuming cooperation, according to Iranian state media: that the safety of its nuclear program and scientists is secured, and an acknowledgment of what it says is its right under international law to enrich uranium.

Whether those conditions have been met would be decided by Iran's Supreme National Security Council, which shapes the country's security and foreign policy.

During the war, Iranian lawmakers also threatened to pass a law that would withdraw Iran from the Nuclear Nonproliferation Treaty. The agreement requires transparency over its nuclear program, and a commitment not to build a nuclear bomb.

By focusing on its relationship with the nuclear watchdog, Iranian officials appear to have put that threat aside.

Mr. Trump has said that negotiations over Iran's nuclear program could resume as soon as this week, but Iran's foreign minister said they could start only if the United States guaranteed that it would not attack the country during talks. "In order for us to decide to re-engage, we will have to first ensure that America will not revert back to targeting us in a military attack during the negotiations," the minister, Abbas Araghchi, told CBS News.

Under its agreement with Iran, the I.A.E.A. is supposed to inspect the nuclear facilities that Iran has publicly declared, including those at Natanz and Fordo, which the United States bombed. Israeli officials say there may be secret nuclear sites that Iran has not disclosed.

Le Monde

Madjid Zerrouky
02 juillet 2025

En Iran, une nouvelle vague d'arrestations de ressortissants européens

Le régime de Téhéran, qui retenait prisonniers, déjà avant la guerre avec Israël, une douzaine d'Occidentaux, a annoncé avoir arrêté plusieurs étrangers dans différentes provinces du pays, au motif qu'ils coopéraient avec l'Etat hébreu.

Cécile Kohler et Jacques Paris, détenus en Iran depuis trois ans, ont reçu, mardi 1er juillet, la visite d'un diplomate français, a annoncé le ministre des affaires étrangères, Jean-Noël Barrot. *« Nous avons obtenu, après avoir exercé une pression très forte sur les autorités iraniennes, une visite, aujourd'hui* [mardi]*, de la part de notre chargé d'affaires en Iran »*, a déclaré le ministre devant l'Assemblée nationale, sans préciser où s'est tenue cette visite, qui a eu lieu *« dans une prison »*, selon une source diplomatique. Arrêtés en mai 2022, Cécile Kohler et Jacques Paris sont accusés d'espionnage, ce que la France dément.

La prison d'Evin, à Téhéran, où étaient détenus jusqu'à récemment les deux Français, a été bombardée par Israël, le 23 juin, faisant 79 morts, selon les autorités judiciaires iraniennes, qui ont annoncé avoir, depuis, déplacé certains détenus, sans préciser leur identité. Les familles et les avocats de Cécile Kohler et Jacques Paris avaient demandé, le 27 juin, une *« preuve de vie immédiatement »*. *« Nous ignorons tout du sort de Cécile et Jacques, nous ignorons s'ils sont encore vivants, nous ignorons où ils sont »*, avait alors alerté la sœur de Cécile Kohler, Noémie Kohler. Les autorités françaises avaient affirmé la semaine dernière avoir eu l'*« assurance »* que les deux Français n'avaient *« pas été blessés »* dans la frappe israélienne.

Cette visite consulaire survient alors que les médias iraniens ont annoncé une nouvelle vague d'arrestations visant des ressortissants étrangers dans le pays, depuis le début des frappes israéliennes et de la « guerre de douze jours », le 13 juin. Téhéran aurait arrêté plusieurs *« ressortissants européens »* dans différentes provinces, au motif qu'ils coopéraient *« d'une manière ou d'une autre avec Israël »*, et aurait ouvert des procédures, a déclaré, le 30 juin, un porte-parole du pouvoir judiciaire.

« Missions de collecte d'informations »

Un *« ressortissant européen »* aurait ainsi été interpellé dans le nord-ouest du pays pour avoir prétendument tenté d'espionner des zones sensibles, selon l'agence Tasnim, affiliée aux gardiens de la révolution, l'ar-

mée idéologique du régime. Le 23 juin, l'agence de presse Fars, citant le procureur de Hamadan, dans l'ouest, faisait état de l'*« arrestation d'un espion européen travaillant pour le régime sioniste »*, qui menait des *« missions de collecte d'informations »*. Un autre Européen aurait été arrêté à Hormozgan, dans l'est, et un quatrième à Khorramchahr, à la frontière avec l'Irak.

Coutumières des mises en scène dans lesquelles les *« aveux »* des *« suspects »* sont diffusés par la télévision d'Etat, les autorités iraniennes n'ont pour l'instant pas fourni l'identité des personnes qu'elles prétendent avoir arrêtées. Fin juin, les images de l'interpellation supposée d'un touriste allemand qui traversait le pays à vélo, placé en détention depuis un an, ont été diffusées au lendemain d'une rencontre infructueuse entre le ministre des affaires étrangères iranien et ses homologues français, britannique et allemand.

Dans la prison d'Evin, après les bombardements israéliens en juin, lors d'une visite de presse organisée par le gouvernement, à Téhéran, le 1er juillet 2025. - / AFP

En mai, la France a annoncé son intention de déposer une plainte contre l'Iran devant la Cour internationale de justice pour dénoncer l'emprisonnement prolongé des deux citoyens français. Paris considère ces détentions comme faisant partie d'une « diplomatie des otages » pratiquée par Téhéran dans l'espoir d'obtenir des contreparties en échange de leur libération. Plus d'une douzaine d'Occidentaux, entrés sur le territoire avec un visa touristique, sont actuellement détenus en Iran.

Le Monde **03 juillet 2025**

L'Iran annonce la réouverture de son espace aérien

L'espace aérien iranien avait été totalement fermé le 13 juin après le début de l'attaque sans précédent lancée par Israël contre l'Iran.

L'Iran a annoncé jeudi 3 juillet la réouverture de son espace aérien – y compris au-dessus de Téhéran – qui avait été fermé le 13 juin après le début de l'attaque sans précédent lancée par Israël contre l'Iran.

« Les aéroports internationaux de Mehrabad et d'Imam Khomeini à Téhéran, ainsi que ceux du nord, de l'est, de l'ouest et du sud du pays, ont été remis en service et sont prêts à assurer des vols », a annoncé l'agence officielle IRNA.

Le 25 juin, au lendemain du cessez-le-feu, les vols avaient progressivement repris, mais uniquement dans l'est du pays. L'Iran avait ensuite étendu le 28 juin la réouverture de son espace aérien aux compagnies étrangères qui survolent son territoire. Jeudi, l'agence IRNA a précisé que seuls les aéroports d'Ispahan (centre) et de Tabriz (nord-ouest), deux villes visées à plusieurs reprises par les frappes israéliennes, resteraient fermés jusqu'à ce que les infrastructures soient de nouveau opérationnelles.

---

l'Humanité

Pierre Barbancey
03 juillet 2025

En Turquie, le PKK veut relancer le processus de paix ignoré par Recep Tayyip Erdogan

Le Parti des travailleurs du Kurdistan, qui a annoncé en mai sa dissolution, dénonce l'attitude d'Ankara, qui ne prend pas les mesures nécessaires. Une première cérémonie de désarmement organisée par le mouvement d'Öcalan aura bientôt lieu dans les montagnes irakiennes.

Une manifestante brandit la photo du fondateur du PKK Abdullah Öcalan. L'organisation dénonce l'inaction du gouvernement turc qui empêche la mise en place du processus de paix. © Sopa Images / SPUS/ABACA

(Page 13) Le PKK exhorte Ankara à respecter le processus de paix

Le Parti des travailleurs du Kurdistan, qui a annoncé en mai sa dissolution, dénonce l'attitude d'Ankara, qui ne prend pas les mesures nécessaires. Une première cérémonie de désarmement organisée par le mouvement d'Öcalan aura bientôt lieu dans les montagnes irakiennes.

En utilisant un mauvais de jeu de mots, on pourrait dire que le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) attend, l'arme au pied, un geste du pouvoir turc. « Nous sommes prêts, mais c'est le gouvernement (turc) qui n'a pas pris les mesures nécessaires » pour conclure le processus, a déclaré mercredi 2 juillet Mustafa Karasu, un des fondateurs et hauts responsables du PKK, à la chaîne de télévision Medya Haber, proche du mouvement.

Le 27 février, le fondateur du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Öcalan, emprisonné depuis 1999, lançait un appel à son organisation afin qu'elle dépose les armes et convoque un congrès pour sa dissolution, tout en l'exhortant à poursuivre la lutte par des moyens politiques légaux.

L'État turc reste sourd aux appels du PKK et de l'opposition

Ce congrès s'est finalement tenu du 5 au 7 mai. Il a pris la décision de dissoudre la structure organisationnelle du PKK et de mettre fin à la lutte armée, ainsi qu'aux activités menées au nom du PKK. Une décision qui « offre une base solide pour une paix durable et une solution démocratique », selon le Parti des travailleurs du Kurdistan, tout en estimant « qu'à ce stade, il est essentiel que la Grande Assemblée nationale de Turquie assume son rôle avec responsabilité historique ».

Un appel était également lancé aux partis politiques turcs, et notamment au CHP (Parti républicain du peuple, social-démocrate kémaliste). Mais depuis, bien de l'eau a coulé sous les ponts qui enjambent le Bosphore. Recep Tayyip Erdogan a bien compris que la région se trouve prise dans un tourbillon qui se déplace très rapidement, et ouvre des espaces dont il veut profiter.

Son problème réside dans l'élection présidentielle. Va-t-il les provoquer, alors que son aura n'est pas au beau fixe dans les sondages ? L'enfermement d'Ekrem Imamoglu, le maire CHP d'Istanbul, très populaire, n'a visiblement pas suffi.

« Un groupe au sein de l'État (turc) cherche à saboter le processus », dénonce Mustafa Karasu. « L'État turc doit remplir ses obligations. (…) Il n'existe pas à ce stade des mesures qui pourraient susciter de l'optimisme. Nous voulons mener le processus à son terme. Notre approche et notre attitude sur cette question sont parfaitement cohérentes », insiste-t-il en accusant l'armée turque de « continuer ses attaques » contre les forces du PKK dans les montagnes irakiennes.

La fin de la lutte armée, un tournant historique pour le PKK

Deux commandants du PKK basés en Irak ainsi que des médias kurdes ont laissé entendre récemment qu'une première cérémonie de désarmement aurait lieu, « en signe de bonne volonté », entre le 3 et le 10 juillet dans le nord de l'Irak, où sont repliés les

combattants kurdes.

Aysegul Dogan, porte-parole du Parti pour l'égalité et la démocratie des peuples (DEM), a néanmoins annoncé, jeudi 3 juillet, lors d'une conférence de presse, que des progrès significatifs étaient en cours vers un processus de désarmement historique.

« Les prochains jours sont cruciaux et historiques pour le processus de désarmement du PKK, a-t-elle affirmé. D'après les informations que nous avons reçues, les préparatifs sont en cours pour lancer ce processus. Nous entrons dans une nouvelle phase. » Elle a ajouté : « Il existe un consensus sur la formation de la commission parlementaire, qui jouera un rôle essentiel dans la détermination des prochaines étapes. »

Le Monde **03 juillet 2025**

Emmanuel Macron menace l'Iran de « mesures de rétorsion » s'il maintient l'inculpation d'espionnage contre deux Français

Cécile Kohler et Jacques Paris, détenus en Iran depuis plus de trois ans, sont inculpés pour espionnage au profit d'Israël. « La réponse ne se fera pas attendre », a prévenu le président français, qui veut en parler avec son homologue iranien, Massoud Pezeshkian.

Emmanuel Macron a menacé l'Iran, jeudi 7 juillet, de *« mesures de rétorsion »* s'il maintient l'inculpation pour espionnage au profit d'Israël contre les deux Français détenus à Téhéran. *« La réponse ne se fera pas attendre »*, a prévenu le président français, qui a annoncé son intention d'en parler prochainement avec son homologue iranien, Massoud Pezeshkian.

Les portraits de Cécile Kohler et Jacques Paris, devant l'Assemblée nationale, à Paris, le 25 mars 2025. BERTRAND GUAY / AFP

Les Français Cécile Kohler et Jacques Paris, détenus en Iran depuis plus de trois ans, sont inculpés d'*« espionnage pour le Mossad »*, le service de renseignement extérieur israélien, de *« complot pour renverser le régime »* et de *« corruption sur terre »*, avaient déclaré à l'Agence France-Presse (AFP) mercredi une source diplomatique occidentale et l'entourage des détenus. Chacun de ces trois chefs d'inculpation est passible de la peine de mort.

Jusqu'à présent, l'Iran a affirmé que les deux Français étaient accusés d'espionnage mais il n'a jamais précisé pour quel pays. Téhéran n'a pas encore confirmé si de nouvelles accusations avaient été portées contre eux.

De tels chefs d'accusation sont une *« provocation à l'égard de la France »* et un *« choix inacceptable d'agressivité »*, a fustigé Emmanuel Macron. *« Je pourrais dire simplement que c'est fantaisiste si ce n'était pas criminel »*. M. Macron n'a pas précisé la nature des *« mesures de rétorsion »* envisagées.

La menace d'un « snapback »

Plus tôt, le ministre des affaires étrangères français, Jean-Noël Barrot, avait rappelé l'existence d'un levier que Paris pouvait activer. *« Nous l'avons toujours dit à nos interlocuteurs du régime iranien : la question de décisions éventuelles sur des sanctions sera conditionnée au règlement de ce problème, de ce différend majeur »*, avait-il déclaré.

Face à la politique iranienne d'enrichissement d'uranium, les pays occidentaux menacent régulièrement Téhéran d'un *« snapback »*, méca-

nisme qui permet de réimposer des sanctions internationales, allégées dans le cadre d'un accord conclu en 2015. Cet accord signé à Vienne avec les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU) prévoyait d'encadrer le programme nucléaire iranien, en contrepartie d'un allègement des sanctions internationales.

Selon la résolution du Conseil de sécurité, les Etats *« participants »* ont la possibilité de dénoncer unilatéralement un *« non-respect notable »* de ses *« engagements »* par un autre signataire, une procédure inédite censée permettre d'aboutir, au terme de 30 jours, au rétablissement, ou *« snapback »*, des sanctions internationales contre Téhéran qui avaient été levées en échange de sa promesse en matière atomique.

Le sort de Cécile Kohler, professeure de lettres de 40 ans originaire de l'est de la France, et de son compagnon, Jacques Paris, 72 ans, inquiète. Ils étaient encore récemment détenus dans la prison d'Evine, touchée le 23 juin par des frappes israéliennes.

La Française a été transférée à la hâte avec d'autres prisonniers à la prison de Qarchak, où elle est restée 24 heures, a déclaré mercredi à l'AFP sa sœur Noémie, en se basant sur le compte rendu d'une visite consulaire d'un diplomate français mardi au pénitencier de Bozorg, dans le sud de Téhéran. Puis, *« on lui a bandé les yeux et on l'a emmenée dans un autre lieu de détention qu'on ne connaît pas »*. Jacques Paris a, lui, été transféré dans un lieu également inconnu, *« tout seul dans une cellule »*.

Le Monde **03 juillet 2025**

En Turquie, près d'Izmir, deux incendies nourris par des vents violents bientôt sous contrôle

Les deux foyers qui se sont embrasés mercredi soir menacent des réseaux électriques, des habitations et des élevages. Aucune victime n'a, pour le moment, été signalée.

Deux incendies continuent de faire rage jeudi 3 juillet dans la province touristique turque d'Izmir, poussés par un vent à plus de 85 kilomètres à l'heure (km/h), qui complique le travail des pompiers, selon les responsables locaux. Par ailleurs, un nouveau foyer s'est déclaré près de la ville d'Antalya (Sud) menaçant la populaire station balnéaire de Lara, mais il est en passe d'être maîtrisé, selon les autorités locales.

Deux incendies se sont déclarés mercredi soir de part et d'autre de la ville d'Izmir, gagnant les forêts autour d'Ödemiz à l'est, et, vers l'ouest, près de la localité balnéaire de Çesme (à 80 km). Au moins cinq districts ont dû être évacués et un octogénaire malade a été retrouvé mort dans sa maison du district d'Ödemiz faute d'avoir été secouru, selon les médias locaux. Le feu menace l'autoroute reliant la ville d'Izmir à Çesme, et la circulation a été interrompue.

« Le feu est actuellement confiné à la zone où se trouve l'autoroute. Si nous pouvons l'éteindre, nous aurons vaincu l'incendie de forêt et pourrons commencer les efforts de refroidissement », a expliqué le gouverneur provincial d'Izmir, Suleyman Elban. Mais *« le principal problème est la vitesse du vent, qui atteint jusqu'à 85 km/h, ce qui fait que le feu se propage très rapidement »* a-t-il souligné lors d'un point de presse sur place.

« Le vent souffle de manière irrégulière et change constamment de direction rendant l'intervention depuis les airs et au sol très difficile car le feu se propage rapidement et change lui aussi rapidement de direction. »
Des images de l'incendie de Çesme publiées en ligne montrent le ciel obscurci par d'immenses nuages de fumée. *« L'incendie de Çesme est terrifiant par sa superficie et son ampleur »*, a déclaré le groupe de surveillance forestière Orman Takip sur X.
Une dizaine d'avions et une trentaine d'hélicoptères ont été mobilisés ainsi que 1 100 camions de pompiers, a assuré le gouverneur. L'incendie a endommagé des câbles électriques et téléphoniques, ainsi que plusieurs bâtiments, et de nombreux animaux d'élevage ont dû être mis à l'abri. Le gouverneur d'Izmir, Suleyman Elban, citant des témoins et des techniciens, a affirmé que l'incendie avait été déclenché par un câble électrique dans une zone agricole sèche.

Des centaines de foyers se sont déclarées depuis vendredi soir en Turquie sous l'effet de la chaleur et de la sécheresse, attisés par le vent. Cinquante mille personnes avaient dû être évacuées lundi dans les provinces d'Izmir et du Hatay, dans le sud de la Turquie.

Le ministre de l'agriculture et des forêts turques, Ibrahim Yumakli, a mis en garde mardi soir contre *« des conditions de chaleur extrême prévues pour la semaine »* accompagnées de vents violents sur la côte égéenne à l'ouest du pays et le pourtour méditerranéen.

La Crète également en proie aux flammes

Par ailleurs, au large de la Turquie, dans le sud-est de l'île grecque de Crète, un incendie déclenché dans des broussailles a entraîné des évacuations d'habitants et de touristes, ont annoncé jeudi les autorités locales. Quelque 1 500 personnes ont été évacuées, selon les médias locaux, tandis que la chaîne de télévision publique ERT

évoque *« plus d'un millier »* d'évacuations après le départ de feu survenu mercredi en fin de journée.

Elles ont été ordonnées par précaution en raison de l'impossibilité de déployer des moyens aériens pendant la nuit de mercredi à jeudi, a précisé le vice-préfet de Lassithi, Yannis Androulakis, sur la chaîne de télévision Mega. *« En ce moment, il y a trois fronts actifs. En raison des vents forts, le feu a progressé assez rapidement à plusieurs endroits »*, a-t-il aussi expliqué.

Quelque 270 pompiers, 10 hélicoptères et des drones luttent contre les flammes, a précisé Vassilios Vathrakoyannis, porte-parole des pompiers, lors d'un point presse. Des renforts d'Athènes ont été envoyés sur place.
La Grèce comme la Turquie, épargnées par les vagues de chaleur qui ont touché récemment l'Europe du Sud, sont confrontées à des sécheresses récurrentes sous l'effet du changement climatique, les rendant particulièrement vulnérables aux incendies chaque été.

Des pompiers et des habitants interviennent sur un incendie de forêt dans le district de Menderes, de la ville d'Izmir (Turquie), le 29 juin 2025. IHLAS NEWS AGENCY / REUTERS

Le Monde

Jean-Baptiste Chastand
03 juillet 2025

L'Autriche, premier pays de l'UE à reprendre les expulsions de réfugiés vers la Syrie

Un Syrien de 32 ans, arrivé en Autriche en 2013 et condamné à sept ans de prison en 2018, a été expulsé, jeudi, vers son pays d'origine. Les ONG d'aide aux réfugiés craignent que cette expulsion, la première vers la Syrie depuis la chute de Bachar Al-Assad, incite d'autres pays de l'Union européenne à faire de même.

Le ministre de l'intérieur autrichien, Gerhard Karner, a annoncé fièrement la nouvelle devant les caméras, jeudi 3 juillet, de l'aéroport de Vienne. *« Pour la première fois en près de quinze ans, un délinquant syrien a été aujourd'hui expulsé directement vers la Syrie, en l'occurrence vers Damas »*, a annoncé ce responsable du Parti populaire autrichien (ÖVP, conservateur), quelques heures après le décollage d'un avion avec, à son bord, le premier cas connu de réfugié syrien à être expulsé directement vers son pays d'origine par un Etat de l'Union européenne (UE) depuis le début de la guerre civile, en 2011.

Cet homme de 32 ans, arrivé en Autriche en 2013, avait perdu son statut de réfugié après sa condamnation à sept ans de prison en 2018. Mais, comme tous les Syriens présents en Europe, il était jusqu'à récemment inexpulsable en raison des risques de mauvais traitements encourus en Syrie tant que Bachar Al-Assad était au pouvoir. Depuis la chute du dictateur, en décembre 2024, plusieurs responsables politiques européens se sont rendus à Damas pour essayer de reprendre les expulsions, en accord avec les nouvelles autorités syriennes.

Deux pays poussent particulièrement en ce sens : l'Autriche et l'Allemagne,

qui ont accueilli plusieurs centaines de milliers de réfugiés syriens depuis la crise migratoire de 2015, mais font face à une extrême droite en pleine progression sur leur scène politique nationale. A la fin d'avril, M. Karner s'était ainsi rendu à Damas avec son homologue allemande d'alors, la sociale-démocrate Nancy Faeser, pour demander au nouveau ministre de l'intérieur de commencer à reprendre les Syriens après plusieurs cas d'agressions commises par des réfugiés dans les deux pays.

Des migrants, majoritairement syriens, franchissent la frontière autrichienne, en provenance de la Hongrie, à Hegyeshalom, le 23 septembre 2015. LEONHARD FOEGER / REUTERS

« Une politique d'asile dure mais juste »

Le ministère autrichien a justifié son refus de donner des détails sur le profil du *« délinquant »* expulsé jeudi, invoquant *« des raisons de sécurité »*. Mais à partir des bribes d'information fournies par les autorités, il est possible d'établir qu'il s'agit d'un islamiste condamné pour appartenance à l'Etat islamique par le tribunal de Salzbourg et qui avait ensuite été à nouveau signalé pour radicalisation lors de son séjour en prison. Il avait été placé en centre de rétention après sa libération, en décembre 2024, et avait tenté de demander une protection en référé à la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), mais celle-ci, en juin, l'a débouté.

Cette expulsion est *« un signal important pour montrer que l'Autriche suit une politique d'asile dure mais juste »*, a vanté M. Karner, promettant *« que d'autres* [allaient] *suivre »*, y compris *« vers l'Afghanistan »*, un pays vers lequel toutes les expulsions ont pourtant été suspendues par les justices européennes depuis le retour au pouvoir des talibans, en août 2021. Pour les nouvelles autorités syriennes, qui cherchent une légitimité internationale et réclament la levée des sanctions européennes, cette expulsion témoigne de leur disponibilité à coopérer avec les autorités occidentales.

Une décision critiquée par les ONG

Les ONG autrichiennes d'aide aux réfugiés, qui avaient soutenu le recours du Syrien devant la CEDH, ont dénoncé cette expulsion. *« Sur la base des informations disponibles, il n'est pas possible d'exclure sérieusement que la personne concernée risque d'être soumise à des traitements inhumains, voire à la torture, en Syrie »*, a notamment critiqué l'association Asyl Koordination. Les ONG craignent que cette première expulsion incite d'autres pays de l'UE à faire de même, alors que la situation des réfugiés syriens présents en Europe s'est assombrie ces derniers mois.

Si M. Karner a dit vouloir expulser avant tout *« les délinquants et des individus dangereux »*, sa coalition, où siègent conservateurs, sociaux-démocrates et libéraux, mène la vie dure à l'ensemble des réfugiés syriens et afghans, en espérant que cela privera de carburant électoral le parti d'extrême droite FPÖ, arrivé en tête des législatives, en septembre 2024.
Depuis la chute de Bachar Al-Assad, l'Autriche a ainsi rouvert les dossiers d'asile de milliers de réfugiés syriens arrivés récemment sur son territoire et suspendu toutes les procédures de regroupement familial. Elle fait aussi partie des neuf pays européens ayant signé une lettre ouverte, le 22 mai, pour reprocher à la CEDH de trop protéger les *« étrangers criminels »* et demander *« plus de latitude pour décider de* [leur] *expulsion »*. En ne bloquant pas l'expulsion de jeudi, la CEDH a montré qu'elle était sensible à ces préoccupations.

The New York Times

Karen Kramer
July 4, 2025

Iran Is Terrorizing Its Own Citizens. The World Needs to Respond.

Over the past week, Iran has begun a quiet campaign of terror — not against an outside adversary but against its own people.

After the U.S.-brokered cease-fire between Iran and Israel took effect on June 24, the Islamic republic began a brutal domestic crackdown. Nearly 1,500 Iranians have been arrested, according to activists and human rights lawyers in Iran. They include professors, musicians, students, dissidents, poets, former political prisoners, members of Iran's religious and ethnic minorities and grieving parents of slain protesters. Executions are underway. Due process is nonexistent.

Kaveh Kazemi/Getty Images

This is not a mere tightening of authoritarian control. The Iranian regime, reeling from the humiliating losses it suffered at the hands of Israel and the United States, appears to be using the trauma of last month's short but intense war to settle domestic scores and reassert absolute authority through fear. Silence from the international community risks enabling this campaign, opening the door to state violence on a mass scale.

The Center for Human Rights in Iran has confirmed that most, if not all, of those swept up in mass arrests are being denied access to legal counsel and subjected to sham trials. Many have been charged with espionage or national security offenses — broad, ill-defined accusations routinely used by Tehran to imprison or execute dissidents. Since the war began, at least six Iranians have been hanged on such charges. Many more may face death sentences in the coming days.

The arrests are surgical, systematic and sweeping — an effort to extinguish the last embers of civic resistance ignited during the 2022 Women, Life, Freedom protests and sustained by countless ordinary Iranians since then demanding dignity, liberty and justice. The regime is sending a chilling if all too familiar message: Dissent equals death.

Entire communities are under siege, according to the activists and lawyers the Center for Human Rights in Iran has spoken to in communities across the country. In Kurdish-majority areas, checkpoints controlled by the Islamic Revolutionary Guards Corps now encircle cities, and civilians are being detained at will, these people say. One activist from a Kurdish city told the center that intelligence agents had summoned and interrogated relatives of Kurdish political activists who live abroad and that the agents "have pressured and threatened the families to force their relatives overseas to stop their activism." Religious minorities, especially Baha'is, have also seen arrests spike, and hundreds of citizens have reportedly been arrested and charged with antigovernment propaganda for posting comments on social media.

Making matters worse, Iran's Parliament has moved to fast-track legislation that would codify and escalate this repression. The measure's vague language would equate online activism and information sharing with terrorism and treason. Anyone accused of undermining national security or sharing content with foreign media could face life imprisonment or death.

To be sure, this is not the regime's first crack at mass violent suppression. It killed over 500 people during the Women, Life, Freedom protests and more than 1,000 people in protests in 2019. But Iranian activists have noted that the current number of arrests in just one week is exceptional, as are the checkpoints for people heading into and out of many cities. And this time, the government is not arresting protesters. Instead, ordinary citizens are being swept up, creating a climate of fear throughout the population — which is perhaps the intention.

The United States and its allies must not treat this unfolding human rights catastrophe as a sideshow to geopolitical diplomacy. Any talks between the United States and Iran would provide a vital opportunity for Washington to make clear that engagement with Tehran requires these conditions: an immediate halt to arbitrary arrests and detentions, transparency regarding the condition and whereabouts of detainees and po-

litical prisoners, a moratorium on executions and a commitment to due process and legal representation.

To ignore this moment is to validate the regime's strategy: to eliminate dissent at home while the world's attention is elsewhere, too distracted to intervene. It's a strategy that has long been central to the Islamic republic's survival. In 1988, after a badly weakened Iran reluctantly agreed to a cease-fire with Iraq after eight brutal years of war, the regime ordered the executions of up to 5,000 political prisoners, most of whom had been tried and were serving their prison sentences.

The casualty of the Islamic republic's unchecked aggression will be Iranian civil society, which is deeply at odds with the regime's domestic and foreign policies and, if supported, could one day form the foundation of a new, free Iran.

The United States has the leverage — and thus the lead role to play. Yet the broader international community, especially other democratic governments, must also act. They can strengthen sanctions targeting human rights violators, coordinate diplomatic isolation, apply pressure at the United Nations and use public accountability measures that include prosecution of responsible officials in national courts under the principle of universal jurisdiction. These actions are essential.

Iran's leaders are counting on the fog of war to obscure their crimes. Let the world prove them wrong. If we fail to respond now, we will not only abandon the people of Iran; we will help write a dangerous new chapter in the history of impunity.

Le Monde **04 juillet 2025**

Les inspecteurs de l'AIEA quittent l'Iran

L'Iran a suspendu mercredi sa coopération avec l'Agence internationale de l'énergie atomique et multiplie les accusations à son encontre, depuis les bombardements israéliens et américains de ses sites nucléaires.

Une équipe d'inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), avec laquelle Téhéran a cessé de coopérer, *« a quitté l'Iran »*, vendredi 4 juillet, pour *« retourner au siège »* viennois de l'organisation, a fait savoir cette dernière.

Le directeur général de l'AIEA, Rafael Grossi, a réitéré l'*« importance cruciale »* de discuter avec la République islamique des modalités de la reprise, *« dès que possible »*, des *« activités indispensables de surveillance et de vérification »* de l'agence.

Les autorités iraniennes ont suspendu mercredi leur coopération avec l'instance de l'ONU chargée de la sûreté nucléaire et multiplient les accusations à son encontre, depuis les bombardements israéliens et américains de leurs sites nucléaires. Cette décision a suscité la colère du gouvernement israélien ainsi que les condamnations de l'Allemagne et des Etats-Unis. L'ONU l'a, quant à elle, jugée *« inquiétante »*.

Rafael Grossi, directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, le 23 juin 2025, à Vienne. ELISABETH MANDL / REUTERS

Affirmant que l'Iran était sur le point de se doter de l'arme atomique, Israël avait lancé le 13 juin une vaste offensive aérienne contre des centaines de sites nucléaires et militaires. Téhéran, qui nie vouloir devenir une puissance nucléaire mais revendique le droit d'enrichir de l'uranium à des fins civiles, a riposté avec des tirs de missiles et des raids de drones en Israël.

Téhéran, qui a adhéré en 1970 au traité de non-prolifération nucléaire, a affirmé jeudi son attachement à ce texte, après avoir menacé de le dénoncer. La coopération est *« une obligation juridique »* pour un *« pays signataire »*, a rappelé Rafael Grossi le 26 juin.

La loi iranienne sur la suspension de la coopération avec l'AIEA ne précise pas quelles mesures concrètes elle pourrait entraîner. Les inspecteurs de l'agence n'ont pas eu accès aux stocks d'uranium iraniens depuis le 10 juin.

The New York Times July 4, 2025

Nuclear Inspectors Leave Iran After Cooperation Halted With U.N. Watchdog

The withdrawal of international inspectors comes amid heightened concerns that Iran, battered by Israeli and U.S. strikes, may be driven to try to build a nuclear bomb.

The United Nations' nuclear watchdog said on Friday that its inspectors have left Iran, days after the country — still reeling from its war with Israel — suspended cooperation with the international agency.

Iran's president enacted a law on Wednesday that halts cooperation with the International Atomic Energy Agency, effectively blocking international oversight into Iran's contentious nuclear program.

This comes at a particularly critical moment, when experts are warning that the attack on Iran's nuclear facilities may simply drive the country to take its program underground, making it even more difficult to determine whether it was working toward building a weapon.

"An I.A.E.A. team of inspectors today safely departed from Iran to return to the Agency headquarters in Vienna, after staying in Tehran throughout the recent military conflict," the U.N. agency said in a statement on the platform X.

Tensions between Iran and the agency had been rising since Israel launched attacks on Iranian military and nuclear sites, prompting a war that briefly drew in the United States.

Iran had turned some of its ire over the attacks against the I.A.E.A., which declared last month that Iran was not complying with its nuclear nonproliferation obligations.

Iranian officials have argued that the censure gave Israel political cover for its attacks, which were launched a day after the agency's declaration, striking nuclear and military sites and killing nuclear scientists.

Reza Najafi, Iran's ambassador to the International Atomic Energy Agency, speaks to journalists shortly after an extraordinary I.A.E.A. board of governors meeting at the agency's headquarters in Vienna last month.Joe Klamar/Agence France-Presse — Getty Images

It is not yet clear how badly Iran's nuclear program was damaged in the war.

President Trump said that the U.S. bombing of three Iranian nuclear sites, in addition to Israeli strikes over 12 days of war, "obliterated" the program.

Other officials, including the I.A.E.A. director general, Rafael Grossi, have been more circumspect, saying that Iran's stockpile of highly enriched uranium remains unaccounted for, and that the program may have been only delayed, rather than destroyed.

Uranium enriched at low levels can be used as fuel for producing energy, while highly enriched uranium can be used to make a nuclear weapon.

Iran has long insisted its nuclear program is for peaceful uses only, but the I.A.E.A. reported in May that, while it had no evidence that Iran was building a weapon, the country was stockpiling about 882 pounds of highly enriched uranium, which could enable the government to build multiple bombs.

Mr. Grossi, the I.A.E.A. director general, stressed in a statement on Friday the "crucial importance of the I.A.E.A. discussing with Iran modalities for resuming its indispensable monitoring and verification activities in Iran as soon as possible."

Iranian lawmakers have stipulated two conditions for resuming cooperation, according to state media. One is that the safety of its nuclear program and scientists is secured and the second is an acknowledgment of what it says is its right under international law to enrich uranium.

At the same time, Iranian officials have been publicly signaling a willingness to return to negotiations with Washington.

"We are for diplomacy," Iran's deputy foreign minister, Majid Takht-Ravanchi, told NBC News on Thursday. "We are for dialogue."

Le Monde 05 juillet 2025

En Turquie, trois nouvelles arrestations de maires d'opposition

Les interpellations des maires d'Adana, d'Antalya et d'Adiyaman sont les dernières en date d'un nombre croissant d'enquêtes visant des élus du Parti républicain du peuple, la formation d'opposition subissant une pression accrue du gouvernement du président Recep Tayyip Erdogan.

Trois maires du principal parti d'opposition en Turquie, le Parti républicain du peuple (CHP), ont été arrêtés, samedi 5 juillet, dans le cadre d'une enquête sur des accusations de crime organisé dénoncée comme une *« opération politique »* par les responsables de cette formation.

Ces interpellations sont les dernières en date d'un nombre croissant d'enquêtes visant des élus du CHP ; le gouvernement du président Recep Tayyip Erdogan exerce une pression accrue sur le parti qui a remporté une large victoire contre la formation au pouvoir, le Parti de la justice et du développement (AKP), lors des élections locales de 2024.

Elles sont liées à une enquête sur des allégations de corruption qui a abouti à la destitution en mars du puissant maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, le plus important rival politique de M. Erdogan et candidat du CHP pour la présidentielle de 2028. L'incarcération de M. Imamoglu a déclenché les pires émeutes que la Turquie ait connues depuis 2013.

En début de semaine, la police a arrêté 137 personnes à Izmir, troisième ville du pays et bastion de l'opposition, dans le cadre d'une enquête sur des allégations de corruption. Les trois maires arrêtés samedi, Zeydan Karalar, Muhittin Böcek et Abdurrahman Tutdere, sont respectivement à la tête des villes d'Adana, d'Antalya et d'Adiyaman, dans le sud et le sud-est de la Turquie.

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, saluant Zeydan Karalar, le maire d'Andana, devant Mansur Yavas, le maire d'Ankara, à Ankara (Turquie), le 11 septembre 2019. SERVICE DE PRESSE DE LA PRÉSIDENCE TURQUE/AFP

Au moment où il était emmené par des policiers, un journaliste est parvenu à interroger le maire d'Adana sur la raison de son arrestation. *« Là où il y a un journaliste ou un politicien influent, ils le réduisent au silence »*, a répondu M. Karalar, selon les images diffusées sur les réseaux sociaux.

« Dans un système où la loi se plie et oscille en fonction de la politique, où la justice est appliquée pour un groupe et ignorée pour un autre, personne ne devrait s'attendre à ce que nous fassions confiance à l'Etat de droit ou à ce que nous croyions en la justice, a dénoncé sur X Mansur Yavas, le maire d'Ankara, la capitale de la Turquie. *Nous ne nous inclinerons pas devant l'injustice, l'anarchie ou les opérations politiques. »*

Manœuvres juridiques

Le parti prokurde DEM, le troisième plus important au Parlement turc, a dénoncé les arrestations. *« Cette persécution des élus doit cesser »*, a écrit sur X Tülay Hatimogullari, coprésidente du DEM. *« Ne pas reconnaître la volonté du peuple provoque de profonds clivages au sein de la société »*, a-t-elle écrit. *« Ces opérations ne constituent pas une solution, mais bloquent la route vers une Turquie démocratique »*, selon elle.

Le DEM a collaboré étroitement avec le gouvernement Erdogan pour aider à mettre un terme au conflit qui dure depuis des décennies avec les Kurdes. Il a facilité les pourparlers qui, en mai, ont amené les militants kurdes du PKK à mettre un terme à leur lutte armée, un conflit qui a coûté la vie à près de 40 000 personnes.

Les arrestations de samedi sont les dernières d'une série de manœuvres juridiques visant le CHP. Lundi, un tribunal d'Ankara a entamé l'examen d'une affaire concernant des allégations d'achat de votes lors des primaires du parti en 2023, ce qui pourrait entraîner l'annulation de l'élection de son chef, le populaire Özgür Özel, qui s'est fait connaître pour son rôle dans la coordination des

manifestations du mois de mars.

Selon l'agence de presse Anadolu, les maires d'Adana et d'Adiyaman étaient liés à une affaire concernant des allégations de truquage d'appels d'offres et de corruption. La police a également arrêté le maire adjoint du district de Büyükçekmece à Istanbul, Ahmet Sahin. Le maire d'Antalya a été placé en détention dans le cadre d'une enquête distincte sur des allégations de corruption, et la police a également arrêté son fils.

RUDAW

July 5, 2025

Baghdad says 'unacceptable' for KRG to blame drone attacks on PMF

ERBIL, Kurdistan Region - The Iraqi government on Saturday said it was "unacceptable" for Erbil to accuse the Popular Mobilization Forces (PMF, or Hashd al-Shaabi) of being complicit in a string of drone attacks in the Kurdistan Region.

Flags of Iraq and the Kurdistan Region. Graphic: Rudaw

"The accusation issued by the Ministry of Interior in the Kurdistan Regional Government [KRG] against an official Iraqi security institution is unacceptable, condemned, and impermissible under any pretext, especially since it was issued in the absence of evidence," the prime minister's spokesperson Sabah al-Numan said in a statement.

On Friday, the KRG's Interior Ministry blamed the PMF for recent drone attacks that it said were carried out "with the intention of creating chaos." It called on Baghdad to bring the perpetrators to account.

Baghdad said that such accusations risk undermining the country's stability and instead urged "cooperation and coordination through official channels."

Multiple explosive-laden drones have crashed or been downed in the Kurdistan Region since a US-brokered ceasefire between Iran and Israel went into effect on June 24.

Most recently, a drone was intercepted near Erbil International Airport on Thursday, but "did not cause any casualties or material damage," said the Directorate General of Counter Terrorism (CTD), which is part of the Kurdistan Region Security Council (KRSC).

Iraqi militia groups have denied involvement and blamed the Islamic State (ISIS).

During the 12-day Iran-Israel war, numerous drones and rockets flew through the airspace of Iraq and the Kurdistan Region. Several of them fell or were intercepted.

l'Humanité

Rosa Moussaoui
06 juillet 2025

Moyen-Orient : Après l'appel d'Öcalan, le long chemin vers la paix

C'est un processus de paix à l'issue incertaine, dont les initiateurs cherchent à tâtons des voies de passage, qui pourrait franchir dans les jours qui viennent des étapes cruciales. Du 1er au 3 juillet à Istanbul, à l'invitation du Parti de l'égalité des peuples et de la démocratie (DEM), une délégation internationale de 39 parlementaires, avocats, intellectuels, défenseurs des droits humains a manifesté son soutien à l'appel pour la paix lancé le 27 février par Abdullah Öcalan, le chef historique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), capturé le 15 février 1999 au Kenya par les services secrets américains, israéliens et grecs et toujours emprisonné dans la prison de haute sécurité de l'île d'Imrali, en mer de Marmara.

Pour le mouvement kurde, ce processus de paix, s'il devient effectif, avec des étapes légales définies par une commission parlementaire, doit être indissociable d'avancées démocratiques.
© Ilyas AKENGIN / AFP

La requête adressée aux autorités turques par cette délégation, qui souhaitait rencontrer le prisonnier politique, est restée lettre morte. Mais Öcalan a répondu aux participants par un message dans lequel il espère *« que les conditions d'une telle rencontre seront réunies prochainement »* lors de *« journées libres, dans un environnement propice à la construction d'une société démocratique ».* Signe que des canaux de communication directe se sont ouverts, hors des visites, entre le fondateur du PKK et ses avocats, ainsi que les parlementaires de la gauche kurde impliqués dans les pourparlers en cours.

L'étau carcéral ne s'est pas desserré : Abdullah Öcalan reste détenu dans une cellule de 12 mètres carrés. Mais de nettes évolutions sont intervenues depuis les premières discussions engagées l'an dernier entre les parlementaires kurdes et certaines institutions d'État ainsi que des représentants du gouvernement, après la lourde défaite de l'AKP, le parti du président islamiste, Recep Tayyip Erdogan, aux dernières élections municipales.

Au cours de l'été 2024, le leader socialiste kurde a rencontré des représentants de l'État. À l'automne suivant, le député (DEM) Omer Öcalan, son neveu, a été autorisé à lui rendre visite pour la première fois après quatre ans d'isolement total. Puis une délégation parlementaire du DEM, dite « délégation d'Imrali », a pu s'entretenir avec lui le 28 décembre 2024. Elle lui rend régulièrement visite depuis cette date et joue le rôle d'intermédiaire avec le pouvoir turc mais aussi avec les Kurdes d'Irak et de Syrie.

« Öcalan doit pouvoir travailler et communiquer librement »

Abdullah Öcalan est désormais entouré de trois amis qui l'épaulent dans son travail et font le lien avec le monde extérieur. *« Nous sommes encore dans une phase de prénégociations. De nombreux aspects restent dans le flou, nous n'avons pas encore de feuille de route. Les négociations devraient progresser en même temps que le désarmement,* prédit l'un de ses avocats, Ösgür Erol. *Mais, pour une négociation équitable, la condition d'Ocalan doit changer. Il doit pouvoir travailler et communiquer librement. Pas seulement avec les institutions, mais aussi en direction du public. »*

Le 12 mai, dans les montagnes du nord de l'Irak, un congrès du PKK a entériné la décision de dissoudre l'organisation, d'abandonner la lutte armée engagée en 1984 pour choisir le terrain du combat démocratique. Une nouvelle phase devrait s'ouvrir dans les jours qui viennent avec une cérémonie au cours de laquelle une première vague de combattants démobilisés va effectivement déposer les armes – sans aucune garantie de sécurité pour l'heure.

Du côté du gouvernement turc, aucun geste explicite ne

répond à ces efforts de paix, mais des signes témoignent de la lente avancée des pourparlers. De l'autre côté de la frontière, en Syrie, le feu turc qui prenait pour cible les Forces démocratiques syriennes et l'autonomie kurde au Rojava s'est sensiblement atténué. Peu à peu, en Turquie, des prisonniers politiques sont relâchés. Dogan Erbas, l'ancien avocat d'Öcalan, vient de recouvrer la liberté après l'annulation par la Haute Cour de sa condamnation à quinze ans de prison.

Sortir du tête-à-tête avec le pouvoir turc

À 77 ans, l'ancien député Halil Aksoy a quitté voilà quelques jours le complexe pénitentiaire de Silivri, près d'Istanbul, l'un des plus vastes d'Europe. Ce n'était pas sa première expérience carcérale : dans les années 1980, il a connu la torture, les ongles arrachés, la détention au secret. Au total, il a passé vingt et un ans derrière les barreaux. Il se réjouit des pourparlers de paix en cours.

« Ce n'est pas la première fois qu'Öcalan offre de déposer les armes. Plusieurs cessez-le-feu ont été décrétés en 1993 puis entre 2013 et 2015. En 1993, déjà, la dissolution du PKK était à l'agenda, rappelle-t-il. *Jusqu'ici, nous avons échoué à sortir la question kurde de la violence. Beaucoup sont sceptiques sur ce processus et c'est normal. Mais cette fois c'est différent. Nous avons tiré les leçons des échecs passés. »* Et pour conjurer un nouvel échec, jugent les responsables kurdes, il faudra sortir du tête-à-tête avec le pouvoir turc et prendre l'opinion à témoin. *« Toute la société devrait être impliquée dans ce processus de paix : c'est une question sociale. On peut mettre pression sur ce gouvernement pour l'obliger à franchir les étapes démocratiques indispensables à la concrétisation de ce processus »*, pense le syndicaliste Özgür Karabulut, dirigeant de la centrale Disk.

Pour le mouvement kurde, ce processus de paix, s'il devient effectif, avec des étapes légales définies par une commission parlementaire, doit être indissociable d'avancées démocratiques. Le pari : s'engouffrer dans la brèche ouverte par le projet de réforme constitutionnelle – censé permettre à Erdogan de briguer un mandat supplémentaire – pour obtenir la reconnaissance de la culture et de la langue kurdes, ainsi que des droits politiques nouveaux. Ses représentants exigent pour l'heure la fin des mandats d'arrêt, le rétablissement dans leurs fonctions des maires déchus, remplacés par des kayyum, ces administrateurs d'État, et surtout la libération des milliers de prisonniers politiques toujours détenus, à commencer par Abdullah Öcalan et Selahattin Demirtas, l'ancien candidat de la gauche kurde à l'élection présidentielle, condamné à quarante-deux ans de prison.

Bâtir une *« modernité démocratique »*

« L'AKP et les nationalistes du MHP (parti d'extrême droite) prétendent résoudre la question kurde en poursuivant les politiques d'oppression. Au contraire nous visons la coconstruction de la démocratie. Les armes se taisent, les canaux de la politique s'ouvrent, la lutte continue », soutient l'ancienne députée Sebahat Tuncel, dirigeante du Mouvement des femmes kurdes, sortie de prison l'an dernier après sept ans d'incarcération.

Toujours classé « terroriste » par l'État turc, mais aussi par l'Union européenne et les États-Unis, le PKK a officiellement abandonné depuis 2005 l'horizon indépendantiste, jugeant le modèle de l'État nation obsolète, fauteur de conflits, impropre à bâtir un socialisme réellement démocratique. En s'inspirant du communalisme libertaire du philosophe américain Murray Bookchin, Öcalan a défendu, après cette date, la perspective d'une autonomie kurde articulée à un modèle de confédéralisme démocratique préservant les frontières existantes. Son appel du 27 février appelle à bâtir une *« modernité démocratique »* en rupture avec la modernité capitaliste.

« Öcalan plaide pour la coexistence, la démocratie, la liberté. Il veut ouvrir une voie : celle de la solution démocratique et pacifique dans un monde livré à la destruction, explique Keskin Bayindir coprésident du Parti des régions démocratiques (DBP). *L'écho de cet appel porte bien au-delà des Kurdes. La question kurde concerne tout le Moyen-Orient. »* Sebahat Tuncel va plus loin : *« Nous ne cherchons pas seulement une réponse à la question kurde. Nous voulons dégager une issue à la crise du monde capitaliste, une nouvelle option pour tous les peuples du monde, avec un paradigme de liberté et d'égalité. »*

Tel-Aviv tente d'instrumentaliser la question kurde

À l'échelle de la région, le contexte de guerre attisée par les ambitions hégémoniques d'Israël est une donnée déterminante de l'équation posée par ces pourparlers de paix. La fuite d'un procès-verbal de réunion daté du 21 avril entre Abdullah Öcalan et la délégation d'Imrali indique ainsi que le leader kurde est fermement opposé à la domination régionale que veut exercer Israël au Moyen-Orient avec le parrainage des États-Unis.

Il met en garde contre une *« Gaza-isation »* de la région : *« C'est une stratégie en cinq étapes. Les trois premières – Gaza, le Liban et la Syrie – sont terminées. Il n'en reste que deux : l'Iran et la Turquie »*, a-t-il prévenu. Selon lui, Tel-Aviv pourrait chercher à enrôler les Kurdes dans une future confrontation avec Ankara. D'où les tentatives d'instrumentalisation de la question kurde qu'il dénonce sans ambiguïté.

« S'il n'y a pas de paix au Moyen-Orient, la Turquie, après l'Iran, sera confrontée à une escalade des risques. Les avertissements d'Öcalan concernant le chaos dans la région se révèlent exacts, constate Sebahat Tuncel. *La paix intérieure en Turquie est essentielle à la stabilité générale. L'issue, c'est la paix et la démocratie. Avec la liberté du peuple kurde, qui représente 40 millions de personnes, il faut conduire tous les peuples du Moyen-Orient à la liberté. »*

D'après le média kurde Rudaw, Abdullah Öcalan a demandé à s'entretenir avec Massoud Barzani, l'ancien président du gouvernement régional kurde d'Irak, et Mazlum Abdi, le chef des Forces démocratiques syriennes. Jusqu'ici, Ankara n'a officiellement donné aucun feu vert à une telle rencontre.

Le Monde 6 juillet 2025

La « disparition inquiétante » de Lennart Monterlos, un jeune Français qui faisait une randonnée à vélo en Iran

L'Iran « cible des ressortissants français de passage qu'il accuse d'espionnage et qu'il détient dans des conditions indignes », rappelle une source diplomatique.

Un jeune Français qui faisait une randonnée à vélo en Iran n'a plus donné de nouvelles à ses proches depuis le 16 juin, une disparition jugée *« inquiétante »*, a déclaré dimanche 6 juillet à l'Agence France-Presse (AFP) une source diplomatique française, interrogée sur un avis de recherche posté sur les réseaux sociaux.

« Nous sommes en lien avec la famille à ce sujet », a affirmé cette source, en rappelant qu'il est recommandé aux ressortissants français de ne pas se rendre en Iran, Téhéran mettant en œuvre *« une politique délibérée de prise d'otages occidentaux »*. D'après cet avis de recherche posté sur Instagram, Lennart Monterlos, âgé de 18 ans, a également la nationalité allemande.

Interrogée par l'AFP, cette source n'était pas en mesure de dire si ce jeune Français fait partie des Européens récemment arrêtés en Iran, accusés d'espionnage pour Israël. L'Iran *« cible des ressortissants français de passage qu'il accuse d'espionnage et qu'il détient dans des conditions indignes, dont certaines relèvent de la définition en droit international de la torture »*, a souligné la source diplomatique.

L'avis de recherche de Lennart Monterlos diffusé depuis le 24 juin 2025 sur les réseaux sociaux. CAPTURE D'ECRAN @THELONGRIDEC2C.2/INSTAGRAM

« Il est recommandé aux ressortissants français de ne pas se rendre en Iran » et *« pour ceux qui y seraient déjà de passage, il est recommandé de quitter le territoire iranien immédiatement en raison des risques d'arrestation et de détention arbitraire »*, a-t-elle insisté.

Deux Français sont actuellement détenus en Iran depuis plus de trois ans et encourent la peine de mort. Il s'agit de Cécile Kohler, professeure de lettres de 40 ans originaire de l'est de la France, et de son compagnon, Jacques Paris, 72 ans, arrêtés le 7 mai 2022, au dernier jour d'un voyage touristique en Iran.

Le chef de la diplomatie française, Jean-Noël Barrot, *« a échangé »* ce dimanche avec son homologue iranien Abbas Araghtchi, a fait savoir ce soir le ministère des affaires étrangères, ajoutant que Jean-Noël Barrot lui avait rappelé *« que la priorité de la France était la sécurité »* de ses compatriotes en Iran.

« Passionné de sport »

« Il a exigé la liberté immédiate et inconditionnelle de Cecile Kohler et Jacques Paris, détenus arbitrairement dans des conditions assimilables à de la torture depuis plus de trois ans maintenant », poursuit-il. En revanche, il n'a pas précisé si le cas de Lennart Monterlos avait été évoqué.

Avant de commencer son voyage, Lennart Monterlos avait présenté son projet sur une plateforme de financement participatif. Il expliquait être alors en classe de terminale Abibac (parcours binational franco-allemand) à Besançon. *« Je suis passionné de sport, notamment d'escalade* (…) *et de vélo »*, écrivait-il. *« J'aime beaucoup lire et voyager à travers les livres, et maintenant je souhaite voyager à travers le monde à vélo. »*

Il confiait préparer depuis fin 2023 *« un voyage à vélo d'un an pour découvrir le monde, à travers l'Europe et l'Asie »*. Cela devait être *« une césure »* avant ses études supérieures.

RUDAW

July 06 2025

Why did PKK pick Sulaimani for first disarmament?

ERBIL, Kurdistan Region - An initial group of Kurdistan Workers' Party (PKK) fighters is set to disarm in a Sulaimani province ceremony within a week, according to well-informed sources, who said the main reason for picking Sulaimani was "security."

A group of PKK fighters will disarm in early July in Sulaimani's Raparin administration, launching the practical steps of implementing the group's decision to dissolve and end its armed struggle against the Turkish state.

The PKK announced its dissolution in May, in response to a February call by its jailed leader Abdullah Ocalan to end the conflict that has claimed around 40,000 lives and pursue a political path to securing Kurdish political and cultural rights.

Rudaw has learned from three well-informed sources that previous discussions were held between Ankara and the PKK regarding the location of the first disarmament ceremony, and while Turkey had preferred Erbil province to be the site, the PKK rejected the request after several internal meetings.

Turkey eventually approved the request after deliberations.

"What the PKK is doing is a gesture of goodwill for peace, and the choice of the disarmament ceremony's location was purely a consideration of the security situation," a source said.

PKK fighters. File photo: ANF

Kamaran Osman, a member of the Community Peacemaker Teams (CPT), a US-based human rights organization monitoring Ankara's operations in the Kurdistan Region, told Rudaw on Sunday that Sulaimani, where the PKK's headquarters is located in the Qandil Mountains, "has not been bombarded by Turkey since the PKK's declaration of a ceasefire."

Turkey in May did not carry out any attacks in Sulaimani and Erbil, but its attacks in Duhok continued, according to CPT statistics, but Ankara bombarded Erbil nine times in June.

The complete lack of attacks in Sulaimani is seen as key to the PKK's decision to hold its first disarmament ceremony in the province.

"Due to the peace process and the calmness of the situation, the movement of [PKK] guerrillas in various parts of Sulaimani province has returned to normal. The situation has reverted to how it was before 2018," a well-informed source in Sulaimani told Rudaw on Sunday.

While Turkey has welcomed the PKK's decision to dissolve and end its armed struggle, it has emphasized the need for taking concrete steps towards total disarmament. Meanwhile, the PKK expects Ankara to introduce democratic reforms.

At the disarmament ceremony in Sulaimani, PKK fighters will destroy their weapons rather than hand them over to any other authority, Rudaw has learned.

A delegation from Turkey's pro-Kurdish Peoples' Equality and Democracy Party (DEM Party) will also attend the ceremony. The DEM Party is mediating peace talks between the PKK and the Turkish state.

Founded in 1978, the PKK initially sought an independent Kurdish state but later shifted its focus toward achieving broader political and cultural rights for Kurds in Turkey. The group has been labeled a terrorist organization by Ankara and its allies.

Soran Hussein contributed to this report.

Le Monde

Forough Alaei, Audrey Delaporte
06 juillet 2025

En Iran, dans la famille de la photographe Forough Alaei : « Rien ne sera plus jamais comme avant »

Reportage photoAprès les premiers bombardements israéliens en Iran, la photographe iranienne Forough Alaei a quitté Téhéran pour se réfugier dans sa famille, au bord de la mer Caspienne. Elle a documenté ces jours où la guerre les a plongés dans l'inconnu.

Reza et sa sœur Shahla passent la plupart de leur temps à regarder les informations à la télé. A Sari, le 19 juin 2025.

Rares sont les photos du quotidien des Iraniens qui nous sont parvenues durant les douze jours d'affrontements entre Israël et l'Iran. Après que l'accès à l'Internet mondial a été coupé par les autorités de Téhéran, le 18 juin, seuls les Iraniens munis de VPN pouvaient, difficilement, joindre leurs proches. Dans ce contexte, le travail réalisé par la photographe iranienne Forough Alaei, 36 ans, sur la fuite de sa famille, de la capitale iranienne jusqu'aux rives de la mer Caspienne est unique. Loin des clichés d'une population sous l'emprise du régime islamiste, elle offre un tableau, intimiste et sans fard, décrivant des scènes de vie familiale dans un moment charnière de l'histoire du pays.

Le dimanche 15 juin, deux jours après le début des bombardements israéliens, Forough Alaei a quitté la capitale avec sa famille pour se réfugier chez son oncle, à Abbas Abad, sur les bords de la mer Caspienne. « *Ma sœur a téléphoné, en panique, pour nous prévenir que notre quartier avait été frappé*, raconte la photographe. *Les fenêtres des voisins avaient volé en éclats. Tiara, ma nièce de 8 ans, était terrorisée et n'arrivait pas à se calmer. Je lui ai dit de rassembler leurs affaires, que nous viendrions les chercher en voiture pour quitter Téhéran* (…) *Je n'avais jamais vu de tels embouteillages… D'habitude, moins de quatre heures suffisent à rejoindre la mer ; ce jour-là, il nous a fallu seize heures pour y arriver.* » Forough Alaei et sa famille sont restées sur la côte pendant toute la guerre, entre la maison de son oncle, à Abbas Abad, et celle de sa tante, à Sari, avant de retourner à Téhéran. Le 27 juin, trois jours après le cessez-le-feu, la photographe écrit : « *Ces jours-ci, deux sentiments contradictoires nous déchirent : d'une part, la volonté de revenir à une vie normale et, d'autre part, l'angoisse de l'avenir. La seule chose que l'on puisse affirmer avec certitude est que rien ne sera plus jamais comme avant.* »

Libération

6 juillet 2025

Le fondateur du PKK, Abdullah Öcalan, reçoit une délégation dans sa prison

Le DEM, parti prokurde et troisième formation au Parlement turc, s'est entretenu ce dimanche 6 juillet avec le condamné à l'isolement à vie avant une rencontre avec Erdogan lundi. Est censée avoir lieu prochainement une cérémonie de désarmement de l'organisation jugée terroriste par Ankara.

Une délégation du parti turc prokurde DEM, qui s'est entretenue ce dimanche 6 juillet avec le fondateur du PKK, Abdullah Öcalan, doit rencontrer lundi le président Erdogan, a annoncé le parti. Le DEM, troisième parti le plus important au Parlement turc, a joué un rôle clé d'intermédiaire entre Ankara et le chef historique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) Abdullah Öcalan, emprisonné depuis 1999.

Le PKK, considéré comme organisation terroriste par Ankara, avait annoncé le 12 mai sa dissolution et la fin de plus de quatre décennies d'une guérilla qui a fait plus de 40 000 morts, répondant à un appel lancé par son chef historique, qui reste sa figure tutélaire malgré les années de détention.

Les députés Pervin Buldan et Mithat Sancar se sont rendus ce dimanche avec l'avocat Özgür Faik Erol sur l'île-prison d'Imrali, près d'Istanbul, pour rencontrer Abdullah Öcalan, qui purge une peine d'isolement à vie, a affirmé le DEM dans un communiqué.

Après cette visite, le parti a annoncé que Pervin Buldan et Mithat Sancar s'entretiendraient avec Recep Tayyip Erdogan à 15 heures heure locale (14 heures heure de Paris) lundi, au palais présidentiel.

Cette rencontre est organisée en amont d'une cérémonie de désarmement prévue par les militants du PKK au Kurdistan irakien. Ils doivent y détruire une première tranche d'armes avant mi-juillet. Mais le PKK juge, à la veille de cette cérémonie, que la Turquie n'a pas fait sa part. Est notamment évoqué le fait que les conditions de détention d'Abdullah Öcalan, 76 ans, ne se sont pas améliorées.

Recep Tayyip Erdogan a déclaré samedi que cette cérémonie donnerait un nouvel élan aux efforts de paix avec les Kurdes et avait indiqué à la presse qu'il rencontrerait également une délégation du DEM.

LE FIGARO

06 juillet 2025

Une délégation autorisée à rencontrer Öcalan, le fondateur du PKK, sur son île-prison turque où il purge une peine à vie

Une délégation du parti pro-kurde DEM s'est rendue dimanche à la prison turque où est détenu le fondateur du PKK, Abdullah Öcalan, dont les militants se préparent à détruire leurs armes, après quatre décennies de lutte contre Ankara. Les députés Pervin Buldan et Mithat Sancar sont arrivés, avec l'avocat Ozgur Faik Erol, sur l'île-prison d›Imrali, près d'Istanbul, selon un communiqué du DEM. Le fondateur du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) y purge une peine d'isolement à vie depuis 1999.

Cette rencontre est organisée en amont d'une cérémonie de désarmement prévue par les militants du PKK au Kurdistan irakien. Ils doivent y détruire une première tranche d'armes avant mi-juillet.

Un nouvel élan de paix

Mais le PKK juge, à la veille de cette cérémonie annoncée comme imminente, que la Turquie n'a pas fait sa part. Est notamment évoqué le fait que les conditions de détention d'Abdullah Öcalan, 76 ans, ne se sont pas améliorées. Le président turc Recep Tayyip Erdogan a déclaré samedi que cette cérémonie donnerait un nouvel élan aux efforts de paix avec les Kurdes et a indiqué à la presse qu'il rencontrerait également une délégation du DEM, qui a joué un rôle clé d'intermédiaire entre Abdullah Öcalan et Ankara.

Cette rencontre devrait avoir lieu la semaine prochaine. Le PKK a annoncé le 12 mai sa dissolution, répondant à un appel lancé fin février par son chef historique, qui reste sa figure tutélaire malgré les années de détention.

Le Monde

Louis Imbert, Ghazal Golshiri, Liselotte Mas
07 juillet 2025

Comment Israël a traqué et assassiné les scientifiques du programme nucléaire iranien

EnquêteLes attaques israéliennes de juin ont tué 16 chercheurs de premier plan. Impliqués dans l'élaboration d'une bombe atomique par l'Iran, ils étaient, pour certains, sous la loupe des renseignements israéliens depuis vingt ans. Avec leur disparition, l'Etat hébreu pense avoir porté le coup le plus décisif au programme nucléaire militaire de Téhéran.

Image satellite de l'ancien quartier général de l'Institut de recherche moderne pour la défense, situé à proximité de l'université Malek-Ashtar, capturée le 20 juin 2025. Les annotations proviennent de l'Institut pour la science et la sécurité internationale (ISIS). IMAGE SATELLITE MAXAR TECHNOLOGIES/INSTITUT POUR LA SCIENCE ET LA SÉCURITÉ INTERNATIONALE/« LE MONDE »

Des milliers de fidèles du régime iranien ont défilé sur l'avenue Enghelab, dans le centre de Téhéran, samedi 28 juin, derrière les cercueils de victimes des frappes israéliennes qui ont décimé l'appareil sécuritaire du pays. La République islamique offrait, ce jour-là, des funérailles nationales à ses hauts gradés et à plusieurs scientifiques nucléaires tués durant les premiers bombardements, une vague d'assassinats inédite dans l'histoire.

L'amiral Ali Shamkhani, donné pour mort au premier jour de la guerre, puis pour amputé, est réapparu pour l'occasion, blessé, mais dressé sur ses deux jambes, appuyé sur une canne. Les dépouilles des scientifiques ont été déposées dans un mausolée chiite du quartier déshérité de Rey, où reposent des dignitaires du régime et des artistes.

Israël suivait les moindres gestes de ces hommes depuis deux décennies. L'Etat hébreu avait déjà tenté d'assassiner l'un d'eux, Fereydoun Abbassi, en 2010. Ce physicien, idéologue zélé, aussi pieux que travailleur, avait sauté hors de sa voiture avec son épouse juste avant que n'explose une bombe posée vraisemblablement par des agents israéliens. C'était la première vague d'assassinats de scientifiques iraniens attribués à l'Etat hébreu.

Abbassi avait été fait vice-président du pays et placé à la tête de l'organisation atomique nationale : un perchoir d'où il avait bataillé contre tout accord international contraignant le programme nucléaire iranien. Il est mort le 13 juin. A ses côtés reposent des confrères liés à l'Organisation de l'innovation et de la recherche défensive (SPND, sous son sigle persan) : un centre suspecté d'avoir mené, depuis les années 1990, des recherches visant à militariser l'uranium que l'Iran enrichit, afin d'acquérir la capacité d'assembler une arme nucléaire, si le régime prenait cette décision.

Les bombes à forte pénétration lâchées, le 22 juin, par l'aviation américaine, sur les centrifugeuses profondément enfouies sous terre à Fordo, ainsi qu'à Natanz et à Ispahan, ont capturé l'attention du monde. Mais le plus grand succès revendiqué par Israël tient à des frappes plus discrètes, qui demeurent difficiles à identifier parmi les centaines menées durant ces douze jours.

Tout le savoir nucléaire n'a pas disparu

Seize scientifiques assassinés au total, les laboratoires où ils travaillaient réduits en cendres : cela aurait suffi, selon Israël, à effacer la part militaire du programme nucléaire iranien. L'Etat hébreu reconnaît à demi-mot que de l'uranium hautement enrichi (à 60 %), dont Téhéran disposait avant-guerre, reste peut-être intact, en Iran. « *Mais les scientifiques capables de traiter* [cette matière première] *pour en faire une bombe sont morts, et les sites sur lesquels ils travaillaient ont été détruits. Nous avons donc repoussé la menace de quelques bonnes années* », affirme au *Monde* Joshua Zarka, ambassadeur d'Israël en France, qui a passé sa carrière sur le dossier iranien.

Dès le 13 juin, l'attaque israélienne avait tué au moins neuf scientifiques du SPND. Un dixième, Mohammad Reza Seddighi Saber, a échappé à cette hécatombe. Mais son fils de 17 ans a été tué au domicile familial, à Téhéran. La famille a fui la capitale, pour s'installer dans un appartement à Astaneh Ashrafieh, près de la mer Caspienne. Israël y a assassiné

Seddighi Saber quelques heures avant l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, le 25 juin. Cette frappe a aussi tué treize de ses parents et voisins, selon son frère, le seul à avoir survécu.

La plupart de ces scientifiques, sinon tous, sont liés au vieux programme « AMAD », lancé dans les années 1990, la matrice du programme nucléaire iranien à possible dimension militaire, rebaptisé trois fois et aujourd'hui nommé SPND. Selon l'ambassadeur Zarka, six autres ont été tués, dont les noms demeurent inconnus, et dont l'Iran n'a pas confirmé la mort.
Israël affirme que l'Iran avait pris la décision de réorganiser le SPND il y a moins de deux ans. Ces derniers mois, plusieurs programmes de recherche auraient été relancés pour travailler sur la compression de l'uranium sous l'effet d'un explosif, sur la source de neutrons à l'origine d'une réaction en chaîne nucléaire, et sur la miniaturisation d'une bombe. Des sites auraient été équipés. Les équipes de scientifiques auraient commencé à travailler, de façon limitée, sur des projets dits « à double usage », civil et militaire. L'objectif : avoir la capacité de bâtir une arme au plus vite, si la décision politique de l'obtenir était prise.

Israël estime avoir détruit tous ces sites, notamment celui de Sanjarian, où des scientifiques d'AMAD ont travaillé, dans les années 2000, sur plusieurs technologies liées aux charges explosives, selon le dernier rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Des images satellite montrent que des travaux y ont été réalisés, à partir de 2022, après des années d'inactivité.

En plein Téhéran, Israël a par ailleurs frappé, fin juin, le quartier général du SPND, dans le district d'Araj. Son site le plus récent, établi en 2013 dans un centre de loisirs du ministère de la défense, a été partiellement détruit, à la mi-juin, lors d'une frappe filmée par l'armée israélienne.

Le bâtiment le plus ancien, surnommé « Lavisan 2 », abritait un institut de recherche en physique appliquée et l'entreprise Shahid Karimi, tous deux sous sanctions pour leurs liens avec le programme nucléaire iranien. Détruit le 15 juin, il contenait, selon l'armée israélienne, des laboratoires de développement de l'arme nucléaire. Ces deux sites du quartier général du SPND sont situés à quelques minutes à pied de l'université Malek-Ashtar, elle aussi sanctionnée pour ses liens avec le programme nucléaire.

L'armée se targue aussi d'avoir détruit l'unique usine au sein de laquelle Téhéran pouvait convertir de l'uranium gazeux en métal, indispensable à une bombe. Construite en 2004 au cœur du site nucléaire d'Ispahan, elle a été détruite par Israël, le 14 juin, au vu d'images satellitaires consultées par *Le Monde*. Dans les jours qui ont suivi, de nouvelles frappes israéliennes et américaines ont réduit en cendres les nombreux bâtiments alentour.

« Israël affirme avoir détruit l'ensemble des archives du SPND, qui pourraient avoir été stockées dans son quartier général », avance David Albright, président de l'Institut pour la science et la sécurité internationale (ISIS), à Washington. En 2018, un commando du Mossad s'était emparé d'une partie de ces documents dans un entrepôt de Téhéran. Ces archives remontaient au début des années 2000, à l'époque où les scientifiques d'AMAD étaient suspectés d'accélérer leurs travaux les plus sensibles. En 2019, à Jérusalem, *Le Monde* avait pu les feuilleter brièvement. Selon M. Zarka, la dernière copie dont disposait Téhéran aurait été détruite dans les frappes de juin, avec la documentation des travaux plus récents du SPND.

Écouter aussi Frappes américaines sur l'Iran : une bascule historique
Cependant, les experts s'accordent pour juger que le savoir nucléaire accumulé par l'Iran n'a pas disparu pour autant. *« Je ne crois pas qu'Israël puisse se tailler un chemin vers sa sécurité à coups d'assassinats »*, résume James Acton, codirecteur du programme nucléaire au Carnegie Endowment for International Peace, à Washington. La majorité des scientifiques dont l'Iran a confirmé la mort enseignaient dans des facultés de Téhéran, notamment celle de Shahid-Beheshti, elle-même sanctionnée par les Etats-Unis pour ses activités liées au nucléaire. Ils y ont transmis leur savoir à leurs étudiants.

Angle mort

M. Abbassi avait lui-même dirigé durant deux décennies le département de physique de l'université Imam-Hossein, liée aux forces armées des gardiens de la révolution, qui forme les futurs cadres du régime. Dans sa dernière interview, publiée le 25 mai en Iran, le physicien se disait prêt à mourir. *« A notre âge, le plus gros est derrière nous. Nous avons confié les responsabilités aux jeunes »*, affirmait-il.

En Israël même, des craintes s'expriment sur la part du programme iranien qui a pu demeurer dans l'ombre. *« L'Iran a perdu une masse critique de scientifiques, mais nous connaissions ces hommes depuis plus de vingt ans »*, explique Avner Vilan, ancien cadre de l'appareil de sécurité israélien. Tous sont des héritiers de l'architecte du programme AMAD, Mohsen Fakhrizadeh, tué en 2020 par un canon robotisé caché au bord d'une route par Israël. *« Après sa mort*, poursuit M. Vilan, *j'aurais créé un petit groupe de recherche sans lien avec AMAD, si j'étais le Guide suprême. J'aurais demandé à une discrète fondation religieuse de le financer, et je lui aurais ordonné de ne pas faire le moindre rapport avant d'avoir fini le travail. »*
L'Etat israélien reconnaît cet angle mort, tout en professant une confiance absolue en son renseignement. *« Nous n'allons pas cibler tous les physiciens iraniens*, assure M. Zarka. *Ces hommes ont été tués, non pas parce qu'ils connaissaient la physique, mais parce qu'ils étaient personnellement impliqués dans la création et la fabrication d'une arme nucléaire. »* Les frappes israéliennes n'ont d'ailleurs pas visé que les scientifiques, ciblant aussi les donneurs d'ordre. *« Tous ceux qui ont participé aux décisions ayant contribué à réactiver le programme militaire ont été éliminés »*, affirme l'ambassadeur israélien. Parmi eux figurent plusieurs membres du Conseil suprême de sécurité nationale.

L'Etat hébreu n'a publié aucune preuve de la réorganisation récente du SPND, ni du danger réel qu'elle pouvait représenter. Mais, en tout état de cause, un autre excellent connaisseur de ce programme en Israël rappelle que la décision de lancer une course vers l'arme nucléaire revient in fine au Guide suprême, Ali Khamenei. Or, celui-ci l'a expressément exclu, dès les années 1990, puis après le gel partiel d'AMAD, au milieu des années 2000. *« Les Iraniens peuvent relancer le programme en quelques semaines : c'est avant tout un choix politique »*, rappelle, lui aussi, Uzi Arad, ancien conseiller à la sécurité nationale israélien.

« Tondre la pelouse »

Cette incertitude inquiète les Européens au plus haut point, tandis que le programme iranien plonge dans le noir. L'Iran a engagé un bras de fer avec

l'AIEA, qui a évacué tous ses inspecteurs du pays. *« Ce qu'avait permis l'accord international sur le nucléaire* [signé en 2015]. *C'est un degré de transparence inégalé, grâce aux inspections de l'AIEA, et parce que l'ouverture du "système" iranien offrait un accès inédit, y compris à Israël*, souligne un diplomate occidental. *Maintenant, Israël a sacrifié une partie de son réseau de renseignement pour mener ces frappes, et les Iraniens font le ménage. »* La chasse aux collaborateurs s'est ouverte à Téhéran dès les premières frappes.

L'Etat hébreu n'en fait pas mystère : s'il soutient le retour des agents de l'AIEA, et la réouverture de négociations menées par Washington sur le programme nucléaire iranien, il se tient prêt à bombarder encore. Quand ? Pour répondre à quel risque ? Israël n'a défini aucun seuil. L'armée appelle cette méthode « tondre la pelouse » : bombarder régulièrement pour affaiblir l'adversaire, sans espérer détruire toutes ses capacités. Elle a appliqué cette logique à Gaza, de 2007 à 2023, et l'étend, depuis 2024, au Liban comme en Syrie. Peut-elle la décliner à l'Iran ?

« L'Iran était dangereusement près d'obtenir assez d'uranium hautement enrichi pour un arsenal de dix bombes nucléaires », rappelle M. Vilan, selon lequel, *« désormais, tondre l'herbe n'est pas une si mauvaise option : le temps ne joue pas en faveur de la République islamique. Elle est à bout de souffle »*. Cependant, à force d'affaiblir le régime, Israël le place dos au mur. *« Les Israéliens sont allés si loin qu'ils ne peuvent plus être tranquilles sans un changement de régime en Iran »*, estime le diplomate occidental.

En avril, Ali Larijani, un proche conseiller de M. Khamenei, avait affirmé que l'Iran *« ne progress*[ait] *pas vers des armes nucléaires »*, mais que si les puissances occidentales agissaient de manière irresponsable, Téhéran *« serait forcé »* de reconsidérer cette option. Celle-ci est désormais publiquement soupesée. *« L'Iran n'a jamais eu autant de raisons de se doter de la bombe*, craint l'ex-cadre de la sécurité israélienne Avner Vilan. *Le régime n'a que deux choix pour survivre : un accord avec Washington sur son programme ou obtenir l'arme nucléaire. Il n'y a plus d'autre option entre les deux. »*

Le Monde **07 juillet 2025**

Iran : près de 450 000 Afghans ont quitté le pays depuis le 1er juin, poussés hors des frontières par les autorités

Fin mai, Téhéran avait donné « jusqu'au 6 juillet » aux « 4 millions d'Afghans illégaux » pour quitter son territoire.

Entre le 1er juin et le 5 juillet, 449 218 Afghans ont quitté l'Iran pour revenir dans leur pays d'origine, a communiqué l'Organisation internationale pour les migrations à l'Agence France-Presse lundi 7 juillet. Pour l'année 2025, ce nombre s'élève à 906 326 personnes.

Fin mai, Téhéran avait donné *« jusqu'au 6 juillet »* aux *« 4 millions d'Afghans illégaux »* pour quitter son territoire. Le nombre de personnes ayant franchi la frontière entre les deux pays a bondi depuis la mi-juin. Plusieurs jours durant, quelque 40 000 personnes l'ont traversée à Islam Qala, dans la province d'Herat de l'Ouest afghan, selon des agences de l'Organisation des Nations unies (ONU).

De nombreuses personnes ont fait état de pressions de la part des autorités et de la perte de leurs économies dans le cadre de ce départ précipité. Des médias iraniens font régulièrement état d'arrestations de masse d'Afghans conduites selon eux dans l'illégalité dans plusieurs régions.

Dans le contexte d'importantes coupes dans l'aide internationale, l'ONU, des ONG et des responsables talibans ont appelé à davantage de financements pour venir en aide aux personnes concernées. L'ONU a averti que ce flux de population pourrait déstabiliser le pays, déjà confronté à une grande pauvreté et à un taux de chômage élevé, ainsi qu'aux conséquences du changement climatique, et a exhorté les pays qui accueillent des ressortissants afghans à ne pas les expulser de force.

« Des limites de capacité »

« Forcer ou faire pression sur les Afghans pour qu'ils reviennent [dans leur pays] *risque d'accroître l'instabilité dans la région, et d'accélérer leur* [migration] *vers l'Europe »*, a prédit le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) dans un communiqué publié vendredi.

Le vice-ministre de l'intérieur iranien, Ali Akbar Pourjamshidian, a déclaré jeudi à la télévision d'Etat que les Afghans séjournant illégalement en Iran étaient des *« voisins respectés et des frères dans la foi »* mais que *« les capacités* [de l'Iran avaient] *aussi des limites »*. Nombre d'Afghans se rendent en Iran dans l'espoir d'y trouver du travail et d'envoyer de l'argent à leur famille restée au pays.

Ce retour en masse vers l'Afghanistan a lieu alors même que le pays, en pleine crise humanitaire après des décennies de guerre, peine à accueillir les flux de population de retour du Pakistan et d'Iran depuis 2023 sous la pression des autorités locales. En 2025 seulement, plus de 1,4 million de personnes sont revenues ou ont été contraintes de revenir en Afghanistan, selon le HCR.

July 07,2025

Erdogan receives pro-Kurdish party delegation

ERBIL, Kurdistan Region - Turkish President Recep Tayyip Erdogan on Monday received a delegation from the pro-Kurdish Peoples' Equality and Democracy Party (DEM Party) amid fresh developments in the ongoing peace talks between Ankara and Kurdish rebels.

Turkish President Recep Tayyip Erdogan (middle) meeting with DEM Party delegation at the Presidential Complex on July 7, 2025.

The DEM Party delegation, consisting of the party's lawmakers Pervin Buldan and Mithat Sancar, were received by Erdogan at the Presidential Complex, marking the second meeting between the Turkish president and the pro-Kurdish party since the nascent peace talks between Ankara and the Kurdistan Workers' Party (PKK) started.

In a statement, the DEM Party said the Monday meeting focused on «the new phase the process has entered and the steps to be taken moving forward.» The delegation conveyed its views and proposals during the talks, stressing that «the mutual will to advance the process remains in place.»

The meeting is part of the DEM Party's broader months-long initiative to resolve the four-decade-long conflict between the PKK and the Turkish state that has claimed more than 40,000 - mainly PKK fighters.

The PKK announced its dissolution in May, responding to a February call by its jailed leader Abdullah Ocalan, to end the armed conflict and pursue a political path for achieving Kurdish rights. Ankara cautiously welcomed the announcement but emphasized the need for tangible steps before declaring the disarmament process complete.

The PKK, in turn, is seeking democratic reforms and greater cultural and political rights for Kurds as part of the peace process.

The Erdogan-DEM Party meeting also follows a visit on Sunday by the pro-Kurdish party's members to Ocalan in prison. The party reported that Ocalan was in "good health and spirits" and reiterated his support for the peace process, calling it a "new phase" and stressing that «responsibilities fall on everyone» to advance it.

Ocalan reportedly described Monday's meeting with Erdogan as "historic" and highlighted the importance of a proposed parliamentary commission, which he believes could play a key role in fostering peace and reconciliation. He also expressed "extremely strong" hope that the process could contribute to Turkey's democratization.

In late June, the DEM Party told Rudaw it was planning to propose the establishment of a commission in parliament to create a political and legal framework to oversee the peace process and ensure concrete steps are taken.

Significantly, the recent developments come as the first group of PKK fighters - estimated to number between 20 and 30 - is expected to disarm in the Kurdistan Region's Sulaimani province in the coming days. DEM Party delegates are expected to attend the ceremony.

A well-informed source told Rudaw on Monday that dozens of figures, including more than 30 representatives from Europe and the United States, have been invited to the disarmament event.

Le Monde

Nicolas Bourcier
07 juillet 2025

En Turquie, la répression sans fin des principaux organes d'opposition au pouvoir

Maires du Parti républicain du peuple, journalistes, voix critiques : les vagues d'arrestation se multiplient pour faire taire toute contestation du pouvoir de l'AKP, le parti du président Recep Tayyip Erdogan.

Jusqu'où ira la répression ? Du plus anonyme fonctionnaire municipal jusqu'aux maires des plus grandes villes de Turquie, du caricaturiste aux journalistes les plus incisifs, les vagues d'arrestations à l'encontre des milieux de l'opposition et des voix critiques vis-à-vis du pouvoir ne cessent d'affluer. Samedi 5 juillet, trois nouveaux édiles du Parti républicain du peuple (CHP), Zeydan Karalar, Muhittin Böcek et Abdurrahman Tutdere, respectivement à la tête des villes d'Adana, d'Antalya et d'Adiyaman, ont été arrêtés, tôt le matin, dans le cadre d'une enquête coordonnée sur de supposées accusations de crime organisé et de corruption.

En début de semaine, la police avait arrêté 137 personnes pour des allégations similaires dans le bastion de l'opposition d'Izmir, portant à près de 250 le nombre de membres du CHP sous les verrous depuis l'incarcération, le 19 mars, d'Ekrem Imamoglu, maire d'Istanbul et principal adversaire du président Recep Tayyip Erdogan. Peu avant, lundi matin, s'était ouvert au palais de justice d'Ankara un procès contre ce même CHP pour fraude. Lors de son dernier congrès, fin 2023, la formation aurait *« acheté des voix »*, selon une plainte, pour mettre à sa tête Özgür Özel, le leader actuel du parti, qui s'est particulièrement illustré pour son rôle dans la coordination des manifestations de ces derniers mois.Samedi, le journaliste Timur Soykan, connu et respecté pour avoir révélé le mariage forcé d'une fillette de 6 ans ou décrit des réseaux de corruption concernant jusqu'aux plus hautes autorités du pays, a critiqué sur son compte X toute cette escalade judiciaire et policière. *« Le coup d'Etat se poursuit. La volonté du peuple est bafouée. Les urnes n'ont plus aucun sens »*, a-t-il notamment posté. Arrêté quelques heures plus tard, il a été déféré dimanche devant un juge avec une demande d'arrestation du parquet pour *« diffusion publique d'informations trompeuses »* et *« incitation à commettre un crime »*. Il a été libéré dans la soirée. Devant le procureur, il a déclaré que les opérations évoquées dans ses posts *« sont liées à l'utilisation de la justice à des fins politiques – si je suis arrêté, la véracité de mes tweets sera évidente »*.

La détention de Timur Soykan, récipiendaire du Prix de la liberté de la presse en 2022, suit celle de l'ancien présentateur vedette Fatih Altayli, toujours derrière les barreaux. Chroniqueur indépendant sur YouTube et suivi par 2,8 millions d'abonnés sur X, il avait commenté, le 20 juin, un sondage indiquant que 70 % des Turcs s'opposeraient à une présidence à vie de M. Erdogan. Il avait par ailleurs affirmé que *« le peuple turc aimait choisir ses dirigeants par les urnes »* et rappelé que plusieurs sultans ottomans avaient finis *« assassinés »* ou *« étranglés »*. Un procureur a estimé que son commentaire menaçait le président turc. Des dizaines de procédures du même type sont en cours à l'encontre de différents médias et professionnels de la presse.

« Fracturer le CHP et saper sa direction »

« Ces derniers temps, les tribunaux sont devenus très sensibles à la critique, et les fonctionnaires de l'Etat y sont devenus intolérants, a déploré Erol Önderoglu, représentant turc de Reporters sans frontières, lors d'une conférence de presse organisée dimanche devant le tribunal d'Istanbul de Çaglayan. *Aujourd'hui, même la critique la plus banale à l'égard du pouvoir peut entraîner une action en justice et mener en prison. »*

Réagissant aux descentes de police contre les maires, Wolfango Piccoli, coprésident du cabinet d'analyse économique Teneo, à Londres, estime que *« le contexte de ces arrestations révèle un recours croissant aux pressions juridiques et administratives par le gouvernement d'Erdogan pour réprimer la dissidence et l'opposition »*. Il explique : *« Le régime intensifie une répression politique pour affaiblir et délégitimer le CHP. »* Selon lui, le chef de l'Etat poursuit une offensive juridique *« lente et calculée pour fracturer le CHP et saper sa direction »*, en misant sur le temps et le contrôle institutionnel, *« tout en risquant de subir les réactions négatives d'un public de plus en plus désillusionné »*.

De fait, malgré cette pression juridique croissante, le CHP reste en tête des enquêtes d'opinion. Plusieurs sondages montrent que l'électorat considère ces enquêtes pour corruption comme un écran de fumée politique plutôt que comme de véritables actions en justice. Les ténors du parti se sont d'ailleurs succédé pour affirmer que le pouvoir judiciaire était instrumentalisé afin de masquer la chute continuelle de la formation du président Erdogan, le Parti de la justice et du développement (AKP), depuis son revers cuisant aux municipales de mars 2024. Ils ont rappelé que les enquêtes semblaient pour le moins sélectives, ciblant uniquement les élus de l'opposition tout en préservant les responsables affiliés à l'AKP visés par des allégations similaires.

Usant de mots choisis et de son ton mordant, le leader du CHP, Özgur Özel, a qualifié les arrestations de samedi d'*« opération sale menée par un politicien »*, en faisant référence au procureur général d'Istanbul, Akin Gürlek, qui a ordonné la plupart des enquêtes visant le CHP. Ce magistrat avait condamné l'ancien coprésident du Parti démocratique des peuples (HDP, gauche prokurde), Selahattin Demirtas, avant d'être nommé vice-ministre de la justice en 2022. Il avait été critiqué par Ekrem Imamoglu lors d'une conférence, le 20 janvier, avec les résultats que l'on connaît.

FRANCE 24

08 juillet 2025

Syrie : les États-Unis révoquent le statut « d'organisation terroriste étrangère » du HTC

Une nouvelle étape dans le rapprochement entre la Syrie et les États-Unis après la chute de Bachar al-Assad. Washington a annoncé, lundi 7 juillet, la révocation du «statut d'organisation terroriste étrangère» du groupe islamiste Hayat Tahrir al-Cham (HTC), autrefois lié au groupe Al-Qaïda, dans le cadre de la levée des sanctions américaines contre la Syrie.

«Conformément à la promesse faite par le président Trump le 13 mai d›alléger les sanctions contre la Syrie, j'annonce mon intention de révoquer la désignation d'organisation terroriste étrangère du Front al-Nosra, également connu sous le nom de Hayat Tahrir al-Cham (HTC)», a déclaré le secrétaire d'État américain Marco Rubio dans un communiqué.

Cette révocation prendra effet mardi après sa publication dans le registre fédéral, est-il précisé.

Cette décision fait suite «à la dissolution du HTC et à l'engagement du gouvernement syrien à combattre le terrorisme sous toutes ses formes», a poursuivi Marco Rubio, saluant «les mesures positives prises par le nouveau gouvernement syrien dirigé par le président Ahmed al-Charaa».

«Cette révocation est une étape importante dans la réalisation de la vision du président Trump d'une Syrie stable, unifiée et pacifique», a-t-il encore dit.

L'assouplissement progressif des sanctions

Cette décision attendue intervient après que le président américain a signé, le 30 juin, un décret formalisant le démantèlement des sanctions américaines contre la Syrie. Le président Trump avait créé la surprise en annonçant le 13 mai, lors d'une visite à Riyad, la levée des sanctions américaines, disant vouloir «donner une chance de grandeur» aux nouvelles autorités de Damas.

Il avait aussi rencontré le lendemain le président syrien par intérim, Ahmed al-Charaa, à la tête de la coalition rebelle dirigée par le groupe islamiste Hayat Tahrir al-Cham (HTC) ayant renversé en décembre le président syrien.

Pour afficher ce contenu YouTube, il est nécessaire d'autoriser les cookies de mesure d'audience et de publicité.

Une extension de votre navigateur semble bloquer le chargement du lecteur vidéo. Pour pouvoir regarder ce contenu, vous devez la désactiver ou la désinstaller.

FILE PHOTO: U.S. President Donald Trump meets with Syrian President Ahmed al-Sharaa in Riyadh via REUTERS - Saudi Press Agency

06:47

Depuis, Washington a assoupli la plupart de ses sanctions pour faciliter le retour de la Syrie dans le système financier international et mis en oeuvre des autorisations pour encourager de nouveaux investissements en Syrie.

Le communiqué ne précise pas si Washington va aussi retirer la Syrie de la liste américaine des pays accusés de soutenir le terrorisme mais Marco Rubio avait dit la semaine dernière examiner la question.

Les exigences de Washington

Le soutien à la Syrie ne passe pas sans des exigences, Washington oeuvrant notamment à un rapprochement entre Damas et Israël, qui a mené des centaines de frappes aériennes contre son voisin depuis la chute d'Assad.

À lire aussiLa Syrie se dit prête à une coopération avec les États-Unis pour un accord de paix avec Israël

Le HTC était connu sous le nom de Front al-Nosra, ancienne branche d›Al-Qaïda en Syrie, mais il a rompu ses liens avec le groupe jihadiste en 2016 et a cherché à adoucir son image.

En 2017, le HTC a revendiqué le contrôle de pans entiers de la province d›Idleb, dans le nord-ouest de la Syrie, et a mis en place une administration civile dans la région, au milieu d'accusations d'abus à l'encontre de toute dissidence.

En janvier, les nouvelles autorités syriennes ont annoncé la dissolution de toutes les factions armées, y compris le HTC, certains groupes intégrant ensuite des organes tels que la nouvelle police du pays.

Le Front al-Nosra fait partie depuis 2014 des groupes inscrits sur la liste des sanctions du Conseil de sécurité de l'ONU visant les organisations État islamique, Al-Qaïda et affiliés.

Le Monde 08 juillet 2025

La cour d'appel de Paris ordonne qu'une Française de retour de Syrie soit jugée pour génocide à l'encontre de la minorité yézidie

L'ex-épouse d'un émir de l'organisation Etat islamique est suspectée d'avoir réduit en esclavage une adolescente yézidie au printemps 2015. Sonia Mejri, 36 ans, pourrait être la première revenante française de Syrie à comparaître en France pour génocide sur cette minorité ethno-religieuse kurdophone.

La cour d'appel de Paris a ordonné, mardi 8 juillet, qu'une Française de retour de Syrie, Sonia Mejri, soit jugée pour génocide par la cour d'assises spéciale, suspectée d'avoir réduit en esclavage une adolescente yézidie au printemps 2015, a appris l'Agence France-Presse (AFP) de source judiciaire.

« La chambre de l'instruction a finalement ordonné la mise en accusation de Mme Mejri du chef de génocide. Nous déplorons cette décision incohérente et allons évaluer, dès que nous aurons reçu l'arrêt, l'opportunité de faire ou non un nouveau pourvoi en cassation » a commenté auprès de l'AFP Me Marceau Perdereau, qui défend Sonia Mejri avec Me Nabil Boudi. *« Mme Mejri conteste toujours fermement avoir participé au génocide des yézidis. Si elle devait être jugée pour cela, elle s'en défendrait avec force lors du procès »*, a ajouté Me Perdereau.

Avec cette décision, Sonia Mejri doit comparaître devant la cour d'assises spécialement composée en matière de terrorisme pour le crime de génocide, en plus d'autres infractions terroristes et de complicité de crimes contre l'humanité, déjà actées précédemment.

Des personnes déplacées de la secte minoritaire des Yazidis, fuyant les violences des forces loyales à l'État islamique dans la ville de Sinjar, marchent vers la frontière syrienne, aux abords de la montagne de Sinjar, près de la ville frontalière syrienne d'Elierbeh du gouvernorat d'Al-Hasakah, le 10 août 2014. RODI SAID / REUTERS

Un juge d'instruction antiterroriste du tribunal de Paris avait fait, en septembre 2024, de Mme Mejri, 36 ans, ex-épouse d'Abelnasser Benyoucef, un émir du groupe Etat islamique (EI), la première revenante française de Syrie à comparaître en France pour génocide sur les yézidis, minorité ethno-religieuse kurdophone.

Procès par défaut

Elle avait également ordonné un procès pour les autres infractions déjà évoquées. Mais la cour d'appel de Paris avait infirmé cette décision en janvier s'agissant du crime de génocide. En mai, la chambre criminelle de la Cour de cassation avait cassé cet arrêt, estimant que l'on pouvait être poursuivi pour génocide si l'on s'en était pris à un seul membre d'un groupe faisant l'objet d'*« un plan concerté tendant à sa destruction totale ou partielle »*, et non nécessairement à plusieurs, comme le soutenait la cour d'appel de Paris.

La plus haute juridiction judiciaire a donc renvoyé le dossier devant cette dernière, qui a examiné le 17 juin ces seules poursuites pour génocide. Les violences sexuelles ont été utilisées par les djihadistes de l'EI comme des armes pour briser la résistance des yézidis et instaurer un climat de peur généralisé. En atteste, notamment, l'instauration de marchés aux esclaves sexuelles.

Sonia Mejri a contesté toute infraction liée à la jeune yézidie : son ex-mari en était le *« propriétaire »*, avait-elle déclaré au cours de l'enquête, et elle n'avait *« aucun droit »* sur elle. Un procès par défaut a été ordonné contre Abdelnasser Benyoucef comme auteur de génocide et de crimes contre l'humanité et pour des infractions terroristes. Visé par un mandat d'arrêt, il est présumé mort depuis 2016.

RÛDAW

July 08, 2025

Iraqi PM sends committee to investigate Kirkuk Turkmen protests

ERBIL, Kurdistan Region - An investigative committee sent by Iraqi Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani arrived Monday in Kirkuk's Prde (Altun Kupri) subdistrict to probe recent protests led by supporters of the Iraqi Turkmen Front over a Kurdish administrative appointment.

Security forces and demonstrators gathered on the Erbil-Kirkuk road at Kirkuk's Prde (Altun Kupri) subdistrict on July 3, 2025. Photo: Rudaw

Turkmen Front supporters held demonstrations last week over the appointment of a Kurdish woman as municipal director on the main Erbil-Kirkuk highway. They blocked traffic, smashed windows, and lit fires, briefly shutting down the road on Thursday, the final day of protests, before security forces dispersed the crowd.

Abdullah Mirwais, a member of the Kirkuk Provincial Council, told Rudaw that the prime minister's delegation is headed by Ahmad al-Fatlawi, who chairs the high committee for interprovincial cooperation. The delegation met with Kirkuk Governor Rebwar Taha on Monday before visiting Pirde to assess the situation. A detailed report and recommendation will be presented to Sudani, Mirwais added.

Protesters have demanded that one of three top local posts - municipal director, mayor, or police chief - be assigned to a Turkmen representative.

The Kirkuk Provincial Council formed a committee on Thursday to follow up on the demonstrators' demands.

Miwais said the dispute is politically motivated, linked more to upcoming elections than genuine grievances over representation.

"The position was previously held by a Kurd, meaning a Kurd was removed and another Kurd was appointed. It's not that a Turkmen was removed and a Kurd filled their place. Therefore, this is only for gaining future seats - the issue is more about elections," he said.

While top posts remain contested, Prde's mayor Abdulmutalib Najmadin told Rudaw in late June that Turkmens hold 12 out of 17 local offices in Prde - including directors of hospitals, banks, the notary office, emergency police, and others.

"Kurds are the majority in Pirde, but despite this, we have always shown flexibility," Mirwais said. "Unfortunately, some politicians mislead this nation [Turkmens]. We completely believe in coexistence and brotherhood between Kurds, Turkmens, and Arabs, which is why the majority of positions are held by them."

The Turkmen Front is particularly active in Kirkuk's politics and has repeatedly claimed that the city, disputed between Erbil and Baghdad, belongs to the Turkmen people.

In addition to supporters of the Iraqi Turkmen Front, Turkmen members of the Popular Mobilization Forces (PMF, or Hashd al-Shaabi) and cadres from the Badr Organization also joined the protest, according to Rudaw's reporter on the ground and accompanying footage.

Nahro Mohammed contributed to this report.

Le Monde

Nissim Gasteli
08 juillet 2025

En Libye, la Turquie se rapproche du maréchal Haftar

Soutien du gouvernement Tripoli, Ankara a multiplié depuis 2023 les contacts avec les autorités dissidentes de Benghazi, pourtant alliées de la Russie, de l'Egypte et des Emirats arabes unis.

Répondant aux médias sur le tarmac de l'aéroport de Benina, à Benghazi, le ministre grec des affaires étrangères, Giorgos Gerapetritis n'a pas masqué le double enjeu de sa visite éclair, dimanche 6 juillet, auprès du maréchal Khalifa Haftar, à la tête de l'autoproclamée Armée nationale libyenne régnant sur l'est de la Libye. Athènes, qui s'inquiète de l'augmentation des arrivées de migrants en Crète depuis le littoral libyen au cours de ces derniers mois, redoute aussi de voir l'influence de la Turquie s'étendre au sud de la Méditerranée.

A l'occasion de l'Aïd el-Fitr, marquant la rupture du jeûne du mois de ramadan, des Libyens prient sous le portrait du maréchal Haftar, à Benghazi, le 31 mars 2025. ABDULLAH DOMA / AFP

D'après plusieurs médias libyens, la Chambre des représentants – le Parlement monocaméral qui siège à Benghazi – pourrait ratifier prochainement un protocole avec la Turquie relatif à *« la délimitation des zones de juridiction maritime en Méditerranée »*, dans la perspective de l'exploitation des ressources en hydrocarbures que renferment les fonds marins. L'accord, signé par le gouvernement internationalement reconnu de Tripoli en 2019, qui balaye les revendications de la Grèce et de Chypre sur ces eaux, s'était jusqu'ici heurté à l'opposition des autorités de l'est libyen.

Les discussions en cours à Benghazi sur une éventuelle ratification de l'accord témoignent d'une reconfiguration des relations qu'entretient la Turquie avec les différents acteurs politico-militaires en Libye. Dans un pays marqué, depuis la chute de la dictature de Kadhafi en 2011, par des divisions chroniques et le poids des ingérences étrangères, *« la seule chose sur laquelle l'Est et l'Ouest s'entendent désormais, c'est sur la signature de ce traité »*, ironise une source parlementaire libyenne.

Pétrole, énergie, santé…

En 2020, Ankara a conclu une alliance stratégique avec les autorités de Tripoli en intervenant en leur faveur pour repousser l'offensive des forces du maréchal Khalifa Haftar, déterminées à prendre la capitale grâce à l'appui de leurs alliés russes de Wagner. L'armée turque avait alors inversé le cours de la guerre en déployant massivement de l'armement – dont ses puissants drones –, des unités de mercenaires syriens, liés à l'entreprise turque de sécurité privée Sadat – dont le nombre varie entre 2 000 et 5 000 selon les sources –, en plus de fournir du conseil stratégique et des renseignements à Tripoli, afin de préserver ses intérêts sécuritaires et économiques.

Après le cessez-le-feu signé en octobre 2020, la fin des combats a ouvert la voie à une relative stabilisation du pays, permettant à la Turquie de consolider son autorité sur l'ouest du pays, augmentant sa présence militaire par le déploiement d'équipements et de troupes – tout en trouvant des débouchés à ses entreprises dans les domaines des infrastructures, de l'industrie pétrolière, de l'énergie, de la santé et du développement économique. Avant que l'appétit économique de la Turquie s'étende au-delà de la Tripolitaine.

Depuis 2023, Ankara a multiplié les contacts avec les autorités dissidentes de Benghazi, pourtant alliées de la Russie, de l'Egypte et des Emirats arabes unis. La dynamique a été favorisée par le contexte international avec le réchauffement des relations turco-égyptiennes marqué par la visite du président Recep Tayyip Erdogan au Caire en février 2024, puis par l'affaiblissement du dispositif russe en Méditerranée consécutif à la chute du régime de Bachar Al-Assad en décembre 2024.

Instabilité chronique

Deux mois plus tôt, Saddam

Haftar, chef d'état-major des forces terrestres, pressenti comme le successeur de son père, le maréchal Khalifa Haftar, a été reçu lors d'un salon international de l'armement à Istanbul par le ministre turc de la défense, Yasar Güler, avant d'être convié à Ankara en avril. Trois délégations techniques de l'armée nationale libyenne ont également été reçues en juin 2024. Le clan Haftar, lui aussi soucieux de diversifier ses partenariats, voit ainsi sa légitimité internationale renforcée.

En parallèle, plusieurs entreprises turques ont obtenu de généreux contrats du Fonds de développement et de reconstruction pour la Libye, dirigé par un autre fils du maréchal, Belgacem Haftar. Signe d'une intensification des échanges, la compagnie aérienne Turkish Airlines a repris sa desserte de Benghazi en janvier, après une décennie d'interruption, avant qu'un nouveau consulat turc y soit inauguré en mai.

L'ouverture de la Turquie vers l'est de la Libye traduit également une méfiance croissante envers son principal partenaire local, le premier ministre, Abdel Hamid Dbeibah, à la tête du gouvernement de Tripoli dont l'autorité repose sur un cartel de milices qu'il ne contrôle pas complètement. Ces dernières, rivalisant pour la mainmise sur les différents trafics – armes, drogues, êtres humains… – provoquent régulièrement des combats qui maintiennent la région dans une instabilité chronique malgré les tentatives d'Ankara d'uniformiser l'appareil sécuritaire.

« Conserver une influence »

La dernière poussée de fièvre en date : des affrontements meurtriers entre milices en mai ont profondément inquiété la Turquie ayant dépêché dans la capitale libyenne son chef des renseignements, Ibrahim Kalin et son adjoint pour mener des négociations, avant de rappeler ses mercenaires syriens. Malgré le retour d'un calme précaire, l'épisode a accéléré le rééquilibrage, sans pour autant aller jusqu'à la rupture qui mettrait en péril les nombreux intérêts turcs dans l'ouest de la Libye.
« Le défi de la Turquie réside moins dans la question de savoir qui détient le pouvoir que dans celle de conserver une influence », estime le chercheur Emadeddin Badi, spécialiste de la Libye à l'Atlantic Council, un groupe de réflexion américain, spécialisé dans les relations internationales.

Conscient de la prise de distance, Abdel Hamid Dbeibah, qui s'est vu refuser l'usage des drones turcs lors des récents affrontements, se tourne désormais vers d'autres pour assurer sa sécurité : selon le site d'information Africa Intelligence, le premier ministre aurait noué des contacts avec l'Azerbaïdjan pour se fournir en drones d'attaque.

RÛDAW

July 08,2025

Sudani receives Turkish intel chief in Baghdad

ERBIL, Kurdistan Region - Iraqi Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani on Tuesday received Turkey's intelligence chief Ibrahim Kalin in Baghdad, discussing security issues.

Kalin relayed a message from the Turkish President Recep Tayyip Erdogan to Sudani, in which he reiterates his country's "desire to advance bilateral relations between the two countries toward greater cooperation and enhancement, serving the interests of the two friendly nations," according to a statement from Sudani's office.

Sudani and Kalin also touched on "shared security issues and mutual information coordination between the two countries, aimed at promoting stability in the shared border areas and the region as a whole," added the statement.

The meeting takes place just days before a ceremony in Sulaimani province, where the first group of Kurdistan Workers' Party (PKK) fighters are expected to lay down their arms. The event is scheduled for Friday.

Kalin visited Erbil last week and discussed the ongoing Ankara-PKK peace process with the Kurdish officials, including President Nechirvan Barzani.

The PKK announced its dissolution and an end to its four-decade armed struggle in May, in response to a February call by its jailed leader Abdullah Ocalan to end the conflict - which has claimed around 40,000 lives - and pursue a political and democratic path.

While Turkey has welcomed the PKK's move, it has emphasized the need for the decision to materialize on the ground. Meanwhile, the PKK expects democratic reforms from Ankara as part of the process.

Iraq banned the PKK in March 2024 from operating in the country, following a top security meeting with a Turkish delegation in Baghdad. The decision came ahead of a landmark visit by Erdogan to Iraq.

Founded in 1978, the PKK initially sought to establish an independent Kurdish state but later shifted its focus toward securing broader political and cultural rights for Kurds in Turkey. The group is designated a terrorist organization by Turkey and several of its Western allies.

Libération 08 juillet 2025

SYRIE Les crimes oubliés dans le sillage de la chute d'Assad

En Syrie, au nord d'Alep, le conflit entre milices proturques et forces kurdes est entré dans une nouvelle phase depuis la chute du régime Assad. Mais il reste émaillé par des exactions commises de part et d'autre de la ligne de front.

Passé quelques talus de terre brune, vestiges d'une ligne de front récemment désertée, le village de Muslimiyeh, à la sortie nord d'Alep, apparaît comme un fantôme. Des dizaines d'échoppes aux vitres brisées, entièrement pillées et aux rideaux de fer défoncés, encadrent des rues vides où seul un vent chaud continue de s'engouffrer. Un coq dérouté chante dans le silence. Tous ceux qui vivaient autrefois ici et dans les villages alentour ont disparu, jetés sur les routes de l'exil en décembre, lorsque les milices proturques rassemblées sous la bannière de l'Armée nationale syrienne (ANS) ont lancé une offensive contre les positions des forces prokurdes, les Forces démocratiques syriennes (FDS). En quelques jours, près de 100 000 Kurdes syriens ont été déplacés de force dans la partie est du pays, sous administration des FDS.

De Muslimiyeh, il faut voyager près de 150 kilomètres et traverser la ligne de démarcation entre territoires ennemis pour atteindre le camp de Tabqa, près du stade de la ville, qui s'est monté à la hâte dans les nuits gelées de décembre. Cinq mois plus tard, les déplacés kurdes ont recréé ici un semblant de vie. Les abris sont organisés en «communes», un marché permet d'acheter des légumes à prix d'or, des hommes armés des FDS montent la garde sous l'arche d'entrée.

Simulacres d'exécution

Survenue en parallèle de la chute du régime Assad, l'offensive de décembre a marqué une nouvelle phase du conflit opposant l'ANS aux FDS, toujours irrésolu malgré des accords de cessez-le-feu conclus à la mi-avril. De part et d'autre, les exactionsse sont multipliées et leurs auteurs ne font, pour l'heure, l'objet d'aucune poursuite en Syrie. Certains ont même été intégrés dans les nouveaux dispositifs sécuritaires de l'Etat syrien, ce qui fait craindre aux victimes que ces possibles «crimes de guerres» restent impunis. Dans les villages, nombre de ceux qui n'ont pas fui ont été arrêtés. Leur sort reste inconnu.

Dans le camp de Tabqa, à l'abri dans sa tente pour se protéger des nuages qui menacent, Muhammed (1) se souvient. «Au moment de l'offensive, après avoir mis ma famille en sécurité à Tabqa, j'ai reçu un appel me demandant de venir chercher ma voiture», retrace ce couturier qui travaillait à Tall Rifaat, aujourd'hui sous contrôle de l'ANS. A son arrivée, il se fait arrêter par des soldats qui l'accusent de travailler pour les FDS. «Des hommes de la division Hamzat», précise-t-il, en référence à l'un des groupes de mercenaires composant l'ANS, connu pour ses multiples dérives. Muhammed est ensuite emmené menotté, les yeux bandés, dans ce qu'il identifie comme étant le centre municipal de Tall Rifaat. Enfermé avec une quarantaine de personnes, toutes kurdes, il y subit des interrogatoires violents pour lui extorquer des aveux. Sans se départir de son faible sourire, il montre sous l'ongle de ses pouces les taches noires qui lui restent de ces séances d'«investigation». «Ils nous torturaient à l'électricité, sur les phalanges, sur les jambes…» décrit-il. Au bout de quarante-deux jours, sans jamais être jugé, il est relâché contre une rançon de 2 500 dollars et se réfugie à Tabqa.

Arrestations sommaires, torture, disparitions, extorsions… Les récits récoltés depuis décembre se ressemblent. Les lieux varient, les dates aussi, mais les méthodes se répètent, dévoilant des schémas de violence systématique. Certains décrivent des simulacres d'exécution, comme Fatih Ali Ali (1), éboueur, qui raconte s'être retrouvé avec «un revolver au fond de la gorge» lors d'un interrogatoire.

Pour échapper quelques heures au désordre du camp, Abdulraman (1) est allé pêcher sur les rives du lac de Tabqa. Sa peau est recouverte de tatouages, son visage dur et émacié. Il a le regard lointain de ceux qui restent hantés par leurs souvenirs. Lui aussi a été la cible de la division Hamzat quand elle est entrée dans Tall Rifaat. «Ils m'ont tiré dans les jambes puis ils m'ont emmené à la prison d'Azaz» un peu plus au nord, raconte-t-il. «Ils m'ont roué de coups et demandé de reconnaître que je faisais partie des FDS. Mais je n'ai rien avoué, je suis juste mécanicien, reprend l'homme de 28 ans. Lorsque les geôliers venaient, nous devions tourner la tête vers le mur. C'était interdit de les regarder. Nous n'avions pas le droit de nous parler entre nous. Ils ne nous donnaient presque rien à manger, juste un peu de pain le matin et le soir.» Au bout de dix jours, Abdulraman est relâché, sans explication. Il part à Afrin, dont il est originaire. Il est de nouveau arrêté. «Cette fois, j'ai été emmené dans les locaux de la police militaire. Tous les soldats étaient masqués. J'ai été torturé non-stop pendant trois jours avec des câbles d'électricité. Cet endroit est insoutenable. C'est comme à Sednaya, en pire», en référence à la plus importante prison du régime Assad, l'une de celles où ont été pratiquées les pires tortures. Quelques jours plus tard, Abdulraman est autorisé à sortir «sans avoir vu de juges, ni même la porte d'une cour de justice».

«Discriminations»

Lorsqu'il arrive enfin au camp de Tabqa, il raconte son histoire à Ibrahim Cheikho, le directeur du comité pour les droits humains d'Afrin, qui documente les exactions et les disparitions forcées. «Il est très difficile d'avoir des chiffres précis, mais nous estimons qu'au moins 2 000 personnes manquent à l'appel depuis décembre. Nous recevons des demandes de rançon pour certains, mais nous n'avons strictement aucune nouvelle pour les autres», détaille l'activiste. D'après lui, une partie de ces disparus auraient en réalité été envoyés en Turquie, qui accuse les FDS d'être affiliés à la guérilla kurde du Parti des travailleurs du Kurdistan

(PKK). Il espère en voir certains réapparaître lors d'un prochain échange de prisonniers entre les nouvelles autorités de Damas et les FDS, comme le prévoit un compromis signé le 10 mars. Sur le papier, les milices sont censées être dissoutes et intégrées à l'appareil militaire d'Etat, faisant de ce dernier le garant des prisonniers capturés lors des affrontements.

Malgré la reprise en main officielle des territoires de l'ANS par la Sécurité générale du ministère de l'Intérieur syrien, les déplacés craignent encore de rentrer chez eux. Sous couvert d'anonymat, le représentant d'une association de développement communautaire basée à Afrin raconte qu'il y a encore «beaucoup de check-points gérés par l'ANS, notamment dans la campagne» où ils procèdent à des «arrestations et des extorsions». Membre du conseil local d'Afrin, Azad Osman confirme que «le gouvernement travaille pour les faire partir», mais sans grand succès pour le moment. Des portraits de soldats «martyrs» de l'ANS ornent toujours les places de la ville et le bâtiment de la Sécurité générale a de quoi surprendre. Sur sa façade principale, le drapeau de la révolution côtoie celui de la Turquie. Certains des employés portent sur leurs uniformes des écussons turcs. «Toutes les factions ont regagné leurs bases militaires. Il n'y a pas de problème de sécurité à Afrin», insiste pourtant Abu Kutaiba, à la tête de la Sécurité générale pour la région, en décalage total avec les témoignages récoltés. Peut-être Abu Kutaiba a-t-il l'oreille sélective et n'entend que ceux qui, traumatisés par les méthodes de gouvernance des FDS, se sont réjouis de les voir défaites, à Afrin en 2018 puis dans les localités alentour ces derniers mois.

Abdullah Hilal, 21 ans, dans la province d'Afrin, le 6 mai. (Charles Thiefaine/Libération)

Dans le village de Deir Jamal, près de Tall Rifaat, Walid, 30 ans, relate les «discriminations systématiques contre les Arabes», les «accusations de terrorisme» en cas de désaccord public avec les chefs des FDS et leurs politiques. Et surtout, la terreur de se voir arrêté puis remis au régime de Bachar al-Assad. Comme Adel Bashir Peri, arrêté en 2017 pour appartenance à un groupe rebelle et transféré dans la prison de Rajo, surnommée «la prison noire» près de la frontière entre la Syrie et la Turquie. Il y sera torturé et - entre autres - enfermé pendant trois jours dans un conteneur en métal au sous-sol recouvert d'excréments.

Les sévices ne sont pas arrêtés avec le temps et les retraites militaires. Dans le camp de Sejo, fait de briques sales et de tôles gondolées près d'Azaz, Abdullah Hilal, 21 ans, lâche ses béquilles pour plier sa seule jambe valide et s'asseoir. «Des soldats des FDS m'ont tiré dessus lorsque j'ai tenté de rejoindre Alep, début décembre, pour fêter la chute du régime», commente-t-il d'une voix teintée de colère en montrant le plâtre grossier qui lui enserre le tibia. Il passera plus de trois mois en prison, dans les quartiers kurdes de Cheikh Maqsud et Achrafieh, à Alep, avant d'être libéré lors du premier échange de prisonniers. Sur son portable, il lance une vidéo postée par les FDS dans laquelle on peut le voir témoigner du bon traitement reçu en détention. «Ce ne sont que des mensonges, ils m'ont obligé à tourner cette vidéo et à dire que je faisais partie de l'ANS, proteste Abdullah Hilal. En réalité, les gens étaient torturés, ils ne nous donnaient presque rien à manger, ils me frappaient lorsque j'allais aux toilettes. Je n'ai pas eu de médicament pour mes blessures, et je serai handicapé à vie.» En février, le Syrian Network for Human Rights faisait état d'au moins 65 civils abattus par les snipers des FDS depuis décembre rien qu'à Alep, ainsi que «des dizaines» de disparitions de personnes ayant approché les quartiers kurdes.

Risque clair

La rancœur et la tristesse d'Abdullah Hilal résonnent avec celles des victimes des milices opérant de chaque côté de la ligne de front. Toutes redoutent que leurs souffrances soient effacées des accords politiques. «Les exactions commises contre les Kurdes ne pourront pas faire l'objet de poursuite car les coupables sont aujourd'hui au pouvoir», se désole ainsi l'activiste Ibrahim Cheikho, en référence à la récente promotion de commandants de l'ANS, tels Mohammed al-Jassem, ex-chef de la division Sultan Murad, ou Ahmed al-Hais, alias Abu Hatem Shaqra, placés à la tête de nouvelles divisions de l'armée régulière. Tous deux ont été placés sur la liste des personnes sanctionnées par l'Union européenne le 28 mai.

Torturé dans les geôles des FDS, Adel Bashir Peri craint quant à lui que leurs accords passés avec Damas favorisent les intérêts politiques des deux parties et que l'impunité d'aujourd'hui ne vienne nourrir les violences de demain. Pour lui, le risque est clair : «Si le gouvernement ne rend pas justice, les victimes le feront elles-mêmes.»

LE FIGARO

Alec Bertin
09 juillet 2025

Syrie : les États-Unis retirent le groupe islamiste HTC de leur liste des organisations terroristes

Hayat Tahrir al-Cham, initialement lié à al-Qaïda, a vu son chef Ahmed al-Charaa, à la tête d'une coalition de groupes rebelles, prendre le pouvoir en Syrie à l'issue d'une fulgurante offensive de 12 jours fin 2024.

Les États-Unis ont retiré le groupe islamiste Hayat Tahrir al-Cham (HTC), initialement lié à al-Qaïda lorsqu'il s'appelait encore Front al-Nosra, de leur liste des organisations terroristes étrangères, dans le cadre d'un assouplissement de leur position à l'égard de la Syrie après la chute du gouvernement de Bachar el-Assad en décembre 2024. Cette décision, qui a pris effet dès ce mardi 8 juillet, fait suite à la levée de la plupart des sanctions américaines contre la Syrie par Donald Trump le 30 juin. Elle confirme la volonté américaine de légitimer le nouveau gouvernement d'Ahmed al-Charaa, ancien chef du groupe djihadiste et désormais président par intérim de la Syrie.

«Conformément à la promesse faite par le président Trump le 13 mai d'alléger les sanctions contre la Syrie, j'annonce mon intention de révoquer la désignation d'organisation terroriste étrangère du Front al-Nosra, également connu sous le nom de Hayat Tahrir al-Cham (HTC)», a déclaré le secrétaire d'État américain Marco Rubio dans un communiqué lundi 7 juillet. *«Cette révocation est une étape importante dans la réalisation de la vision du président Trump d'une Syrie stable, unifiée et pacifique»*, a ajouté Marco Rubio. Cette décision est motivée selon lui par la dissolution du groupe HTC survenue fin janvier, lorsque ses effectifs ont été intégrés dans l'armée et les forces de sécurité syriennes officielles, et par *«l'engagement du gouvernement syrien à combattre le terrorisme sous toutes ses formes»*.

Damas a accueilli la décision des États-Unis comme une étape vers la normalisation des relations entre la Syrie et la première puissance mondiale. Dans un communiqué, le ministère syrien des Affaires étrangères a déclaré que le retrait d'HTC de la liste des organisations terroristes étrangères reconnues par les États-Unis était un *« pas positif vers la correction d'une trajectoire qui entravait auparavant un engagement constructif »*. Le ministère a ajouté qu'il espérait que cette mesure *« contribuerait à la levée des restrictions restantes qui continuent d'impacter les institutions et les responsables syriens, et ouvrirait la voie à une approche rationnelle, fondée sur la souveraineté, de la coopération internationale »*.

Levée des sanctions américaines fin juin

Donald Trump avait signé un décret exécutif le 30 juin 2025 pour mettre fin au régime américain de sanctions contre la Syrie, en affirmant que cela offrirait à ce pays ravagé par 14 ans de guerre civile l'opportunité de reconstruire son économie et de se reconnecter au commerce mondial. Plus de 90% des Syriens vivaient encore sous le seuil de pauvreté au moment de la chute de Bachar el-Assad.
Donald Trump avait annoncé pour la première fois son intention de lever les sanctions contre la Syrie lors d'un voyage à Riyad (en Arabie saoudite) à la mi-mai dernier. Il avait alors expliqué vouloir donner de meilleures chances de survie au gouvernement encore balbutiant d'Ahmed al-Charaa. Donald Trump avait également déclaré que Washington envisageait une normalisation des relations avec le nouveau gouvernement syrien.

Poursuivre le réalignement géopolitique du Moyen-Orient

L'allègement des sanctions américaines contre la Syrie s'inscrit en effet dans le cadre des objectifs plus larges de l'administration Trump au Moyen-Orient, mus notamment par l'espoir que la Syrie finira par signer de nouveaux accords d'Abraham avec Israël. Négociés lors du premier mandat de Trump, ces accords signés entre septembre et décembre 2020 avaient permis à quatre États arabes (les Émirats arabes unis, Bahreïn, le Maroc et le Soudan) de formaliser leurs relations diplomatiques avec l'État hébreu. Cela avait marqué un tournant géopolitique inédit dans cette région instable.
Les deux décrets présidentiels de Trump à l'égard de la Syrie post-Assad (celui du 30 juin puis celui du 7 juillet) marquent eux aussi un tournant majeur dans la politique étrangère américaine. Ahmed al-Charaa et son mouvement HTC, dont les anciens membres dominent aujourd'hui le nouveau gouvernement et les forces de sécurité à Damas, avaient été classés comme terroristes par les États-Unis en janvier 2018 du fait de leurs affiliations passées avec Al-Qaïda.

HTC est né en 2017 de la fusion entre différents groupes rebelles, pour beaucoup djihadistes, à commencer par l'ex-Front al-Nosra, créé en 2012 par Ahmed al-Charaa, qui les domine tous et qui était la branche syrienne d'al-Qaïda de 2013 à 2016. Au cœur de la guerre civile syrienne, Hayat Tahrir al-Cham a pris le contrôle de la province d'Idleb en Syrie, dans laquelle il a établi un califat rigoriste d'où est partie la fulgurante offensive contre le régime syrien en novembre 2024. Depuis, Ahmed al-Charaa a habilement recentré son groupe autour d'une dimension nationale et renoncé à certaines des pratiques les plus radicales de l'islam politique et au projet de djihad global (au-delà des frontières de la Syrie). Au moins en façade, il œuvre pour un certain *modus vivendi* avec les minorités religieuses, vendant le discours d'un gouvernement inclusif, respectueux de toutes les confessions et minorités syriennes. À cet égard, al-Charaa a abandonné son précédent nom de guerre, Abou Mohammed al-Joulani, qu'il utilisait lorsqu'il était chef djihadiste, et a adopté le costume cravate.

Néanmoins, de vives inquiétudes persistent dans le pays quant au fonctionnement du nouveau régime au vu de ses antécédents radicaux, notamment concernant la protection des minorités religieuses. Ainsi, parmi les 23 ministres nommés par Ahmed al-Charaa le 29 mars dernier,

on ne compte qu'une femme, Hind Kabawat (nommée aux Affaires sociales), qui est aussi le seul membre chrétien du gouvernement. Celui-ci ne compte en outre qu'un Alaouite, qu'un Druze et qu'un Kurde.

Par ailleurs, plusieurs attaques particulièrement violentes contre les groupes minoritaires ont eu lieu ces derniers mois. Début mars, plus d'un millier de civils issus de la minorité alaouite ont été massacrés par des miliciens islamistes sunnites lors d'affrontements entre des loyalistes d'Assad et les nouvelles forces de sécurité. En avril, des affrontements meurtriers ont opposé des factions islamistes armées, les forces de sécurité et des combattants issus de la minorité religieuse druze. Puis, le 22 juin, au moins 25 personnes ont été tuées dans un attentat-suicide visant une église grecque orthodoxe du sud-est de Damas.

Libération

09 juillet 2025

Le chef du PKK promet un désarmement «rapide» du mouvement

Abdullah Öcalan a promis mercredi 9 juillet d'entamer rapidement une phase de transition après que son parti a accepté de mettre fin à quatre décennies de combat contre les forces turques.

C'est un nouveau pas vers la paix entre les forces turques et les Kurdes. Ce mercredi 9 juillet, dans un message vidéo, Abdullah Öcalan, fondateur et leader du parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), a promis une mise en œuvre *«rapide»* du désarmement de son mouvement. Dans la séquence diffusée par des médias proches du mouvement, on le voit entouré de six autres détenus du PKK sur l'île-prison d'Imrali, au large d'Istanbul. Il y annonce que *«les modalités du désarmement seront définies et mises en œuvre rapidement»,* et souligne qu'il *«s'agit d'une transition volontaire de la phase de conflit armé à celle de la démocratie et du droit».*

Dans son message, Abdullah Öcalan reformule *«son appel à la paix et à une société démocratique»* du 27 février et salue la réponse positive du PKK qui avait annoncé sa dissolution le 12 mai. Après quatre décennies de combat contre les forces turques, qui ont fait au moins 45 000 morts, le mouvement a décidé de mettre fin au combat en se saisissant d'un processus initié par les autorités d'Ankara depuis octobre.

En automne, le chef du PKK avait saisi une main tendue par le pouvoir turc via l'allié nationaliste du gouvernement de Recep Tayyip Erdogan, Devlet Bahceli. S'en est suivi une médiation conduite par le parti prokurde DEM, troisième force au Parlement turc, qui s'est rendue à plusieurs reprises auprès de Abdullah Öcalan et a relayé les messages des deux parties.

«Les progrès que nous avons réalisés nécessitent de nouvelles mesures concrètes. Je crois au pouvoir de la politique et de la paix sociale, a souligné le chef du PKK. *Et je vous appelle à mettre ce principe en pratique.»* Abdullah Öcalan, figure titulaire de 76 ans, estime qu'un cadre politique est *«indispensable»* au succès de la paix avec la mise en place d'une commission ad hoc au sein du Parlement turc.

«Le processus va s'accélérer davantage quand l'organisation terroriste commencera à mettre en œuvre sa promesse de déposer les armes», a jugé samedi 5 juillet Erdogan. Le lundi suivant, une délégation du DEM s'est rendue auprès du président, laissant augurer un dénouement proche.

Une première cérémonie de désarmement, présentée par les combattants du PKK comme un geste de *«bonne volonté»,* doit avoir lieu en fin de semaine dans le nord de l'Irak. *«Je tiens à préciser que tous ces événements sont le fruit de réunions que j'ai tenues à Imrali»*, a ajouté le chef du PKK, dont le sort reste incertain.

Depuis les derniers violents combats qui avaient ensanglanté la ville à majorité kurde de Diyarbakir en 2015, les combattants du PKK sont principalement restés cantonnés dans les montagnes de Kandil, dans le nord de l'Irak. Ils ont été soumis à des opérations de ratissage de l'armée turque et à des bombardements aériens intenses.

FRANCE 24

09 juillet 2025

La Turquie tente de neutraliser les tunnels du PKK en Irak malgré la dissolution de l'organisation kurde

Cela faisait plus de 26 que le grand public n'avait pas entendu le son de sa voix. Le leader du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) Abdullah Öcalan - détenu par la Turquie sur l'île-prison d'Imrali depuis 1999 - s'est exprimé dans une conférence de presse ce mercredi 9 juillet. Il a affirmé " ne pas croire aux armes, mais au pouvoir de la politique et de la paix sociale".

Depuis février 2025, Abdullah Öçalan multiplie les sorties en faveur d'un règlement pacifique du conflit. Ces annonces avaient surpris autant qu'elle avait soulevé l'espoir: depuis les années les années 80, le PKK - officiellement créé en 1978, et considéré comme terroriste par l'Union européenne et les Etats-Unis - lutte par les armes pour la reconnaissance de l'identité kurde, un peuple dispersé entre la Turquie, l'Irak, la Syrie et l'Iran.

Le 1er mars, l'organisation avait annoncé se diriger vers la mise en place d'un cessez-le-feu. Bien que la Turquie n'ait offert aucune garantie sur l'arrêt des combats, le parti a annoncé sa dissolution le 12 mai 2025 lors de son douzième congrès.

Le 11 juillet, des combattants du PKK viendront déposer symboliquement leurs armes dans la région de Souleïmaniyé. Pourtant, les combats n'ont pas cessé entre l'organisation kurde et la Turquie. Des cadres historiques du PKK, comme Mustafa Karasu, dénoncent «un blocage

Ces images, publiées en juillet 2025 par un média proche du PKK, montrent la vie des combattants kurdes dans les tunnels. © ANF, Telegram, rojev_mexmur

[...] dont l'attitude du gouvernement est la cause». Les affrontements ont lieu en dehors du territoire turc. Depuis le départ du PKK des montagnes turques en 2013, la Turquie poursuit la guérilla dans les montagnes irakiennes. En juin 2024, elle avait annoncé vouloir créer «un corridor de sécurité de 30 à 40 kilomètres traversant la frontière du pays avec l'Irak et la Syrie». Le but de l'armée turque est de neutraliser le réseau de tunnels du PKK situés dans les monts Gara.

«La Turquie n'arrive pas à boucler les zones qu'elle veut contrôler»

C'est depuis ces tunnels que la guérilla kurde lance depuis des années des attaques contre les bases turques en Irak. Ces souterrains sont devenus vitaux pour le PKK afin d'échapper aux drones turcs qui survolent la zone en permanence. Selon la journaliste et doctorante au CERI (Sciences Po/CNRS) Iris Lambert, il s'agit d'un conflit qui stagne depuis une longue période :

«Pour l'instant, la principale zone d'affrontement se situe entre les deux chaînes de montagnes de Matina et Gara, dans le gouvernorat de Duhok [au Kurdistan irakien, NDLR]. Mais c'est une zone très montagneuse que le PKK connaît parfaitement. Ils maî-

trisent donc parfaitement le terrain. En général, les combattants kurdes sont répartis en petites unités. Ils sont retranchés dans les tunnels pour échapper à la surveillance constante effectuée par les drones militaires turcs.

De son côté, la Turquie multiplie les tirs d'artillerie. Ces frappes sont rendues possibles car les Turcs construisent de nombreuses bases militaires pour s'assurer un maillage du territoire. Récemment, on a estimé à 136 le nombre de bases qu'ils ont construites. Mais la Turquie n'arrive pas à boucler les zones qu'elle veut contrôler, et le PKK ne fait pas beaucoup d'avancées, mais ne recule pas non plus. C'est donc une situation très fixe.»

Malgré l'annonce du cessez-le-feu, la rédaction des Observateurs de France 24 a pu identifier plusieurs traces d'affrontement.

Au soir de l'annonce du cessez-le-feu par le PKK, des sources prokurdes avaient publié des vidéos de bombardements menés par l'armée turque dans les environs du village de Guharze.

Côté proturc, des canaux Telegram évoquaient l'intervention d'hélicoptères de type T-129 Atak dans la même localité.

«La Turquie essaie d'utiliser le cessez-le-feu à son avantage»

Dans les mois suivant le cessez-le-feu, les frappes turques se sont multipliées, comme l'explique Kamaran Osman, membre de l'ONG Community Peacemaker Teams :

Le 27 février, le leader du PKK Abdullah Öcalan annonçait sa volonté d'entamer un processus de paix. Si on compare la semaine qui suit cette annonce aux semaines précédentes, on constate une augmentation des bombardements turcs de 145 %. S'il y a eu une légère baisse en mars, il y a eu une augmentation des bombardements de 332 % en mai par rapport à mars. Par exemple, la Turquie a effectué 510 frappes en mai.

De son côté, le PKK n'a conduit qu'une vingtaine d'attaques contre les forces turques. Ce qui montre une nette baisse de l'activité de l'organisation. En avril, les attaques se sont concentrées sur le gouvernorat de Duhok car la Turquie souhaite nettoyer ces monts Gara des tunnels qu'ils abritent.

Pour la Turquie, cette chaîne de montagnes est stratégique car c'est la frontière depuis laquelle le PKK peut atteindre le territoire turc. La Turquie essaie d'utiliser le cessez-le-feu à son avantage. Ses militaires profitent de la baisse des attaques effectuées par l'organisation pour essayer de prendre le contrôle de montagnes qu'ils ne contrôlaient pas avant. Le PKK utilise quant à lui cette chaîne de montagnes pour rejoindre la Syrie à l'ouest [où se trouve la région kurde du Rojava, un territoire contrôlé par les forces kurdes des YPG, NDLR] ou la région d'Erbil à l'est.

Tunnels bombardés

L'essentiel de l'activité de l'armée turque vise les tunnels de la guérilla kurde. La rédaction des Observateurs a pu localiser plusieurs images de frappes sur les montagnes où se trouveraient les entrées de tunnel.

Parmi ces tirs, l'un a visé un tunnel situé à proximité du village de Belave. Selon une chaîne Telegram proturque qui suit le déroulé des opérations dans la région, le bombardement aurait été effectué par les avions de l'armée turque.

Cette vidéo diffusée le 27 juin par une chaîne Telegram proturque montre un bombardement de l'armée turque. Localisation: 37° 4›46.97»N 43°35›49.90»E Telegram/akincitimi

Pour afficher ce contenu Telegram, il est nécessaire d'autoriser les cookies de mesure d'audience et de publicité.

Des images satellite permettent de géolocaliser le bombardement qui a été filmé au pied du village de Belave.

«La semaine dernière, il y avait plus de 40 frappes par jour»

La Turquie a aussi ciblé les vallées où se trouvent des habitations. La rédaction des Observateurs a pu géolocaliser des images qui montrent des maisons directement touchées par des frappes, comme dans le village de Spindare, le 17 avril. Selon le média turc proche de l'armée Siyah Ordu, le village de Spindare servirait de lieu de «ravitaillement» pour les combattants du PKK et les forces kurdes auraient de «nombreuses positions» situées près de ce village et de celui de Mije.

Rizgar (pseudonyme) vivait à Spindare :

Ces trois derniers jours, les bombardements ont diminué. Mais la semaine dernière, il y avait plus de 40 frappes par jour. La Turquie cible généralement le village avec des avions et de l'artillerie. Toutes les maisons ont été endommagées et un grand nombre d'entre elles ont été complètement détruites.

Nous avons été forcés d'évacuer le village en septembre 2024 à cause des combats. Il nous est interdit d'entrer dans le village. Il y a 15 autres villages autour qui ont tous été évacués. Tous les habitants du village sont des agriculteurs et notre subsistance dépend de nos terres.

«La Turquie voit les civils comme un obstacle au plein déploiement de ses troupes dans la région»

Pour Kamaran Osman, le sort du village de Spindare n'est pas un cas isolé.

Les fermiers et leurs habitations sont souvent visés par les bombardements turcs car la Turquie veut créer une zone tampon. La Turquie voit donc les civils comme un obstacle au plein déploiement de ses troupes dans la région.

Au total, 185 localités ont été totalement évacuées. Les habitants sont parfois dans l'incapacité de revenir dans leur village d'origine à cause des destructions, c'est le cas dans 405 localités. Parfois, les soldats de l'armée turque incendient eux-mêmes les terres agricoles ou les habitations afin de forcer les gens à partir. Au total, 183 villages ont été totalement vidés de leur population. En ciblant les civils, la Turquie veut envoyer un message clair aux habitants : vous ne devez avoir aucun lien avec le PKK.

Douze soldats turcs tués dans une grotte

En plus des bombardements, les opérations turques au sol ne s'arrêtent pas. Le 6 juillet, le ministère turc de la Défense a annoncé la mort de 12 de ses soldats. L'opération aurait eu lieu dans le gouvernorat de Duhok.

Selon le communiqué, les militaires ont trouvé la mort pendant l'inspection d'une grotte qui servait d'hôpital aux membres du PKK. D'après les autorités turques, les soldats auraient été intoxiqués au méthane alors qu'ils tentaient de retrouver le cadavre d'un autre militaire turc disparu en mai 2022.

Le média prokurde ANF a publié des images du cadavre d'un des soldats turcs décédés. Selon d'autres sources favorables au PKK, les soldats turcs auraient été vic-

times de leurs propres armes chimiques et non d'une intoxication au méthane. Il n'est cependant pas possible de confirmer ou d'infirmer cette allégation de façon indépendante.
Le 21 juin, le ministère turc de la Défense a affirmé avoir neutralisé une cache d'armes du PKK. Cette cache d'armes aurait été découverte dans la zone de l'opération turque «Pençe-Kilit».

Des frappes de «représailles» annoncées par le PKK

Dans ses communiqués publiés après l'annonce de sa dissolution, le PKK dit clairement se laisser le droit de se défendre en cas d'attaque de l'armée turque. Au total, la rédaction des Observateurs a pu compter cinq attaques filmées et revendiquées par la guérilla kurde depuis l'annonce du cessez-le-feu unilatéral. Ces attaques sont effectuées au moyen de drones FPV, de petits drones kamikazes apparus en Ukraine qui foncent à toute vitesse sur leur cible et explosent.

Cette vidéo publiée en mai 2025 montre un drone FPV kurde se faire exploser contre un canon de 23mm. X/ScharoMaroof

Pour afficher ce contenu X (Twitter), il est nécessaire d'autoriser les cookies de mesure d'audience et de publicité.

Depuis l'annonce du cessez-le-feu, la branche armée du PKK en Irak – les HPG – affirme que deux de ses combattants sont «tombés en martyrs».Dans ce communiqué publié le 12 avril, les HPG reconnaissent la mort de deux de leurs membres après les bombardements turcs. © Hezaparastin.com

Pourtant, malgré les frappes de drones effectuées par ses forces de guérilla, le PKK semble déterminé à montrer à l'opinion internationale qu'il souhaite mener à bien le cessez-le-feu, ainsi que l'a encore signifié Abdullah Öçalan le 9 juillet.

LE FIGARO

09 juillet 2025

Turquie : le chef du PKK promet un désarmement «rapide»

Abdullah Öcalan, leader historique du parti des Travailleurs du Kurdistan, considéré comme une organisation terroriste par les États-Unis et l'UE, a appelé son mouvement à déposer les armes le 27 février 2025.

Le chef du parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) Abdullah Öcalan a promis une mise en oeuvre *«rapide»* du désarmement de son mouvement, dans un message diffusé mercredi.

«Il s'agit d'une transition volontaire de la phase de conflit armé à celle de la démocratie et du droit (...) Les modalités du désarmement seront définies et mises en œuvre rapidement», annonce le fondateur et leader historique du PKK dans un message transmis par les médias proches du mouvement, l'agence Mezopotamya et Firat news. Le PKK a décidé de mettre fin à plus de quatre décennies de combat contre les forces turques, qui ont fait au moins 45.000 morts.

«Appel à la paix et à une société démocratique»

Dans ce long message, Abdullah Öcalan rappelle son *«appel à la paix et à une société démocratique»* du 27 février et salue la réponse positive de son mouvement, qui a annoncé sa dissolution le 12 mai. c*«Les progrès que nous avons réalisés nécessitent de nouvelles mesures concrètes. Je crois au pouvoir de la politique et de la paix sociale, et non des armes. Et je vous appelle à mettre ce principe en pratique»* insiste-t-il.

Une première cérémonie de désarmement, présentée par les combattants du PKK comme un geste de *«bonne volonté»*, doit avoir lieu en fin de semaine dans le nord de l›Irak. Il estime également qu'un cadre politique est *«indispensable»* au succès du processus de paix avec la mise en place d'une commission ad hoc au sein du Parlement turc.

July 9, 2025

Hengaw's detailed report on the sentencing of 13 detainees from the "Woman, Life, Freedom" Movement in Bukan: 12 death sentences and 219 years of imprisonment

The judiciary of the Islamic Republic of Iran has issued a total of 12 death sentences and 219 years and 8 months of prison sentences for 13 Kurdish detainees from the "Woman, Life, Freedom" (Jin, Jiyan, Azadi) movement in Bukan. The individuals, including Rezgar Babamiri, Pejman Soltani, Soran Ghasemi, Kaveh Salehi, Tayfor Babamiri, Javanmard Mam Khosravi, Ahmad Mamehzadeh, Salar Daghdar, Siamak Eini, Hemin Kermanch, Jalil Moloudi, Hossein Hosseinzadeh, and Sware Azizzadeh, were charged with offenses such as "Waging war against God" (moharebeh), "armed rebellion" (baghi), "collaboration with Israel and Mossad," and membership in Kurdish opposition parties. Salahaddin Ahmadi was acquitted of some charges, though his case remains open for further review.

According to information obtained by Hengaw Organization for Human Rights, Tayfor Salimi Babamiri (47), Soran Ghasemi (28), Pejman Soltani (30), Kaveh Salehi (40), and Rezgar Babamiri (42) were each sentenced by Branch 1 of the Urmia Revolutionary Court to death for baghi and moharebeh, as well as an additional 15 years in prison for membership in Kurdish parties.

Ghasemi, Salehi, and Soltani have each received three death sentences (to be hanged three times). Beigzadeh Babamiri has been sentenced to death twice (to be hanged twice). Salimi Babamiri — who is currently out on bail set at five billion tomans — has received one death sentence. Pejman Soltani had previously been sentenced to death in a separate case by the Juvenile Criminal Court of West Azerbaijan province.

Hemin Kermanch, Jalil Moloudi, and Hossein Hosseinzadeh were each sentenced to 12 years and 8 months in prison for membership in armed Kurdish groups, including Shorshgerani Kurdistan Association, Shamaran, Komala, and PAK.

Ahmad Mamehzadeh and Salar Daghdar were each sentenced to a total of 22 years and 8 months: 12 years and 8 months for membership in the aforementioned Kurdish groups, 6 years for collaboration with Israel through Mossad operations, and 4 years for acting against national security through identifying individuals.

Javanmard Mam Khosravi received the heaviest prison sentence, totaling 35 years. This included 10 years for collaboration with Israel through Mossad, 15 years for group membership, 5 years for involvement in the smuggling of 120 Starlink satellite devices, and 5 years for conspiracy to commit crimes against national security through the identification and intimidation of individuals.

Siamak Eini was sentenced to a total of 18 years and 8 months, consisting of 12 years and 8 months for group membership and 6 years for collaboration with Israel.

Sware Azizzadeh received a total of 7 years and 8 months in prison, including 4 years for conspiracy to act against national security and 3 years and 8 months for importing and smuggling a firearm allegedly used in the assassination of Mohammad Ali Mohammadi.

Salahddin Ahmadi was acquitted of some charges; however, his case remains open pending review and possible modification of charges.

All of these individuals were arrested by Iranian security forces several months after the "Woman, Life, Freedom" protests. During their detention, they were subjected to enforced disappearance, severe torture, and forced confessions extracted under duress.

Source:

The New York Times July 9, 2025

In Rare Video, Jailed Kurdish Leader Declares an End to Armed Struggle

In the first footage of him to be released publicly in 25 years, Abdullah Ocalan said the P.K.K. insurgency against Turkey would be replaced by politics.

The imprisoned leader of the banned Kurdistan Workers' Party, or P.K.K., declared in a video released on Wednesday that his group's armed insurgency against the Turkish state was over and would be replaced by a peaceful political struggle.

The comments echoed a written call by the leader, Abdullah Ocalan, in February for his group's fighters to disarm and disband. But given his great stature among his followers, hearing and seeing the appeal could move the process forward.

A screenshot from the video released by Firat News showing the P.K.K. leader Abdullah Ocalan, center, telling supporters that the group's armed struggle was over. Firat News

"This is a voluntary transition from the phase of armed struggle to the phase of democratic politics and law," he said in the video, the first time footage of him has been made public since he was convicted of treason and separatism in 1999 and imprisoned. "It should not be considered a loss but a historic gain."

The P.K.K. has been waging an armed insurgency against the Turkish state since the 1980s that it says seeks greater rights for Turkey's Kurds. More than 40,000 people have been killed, many of them civilians, in attacks on Turkish security forces and in Turkish military operations aimed at quashing the militants.

Turkey, the United States and the European Union have classified the P.K.K. as a terrorist organization.

The peace process has proceeded slowly since Mr. Ocalan's call for disarmament in February. In May, the P.K.K. convened a congress that announced the group's decision to disband. A ceremony is planned for Friday in northern Iraq, where many of its top cadres are based, during which a group of P.K.K. fighters are expected to destroy their weapons.

But Turkish officials have said they do not intend to offer any concessions on Kurdish demands as part of the process, such as increased Kurdish linguistic, cultural or political rights.

Speaking to lawmakers from his ruling Justice and Development Party in the Parliament, President Recep Tayyip Erdogan did not mention Mr. Ocalan's video but said that ending the conflict with the P.K.K. would benefit Turkey's future.

"We are saving Turkey from a half-century-long menace," he said of the peace process. "We are ripping down the bloody shackles that were put on the ankles of our country."

Politicians supporting the process have called for the establishment of a parliamentary committee to develop a legal framework for disarmament. Mr. Ocalan said in the video that such a committee was important to ensure that the process advances.

Full disarmament of the P.K.K. could end a conflict that for decades has fueled Turkey's most serious domestic security threat. It could also have implications in neighboring countries, where the group and its offshoots operate. The Turkish military often bombs the P.K.K. in northern Iraq. A P.K.K. affiliate that is backed by the United States controls northeastern Syria, although its leader has said his forces are not bound by Mr. Ocalan's call for disarmament.

The P.K.K. began as a secessionist group that aimed to create an independent Kurdish state.

Turkish intelligence captured Mr. Ocalan in Kenya in 1999 and he was returned to Turkey and promptly given a death sentence, which was later commuted to life in prison. He has spent the years since, many of them in isolation, on an island prison in the Sea of Marmara south of Istanbul.

Mr. Ocalan shifted the group's ideology away from separatism toward what he described as a community-based form of democracy and Kurdish autonomy inside Turkey.

He has said that armed struggle was required initially because democratic channels were blocked, but that the P.K.K. as a fighting force had outlived its time.

Advances in Turkish surveillance and military capabilities also played a role, analysts said, especially drones that allowed the state to kill militants in isolated locations, greatly reducing the group's ability to operate.
The fight against the P.K.K. precedes Mr. Erdogan's rise to the helm of Turkish politics more than two decades ago and has long had broad support from most political parties.

Under Mr. Erdogan, the Turkish military fought to oust the militants from major cities in eastern Turkey and expanded military operations against P.K.K. bases in northern Iraq.

Erdogan-led governments also allowed a limited expansion of Kurdish cultural rights, including licensing Kurdish-language broadcasters and permitting some Kurdish-language education.
Mr. Ocalan is hailed by many Kurds at a potent symbol of their struggle for greater rights. He is despised by many Turks, and politicians have often called him "chief terrorist" or "baby killer."

The video was released on Wednesday by pro-P.K.K. media outlets. Mr. Ocalan, 76, appears seated at a table, his hair, mustache and eyebrows white, and speaks calmly for seven minutes, surrounded by six other jailed P.K.K. militants.
He disavowed the quest for a Kurdish state but said that the P.K.K. had established its main goal: recognition of the existence of the Kurdish people.

"Existence is recognized, so the main aim is fulfilled," he said. "I believe in the power of politics and social peace, not in arms. And I call on you to put this principle into practice."

LE FIGARO

10 juillet 2025

Syrie : un dignitaire chiite assassiné dans la région de Homs

Un dignitaire religieux chiite a été tué par balles dans la région de Homs, dans le centre de la Syrie, a indiqué une ONG jeudi, la plus haute autorité spirituelle chiite du pays dénonçant un *«assassinat»*.

Il s'agit du premier religieux chiite tué depuis que des islamistes ont renversé Bachar el-Assad en décembre 2024. Cette minorité, considérée comme proche du pouvoir déchu, vit depuis dans la crainte.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), le corps du cheikh Rassoul Chahoud a été retrouvé criblé de balles mercredi près de Homs. *«Des hommes armés ont tiré sur cheikh Chahoud, qui se trouvait en voiture, près d'un barrage de contrôle des forces de sécurité»* menant à son village de Mazraa, proche de Homs, a ajouté l'ONG.

«Tentative désespérée de semer la discorde»

Dans un communiqué, la plus haute instance religieuse chiite a dénoncé un *«assassinat»*, une *«attaque flagrante contre la voix de la modération et de l'unité»* et une *«tentative désespérée de semer la discorde»*. Signé par le vice-président de cette instance, Adham al-Khatib, le texte appelle les autorités à *«faire la lumière sur les circonstances de ce crime odieux»* et à *«poursuivre ses auteurs et ses commanditaires»*, sans désigner de responsables. Dès l'annonce de sa mort, les habitants du village de Mazraa sont descendus dans la rue pour manifester leur colère, selon l'OSDH, basé au Royaume-Uni mais disposant d'un vaste réseau de sources en Syrie.

La communauté chiite syrienne est estimée à environ 300.000 personnes. Elle s'était empressée de soutenir les nouvelles autorités de transition, et une délégation de notables avait rencontré le président intérimaire Ahmed al-Charaa en mars. Ce meurtre survient alors que s'achève jeudi la mission d'une commission nationale sur les massacres ayant visé la minorité alaouite sur la côte syrienne.

Le Monde

Hélène Sallon
11 juillet 2025

En Syrie, le baptême du feu des casques blancs

Les faitsDans la montagne turkmène, dans le nord-ouest de la Syrie, les humanitaires, qui sont devenus la nouvelle défense civile syrienne, luttent contre les incendies qui ravagent la forêt.

En quelques minutes, la situation est devenue hors de contrôle. Le feu, qui couvait à quelques centaines de mètres en contrebas, a soudainement dévoré la pinède, attisé par les bourrasques, et encerclé les casques blancs, la Défense civile syrienne. Postés en surplomb sur la route ouverte à travers la forêt recouvrant la montagne turkmène, dans le nord-ouest de la Syrie, des volontaires, en tee-shirt à manches courtes, sans gants ni casque de protection, dévalent le flanc escarpé, aux cris d'*« Allahou akbar ! »*, pour aider leurs collègues à hisser les tuyaux avant qu'ils ne brûlent.

Les hommes remontent, épuisés et suffocants, certains portés à bout de bras. Terrassés par la chaleur et l'épaisse fumée âcre, ils s'effondrent. Les vingt hommes de la défense civile battent en retraite, laissant les deux camions à eau prendre le relais. Les seize bombardiers à eau envoyés dans le ciel par la Syrie, la Turquie, la Jordanie et le Liban sont occupés ailleurs. Ce mercredi 9 juillet, des dizaines d'incendies constellent la montagne turkmène, une ancienne zone de combat entre l'armée du dictateur Bachar Al-Assad et les factions rebelles syriennes. *« Il y a tellement de mines, ça n'arrête pas d'exploser. Les volontaires ont peur d'y aller »*, explique Majd Al-Cheikh, un volontaire.

« On s'est ainsi retrouvés encerclés plus d'une vingtaine de fois. Le terrain est trop escarpé, et il y a trop de vent. Grâce à Dieu, on ne déplore aucune victime. On va essayer de limiter l'avancée du feu », dit Ali Kaikouni, un responsable média de la défense civile, qui oriente les hommes, pris de panique. Ce Syrien de 30 ans, originaire de Jisr Al-Choghour, a plusieurs interventions à son actif, depuis son entrée dans les casques blancs, en 2014. Il fait tournoyer son drone au-dessus du feu pour en mesurer l'ampleur.

L'intervention se poursuit toute la nuit. Les vents violents qui balaient la région côtière, au nord de Lattaquié, laissent peu de répit aux combattants du feu. A peine ont-ils pu grappiller une heure ou deux de sommeil en bord de route. L'épais nuage de fumée et de cendre qui enveloppe, le lendemain matin, les vallées de la région de Qastal Maaf, l'un des endroits les plus accidentés et les plus difficiles d'accès, est de mauvais augure. *« La situation a empiré. Il y a de nouveaux départs de feu, et les camions de pompiers ne peuvent pas accéder aux lieux »*, reconnaît Wissam Zeidan, le chef des opérations de sauvetage de la défense civile.

Revendications d'Ansar Al-Sounna

Le ministre chargé des situations d'urgence et des catastrophes, Raed Al-Saleh, est pessimiste. L'ancien chef des casques blancs déplore une *« véritable catastrophe environnementale »*. Plus de 15 000 hectares de forêt ont déjà brûlé, soit plus de 3 % de la couverture forestière totale en Syrie, selon le bureau des affaires humanitaires de l'ONU. Plusieurs localités de cette région, où vivent 5 000 habitants, en majorité turkmènes, ont été évacuées. Les incendies menacent la réserve naturelle de Frounloq, l'un des poumons verts du pays.

Lire l'enquête (2021) : Article réservé à nos abonnés Les casques blancs de Syrie, à la vie à la mort

Depuis le départ des feux, le 3 juillet, plus de 150 équipes de la défense civile syrienne, aidées par des ONG, ainsi que des renforts turcs, jordaniens, libanais et irakiens, luttent dans des conditions extrêmement difficiles : températures caniculaires, sécheresse extrême, vents violents, relief escarpé et présence de mines. Selon les Nations unies, la Syrie est non seulement confrontée aux conditions climatiques les plus mauvaises en soixante ans, après cinq années de faibles précipitations, mais elle doit aussi faire face aux conséquences de quatorze ans d'une guerre qui a ravagé économie et infrastructures.

« Je pense que l'origine des feux est à la fois naturelle et criminelle. On a vu des gens allumer des feux, et certains ont été arrêtés par le ministère de l'intérieur », dit M. Al-Saleh. Le ministre de l'intérieur, Anas Khattab, a confirmé des *« suspicions concernant l'implication d'individus »* dans les incendies, ajoutant que les enquêtes détermineraient si des feux avaient été allumés délibérément. Le groupe radical sunnite, Ansar Al-Sounna, s'est lui-même attribué la responsabilité de plusieurs incendies, mais d'aucuns y voient une revendication d'opportunité de la part d'un groupe responsable d'attaques contre les minorités alaouite et chrétienne depuis la chute d'Al-Assad, en décembre 2024.

C'est un baptême du feu pour les casques blancs. *« On a l'expérience des feux dans le Nord-Ouest syrien, mais pas de cette ampleur. C'est le plus grand feu de l'histoire de la Syrie »*, affirme M. Zeidan. La défense civile syrienne, créée fin 2012 dans les enclaves rebelles pour sauver les personnes prises sous les décombres après les bombardements de l'ancien régime, et financée par les gouvernements occidentaux, a développé une expertise dans les services médicaux, les opérations de stabilisation, la documentation des atrocités de masse, ou encore l'enlèvement de

munitions non explosées.

Intégrés à un ministère

A la chute du régime d'Al-Assad, les 3 300 volontaires se sont redéployés du Nord-Ouest syrien à l'ensemble du pays. Devenus indispensables aux nouvelles autorités, qui manquent de fonds et de personnel, les casques blancs ont néanmoins dû composer avec la perte d'un quart de leur budget, après la suppression de l'Usaid, l'agence de développement américaine, par le président Donald Trump. M. Al-Saleh, leur président depuis 2013, a été nommé au sein du gouvernement de transition. En juin, il a annoncé la fusion des casques blancs avec son ministère.

« Les casques blancs, c'est toute ma vie. J'espère que maintenant nous aurons un meilleur salaire et des droits, notamment en cas d'accident du travail », avance Ibrahim Ayoub, un soldat déserteur de 33 ans, qui a rejoint la défense civile en 2017. Son salaire de 200 dollars (170 euros) ne suffit pas à reconstruire sa maison dans le quartier de Baba Amr, à Homs, pour lui, sa femme et ses six enfants, déplacés dans un camp à la frontière turque. La fierté qu'il leur inspire est une consolation. *« Tous les enfants du pays parlent de nous en classe ! »*

L'expérience de M. Ayoub en matière de lutte anti-incendie se résume à deux formations de quinze jours et une intervention à Afrin. D'autres volontaires des casques blancs étaient pompiers avant de fuir la Syrie en guerre. Ils ont été rejoints par des pompiers restés en zone loyaliste, comme Mahmoud Zrika, pompier depuis sept ans à Lattaquié. Ensemble, ils devront reconstruire un secteur négligé par les gouvernements successifs, puis dévasté par la guerre et les pillages qui ont entouré la chute du régime Al-Assad.

Dépassés par la progression des flammes, des membres des White Helmets, épaulés par des volontaires syriens, tentent de récupérer un tuyau à incendie avant de fuir l'un des foyers ravageant le massif montagneux de l'Aigle (Jabal al-Nisr, en arabe). Lattaquié, Syrie, le 9 juillet 2025. ANTONI LALLICAN POUR « LE MONDE

En manque de tout

« Ce dont nous avons hérité de l'ancien régime, équipements comme véhicules, est très vieux. Il y a aussi un manque d'expérience des équipes dans ce type de topographie et le problème des mines », estime le nouveau gouverneur de Lattaquié, Mohammed Othman, lié à la faction sunnite Ahrar Al-Cham. Véhicules de pompiers tout-terrain, bulldozers, tuyaux, tenues de protection, essence… Le nouveau ministère, au budget réduit, manque de tout. *« On a envoyé une demande à l'Union européenne pour activer la protection civile et avoir de plus grands bombardiers. Chypre, l'Italie et la Belgique ont répondu positivement »*, dit M. Al-Saleh.

Les champs de Mourat Dali Ali n'ont pas pu être sauvés. Perchée sur une colline de Tamimah, au sommet d'une route défoncée, la maison de cet agriculteur turkmène de 42 ans est cependant indemne. Ses 1 800 oliviers et orangers ont brûlé. *« Les pompiers n'avaient pas les véhicules requis pour emprunter le chemin escarpé. Les bombardiers turcs ont arrosé, mais le vent était contre nous. On va essayer de replanter des arbres. Si le gouvernement nous aide tant mieux, sinon on le fera nous »*, dit l'homme, montrant les terres qui appartiennent à sa famille depuis l'époque ottomane.

L'ancien soldat est revenu de Turquie, avec sa femme et ses quatre enfants, il y a quatre mois. Il y avait recommencé sa vie après avoir fui les combats qui ont opposé l'armée loyaliste aux rebelles dans sa région, de 2011 à 2018. Seules six familles sont rentrées au village privé d'eau et d'électricité. *« Les pompiers sont intervenus quand il était déjà trop tard. Ils n'ont ni l'équipement ni l'expérience requise pour éteindre des feux, ce ne sont pas des locaux*, déplore le patriarche de 80 ans, Jamil Dali Ali. *Avant la guerre, il y avait des points d'observation, des camions et des bulldozers prêts à intervenir. Les routes et les forêts étaient entretenues. Plus maintenant. »*

avec AFP
11 juillet 2025

Le désarmement du PKK, en guerre contre le pouvoir turc depuis des décennies, a commencé

Le Parti des travailleurs du Kurdistan effectue ce vendredi 11 juillet un premier dépôt d'armes en Irak lors d'un événement dont l'ampleur et la portée restent incertaines.

Une trentaine de combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), parmi lesquels quatre commandants, ont brûlé leurs armes ce vendredi 11 juillet au matin.

Cette première cérémonie de désarmement du PKK s'est déroulée à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest de Souleimaniyeh, dans la région autonome du Kurdistan irakien (nord), dans la grotte de Casene. La guérilla kurde du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en guerre contre Ankara depuis quatre décennies, ouvre ainsi la voie à la clôture d'un chapitre historique.

«Nous espérons que cette démarche apportera la paix et la liberté. Notre peuple a plus que jamais besoin d'une vie pacifique, libre, équitable et démocratique», a déclaré devant quelque 300 personnes un de leurs commandants, lisant un communiqué. Cette étape constitue *«un tournant irréversible, une opportunité de protéger des vies innocentes et de construire un avenir sans terrorisme»,* a indiqué un haut responsable turc sous couvert d'anonymat, assurant que *«la Turquie reste déterminée à soutenir tous les efforts en faveur du désarmement, de la stabilité et d'une réconciliation durable dans la région».*

Les combattants devaient ensuite regagner les montagnes proches où ils sont basés, avait indiqué précédemment à l'AFP un responsable du PKK. Des représentants du gouvernement autonome du Kurdistan irakien et de son président, Netchirvan Barzani, ont assisté aux opérations, mais il n'a pas été précisé qui avait été dépêché par Ankara, hormis des membres des services de renseignement, selon les médias turcs.

Les autorités locales kurdes avaient annoncé peu avant avoir abattu deux drones à proximité des positions des forces kurdes, quelques heures avant le début des opérations.

Parmi les invités de ce vendredi figurent des élus du parti turc prokurde DEM, médiateur entre le chef du PKK, Abdullah Öcalan, 76 ans dont vingt-six passés en prison, et le gouvernement turc, qui sont arrivés jeudi en Irak. C'est via le DEM, dont une délégation a été autorisée à se rendre à plusieurs reprises auprès d'Öcalan en prison, que le fondateur du PKK a appelé, en février, à tourner officiellement la page d'un conflit qui a fait au moins 40 000 morts.

Abdullah Öcalan a ainsi favorablement répondu à un processus initié à l'automne par le gouvernement turc après une décennie de statu quo militaire. Pour Ankara, comme pour ses alliés occidentaux, le PKK est considéré comme un mouvement terroriste.

C'est paradoxalement l'allié du président turc, Recep Tayyip Erdogan, le chef du parti nationaliste MHP, Devlet Bahceli, qui a tendu la main à l'ennemi public, lui proposant d'appeler les combattants à renoncer à la lutte armée et à *«venir s'exprimer devant le Parlement»*. Le 27 février, Abdullah Öcalan a appelé le PKK à *«déposer les armes et […] à se dissoudre»,* affirmant *«assumer la responsabilité historique de cet appel».*

Mercredi, dans un message vidéo en turc, Öcalan a confirmé l'imminence du désarmement. *«Je crois au pouvoir de la politique et de la paix sociale et non des armes. Et je vous appelle à mettre ce principe en pratique»,* insistait-il dans cette longue adresse.

Erdogan, lui, a récemment envisagé *«une Turquie sans terroriste»,* espérant que *«ce processus prometteur se conclurait avec succès le plus rapidement possible, sans obstacle, ni risque de sabotage».*

Pour l'heure, la portée de la cérémonie de vendredi reste incertaine, par le nombre des combattants qu'elle concerne et le sort des armes déposées. *«En geste de bonne volonté, un certain nombre de combattants du PKK, qui ont pris part au combat contre les forces turques ces dernières années, détruiront ou brûleront leurs armes au cours d'une cérémonie dans les prochains jours»,* avait indiqué début juillet un commandant kurde sous couvert de l'anonymat.

Abdullah Öcalan, lui, est toujours détenu sur l'île-prison d'Imrali, au large d'Istanbul, et ne réclame pas d'en sortir alors que ses commandants faisaient de sa libération un des termes de l'équation.

En refusant de lier son sort personnel à l'avenir du processus de paix, Öcalan *«contredit les conditions posées par le Parti qui demandait son élargissement afin qu'il puisse mener à bien le processus de paix»,* note l'historien des mouvements kurdes Boris James. Le chercheur relève par ailleurs l'absence *«d'acteur tiers pour garantir la probité du processus»* et insiste : *«Une très forte défiance subsiste entre le PKK et l'Etat turc, or l'Etat a donné peu de gages»* aux combattants kurdes. Ces derniers ont d'ailleurs dénoncé la poursuite des bombardements turcs sur leurs positions en Irak malgré le processus en cours.

Depuis les derniers violents combats qui avaient ensanglanté la ville turque à majorité kurde de Diyarbakir (sud-est) en 2015, les combattants du PKK sont principalement restés cantonnés dans les montagnes de Kandil, en Irak, soumis également aux opérations de ratissage de l'armée turque.

Le Monde 11 juillet 2025

Des combattants du PKK, en guerre contre la Turquie depuis quarante ans, déposent symboliquement les armes au Kurdistan irakien

Un processus de paix, commencé à l'automne 2024, doit permettre de tourner la page de décennies de violences qui ont fait au moins 40 000 morts.

Une trentaine de combattants kurdes du PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan, en guerre contre Ankara depuis quatre décennies, ont procédé à une première opération de désarmement, vendredi 11 juillet en Irak. Selon une journaliste de l'Agence France-Presse (AFP), quatre commandants du mouvement et leurs hommes ont déposé et brûlé leurs armes lors d'une cérémonie à 50 kilomètres à l'ouest de Souleimaniyé, dans la région autonome du Kurdistan, dans le nord de l'Irak.

Celle-ci s'est déroulée dans la grotte de Casene, connue pour avoir abrité une imprimerie qui a publié l'un des premiers journaux kurdes. Le PKK a salué une *« opération historique et démocratique »*. Il souhaite désormais participer à la vie politique turque, a déclaré à l'AFP la coprésidente du PKK, Bese Hozat. « *Nous sommes prêts et disposés à nous engager dans la politique démocratique* » de la Turquie, a-t-elle assuré.

Après l'opération de désarmement, les combattants devaient regagner les montagnes proches où ils sont basés, avait déclaré plus tôt un responsable du PKK à l'AFP.

Des représentants du gouvernement autonome du Kurdistan irakien et de son président, Nechirvan Barzani, ont assisté aux opérations, mais il n'a pas été précisé qui avait été dépêché par Ankara, hormis des membres des services de renseignements selon les médias turcs. Les autorités locales kurdes avaient annoncé peu avant avoir abattu deux drones à proximité des positions des forces kurdes, quelques heures avant le début des opérations.

La libération d'Öcalan, une « exigence première » du PKK

Un processus de paix lancé à l'automne 2024 doit permettre de tourner la page de plus de quatre décennies de violences qui ont fait au moins 40 000 morts, et résoudre la question kurde tant au niveau national que régional, selon les experts. Le 27 février, le chef du PKK, Abdullah Öcalan, 76 ans dont vingt-six passés en prison, a appelé le mouvement à *« déposer les armes et* (…) *à se dissoudre »*, affirmant *« assumer la responsabilité historique de cet appel »*.

Mercredi, dans un message vidéo en turc, Abdullah Öcalan, aussi appelé « Apo » (« oncle ») par ses fidèles, avait confirmé l'imminence du désarmement. Toujours détenu sur l'île-prison d'Imrali, au large d'Istanbul, « Apo » ne réclame pas d'en sortir. La coprésidente du PKK, Bese Hozat, a cependant déclaré à l'AFP vendredi que la libération de M. Öcalan était l'« *exigence première »* du parti et « *une condition fondamentale »* pour poursuivre le processus de paix. *« Tant que ce ne sera pas fait, il est très peu probable que* [ce processus] *se poursuive avec succès »*, a-t-elle ajouté.

Pour la Turquie comme pour ses alliés occidentaux, le PKK est considéré comme un mouvement terroriste. Paradoxalement, c'est le chef du parti nationaliste MHP, Devlet Bahceli, allié du président turc, Recep Tayyip Erdogan, qui a tendu la main à l'ennemi public, lui proposant d'appeler les combattants à renoncer à la lutte armée et à *« venir s'exprimer devant le Parlement »*. Le chef de l'Etat turc a récemment exprimé sa confiance de voir *« une Turquie sans terroriste »*, espérant que *« ce processus prometteur se conclurait avec succès le plus rapidement possible, sans obstacle, ni risque de sabotage »*.

Les combattants kurdes ont régulièrement dénoncé la poursuite des bombardements turcs sur leurs positions en Irak malgré le processus en cours. Depuis les derniers violents combats qui avaient ensanglanté la ville turque à majorité kurde de Diyarbakir (Sud-Est) en 2015, les combattants du PKK sont principalement restés cantonnés dans les montagnes de Qandil, en Irak, soumis également aux opérations de ratissage de l'armée turque.

The New York Times July 11, 2025

Kurdish Fighters Burn Weapons in Step Toward Peace With Turkey

The disarmament of the P.K.K., a group that has battled since the 1980s for Kurdish independence, could end a conflict that has killed more than 40,000 people.

Dozens of Kurdish fighters from Turkey publicly burned their weapons on Friday during a ceremony to demonstrate that their insurgent group was giving up its decades-long armed struggle against Turkey.

It was the first concrete sign of disarmament in a peace process started last year to end a conflict that has killed more than 40,000 people over four decades. If successful, the process could end Turkey's most serious domestic security threat and give a political win to President Recep Tayyip Erdogan.

But it was unclear what would happen next.

The de-escalation has been run out of the public eye and in closed meetings between Turkish intelligence officers and Abdullah Ocalan, the jailed leader of the insurgent group, the Kurdistan Workers' Party, or P.K.K.

There has been no word on what would happen to the militants who disarm.

The ceremony on Friday took place in the rugged mountains of northeastern Iraq, a Kurdish region where many P.K.K. cadres are based.

Images released by journalists showed dozens of P.K.K. guerrillas, men and women, arriving at the site in military uniforms, carrying rifles and rocket-propelled grenade launchers. They stood onstage in front of a large image of Mr. Ocalan, who is serving a life sentence in a Turkish prison and who declared an end to the group's armed struggle in a rare video released on Wednesday.

Arms belonging to Kurdish P.K.K. insurgents from Turkey were set on fire during a ceremony in northern Iraq on Friday.Shwan Mohammed / Agence France-Presse — Getty Images

Other images showed the fighters placing their weapons and ammunition belts into a large metal container where a bonfire was lit.

The fighters who participated in the ceremony said in a statement released by a P.K.K.-affiliated news outlet that they were destroying their weapons "of their own free will" to show their willingness to "carry out our struggle for freedom, democracy and socialism from now on through democratic politics and law."

Turkey's government communications office said in a statement that the ceremony "marks a concrete and welcome step toward ending the group's decades-long campaign of violence."

The P.K.K. began its insurgency against Turkey in the 1980s, aiming to establish an independent Kurdish state. Over the years, P.K.K. attacks on Turkish security forces and Turkish military operations against the insurgents killed tens of thousands of people, including many civilians.

Turkey, the United States and the European Union consider the P.K.K. a terrorist organization.

The Kurds are Turkey's largest ethnic minority and faced efforts by Turkey over many decades to suppress their language and culture. After Mr. Ocalan was sentenced in 1999 for treason and separatism, he shifted the P.K.K. away from the pursuit of statehood and toward greater Kurdish autonomy in Turkey.

Not all Turkish Kurds support the P.K.K.'s militant approach, but many have sought official recognition of the Kurdish language and public acceptance of Kurdish holidays, traditional dress and cultural practices.

Under Mr. Erdogan, the Turkish government has licensed Kurdish-language broadcasters and allowed for limited Kurdish-language education.

The government has also re-

moved dozens of elected Kurdish mayors from office in recent years and replaced them with appointed "trustees," a practice that pro-Kurdish politicians have called antidemocratic.

The momentum toward ending the conflict began last fall with a surprise call by a key political ally of Mr. Erdogan for Mr. Ocalan to disband his forces to possibly end his life sentence.

In February, Mr. Ocalan made such a call in a letter from prison, saying that the era of armed struggle had passed and that his group should push for greater Kurdish rights through democratic means.

In May, a P.K.K. congress announced that the group would disband, and Mr. Ocalan declared in a publicly released video this week — the first of him in a quarter-century — that the insurgency was over.

All along, Turkish officials have publicly rejected the idea of offering any concessions to the militants in exchange for disarmament, raising questions about what would happen to the fighters.

In its statement on Friday, the government communications office said that the "irreversible disarmament and dissolution" of P.K.K. military structures would be followed by legal steps to integrate fighters and ensure accountability alongside efforts to promote reconciliation.

Politicians who support the process have pushed for the creation of a parliamentary committee to develop a legal framework for the process. At Friday's ceremony, Bese Hozat, a P.K.K. leader, said that for the process to succeed, "there is a significant need for legal reforms, legal and constitutional amendments."
Mr. Erdogan has hailed the process as a way for Turkey to rid itself of terrorism.

"The P.K.K. terror group's laying down of arms will be the start of a new period for Turkey, with security, democracy and development," he told reporters last week.

Iraqi and Turkish officials were on site to watch Friday's ceremony, including a delegation from Turkey's pro-Kurdish political party, the Peoples' Equality and Democracy Party.

LE FIGARO

Camille Aguilé
11 juillet 2025

«Tournant irréversible » : des combattants du PKK brûlent leurs armes en Irak en signe de désarmement

Le Parti des Travailleurs du Kurdistan a salué une *«opération historique et démocratique»*. Une trentaine de ses combattants et combattantes ont déposé ce vendredi leurs armes sur un bûcher avant de les incendier, en signe de désarmement du mouvement. Ce geste est censé marquer un tournant dans les relations avec autorités turques, contre qui le PKK est en guerre depuis quatre décennies.

La cérémonie s'est déroulée dans la matinée à l'ouest de Souleimaniyeh, dans la région autonome du Kurdistan, dans le nord de l'Irak. Elle a eu lieu dans la grotte de Casene, connue pour avoir notamment abrité une imprimerie qui a publié l'un des premiers journaux kurdes, a précisé une journaliste de l'AFP.

Une vidéo du média officiel du PKK montre les combattants revêtus d'habits militaires en file indienne, se délestant à tour de rôle de leurs armes dans une grande cuve grise, certains affichant un visage crispé par l'émotion. Les combattants ont ensuite regagné les montagnes proches où ils sont basés.

Processus de paix

Ankara a salué vendredi *«un tournant irréversible»* vers une Turquie *«sans terrorisme»*. Un processus de paix initié depuis l'automne 2024 doit permettre de tourner la page de plus de quatre décennies de violences qui ont fait au moins 45.000 morts, et résoudre la question kurde tant au niveau national que régional, selon les experts.

C'est paradoxalement Devlet Bahceli, allié du président turc Recep Tayyip Erdogan, qui a tendu la main à l'ennemi public. Le chef du parti nationaliste MHP a proposé au parti d'appeler les combattants à renoncer à la lutte armée et à «venir s'exprimer devant le Parlement».

Le 27 février, le chef du PKK Abdullah Öcalan, âgé de 76 ans et emprisonné depuis 26 ans, avait appelé le mouvement à *«déposer les armes et (...) à se dissoudre»*, affirmant *«assumer la responsabilité historique de cet appel»*. Depuis les derniers violents combats qui avaient ensanglanté la ville turque à majorité kurde de Diyarbakir (sud-est) en 2015, les combattants du PKK sont principalement restés cantonnés dans les montagnes de Qandil, en Irak, soumis également aux opérations de ratissage de l'armée turque.

RÛDAW

July 11, 2025

30 PKK fighters lay down machine guns, sniper rifles

ERBIL, Kurdistan Region - A group of Kurdistan Workers' Party (PKK) fighters announced on Friday that they publicly disarmed in the Kurdistan Region in direct response to the call from their jailed leader Abdullah Ocalan and as a gesture of good will during peace negotiations with Ankara.

The group, identifying themselves as the Group for Peace and Democratic Society, "comprised around 30 fighters who laid down weapons including AK-47s, PKM machine guns, and sniper rifles," well-informed sources told Rudaw.

Video of the ceremony showed the fighters, one-by-one, placing their weapons into a large white bowl where they were burned.

While laying down arms, they reaffirmed their commitment to democratic political engagement to secure Kurdish rights in Turkey.

The ceremonial disarmament took place in the historic Jasana Cave, west of Sulaimani.

In a statement, the group said they publicly disarmed in a direct response to Ocalan's February "Call for Peace and Democratic Society" when he advised the PKK to disband, and his June 19 message that was published on Wednesday and urged the formation of a legislative commission to oversee the peace process.

PKK fighter's in the Kurdistan Region's northern Duhok province. File photo: AFP

They added that they fought to defend Kurdish existence and remain committed to a new phase in the struggle for Kurdish rights.

The core purpose of disarmament, according to the group, is to «ensure the practical success of ‹Peace and Democratic Society› process, to wage our freedom, democracy and socialist struggle with methods of legal and democratic politics on the basis of enacting laws for democratic integration.»

They described their voluntary destruction of their weapons as «a step of goodwill and determination.»

Echoing Ocalan's Wednesday remarks, the group highlighted a fundamental belief in the power of politics over arms, adding, «We take great pride and honor in doing what is necessary for this historic principle.»

The group expressed confidence that future progress would also require «compelling struggle,» but now within a democratic framework and asserted the urgent need for a «peaceful, free, equal and democratic life» for their people.

The Group for Peace and Democratic Society further called upon various actors to recognize the significance of their step. They urged «regional and global forces responsible for the sufferings of our people, to respect the utmost legitimate democratic and national rights of our people and support the 'Call for Peace and Democratic Society›.»

They also called for more effort «in the struggle for the physical freedom of Leader Abdullah Ocalan and democratic solution of the Kurdish question," concluding with an optimistic vision that "the Call of ‹Peace and Democratic Society› will surely succeed.»

July 11, 2025

Kurdish political icon Layla Zana says Turkey must change terror law

ERBIL, Kurdistan Region - A veteran Kurdish politician from Turkey said Ankara must amend its terrorism law, speaking on Thursday ahead of a historic disarmament of the Kurdistan Workers' Party (PKK).

"It is necessary that the terrorism law be changed now and I do not accept that Kurds be accused of terrorism," Leyla Zana said on her arrival in Zakho, Kurdistan Region on her way to attend a PKK disarmament ceremony in Sulaimani province.

A group of PKK fighters is expected to destroy their weapons during a ceremony on Friday that marks a significant step in a peace initiative to end the four-decade conflict between Turkey and the PKK that has claimed more than 40,000 lives.

The PKK, founded in 1978 in response to discrimination against the Kurdish population in Turkey, is considered a terrorist organization by Ankara and its allies. The group initially called for an independent Kurdistan, but it later dropped that demand and shifted focus to securing cultural and political rights for Kurds in Turkey.

Human rights organizations have accused Turkey of using its anti-terror laws to infringe on human rights and limit civic space.

"For 100 years oppression has been inflicted on Kurds and for 100 years Kurds have resisted. We were not defeated and those who attacked us were not defeated," Zana told journalists in Zakho. "In this 21st century, we say, let neither us, nor our partners, nor the oppressed peoples lose anything."

Kurdish political icon Layla Zana speaks to reporters in Zakho on July 10, 2025. Photo: Screengrab/ Rudaw

Zana made history in 1991 as the first Kurdish woman elected to the Turkish parliament. During her swearing-in ceremony, she caused a major stir by adding a sentence in Kurdish to her oath, which was illegal at the time. This act became a powerful symbol of Kurdish identity and resistance.

For her political activism, including speaking Kurdish in parliament and alleged ties to the PKK, she was imprisoned for 10 years, from 1994 to 2004.

While incarcerated, she received international support and numerous awards, including the Sakharov Prize for Freedom of Thought from the European Parliament in 1995 and the Rafto Prize in 1994. Amnesty International recognized her as a prisoner of conscience.

Zana said that future generations must not endure the same suffering.

"Destruction is easy but construction requires effort and sacrifice. We also want good things to happen today. Today in the world, everyone approaches each other with suspicion and speaks with harsh language," Zana said. "Let Kurdistan become an example."

She said that the most important thing that has come out of the peace process is that "from today onward, no one in the world arena can say that Kurds do not exist."

Zana has played a role in previous attempts at peace negotiations between the Turkish state and the PKK. She met with then-Prime Minister Recep Tayyip Erdogan in 2012 to discuss the Kurdish-Turkish peace process and was actively involved in the negotiations that led to PKK leader Abdullah Ocalan's historic call for the party to move from armed resistance to political struggle in 2013.

She remains an influential figure in Kurdish politics and a symbol of resilience.

RÛDAW

July 11,2025

Historic Sulaimani cave hosts PKK disarmament

ERBIL, Kurdistan Region - The Kurdistan Workers› Party (PKK) on Friday began its historic disarmament with a ceremony in Jasana Cave, a location deeply symbolic of Kurdish resistance and identity.

Jasana Cave where the PKK held its historic disarmament ceremony in Sulaimani province on July 11, 2025. Photo: Bilind T. Abdullah/Rudaw

Hakim Abdulkarim, a member of the Kurdistan National Congress (KNC or KNK) umbrella group that includes several Kurdish organizations including the PKK, confirmed to Rudaw ahead of the ceremony that the event was taking place in Jasana Cave, located approximately 50 kilometers west of Sulaimani city.

“We are at the ceremony location, and it will be held in Jasana Cave in Surdash sub-district in Sulaimani province,” Abdulkarim said.

In the ceremony, a group of PKK fighters will lay down their arms, taking a pivotal step towards ending more than four decades of conflict. The weapons are slated for destruction.

Jasana Cave has played a significant role in Kurdish history.

In 1923, during the revolution led by Sheikh Mahmoud Hafeed, Jasana Cave served as his headquarters and a refuge after the British army bombed Sulaimani. Hafeed is often referred to as the King of Kurdistan. It was within this cave that he established a printing press and published the first issue of «Bangi Haq» (Call for Truth) newspaper on March 28, 1923, considered the first Kurdish revolutionary newspaper and a crucial organ of the liberation movement.

Decades later, during the Ba’ath regime, Jasana Cave regained its importance as a shelter and stronghold for Peshmerga forces in their resistance efforts in the Surdash, Dukan, and Piramagrun mountain chains.

Due to its role in key periods of Kurdish struggle for self-determination and its connection to significant figures like Sheikh Mahmoud Hafeed, Jasana Cave has become a potent symbol of Kurdish resistance.

The PKK, founded in 1978 to fight for Kurdish independence, later shifted its focus to securing political and cultural rights for Kurds in Turkey. It is designated a terrorist organization by Turkey, the United States, and the European Union.

In February, jailed PKK leader Abdullah Ocalan urged the group to abandon its armed struggle and pursue a political solution. The PKK declared a ceasefire on March 1 and in May it announced its dissolution and end to its armed struggle.

The ceremonial disarmament on Friday is considered a gesture of good faith as part of an ongoing peace process between the PKK and the Turkish state.

11 juillet 2025

Lors d'une cérémonie en Irak, des combattants kurdes du PKK ont entamé leur processus de désarmement

Une trentaine de combattants kurdes du PKK, le Parti des Travailleurs du Kurdistan en guerre contre Ankara depuis quatre décennies, ont entamé vendredi 11 juillet en Irak le début d'un désarmement censé mettre fin à quatre décennies de violences. « *Un tournant irréversible* » vers une Turquie « *sans terrorisme »,* a salué haut responsable turc sous couvert d'anonymat.

Selon une journaliste de l'AFP, quatre commandants du mouvement et leurs hommes ont déposé et brûlé leurs armes lors d'une cérémonie, vendredi 11 juillet au matin, à 50 km à l'ouest de Souleimaniyeh, dans la région autonome du Kurdistan, dans le nord de l›**Irak**. Celle-ci s'est déroulée dans la grotte de Casene, connue pour avoir notamment abrité une imprimerie qui a publié l'un des premiers journaux **kurdes**, a-t-elle précisé.

Le PKK a salué une « *opération historique et démocratique* ». « *Nous espérons que cette démarche apportera la paix et la liberté. Notre peuple a plus que jamais besoin d'une vie pacifique, libre, équitable et démocratique* », a déclaré devant quelque 300 personnes un de leurs commandants, lisant un communiqué. Les combattants devaient ensuite regagner les montagnes proches où ils sont basés, avait indiqué précédemment à l'AFP un responsable du PKK.

Bese Hozat, présidente du Parti des Travailleurs du Kurdistan, a réaffirmé que la libération d'Abdullah Öcalan constituait un préalable indispensable à l'avancement du processus de paix. Elle a souligné que cette « exigence première » conditionnait la poursuite du processus de paix. Elle a également réclamé des garanties de sécurité pour rentrer en Turquie. « *Sans garantie juridique et constitutionnelle, nous finirons soit en prison, soit par être tués* », a-t-elle insisté. Le PKK réclame également le droit de participer à la politique démocratique turque.

« *Un tournant irréversible* »

Cette étape constitue « *un tournant irréversible, une opportunité de protéger des vies innocentes et de construire un avenir sans terrorisme* » a indiqué un haut responsable turc sous couvert d'anonymat, assurant que « *la Turquie reste déterminée à soutenir tous les efforts en faveur du désarmement, de la stabilité et d'une réconciliation durable dans la région* ».
Des représentants du gouvernement autonome du Kurdistan irakien et de son président Nechirvan Barzani ont assisté aux opérations, mais il n'a pas été précisé qui avait été dépêché par Ankara, hormis des membres des services de renseignements, selon les médias turcs.

Les autorités locales kurdes avaient annoncé peu avant avoir abattu deux drones à proximité des positions des forces kurdes, quelques heures avant le début des opérations.

Un processus de paix initié depuis l'automne doit permettre de tourner la page de plus de quatre décennies de violences qui ont fait au moins 40 000 morts, et résoudre la question kurde tant au niveau national que régional, selon les experts.

« *Responsabilité historique* »

Le 27 février, le chef du PKK **Abdullah Öcalan**, 76 ans dont vingt-six en prison, a appelé le mouvement à « *déposer les armes et (...) à se dissoudre* », affirmant « *assumer la responsabilité historique de cet appel* ». Parmi un nombre restreint d'invités conviés vendredi, officiellement pour des raisons de sécurité, figurent des élus du parti turc prokurde DEM, médiateur entre le PKK et le gouvernement turc. Pour la **Turquie**, comme pour ses alliés occidentaux, le PKK est considéré comme un mouvement terroriste.

C'est paradoxalement l'allié du président turc **Recep Tayyip Erdogan**, le chef du parti nationaliste MHP, Devlet Bahceli, qui a tendu la main à l'ennemi public, lui proposant d'appeler les combattants à renoncer à la lutte armée et à « *venir s'exprimer devant le Parlement* ».

Mercredi 9 juillet déjà, dans un message vidéo en turc, « *Apo* » (oncle) comme l'appellent ses fidèles, a confirmé l'imminence du désarmement. « *Je crois au pouvoir de la politique et de la paix sociale et non des armes. Et je vous appelle à mettre ce principe en pratique* », insistait-il dans cette longue adresse. De son côté, le chef de l'État turc a récemment exprimé sa confiance de voir « *une Turquie sans terroriste* », espérant que « *ce processus prometteur se conclurait avec succès le plus rapidement possible, sans obstacle, ni risque de sabotage* ».

July 11,2025

Turkey's ultra-nationalist leader hails 'historic' PKK disarmament

ERBIL, Kurdistan Region - The leader of Turkey's far-right Nationalist Movement Party (MHP) welcomed the disarmament of a group of Kurdistan Workers' Party (PKK) fighters in Sulaimani province on Friday, calling it the beginning of the end of a "dark era."

"Effective today, the separatist terrorist organization has begun to surrender its weapons in groups, while at the same time, historic developments have begun to mark the end of a dark era," Devlet Bahceli said after a group of 30 fighters publicly laid down their arms in a symbolic ceremony attended by political and civil society figures in the historic Jasana Cave.

Devlet Bahceli, the leader of Turkey's ultranationalist Nationalist Movement Party (MHP), speaking inside the Turkish parliament on October 22, 2024. Photo: AA

The disarmament ceremony followed a February appeal by jailed PKK leader Abdullah Ocalan who urged the group to abandon its armed conflict and pursue a political path to securing Kurdish rights in Turkey. In a video message released on Wednesday, Ocalan reaffirmed the PKK's departure from armed struggle and reiterated his call for the formation of a legislative commission to oversee peace efforts with the Turkish government.

"The PKK's founding leadership kept its promise, stood by its commitment," Bahceli said.

MHP is a key ally of Turkish President Recep Tayyip Erdogan's ruling Justice and Development Party (AKP). Bahceli initiated the peace process in October when he called for Ocalan to be allowed to address the Turkish parliament and declare the PKK's dissolution. At an opening session of the parliament at the time, Bahceli - historically an opponent of the Kurdish movement - made headlines by shaking hands with leaders of the pro-Kurdish Peoples› Equality and Democracy Party (DEM) who have been mediating the peace process.

Bahceli praised the DEM Party, saying it "has maintained a sensible and responsible political line, remaining sincerely committed to the goal of a terror-free Turkey."

Kurdistan Communities Union (KCK), an umbrella group that includes the PKK, expressed support for Ocalan's message on Thursday but said that Ankara must also take action for the peace process to succeed.

According to the PKK-affiliated ANF news outlet, KCK co-chair Bese Hozat was among the 30 fighters - 15 women and 15 men - who laid down arms on Friday.

On Thursday, upon her arrival in the Kurdistan Region to attend the ceremony, Leyla Zana, a veteran Kurdish politician from Turkey, said Ankara must amend its terrorism law and that she does not "accept that Kurds be accused of terrorism."

The PKK, founded in 1978 in response to discrimination against the Kurdish population in Turkey, is considered a terrorist organization by Ankara and its allies. The group initially called for an independent Kurdistan, but it later dropped that demand and shifted focus to securing cultural and political rights for Kurds in Turkey.

July 11,2025

President Barzani hails PKK disarmament as ‹new phase› for peace

ERBIL, Kurdistan Region - Kurdistan Region President Nechirvan Barzani expressed optimism for the future of the peace process between the Kurdistan Workers› Party (PKK) and the Turkish state after a group of fighters symbolically disarmed in a ceremony in Sulaimani on Friday.

«We are confident that this step will move the peace process to a new phase and will be followed by other practical steps that will move the process forward in the right direction," he said in a statement released after a group of 30 PKK fighters destroyed their weapons in a ceremony held at Jasana Cave.

Undated picture of Kurdistan Region President Nechirvan Barzani. Photo: Kurdistan Region Presidency

Barzani said he was committed «to continuing all support and backing for advancing the peace process. To this end, as always, we are ready to provide all necessary assistance and facilitation and to carry out any duty that falls upon our shoulders.»

He said that all parties must prioritize efforts for a peace that will ultimately benefit Turkey and the entire region. He also conveyed his appreciation to Turkish President Recep Tayyip Erdogan for his leadership and dedication to advancing the peace process.

Since 2022, Barzani has worked to pave the way for the ongoing peace talks between the Turkish government and the PKK, using his diplomatic relations with the international community, his spokesperson Dilshad Shahab told Rudaw earlier this month.

The PKK, established in 1978, initially sought Kurdish independence before shifting its focus to securing political and cultural rights for Kurds in Turkey.

Turkey, the United States, and the European Union have designated the group as a terrorist organization.

In February, jailed PKK leader Abdullah Ocalan urged the group to abandon its armed struggle and pursue a political path to securing Kurdish rights. The PKK responded by declaring a ceasefire on March 1, and in May, it announced its dissolution and the end of its armed struggle.

The ceremonial disarmament on Friday is seen as a gesture of good faith by the PKK, which has said Ankara must also take concrete steps towards peace.

Anne Andlauer
12 juillet 2025

Désarmement du PKK en Turquie : devant les membres de son parti, Erdogan se veut rassurant

La Turquie a gagné, 86 millions de citoyens ont gagné ». C'est ce qu'a affirmé ce samedi le président turc Recep Tayyip Erdogan, au lendemain d'une première phase de désarmement du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Dans un discours à Ankara face aux cadres de son parti, l'AKP, Recep Tayyip Erdogan a tracé les contours de sa stratégie pour l'avenir.

Dans ce discours très attendu – son premier depuis que le PKK a entamé symboliquement son désarmement – **Recep Tayyip Erdogan** n'a rien annoncé de concret, si ce n'est la création d'une commission parlementaire pour encadrer le processus. Hier vendredi, une trentaine de **combattants kurdes**, hommes et femmes, ont détruit symboliquement leurs armes lors d'une cérémonie dans le nord de l'Irak, une étape historique après un demi-siècle de guerre contre l'État turc.

Un combattant du PKK déposant ses armes lors d'une cérémonie à l'ouest de Souleimaniyeh, en Irak, le 11 juillet 2025. AFP - SHWAN MOHAMMED

L'absence d'éléments concrets n'est pas une surprise, car les intentions du président turc étaient ailleurs. Il s'agissait d'abord de présenter ce processus d'une « **Turquie** sans terrorisme » (c'est son nom officiel) comme un succès pour l'alliance au pouvoir. Ensuite, rassurer l'opinion publique turque, notamment les plus nationalistes et les familles des victimes du PKK, qui restent très réticents vis-à-vis des efforts de paix. « *N'ayez aucune inquiétude* », a-t-il dit plusieurs fois, assurant que ces efforts n'avaient rien d'un « *marchandage* ».

Enfin – et c'est peut-être le plus important – Recep Tayyip Erdogan a tracé les contours d'une nouvelle alliance informelle. Une alliance entre le bloc au pouvoir, constitué de son parti l'AKP et du parti ultranationaliste MHP, et le parti pro-kurde légal, le DEM, notamment lorsqu'il a lancé : « *Nous – AKP, MHP et DEM – avons pris la décision d'avancer ensemble tous les trois sur ce chemin. Nous marcherons en faisant des pas les uns vers les autres. Si Dieu le veut, nous construirons ensemble, main dans la main, le siècle de la Turquie.* »

Des propos qui ne manqueront pas d'inquiéter ceux qui soupçonnent Tayyip Erdogan de vouloir faire alliance avec le parti prokurde pour rester au pouvoir au-delà de son mandat actuel, qui expire dans trois ans.

---

avec AFP
13 juillet 2025

En Syrie, 37 morts lors d'affrontements dans une ville à majorité druze

Il s'agit des premiers affrontements meurtriers depuis ceux d'avril et de mai, qui avaient opposé les forces de sécurité syriennes à des combattants druzes, causant des dizaines de morts.

Des affrontements entre tribus bédouines et combattants locaux à Souweïda, ville à majorité druze située dans le sud-ouest de la Syrie, ont causé la mort d'au moins 37 personnes, a rapporté l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), dimanche 13 juillet. Selon cette ONG établie au Royaume-Uni, mais qui dispose d'un large réseau de sources en Syrie, on compte parmi les victimes 27 Druzes, dont deux enfants, et dix Bédouins, auxquels s'ajoutent une cinquantaine de blessés. Le ministère de l'intérieur a exprimé dans un communiqué sa « *profonde inquiétude* » après les heurts, qui ont fait selon lui « *plus de 30 morts et près de 100 blessés* » dans le quartier d'Al-Makous, dans l'est de Souweïda. Le ministère a annoncé l'intervention d'unités de police, « *en coordination avec le ministère de la défense, pour résoudre le conflit, arrêter les affrontements, imposer la sécurité, poursuivre les responsables de ces incidents et les déférer devant la justice compétente* ». Ces affrontements sont survenus « *sur fond de tensions accumulées lors de périodes précédentes* », a-t-il précisé.

Plus tôt, le gouverneur de Souweïda, Moustapha Al-Bakur, a demandé aux habitants de « *faire preuve de retenue* ». Plusieurs notables druzes ont également appelé au calme, réclamant une intervention des autorités.
Il s'agit de nouveaux affrontements meurtriers entre les deux communautés depuis les violences d'avril et de mai, qui avaient opposé les forces de sécurité syriennes à des combattants druzes, faisant plusieurs dizaines de morts.

Citant des sources médicales, le site d'information *Suweida 24* avait fait état « *d'affrontements armés et d'échanges de tirs d'obus* ». L'autoroute reliant Damas à Souweïda a

été fermée en raison des violences, selon ce média.

Tensions anciennes

Avec quelque 700 000 habitants, la province de Souweïda abrite la plus importante communauté druze du pays, une minorité religieuse issue de la branche ismaélienne du chiisme. Les tensions entre factions druzes et bédouines y sont anciennes, et des violences éclatent sporadiquement entre les deux groupes, notamment quand les Bédouins font paître leurs troupeaux sur des terrains agricoles appartenant aux Druzes.

Après la chute du président Bachar Al-Assad en décembre, qui a mis fin à quatorze ans de guerre civile, les violences qui ont eu lieu au début de mars contre la communauté alaouite – plus de 1 700 morts – puis contre les Druzes ont ébranlé la confiance dans la capacité des nouvelles autorités, dirigées par le nouvel homme fort Ahmed Al-Charaa, à protéger les minorités en Syrie. Les affrontements d'avril et de mai entre les nouvelles forces de sécurité et des combattants druzes avaient fait plusieurs dizaines de morts, avant que des chefs locaux et religieux ne concluent des accords destinés à contenir l'escalade et à mieux intégrer les combattants druzes dans les nouvelles structures de pouvoir.

A la suite de ces heurts, Israël, qui occupe depuis 1967 la partie du Golan syrien (annexée depuis 1981), a invoqué la protection des Druzes pour justifier plusieurs frappes, dont une, au début de mai, près du palais présidentiel, à Damas.

Les Druzes sont présents surtout en Syrie, au Liban et en Israël, où quelque 152 000 d'entre eux sont recensés, selon les dernières données disponibles. Ce chiffre inclut les 24 000 Druzes habitant la partie annexée du Golan, dont moins de 5 % ont la nationalité israélienne.

Le Monde **13 juillet 2025**

Nucléaire iranien : un retour des sanctions de l'ONU acterait « la fin » du rôle des Européens, avertit l'Iran

Le chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghtchi, a réaffirmé l'opposition de l'Iran à toute interdiction d'enrichir de l'uranium dans un éventuel accord pour encadrer son programme nucléaire.

L'Iran a mis en garde, samedi 12 juillet, contre un retour de sanctions des Nations unies (ONU) visant son programme nucléaire qui acterait, selon Téhéran, *« la fin »* du rôle des Européens dans le dossier du nucléaire.

Une clause prévue dans l'accord sur le nucléaire de 2015 conclu avec l'Iran – dont la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni sont parties avec la Chine et la Russie – permet de rétablir des sanctions onusiennes contre Téhéran en cas de manquement à ses engagements. Si cette mesure était adoptée, cela *« signifierait la fin du rôle de l'Europe dans le dossier du nucléaire iranien »*, a estimé le chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghtchi.
Le chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghtchi, a réaffirmé l'opposition de l'Iran à toute interdiction d'enrichir de l'uranium dans un éventuel accord pour encadrer son programme nucléaire. *« Nous n'accepterons aucun accord qui ne comprendra pas* [un droit à] *l'enrichissement »* d'uranium, a déclaré M. Araghtchi. L'Iran considère cette exigence des Etats-Unis comme une ligne rouge, affirmant en avoir le droit en vertu du traité de non-prolifération nucléaire (TNP) dont il est signataire.

Dans la foulée, M. Araghtchi a déclaré que la coopération entre l'Iran et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) allait prendre *« une nouvelle forme »*, moins de trois semaines après des frappes israéliennes et américaines sur des installations nucléaires iraniennes. Il n'a cependant pas donné davantage de détails. L'Iran, qui tient en partie responsable l'AIEA de ces bombardements, a officiellement suspendu début juillet toute coopération avec l'agence onusienne, après un vote d'une loi au Parlement.

L'Iran ne négociera pas sur ses « capacités militaires »

M. Araghtchi a toutefois tenu à rappeler que son pays restait attaché à une solution diplomatique sur la question du nucléaire. *« La République islamique d'Iran reste disposée à instaurer cette confiance par la diplomatie mais, avant cela, nos homologues doivent nous convaincre qu'ils souhaitent la diplomatie et non* [que cette dernière ne] *serve à masquer d'autres objectifs »*, a-t-il dit, selon des propos rapportés par l'Agence France-Presse.

L'Iran a aussi tenu a rappelé qu'en cas de reprise des négociations sur son programme nucléaire, celles-ci ne concerneraient pas ses *« capacités militaires »*, notamment balistiques. L'Iran *« maintiendra ses capacités, notamment militaires, en toutes circonstances »*, a déclaré le chef de la diplomatie, ajoutant que *« ces capacités ne feront l'objet d'aucune négociation »*.

Les missiles iraniens, qui ont la capacité technique d'atteindre le territoire israélien, sont perçus comme une menace pour la sécurité d'Israël, allié des Etats-Unis. L'Iran a par ailleurs annoncé étudier les détails en vue d'une éventuelle reprise des pourparlers sur son programme nucléaire avec les Etats-Unis. *« Nous examinons le calendrier, le lieu, la forme, le contenu et les garanties requises »* par l'Iran pour d'éventuelles négociations, a déclaré M. Araghtchi.

LE FIGARO

avec AFP
14 juillet 2025

Nucléaire: l'Iran rejette toute négociation si Washington insiste sur l'abandon de l'enrichissement

Un conseiller du guide suprême iranien a affirmé lundi que les négociations autour du programme nucléaire de l'Iran *«n'auront pas lieu»* si les États-Unis continuent à exiger l'abandon de l'enrichissement de l'uranium.

«Si les négociations doivent être conditionnées à l'arrêt de l'enrichissement, de telles négociations n'auront certainement pas lieu», a déclaré Ali Akbar Velayati, un conseiller de l'ayatollah Ali Khamenei, cité par l'agence de presse Irna. Ali Akbar Velayati s'exprimait à Téhéran lors d'une rencontre avec le ministre pakistanais de l'Intérieur, Mohsin Naqvi.

Israël, ennemi juré de la République islamique d'Iran, et les pays occidentaux, États-Unis en tête, soupçonnent de longue date ce pays de vouloir se doter de la bombe atomique. Téhéran, qui se défend vigoureusement d'avoir de telles ambitions militaires, dit développer le nucléaire pour des besoins civils, notamment pour l'énergie.

L'Iran et les États-Unis ont tenu depuis avril cinq cycles de discussions sur le nucléaire via le médiateur omanais, avant qu'Israël ne lance le 13 juin une attaque contre l'Iran, qui a déclenché une guerre de 12 jours. Téhéran et Washington devaient se rencontrer le 15 juin, mais les discussions ont été annulées en raison de la guerre.

Lundi, le président iranien Massoud Pezeshkian a affirmé que son pays était *«en faveur de la diplomatie et de l'engagement constructif»*, dans un message publié sur le site de la présidence. *«Nous continuons de croire que la fenêtre de la diplomatie reste ouverte, et nous poursuivrons cette voie pacifique avec sérieux»*, a-t-il ajouté. L'Iran a dit lundi ne pas écarter une reprise des pourparlers avec les États-Unis. *«Pour l'instant, aucune date, heure ni lieu précis n'ont été fixés pour une rencontre»*, a dit le porte-parole de la diplomatie, Esmaïl Baghaï.

Il était interrogé par des journalistes sur une rencontre entre Abbas Araghchi, ministre iranien des Affaires étrangères, et Steve Witkoff, son interlocuteur côté américain pour les pourparlers sur le nucléaire. *«Nous avons été sérieux dans le processus de négociation, nous y sommes allés de bonne foi mais, comme chacun a pu le constater, le régime sioniste (Israël) en coordination avec les États-Unis a agressé militairement l'Iran, avant un sixième cycle»* de pourparlers, a souligné Esmaïl Baghaï.

Ambiguïté nucléaire

«Les États-Unis ont commis une violation flagrante du droit international au cours d'un processus diplomatique», a ajouté le porte-parole de la diplomatie iranienne.

Les États-Unis ont bombardé le 22 juin le site souterrain d'enrichissement d'uranium de Fordo, au sud de Téhéran, et des installations nucléaires à Ispahan et Natanz (centre). L'étendue précise des dégâts n'est pas connue.
Durant la guerre, Israël a mené des centaines de frappes sur des sites nucléaires et militaires iraniens et tué des scientifiques liés au programme nucléaire iranien. Téhéran a riposté avec des tirs de missiles et de drones sur Israël.

Lundi, le président Pezeshkian a réaffirmé que les forces armées iraniennes *«étaient au plus haut niveau de leurs capacités de défense»*. *«Si les ennemis envisagent une nouvelle agression contre le territoire iranien, ils feront face à des ripostes encore plus écrasantes»*, a-t-il averti.

Selon l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), l'Iran est l'unique pays non doté de l'arme nucléaire à enrichir de l'uranium à un niveau élevé (60%), bien au-delà de la limite de 3,67% fixée par l'accord international conclu en 2015 avec les grandes puissances, dont les Etats-Unis se sont retirés en 2018, lors du premier mandat de Donald Trump.

Pour fabriquer une bombe, l'enrichissement doit être poussé jusqu'à 90%, d'après l'AIEA. Israël, qui maintient l'ambiguïté sur sa propre possession de l'arme atomique, détient 90 ogives nucléaires, selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sipri).

Menaces de sanctions

L'accord de 2015 sur le nucléaire avait été conclu entre l'Iran et les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU (Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni, Russie) plus l'Allemagne. Le texte accordait à l'Iran une levée progressive des sanctions internationales en échange d'un strict encadrement de ses activités nucléaires.

Une clause prévoit par ailleurs la possibilité de rétablir des sanctions onusiennes en cas de manquement de l'Iran à ses obligations. La France, le Royaume-Uni et l'Allemagne menacent désormais d'y avoir recours. Ce mécanisme *«n'a aucune valeur juridique, politique ou morale»*, a estimé Esmaïl Baghaï, reprochant aux Européens de ne pas avoir tenu *«leurs engagements»*.

Après le retrait de Washington de l'accord de 2015 et le rétablissement des sanctions américaines, les pays européens avaient assuré leur attachement au texte, disant vouloir poursuivre les échanges commerciaux avec l'Iran.

Mais le dispositif initialement envisagé par les Européens pour compenser le retour des sanctions américaines a peiné à se concrétiser et des entreprises ont été contraintes de quitter l'Iran, confronté à une inflation galopante et une crise économique.

euro news.

14 juillet juillet

Syrie : affrontements mortels entre Bédouins et Druzes, intervention de l'armée et d'Israël

Les affrontements entre tribus bédouines sunnites et combattants druzes auraient fait 89 morts en deux jours.View on euronews

L'armée israélienne a déclaré lundi avoir frappé des chars dans le sud de la Syrie, alors que les forces gouvernementales ont été prises à partie au beau milieu d'affrontements entre tribus bédouines et milices druzes.

Deux combattants de clans bédouins sunnites passent à moto devant les forces de sécurité du gouvernement syrien, 14 juillet 2025. AP Photo

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), **au moins 89 personnes ont été tuées** lors de ces violences dans la province de Sweida.

La violence, qui a éclaté au cours du week-end, s'est poursuivie lundi, les forces gouvernementales déployées pour rétablir l'ordre ayant été entraînées dans des confrontations avec des groupes armés locaux.

Les forces de sécurité du gouvernement syrien assistent à la prière de midi dans le village de Busra al-Harir à Daraa, le 14 juillet 2025. AP Photo

Selon l'OSDH, les hostilités ont été déclenchées lorsque des membres de tribus bédouines ont installé un poste de contrôle, où ils auraient attaqué et volé un jeune vendeur de légumes druze.

Cet incident a déclenché des représailles sous forme d'enlèvements de part et d'autre. «Des affrontements ont eu lieu avec des groupes armés hors-la-loi, mais nos forces font de leur mieux pour éviter toute perte civile», a déclaré le porte-parole du ministère de l'Intérieur, Noureddine al-Baba, à la chaîne de télévision publique al-Ikhbariya, confirmant que les forces de sécurité étaient entrées dans la ville tôt ce lundi.

Le ministère de l'Intérieur a qualifié la situation d'escalade dangereuse, imputant la détérioration de la sécurité à «l'absence des institutions officielles compétentes», qui, selon lui, a aggravé le chaos et entravé les efforts de la communauté locale pour rétablir le calme.

Related

Syrie : affrontements meurtriers entre combattants druzes et forces pro-gouvernementales

Au moins 22 personnes tuées dans un attentat suicide contre une église orthodoxe en Syrie

Israël et la minorité druze

Israël est déjà intervenu à plusieurs reprises ces derniers mois en Syrie pour protéger la minorité druze, notamment dans le sud du pays.

En mai, les forces israéliennes ont frappé un site près du palais présidentiel à Damas, dans ce qui a été considéré comme un avertissement au président intérimaire Ahmed al-Charaa.
Cette frappe est intervenue après que des dizaines de personnes ont été tuées dans des combats entre des hommes armés pro-gouvernementaux et des combattants druzes au début de l'année dans la ville de **Sahnaya** et dans la banlieue de Damas à majorité druze de Jaramana.

Une partie de cette communauté défend aujourd'hui l'État hébreu, non par adhésion politique, mais par pragmatisme : elle voit en Israël un rempart face aux groupes islamistes radicaux, soutenus notamment par l'Iran, qui menacent leur sécurité et leur existence.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et le ministre de la défense Israël Katz, avaient alors déclaré dans un communiqué qu'Israël «ne permettra pas le déploiement des forces (du gouvernement syrien) au sud de Damas ni aucune menace pour la communauté druze».

Les Druzes - un groupe ésotérique qui s'est séparé du chiisme ismaélien au 10e siècle - sont concentrés à Sweida et dans certaines banlieues de Damas telles que Jaramana et Ashrafiyat Sahnaya.

Pendant les 14 années de guerre civile en Syrie, les factions druzes ont formé leurs propres milices et sont restées largement autonomes.

Depuis l'effondrement du régime de Bachar el-Assad, ils sont divisés sur la question de savoir s'ils doivent se réconcilier avec le nouveau pouvoir de Damas.

0La colère des druzes israéliens

Au début de l'année, certains groupes druzes se sont heurtés aux forces de sécurité alignées sur les autorités actuelles.

L'OSDH a affirmé que les forces gouvernementales s'étaient rangées du côté des Bédouins dans certains affrontements, ce qui a encore compliqué une dynamique de pouvoir locale déjà volatile.

Le Monde 14 juillet 2025

Négociations pour un cessez-le-feu dans le sud de la Syrie, après des combats meurtriers

Les affrontements qui opposent depuis dimanche les combattants druzes à des tribus bédouines de la région ont fait une centaine de morts. Israël, qui était déjà intervenu ces derniers mois en Syrie sous prétexte de protéger les Druzes, a annoncé avoir frappé plusieurs chars des forces gouvernementales.

Des négociations étaient en cours, lundi 14 juillet dans la soirée, entre les autorités syriennes et des représentants des Druzes dans le sud de la Syrie, pour parvenir à un arrêt des combats qui ont fait une centaine de morts, a annoncé l'un des principaux groupes armés druzes.

Les forces gouvernementales syriennes progressaient lundi vers la ville à majorité druze de Souweïda, malgré l'opposition d'Israël, qui a visé le secteur où ces affrontements entre combattants druzes et bédouins avaient éclaté la veille.

Ces nouvelles violences intercommunautaires illustrent les défis sécuritaires auxquels fait face le pouvoir intérimaire d'Ahmed Al-Charaa depuis qu'il a renversé le président Bachar Al-Assad, en décembre 2024, dans un pays meurtri par près de quatorze ans de guerre civile.

« Des négociations sont en cours entre les notables de Souweïda et des représentants du ministère de la défense et des forces de la sécurité générale pour parvenir à une solution », a déclaré lundi soir à l'Agence France-Presse (AFP) Bassem Fakhr, porte-parole du Harakat Al-Rijal Al-Karama (« mouvement des hommes de la dignité »), l'un des principaux groupes armés druzes.
Israël, qui s'est ingéré ces derniers mois en Syrie sous prétexte de protéger les Druzes a annoncé, lundi, être intervenu dans la région : *« L'armée a attaqué plusieurs chars* [des forces gouvernementales syriennes, dont des membres combattent aux côtés des Bédouins] *il y a peu de temps dans la zone située entre Souweïda et Samia, dans le sud de la Syrie »*, a annoncé l'armée israélienne dans un message posté sur les réseaux sociaux. *« La présence de ces* [chars] *dans le sud de la Syrie pourrait constituer une menace pour l'Etat d'Israël. L'armée israélienne ne permettra pas l'établissement d'une menace militaire dans le sud de la Syrie et agira en conséquence »*, a-t-elle ajouté.

Le ministre de la défense israélien, Israel Katz, a ensuite affirmé que son pays avait adressé *« un clair avertissement au régime syrien. Nous ne permettrons pas que du mal soit fait aux Druzes en Syrie. Israël ne restera pas les bras croisés »*, a-t-il déclaré sur le réseau social X.

Appels au calme

Lundi après-midi, les forces gouvernementales, qui avaient dépêché d'importants renforts dans la région, ont pris le contrôle d'Al-Mazraah, un village druze aux abords de Souweïda, a constaté un correspondant de l'AFP. Ces forces, appuyées par des chars, se sont déployées dans le village, où se trouvaient également des combattants tribaux bédouins.

Les chefs religieux druzes ont appelé au calme et l'un des plus influents, cheikh Hikmat Al-Hijri, a réclamé une *« protection internationale immédiate »* pour sa communauté, affirmant refuser l'entrée des forces gouvernementales dans les zones contrôlées par les Druzes.

La province de Souweïda abrite la plus importante communauté druze du pays, une minorité ésotérique issue de l'islam qui compte quelque 700 000 membres en Syrie. Les Druzes sont aussi implantés au Liban et en Israël, où quelque 152 000 d'entre eux sont recensés, selon les dernières données disponibles. Ce chiffre inclut les 24 000 Druzes habitant la partie occupée du Golan, dont moins de 5 % ont la nationalité israélienne. A la suite des affrontements d'avril, Israël avait invoqué la protection des Druzes pour justifier plusieurs frappes en Syrie.

Protection des minorités en cause

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), les affrontements ont fait 99 morts, parmi lesquels 60 Druzes, pour la plupart des combattants, mais également deux femmes et deux enfants, 18 Bédouins, 14 membres de forces de sécurité et sept hommes armés non identifiés. Le ministère de la défense a fait état de 18 morts dans les rangs des forces armées. Le ministre de la défense, Mourhaf Abou Qasra, a appelé sur X les soldats à *« protéger les citoyens »* contre *« les bandes qui échappent à la loi »*.

Les affrontements avaient éclaté dimanche après l'enlèvement d'un commerçant druze par des Bédouins qui ont installé des barrages sur la route reliant Souweïda à Damas, selon l'OSDH. Le ministre de l'intérieur syrien, Anas Khattab, avait estimé dimanche que l'*« absence d'institutions étatiques, militaires et sécuritaires »* était *« une cause majeure des tensions persistantes à Souweïda »*.

De fortes tensions couvaient depuis les heurts interconfessionnels en avril entre combattants druzes et forces de sécurité dans les zones druzes proches de Damas et à Souweïda, qui avaient fait plus de 100 morts. Des membres de tribus bédouines sunnites de Souweïda avaient participé aux affrontements aux côtés des forces de sécurité, selon l'OSDH. A l'époque, des chefs locaux et religieux avaient conclu des accords, en vertu desquels des combattants druzes assurent depuis mai la sécurité dans la province.

Après la chute de Bachar Al-Assad, renversé par une coalition de rebelles islamistes sunnites, les violences contre la communauté alaouite – plus de 1 700 morts – puis contre les Druzes, ainsi qu'un attentat contre une église à Damas en juin, ont ébranlé la confiance dans la capacité du nouveau pouvoir à protéger les minorités.

14 juillet 2025

En Syrie, les autorités kurdes réclament un système de gouvernement décentralisé

Les autorités kurdes de Syrie plaident pour un système de gouvernement préservant une part de l'autonomie dont elles jouissent de facto, critiquant le système centralisé actuel qu'elles accusent de monopoliser le pouvoir.

Après la chute du régime de Bachar el-Assad, un accord a été signé en mars 2025 entre Mazloum Abdi (chef des Forces démocratiques syriennes kurdes) et le président **Ahmed al-Charaa** pour intégrer les institutions kurdes dans l'État syrien. Mais sa mise en œuvre reste entravée par des désaccords persistants entre les deux parties.

Lors d'une rencontre mercredi 9 juillet entre les deux hommes et un émissaire américain, Damas a réaffirmé son refus de toute « *division ou fédéralisation* », exigeant l'intégration des combattants kurdes dans l'armée nationale.

Dans un communiqué dimanche 13 juillet, l'administration kurde a plaidé pour « *un système démocratique pluraliste, la justice sociale, l'égalité des sexes et une Constitution garantissant les droits de toutes les composantes* » de la société. « *Les Syriens souffrent depuis des décennies d'un système centralisé qui monopolise le pouvoir et les richesses, réprime la volonté locale et a plongé le pays dans des crises successives* », affirme l'administration kurde. « *Aujourd'hui, nous aspirons à être des partenaires à part entière dans la construction d'une nouvelle Syrie, une Syrie décentralisée qui accueille tous ses citoyens et garantit leurs droits à égalité* », poursuit le communiqué.

Soutenus par une coalition internationale menée par les États-Unis, les **Kurdes** de Syrie ont joué un rôle crucial dans la défaite de l'État islamique. Ils contrôlent de vastes territoires au nord de la Syrie, y compris des champs pétroliers et gaziers. Dans un entretien accordé mercredi à la chaîne Kurdistan 24, l'ambassadeur américain et envoyé spécial pour la Syrie, Tom Barrack reconnaît leur contribution tout en estimant qu'ils doivent accepter que leur avenir passe par Damas.

Malgré la dissolution du PKK après plus de quarante ans de conflit avec Ankara, les cérémonies symboliques de désarmement en Irak en présence de responsables turcs et kurdes, aucun engagement politique concret n'a été pris sur la question kurde en Turquie, en Syrie, en Iran ou en Irak.

avec AFP
15 juillet 2025

Irak: des drones visent un champ pétrolier et un aéroport abritant des troupes américaines

Un drone chargé d'explosifs a été abattu dans la nuit de dimanche à lundi près de l'aéroport d'Erbil, au Kurdistan d'Irak, qui accueille des troupes américaines.

Un drone chargé d'explosifs a été abattu lundi près de l'aéroport d›Erbil, dans le Kurdistan d'Irak, qui abrite des troupes américaines de la coalition internationale antijihadistes, tandis que deux drones ont visé un champ pétrolier de la région, ont annoncé les forces de sécurité kurdes. Il s'agit du deuxième drone abattu près de cet aéroport du nord du pays depuis début juin. Les deux tirs n'ont pas été revendiqués.

«A 02h20 locales (23h20 GMT dimanche), un drone chargé d'explosifs a été abattu près de l'aéroport international d›Erbil, sans faire de victimes ni de dégâts», ont déclaré les services antiterroristes de la région autonome du Kurdistan. Plus tard lundi, elles ont indiqué que deux drones chargés d'explosifs étaient *«tombés sur le champ pétrolier de Khurmala, dans la province d›Erbil, sans faire de victimes»*.

Le 3 juillet, les autorités locales avaient déclaré qu'un drone avait été abattu près de l'aéroport, cible de plusieurs attaques ces dernières années. Le ministère de l'Intérieur du Kurdistan avait alors accusé l'influent Hachd al-Chaabi, anciens paramilitaires pro-Iran enrôlés dans les forces régulières, d'être à l'origine de l'attaque.

Le gouvernement fédéral à Bagdad avait jugé *«totalement inacceptable»* cette accusation visant *«une institution de sécurité officielle»*. Des attaques de drones et de roquettes ont lieu depuis des années en Irak, un pays qui a été souvent le théâtre de conflits par procuration.

The New York Times July 15, 2025

Israel Stages Rare Attack on Syrian Government Forces

Israel intervened in sectarian violence in Syria and attacked the Iran-backed Hezbollah militia in Lebanon.

A wave of deadly Israeli airstrikes targeted government forces in Syria and the Iran-backed group Hezbollah in Lebanon on Tuesday, escalating what Israel said were efforts to secure its northern border.

The strikes in Syria were a rare attack on forces of the new government, which is led by Islamist former rebels who toppled the dictator Bashar al-Assad in December. Since the fall of the Assad regime, Israel has launched hundreds of airstrikes in Syria and deployed forces across a demilitarized buffer zone between the two countries.

But it has seldom attacked the government's military and the two countries recently opened diplomatic contacts to try to lower tensions and conflict between them.

The Syrian government condemned the Israeli attack and said it was aimed at undermining the country's stability. It said a number of its forces had been killed as had civilians.

Dozens of people have been killed this week in violence that erupted in the southern province of Sweida, triggered by a series of kidnappings involving Syria's Druse minority and pro-government Bedouin tribal groups.

The Syrian government said it had sent forces on Monday to try to calm the violence in Sweida, the Syrian Druse heartland. But those forces became embroiled in clashes with local Druse fighters, leading Israel to respond with two straight days of airstrikes on government fighters.

Israel launched several deadly airstrikes that targeted Syrian government forces in Sweida. The attack came as sectarian violence flared between Druse fighters and Bedouin tribal groups. Karam Al-Masri /Reuters

Both Israel and Syria have sizable Druse minorities, and in Israel, Druse serve in the national military. Israeli leaders have offered to protect Syrian Druse should they come under attack during the country's post-Assad transition.

Sweida Province is home to an array of Druse militias, many of which have resisted efforts to integrate into the new national armed forces.

A burned out shop on Tuesday near Sweida, Syria after sectarian clashes between Druze fighters and Bedouin tribes that left at least 37 people dead and 100 injured.Getty Images
The government and local Druse figures in Sweida reached an agreement on Tuesday to quell the violence, although the cease-fire deal has proved shaky, with reports of continued attacks. The U.S. special envoy to Syria, Thomas J. Barrack Jr., said Washington was mediating to restore calm.

The clashes in Sweida were the latest flare-up of sectarian violence in Syria, where tensions linger from a nearly 14-year civil war. Footage verified by The New York Times gave a glimpse of the chaos.

One video shows houses on fire on Sunday as armed men walk through al-Tireh, a village in Sweida Province. In another video, gunfire can be heard down the main road of al-Mazraa, a village where government forces were said to be engaging in clashes.

Some videos showed convoys of government-affiliated forces that appeared to be on their way to the region on Monday. A graphic photo circulating on social media showed the aftermath of an ambush on those convoys. The bodies of at least nine men, wearing camouflage, lay in a group on a road, some covered in blood.

In neighboring Lebanon, Israeli airstrikes hit the eastern Bekaa Valley, a bastion of support for Hezbollah. The attack killed 12 people, most of them Syrians, who often work in agricultural in the area, said the regional governor, Bachir Khodr.
It was the deadliest Israeli strike on Lebanon since a cease-fire was reached in November — ending the most

destructive war in Lebanon in decades. The war began with Hezbollah firing rockets into Israel in solidarity with its ally, Hamas, in Gaza after Hamas led the Oct. 7, 2023, attack on Israel.

The airstrikes on Tuesday targeted facilities belonging to Hezbollah's Radwan unit, the spearhead of the group's fighting force, according to the Israeli military. Hezbollah said the attack targeted civilian water infrastructure, calling it a "significant escalation."
Israel's defense minister, Israel Katz, said the attacks were "a clear message" to both Hezbollah and the Lebanese government that Israel would respond with "maximum force" to any attempt by the group to restore its military capabilities.

Smoke rising after an Israeli airstrike on Tuesday in Sweida, Syria.Getty Images

In recent weeks, Israel has been intensifying attacks on Hezbollah in what Lebanese officials and diplomats say is an attempt to pressure it to disarm — a core requirement of the fragile truce agreement.

Battered by the conflict, Hezbollah says it has already withdrawn its fighters from southern Lebanon. But it has refused to lay down its arms nationwide, insisting that Israel must first stop its near-daily attacks on Lebanon and withdraw from five positions in the country's south that it still occupies in violation of the November truce.

Israel has said it will keep up attacks and hold onto the positions in southern Lebanon because Hezbollah still maintains an armed presence in the area.

The stalemate has raised fears of renewed conflict.
Lebanese authorities say Israel's strikes are frequently conducted without prior coordination with the U.S.-led cease-fire monitoring committee, which is supposed to mediate consultations between the sides on sites that could potentially be targeted for attack.

The Lebanese military did not receive any request from Israel on Tuesday to inspect the facilities that were targeted before the attack, according to a senior Lebanese security official, who spoke on condition of anonymity to discuss sensitive military matters.

The Lebanese military has warned that it may suspend cooperation with the U.S.-backed mechanism if such unilateral actions continue.

RUDAW

July 15, 2025

Kurdistan Region presidency condemns drone strikes on oil fields, urges Baghdad to act

ERBIL, Kurdistan Region - The Kurdistan Region Presidency on Tuesday strongly condemned a series of drone attacks targeting vital oil infrastructure over the past two days, urging the federal government in Baghdad to take urgent measures to prevent further attacks and bring those responsible to justice.

In a statement the Presidency said, "We strongly condemn the drone strikes on infrastructure and various locations within the Kurdistan Region, including the assaults on oil fields in Khurmala and Sarsang that occurred" on Monday and Tuesday.

The statement underlined that the Iraqi federal government must "urgently take all necessary and appropriate measures to prevent such attacks, identify the perpetrators, and hold them accountable."

It warned that "these attacks pose a serious threat to the stability, sovereignty, and both internal and external security."

Earlier on Tuesday, an explosion hit the Sarsang oil field in the Kurdistan Region's northern Duhok province, operated by the US-based HKN Energy, which holds a 62 percent stake in the field.

In a statement posted to its official Facebook page, HKN Energy confirmed that "an explosion occurred" around 7:00 am local time.
"All personnel have been safely accounted for, and no injuries have been reported," the company said, adding that "operations at the affected facility have been suspended until the site is secured and a full evaluation is completed."

Just a day earlier, two explosive-laden drones targeted the Khurmala oil field, southwest of Erbil, late Monday night. According to a security source speaking to Rudaw, the drones were intercepted by US-led coalition forces. No casualties were reported in that incident either.

Of note, the drone attacks occurred just hours before Iraq's state-run North Oil Company (NOC) signed a preliminary agreement with HKN Energy to develop the Hamrin oil field in Iraq's southernmost Basra province on Tuesday.
The Kurdistan Regional Government (KRG) natural resources ministry on Tuesday denounced the incidents as "terrorist attacks" against the Region's economic infrastructure. The US Consulate General in Erbil echoed these concerns, describing the drone strikes as "unacceptable" and calling on the federal government in Baghdad to "exercise its authority to prevent armed actors from launching these attacks," particularly at sites involving both Iraqi and international investments.

Drone attacks in the Kurdistan Region have intensified since the outbreak of a 12-day conflict between Israel and Iran that began on June 13 and ended with a US-brokered ceasefire. While no group has claimed responsibility for the recent strikes, the Kurdistan Region's Ministry of Interior has accused the Popular Mobilization Forces (PMF) of orchestrating the attacks - a charge Baghdad has dismissed as "unacceptable."

Le Monde

Nicolas Bourcier
15 juillet 2025

En Turquie, la hausse vertigineuse de la population carcérale témoigne de la crispation autoritaire du pouvoir

Le nombre de personnes emprisonnées est passé de 55 000 en 2001, avant l'arrivée au pouvoir de l'AKP, a plus de 410 000 aujourd'hui, avec une accélération des arrestations ces derniers mois.

Les bancs du public sont bondés, tout comme ceux réservés aux avocats et aux proches situés de chaque côté du tribunal. Il n'y a que l'immense allée centrale avec sa centaine de chaises qui reste vide. Il est 10 heures, le lundi 16 juin, et Ekrem Imamoglu, le maire d'Istanbul, principal opposant et bête noire du président Recep Tayyip Erdogan, apparaît au milieu de la cour, devant ses juges. Il vient tout juste de sortir d'un long couloir souterrain, strictement encadré par quatre gardes.

Le complexe judiciaire et carcéral de Silivri (Turquie), lors du procès d'Ekrem Imamoglu, le maire d'Istanbul, le 16 juin 2025. ERDEM SAHIN/EPA / MAXPPP

L'audience peut commencer. Elle durera près d'une heure avant que l'édile, accusé de corruption et d'une dizaine d'autres charges dans différentes procédures, ne salue de la main la foule et redescende en silence dans son tunnel. La cellule dans laquelle il est retenu depuis son arrestation à la mi-mars est située à plus de 1 kilomètre de là, en plein cœur du gigantesque et tristement célèbre complexe carcéral de Silivri.

Erigé en 2008 à la sortie de la ville du même nom et dont les habitants ont récemment obtenu des autorités qu'il soit rebaptisé « pénitencier fermé de Marmara », le centre de détention est considéré comme étant le plus moderne et high-tech de Turquie. Le plus grand d'Europe aussi, et de loin, avec ses 23 000 détenus, ses deux tribunaux spéciaux et ses neuf blocs ultrasécurisés, cerclés de miradors et de hauts murs. Amnesty International l'a surnommé un jour *« la plus grande prison au monde pour journalistes »*. Un dicton populaire affirme que tout opposant y a mis un jour un pied, pour y voir un proche ou pour y séjourner. Le détenu Ekrem Imamoglu n'en est qu'un des derniers exemples.

C'est ici, à presque deux heures de voiture de la mégapole turque, que sont incarcérés pêle-mêle le mécène Osman Kavala, le député Can Atalay, le journaliste indépendant Furkan Karabay, le présentateur vedette Fatih Altayli ou encore la centaine de collaborateurs du maire d'Istanbul. Ici qu'ont eu lieu les plus grands et spectaculaires procès de l'ère AKP, le Parti de la justice et du développement du président Erdogan, arrivé au pouvoir en 2002, contre les militaires soupçonnés d'avoir voulu renverser le gouvernement ou les milliers de membres de la secte islamique du prédicateur Fethullah Gülen, son ancien allié.

Les journalistes et avocats pris pour cibles

Aujourd'hui, Silivri regorge d'opposants, d'hommes politiques, de maires, d'avocats, de défenseurs des droits humains et de travailleurs, d'étudiants et de détenus de droit commun. Sa taille et sa dynamique d'internement ont plus que doublé ces dernières années, au point de s'imposer comme le symbole visible de l'escalade répressive et

autoritaire à laquelle se livre Ankara. Il n'est, en réalité, que la pointe émergée de l'iceberg.

Au 1er juillet, selon les chiffres officiels, le pays tout entier comptait 410 135 détenus, record historique hors coups d'Etat militaires. Ce chiffre tutoie en termes absolus le nombre de prisonniers en Russie (433 006), alors que la population du grand voisin du Nord est bien plus nombreuse (143 millions contre 85 millions). Le taux d'incarcération turc (480 pour 100 000 habitants) rapproche le pays des Etats-Unis (541 pour 100 000), champions en la matière.

Troublants, ces chiffres sont encore plus vertigineux si l'on remonte dans le temps. En 2001, avant l'arrivée au pouvoir de l'AKP, la population carcérale en Turquie était de 55 804 personnes. En 2016, l'année de la tentative de coup d'Etat du 15 juillet, elle passe à 200 727 détenus. Elle double ensuite en moins de dix ans, avec une accélération encore plus brutale ces derniers mois : le nombre de personnes incarcérées, entre juillet 2024 et février 2025, a augmenté de 50 000 détenus.

Plusieurs observateurs ont mis en avant les effets de la volonté du pouvoir de reprendre la situation fermement en main après le revers cinglant de l'AKP aux municipales de mars 2024. Selon un décompte de Reuters, plus de 500 personnes ont ainsi été arrêtées au cours des neuf derniers mois dans le cadre des enquêtes pour corruption visant uniquement le principal parti de l'opposition, le CHP. Rien que dans la semaine qui a suivi l'incarcération du maire d'Istanbul, le nombre de manifestants arrêtés lors des protestations antigouvernementales a atteint 1 900 personnes. Ces derniers mois, ce sont les journalistes et les avocats qui semblent être plus particulièrement pris pour cible.

« Déclin des structures démocratiques »

Certes, l'histoire turque est jalonnée de vagues d'arrestations et d'exemples de violations des droits humains. Pour reprendre la formule de Halil Karaveli, analyste de l'Institut Asie centrale-Caucase, *« le régime politique turc a été pour l'essentiel caractérisé par une forme ou une autre d'autoritarisme »*. A chaque période de dictature militaire, l'Etat n'a eu de cesse de développer de nombreux instruments pour contrôler la société turque. Les années qui ont suivi le brutal coup d'Etat du 12 septembre 1980, fondateur d'un régime répressif militaro-nationaliste, ont, de manière peut-être encore plus marquante, préparé le terrain pour les décennies d'autoritarisme qui ont suivi, malgré les revendications constitutionnelles en faveur de la démocratie.

« Depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP, le déclin des structures démocratiques est de plus en plus évident, comme en témoignent l'arbitraire, la destruction des instances judiciaires et d'autres institutions, souligne la sociologue Zeynep Gönen, professeure à l'université de Framingham (Massachusetts) et spécialiste des formes de maintien de l'ordre et de criminalisation. *La centralisation autoritaire du pouvoir s'est accentuée* (…). *Un Etat autoritaire puissant façonne le corps social sur les plans économique, politique et culturel. Les tribunaux et les prisons ciblent et détiennent un large éventail de dissidents turcs, des rebelles et militants kurdes aux acolytes du mouvement Gülen. »*

Mais pas seulement : les discours sécuritaires justifient de plus en plus l'utilisation très large du droit pénal pour des infractions qui, dans d'autres pays, relèveraient du civil ou d'une peine alternative. Les délits politiques sont régulièrement assimilés au terrorisme, même sans violence. L'accusation de diffamation contre des fonctionnaires publics est passible de prison et quasi systématiquement utilisée contre les voix critiques. La liberté d'expression est, elle, criminalisée à outrance.

Reconnaissance faciale

Comme le note la spécialiste, une série de nouveaux outils sont régulièrement mis au point : des peines plus sévères, un renforcement des contrôles policiers, la création de nouvelles unités de maintien de l'ordre, des technologies de répression plus sophistiquées et notamment l'extension des outils de reconnaissance faciale et de surveillance recourant à l'intelligence artificielle. En 2025, le pays compte environ 230 000 agents de sécurité privés actifs, répartis dans près de 1 740 entreprises spécialisées.

Cette expansion du régime sécuritaire s'est accompagnée d'une vague de construction de nouvelles prisons et de mégacomplexes pénitentiaires, plus de la moitié des 403 centres de détention ayant été construits après 2006. Malgré cela, les prisons turques connaissent une surpopulation chronique. En juillet, la population carcérale dépassait de plus de 100 000 personnes la capacité d'accueil des prisons. Les exemptions de peine et les amnisties présidentielles ne sont suivies que de peu d'effets. Selon l'Organisation des droits humains, une ONG turque, plus de 1 400 prisonniers malades sont incarcérés dans les prisons du pays, dont au moins 335 nécessitent une assistance ou une surveillance constante.

Lors de son audience à Silivri, Ekrem Imamoglu a contesté point par point les charges montées contre lui. Face aux juges, il a lancé : *« Il ne s'agit pas d'un procès, mais d'une punition. »* Un nouveau passage devant la cour était prévu ce mercredi 16 juillet, à 10 heures précises.

Le Monde 15 juillet 2025

En Syrie, un cessez-le-feu déclaré à Souweïda par le gouvernement après « un accord avec les notables de la ville »

Des affrontements opposaient les forces gouvernementales entrées dans la ville à des combattants druzes, au milieu d'annonces contradictoires des chefs religieux druzes, la plupart les appelant à remettre leurs armes sans résistance, mais l'un d'eux leur demandant de combattre.

De violents affrontements ont eu lieu, mardi 15 juillet, dans la ville à majorité druze de Souweïda, dans le sud de la Syrie, où les forces gouvernementales sont entrées, a rapporté un correspondant de l'Agence France-Presse posté à l'entrée de la ville.

Les chefs spirituels druzes avaient déclaré plus tôt dans un communiqué approuver l'entrée des forces gouvernementales, appelant les factions druzes à *« ne pas résister »* et à leur remettre leurs armes. Mais l'un des signataires, l'influent cheikh Hikmat Al-Hijri, a par la suite appelé dans un communiqué séparé à *« faire face à la campagne barbare »*, accusant Damas d'avoir failli à ses engagements en continuant de bombarder la ville.

Les forces de sécurité syriennes entrent dans la ville de Souweïda (Syrie), à majorité druze, le 15 juillet 2025. SAM HARIRI / AFP

Le ministre de la défense syrien a annoncé, mardi, un *« cessez-le-feu total après un accord avec les notables de la ville* [de Souweïda] *»*. Mourhaf Abou Qasra avait enjoint, un peu plus tôt, aux habitants de Souweïda *« de rester à la maison et de l'informer de tous les mouvements des groupes hors-la-loi »*.

Le ministre syrien a par ailleurs ajouté que les forces gouvernementales se contenteraient de *« répondre aux sources de tirs »*. *« Nous allons commencer à remettre les quartiers de la ville aux forces de la sécurité intérieure dès que les opérations de ratissage seront terminées »*, a-t-il poursuivi.

L'entrée des troupes gouvernementales survient après deux jours d'affrontements, qui ont initialement opposé des combattants druzes à des tribus bédouines dans la région et fait une centaine de morts.

Les forces gouvernementales sont intervenues dans les combats, disant vouloir séparer les belligérants, mais ont pris le contrôle de plusieurs localités druzes entourant Souweïda, selon un correspondant de l'Agence France-Presse. Le journaliste a vu, mardi matin, des colonnes militaires se dirigeant vers le centre de la ville, alors que l'artillerie lourde des forces gouvernementales avait été déployée autour de Souweïda.

« Nous ne combattons personne, nous poursuivons les groupes hors la loi », a affirmé un porte-parole du ministère de la défense syrien, cité par l'agence de presse syrienne SANA. *« Nos forces avancent sur plusieurs fronts »*, ajoute le ministère, qui affirme que son objectif à Souweïda est d'*« imposer un contrôle et une stabilité et de retourner à la normale, comme dans les autres provinces syriennes »*.

Frappes israéliennes

« L'aviation de l'occupation israélienne vise la ville de Souweïda », a affirmé mardi l'agence de presse SANA. Israël avait déjà frappé lundi les abords de la ville où étaient massées les troupes gouvernementales, et le ministre de la défense israélien, Israel Katz, avait affirmé qu'il s'agissait d'*« un clair avertissement au régime syrien »*. *« Nous ne permettrons pas que du mal soit fait aux Druzes en Syrie »*, avait-il dit.

Les affrontements avaient éclaté dimanche après l'enlèvement d'un commerçant druze par des Bédouins, qui ont installé des barrages sur la route reliant Souweïda à Damas, selon l'Ob-

servatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Ces nouvelles violences intercommunautaires illustrent les défis sécuritaires auxquels fait face le pouvoir intérimaire d'Ahmed Al-Charaa depuis qu'il a renversé le président Bachar Al-Assad, en décembre 2024, dans un pays meurtri par près de quatorze ans de guerre civile.

Selon l'OSDH, les affrontements ont fait 99 morts, parmi lesquels 60 Druzes, pour la plupart des combattants, mais également deux femmes et deux enfants, 18 Bédouins, 14 membres de forces de sécurité et sept hommes armés non identifiés. Le ministère de la défense a fait état de 18 morts dans les rangs des forces armées.

La province de Souweïda abrite la plus importante communauté druze du pays, une minorité ésotérique issue de l'islam qui compte quelque 700 000 membres en Syrie. Les Druzes sont aussi implantés au Liban et en Israël, où quelque 152 000 d'entre eux sont recensés, selon les dernières données disponibles. Ce chiffre inclut les 24 000 Druzes habitant la partie occupée du Golan, dont moins de 5 % ont la nationalité israélienne. A la suite des affrontements d'avril, Israël avait invoqué la protection des Druzes pour justifier plusieurs frappes en Syrie.

July 16,2025

Kurdistan oil fields targeted for third day in a row in drone attacks

ERBIL, Kurdistan Region - An oil field in the Kurdistan Region's northern Duhok province was targeted in a drone attack early Wednesday morning, according to the Kurdish counter-terrorism forces, marking the third consecutive day of such attacks on the Region's energy infrastructure.

Black smoke billows from a fire sparked by a drone attack on the DNO oil field in Peshabur, located in the Kurdistan Region's northern Duhok province, on July 16, 2025. Photo: Screengrab/Rudaw

In a statement posted on Facebook, the Directorate General of Counter Terrorism (CTD), also known as Kurdistan CT, said that "between 6:00 and 6:15 am, the DNO oil field in Peshkhabur, located within the Zakho Independent Administration, was targeted by two explosive-laden drones."

The Kurdish counterterrorism forces added that "at 7:00 am, another explosive-laden drone targeted the DNO oil field in Tawke," also within the Zakho Independent Administration, causing "material damage to the oil fields, but no casualties."

The attacks come a day after a drone attack on Tuesday targeted the Sarsang oil field in the Kurdistan Region's northern Duhok province, operated by the US-based HKN Energy, which holds a 62 percent stake in the field.
In a statement posted to its official Facebook page, HKN Energy confirmed that "an explosion occurred" around 7:00 am local time. "All personnel have been safely accounted for, and no injuries have been reported," the company said, adding that "operations at the affected facility have been suspended until the site is secured and a full evaluation is completed."

On Monday, two explosive-laden drones targeted the Khurmala oil field, southwest of Erbil. According to a security source speaking to Rudaw that day, the drones were intercepted by US-led coalition forces. No injuries were reported in that incident either.
The Kurdistan Region Presidency on Tuesday strongly condemned "the drone strikes on infrastructure and various locations within the Kurdistan Region," urging the federal government in Baghdad to take urgent measures to prevent further attacks and bring those responsible to justice.

On the same day, the Kurdistan Regional Government (KRG) natural resources ministry denounced the incidents as "terrorist attacks" against the Region's economic infrastructure.

The Iraqi presidency, premiership and parliament on Tuesday also condemnedthe incidents, calling them a flagrant assault on national security and stability.

Drone strikes in the Kurdistan Region have increased since the outbreak of a 12-day conflict between Israel and Iran that began on June 13 and ended with a US-brokered ceasefire.
While no group has claimed responsibility for the latest attacks, the Kurdistan Region's interior ministry in early July accused the Popular Mobilization Forces (PMF) of involvement - a charge dismissed by Baghdad as "unacceptable."

L'Opinion

Pascal Airault
16 juillet 2025

Les Druzes de Syrie face à un choix de survie très cornélien

Les garanties données à cette communauté par le régime de Damas auront valeur de test pour les autres minorités

Les forces islamistes loyales au président Ahmed al-Charaa sont entrées le 15 juillet dans la ville à majorité druze de Soueïda, tenue jusque-là par des combattants de cette minorité, après de violents affrontements intercommunautaires avec des tribus bédouines. Le calme est précaire et la communauté druze est divisée sur la conduite à tenir.

NÉGOCIER AVEC L'ETAT CENTRAL, compter sur leurs milices communautaires pour se défendre ou demander la protection israélienne ? Pour les Druzes, le choix est difficile dans la nouvelle Syrie alors que de nouveaux combats ont éclaté dimanche dans la région de Soueïda, au sud-ouest du pays.

Perchée à 1 000 mètres d'altitude dans le gouvernorat qui porte le même nom, cette ville compte plus de 73 000 habitants. Elle est peuplée d'une grande majorité de Druzes, qui en ont fait leur capitale, renommant au passage la région Djébel el-Druze.
Les affrontements ont opposé les groupes d'autodéfense de la communauté et des milices bédouines. A l'origine, l'enlèvement d'un vendeur de légumes druze sur l'autoroute menant à Damas, entraînant des représailles. Bilan : une centaine de morts. Ce qui a obligé le pouvoir central à réagir.

Entre Bédouins et Druzes, la cohabitation n'est pas facile depuis des générations, notamment en raison de l'occupation de l'espace.

Les troupeaux des bergers bédouins se nourrissent parfois sur les terres agricoles de Druzes, provoquant des conflits locaux.

« La méfiance entre le pouvoir central et les minorités va s'accroître à l'avenir »

Mosaïque. Les derniers combats illustrent les défis du nouveau pouvoir syrien. Le président Ahmed al-Charaa est à la tête d'une mosaïque de forces islamistes qui ont renversé Bachar al-Assad en décembre après près de quatorze ans de guerre civile. Mais le nouveau maître du pays peine à unifier les forces de sécurité et à éviter les affrontements avec les minorités alaouites, kurdes ou druzes dont la communauté est estimée à environ 700 000 personnes, soit 4 % de la population. Une bonne partie vit dans la province de Soueïda.

Des affrontements meurtriers ont déjà opposé des combattants druzes aux forces progouvernementales en avril et mai. Les dirigeants locaux et religieux avaient alors conclu un accord avec Damas en vertu duquel les Druzes assureraient la sécurité dans la province.

Mais cette communauté peine à s'accorder entre autonomistes, partisans d'une intégration au sein de l'Etat central et ceux recherchant la protection israélienne. « Les Druzes sont divisés sur la conduite à tenir, assure Hasni Abidi, directeur du Centre d'études et de recherches sur le monde arabe et la Méditerranée (Cermam). Ils ne veulent pas désarmer et ne voudront pas intégrer la nouvelle armée sans de sérieuses garanties. »

Lundi soir, les autorités religieuses druzes avaient appelé à un cessez-le-feu et affirmé ne pas s'opposer au gouvernement central. Mais Cheikh Hikmat al-Hijri, l'un des trois chefs spirituels druzes de Soueïda, s'oppose à l'arrivée des forces de sécurité et a appelé à une « protection internationale ».

Ingérence israélienne. Celle-ci est venue de Tel-Aviv. Benjamin Netanyahu a demandé à son aviation de bombarder des chars des forces de Damas dans les environs de Soueida, en guise d'avertissement. Le Premier ministre israélien joue les protecteurs de cette minorité, aussi présente en Israël et très intégrée dans l'armée, où elle joue un rôle important en matière de renseignement.

En Israël, l'Association des soldats et réservistes druzes démobilisés a d'ailleurs adressé un courrier à Benjamin Netanyahu, l'exhortant à fournir une assistance militaire et humanitaire à leurs compatriotes de Syrie.

« Les dirigeants israéliens jouent les minorités pour affaiblir le pouvoir central en Syrie même si l'administration Trump les exhorte à négocier la paix avec Damas », explique Michel Duclos, conseiller de l'Institut Montaigne et ancien ambassadeur de France à Damas.

Cette ingérence israélienne n'est pas vue d'un très bon œil dans la région, d'autant qu'elle est perçue comme une volonté de consolider les positions territoriales déjà occupées en Syrie.

La question druze a des implications régionales. Outre Israël, où ils représentent 1,5 % de la population, ils sont aussi présents au Liban (4 %). Walid Joumblatt, chef politique des Druzes dans ce pays, a salué mardi le cessez-le-feu annoncé à Soueïda par le ministre syrien de la Défense, le général de division Murhaf Abu Qasra. Et a appelé les Druzes à remettre leurs armes au pouvoir central.

Il était allé plaider la cause de sa communauté le 2 mai auprès d'Ahmed al-Charaa à Damas. Il recommande une intégration dans les nouvelles forces de sécurité. Pour l'instant, seule une petite minorité vivant dans la capitale a rejoint le nouveau pouvoir.

« Ahmed al-Charaa est tombé dans le piège, conclut Michel Duclos. Les forces loyalistes ont été induites en erreur par les tribus bédouines pour lesquelles elles ont pris faits et cause en s'en prenant avec brutalité aux Druzes. La méfiance entre le pouvoir central et les minorités va s'accroître à l'avenir ».

July 16,2025

KRG ministry condemns drone strikes on Duhok oil fields as operations halt

ERBIL, Kurdistan Region - The Kurdistan Region's natural resources ministry on Wednesday condemned a series of «terrorist» drone attacks targeting oil fields in the northern Duhok province, stating that the assaults aim to cripple the Region's economic infrastructure.

Kurdistan Region's natural resources ministry logo. Graphic: Rudaw

In a statement, the ministry said that "several terrorist attacks were carried out via bombing drones against the oil fields of Tawke and Peshkhabour" in the Zakho Independent Administration, as well as the Ain Safni oil field in the Sheikhan district. While the attacks resulted in no casualties, the ministry confirmed they caused «significant damage» to the infrastructure.

The ministry called on "the [Iraqi] federal government and the international community to act swiftly to protect the lives of civilian employees and energy security, and to prevent further attacks on Kurdistan's energy sector.»

Earlier Wednesday, the Erbil-based Directorate General of Counter Terrorism (CTD), also known as Kurdistan CT, reported that between 6:00 and 6:15 am local time, the oil field in Peshkhabour was "targeted by two explosive-laden drones," followed by a third drone strike at 7:00 am on the Tawke field.

The oil fields are operated by Norwegian oil and gas operator DNO Asa.

The company confirmed the attacks in a Wednesday statement, adding that its operations at oil fields "have been temporarily suspended following three explosions early this morning, one involving a small storage tank" in Tawke, and "the other involving surface processing equipment" at Peshkhabour.

Although no injuries were reported, DNO Asa said a damage assessment is ongoing and production will resume once it is complete.

For its part, Gulf Keystone Petroleum (GKP), the operator of the Sheikhan oil field, said it had «noted reports over the past two days of explosions at a number of oil fields in the vicinity» and, as a precaution, had temporarily shut in production and implemented staff safety measures. The company noted its assets had not been directly impacted but added it is "closely monitoring the situation."

Wednesday marked the third consecutive day of drone attacks targeting oil infrastructure in the Kurdistan Region. On Tuesday, a drone attack had targeted the Sarsang oil field in Duhok, operated by the US-based HKN Energy, which holds a 62 percent stake in the field.

In a statement posted to its official Facebook page, HKN Energy confirmed "an explosion occurred" at the field at around 7:00 am local time. "All personnel have been safely accounted for, and no injuries have been reported," the company said, adding that "operations at the affected facility have been suspended until the site is secured and a full evaluation is completed."

A day prior, on Monday, two explosive-laden drones targeted the Khurmala oil field, southwest of Erbil. A security source, who spoke to Rudaw anonymously on Monday, said the drones were intercepted by US-led coalition forces, and that no injuries were reported.

The Kurdistan Region Presidency on Tuesday strongly condemned the repeated drone attacks, urging the federal government in Baghdad to take urgent measures to prevent further attacks and bring those responsible to justice.

The Iraqi presidency, premiership and parliament on the same day denounced the incidents, calling them a flagrant assault on national security and stability.

Drone strikes in the Kurdistan Region have increased since the outbreak of a 12-day conflict between Israel and Iran that began on June 13 and ended with a US-brokered ceasefire.

While no group has claimed responsibility for the latest attacks, the Region's interior ministry in early July accused the Popular Mobilization Forces (PMF) of involvement - a charge dismissed by Baghdad as "unacceptable."

Le Monde

Isabelle Mandraud
16 juillet 2025

Israël stupéfait par la découverte sur son propre sol de réseaux d'espions à la solde de l'Iran

DécryptageDes dizaines d'habitants du pays, tous de confession juive, ont été arrêtés ces dernières semaines au motif qu'ils auraient livré des informations sensibles au régime de Téhéran. Une nouvelle section a été ouverte, dans une prison au sud de Haïfa, pour placer ces suspects à l'isolement.

Jonas Opperskalski pour « LE MONDE »

Semaine après semaine, les arrestations, opérées conjointement par la police et le Shin Bet, le service de renseignement intérieur israélien, se multiplient sur tout le territoire hébreu. Début juillet, cinq nouvelles personnes interpellées ont comparu devant un tribunal pour une mise en détention immédiate. Toutes sont de confession juive, nées en Israël, comme des dizaines d'autres suspects avant elles.

Alors que le Mossad (service de renseignement extérieur israélien) a été applaudi pour avoir infiltré l'Iran en profondeur, ce qui lui a permis de localiser et d'éliminer une grande partie du haut commandement militaire et des scientifiques nucléaires du pays, Israël découvre, stupéfait, l'existence, sur son propre territoire, de plusieurs cellules endogènes agissant pour le compte de son ennemi.

Ces espions à la solde de Téhéran ont-ils permis de guider les missiles iraniens vers leurs cibles lors de la guerre qui a opposé les deux pays, durant douze jours, entre le 13 et le 24 juin ? La liste exhaustive des sites touchés n'a pas été rendue publique, mais au moins six bases militaires israéliennes ont été bombardées du nord au sud, dont la base aérienne de Tel Nof et la base de Glilot, le quartier général du Mossad au nord de Tel-Aviv, sans compter, à Rehovot, l'Institut Weizmann des sciences, fleuron de la recherche fondamentale, gravement endommagé. Un résultat qui atteste, pour les services de sécurité de l'Etat hébreu, de renseignements collectés parfois bien en amont du récent conflit.

Installé dans son bureau de Lahav 433, situé dans la ville de Lod, le commandant Alex Nemirovsky, chef de l'unité chargée des crimes les plus graves et de la traque des espions, n'a aucun doute. *« Il ne s'agit pas de personnes recrutées simplement pour prendre quelques photos ou faire des graffitis, mais de choses beaucoup plus sérieuses »*, dit-il, contredisant ainsi les avocats qui plaident l'ignorance de leurs clients, souvent enrôlés par messagerie, sur l'identité réelle de leur commanditaire.

« La personne que je représente n'a pas compris pour qui elle travaillait ; elle a simplement pris des photos, que l'on peut trouver aisément sur Google, et pour des sommes dérisoires », plaide une avocate commise d'office, qui préfère rester anonyme afin de ne pas porter préjudice à son client dont le dossier est encore à l'instruction.

Nouvelle section pénitentiaire

« Au début, ce ne sont pas des sommes fabuleuses, acquiesce Alex Nemirovsky, *cela va de 100 à 1 000 dollars* [86 à 860 euros]*, mais les petites missions évoluent vite, et en parfaite connaissance de cause… »* Le policier cite le cas de sept Israéliens originaires d'Azerbaïdjan, arrêtés en septembre 2024. Un mois plus tard, en octobre, l'Iran lançait des missiles en direction de plusieurs cibles israéliennes, parmi lesquelles figurait, déjà, la base de Glilot.

« Nous avons interpellé les membres d'un groupe, alors qu'ils cherchaient à éliminer un officier de l'armée de haut rang, dit-il. *Pendant près de deux ans, ils ont effectué 600 opérations de reconnaissance, en louant des appartements près des bases militaires, puis en créant une société touristique spécialisée dans les voyages en Jeep, ce qui leur a permis d'approcher ces bases. »*

« Chacun, poursuit Alex Nemirovsky, *avait une tâche bien précise ; l'un était chargé des photos, pour*

des repérages, ou pour vérifier les dégâts commis lors des frappes, un autre de collecter l'argent… Le plus âgé a 20 ans, le plus jeune est mineur, et l'un d'entre eux était même en train d'effectuer son service militaire ! » Le groupe aurait perçu 300 000 dollars (260 000 euros) des services iraniens.

Après leur interpellation, les membres de cette cellule ont été placés en détention provisoire dans le nord du pays. Pour accueillir les espions, de plus en plus nombreux, les services pénitentiaires ont ouvert une nouvelle section qui leur est spécialement réservée, dans la très vieille prison de Damon, à proximité de Haïfa. Une mesure jugée nécessaire pour ne pas mélanger cette nouvelle population *« avec les terroristes palestiniens »*. Les conditions y sont *« très strictes »*, admet Alex Nemirovsky.

Considérés comme des *« traîtres »*, les détenus encourent de lourdes condamnations, voire, *« en temps de guerre »*, la peine capitale (non appliquée, celle-ci se transforme en prison à vie). Le premier à avoir été jugé, « Moti » (Mordechai) Maman, 72 ans, déjà connu des services de police pour trafic de drogue, a été condamné en avril à dix ans de prison, après avoir reconnu les faits.

« Processus de détérioration »

Originaire d'Ashkelon, une ville située sur la côte méditerranéenne, au nord de la bande de Gaza, il s'était rendu à deux reprises clandestinement en Iran, de la Turquie, dissimulé la seconde fois dans un camion. Selon la partie rendue publique de l'acte d'accusation, les services iraniens avaient demandé au septuagénaire, qui s'était prévalu de contacts dans le milieu criminel, d'éliminer une personnalité politique israélienne.

Ces nouveaux « agents » arborent un profil souvent plus jeune, un certain nombre étant originaires de pays de l'ex-Union soviétique. Ils sont attirés sur les réseaux sociaux par de petites annonces obscures promettant de modestes rétributions en cryptomonnaie. Il s'agissait, par exemple, de peindre un tag hostile à « Bibi », le surnom du premier ministre, Benyamin Nétanyahou. *« Dans notre jargon, c'est ce que l'on nomme un "processus de détérioration" : les premières missions sont assez anodines, mais si vous refusez d'aller plus loin, on menace de vous dénoncer et, généralement, les personnes approchées ont parfaitement conscience de ce qu'elles font »*, affirme Shalom Ben Hanan.

Cet ancien officier du Shin Bet dirigeait encore l'unité du contre-espionnage, lorsque, en 2019, Gonen Segev, ancien ministre de l'énergie, avait été arrêté, après avoir été accusé, alors qu'il résidait au Nigeria, d'avoir transmis à l'Iran des informations sensibles. *« Il devait attirer des personnalités israéliennes à l'étranger pour les kidnapper »*, assure l'ancien officier supérieur, qui exerce aujourd'hui à l'Institut international de lutte contre le terrorisme de l'université Reichman, à Herzliya, près de Tel-Aviv. *« C'était le premier signe des efforts en profondeur tentés par la partie iranienne*, poursuit M. Ben Hanan, *mais nous avons tardé à comprendre que cette menace pouvait être sérieuse et, aujourd'hui, on assiste à une réelle accélération des recrutements de citoyens israéliens. »*

« De tels exemples étaient assez rares jusqu'ici, abonde Ronen Bergman, journaliste d'investigation et auteur du livre *Lève-toi et tue le premier* (Grasset, 2020), consacré aux assassinats menés par les services israéliens à l'étranger. *Mais l'Iran, qui cherche, depuis deux ans, à prendre sa revanche après l'élimination de plusieurs de ses leaders, est désormais capable d'opérer à partir de pays tiers* [comme l'Azerbaïdjan ou la Turquie] *et de recruter des Israéliens sur leur propre sol, ce que seuls les Syriens étaient parvenus à faire dans les villages juifs du plateau du Golan, bien que cela n'ait jamais été rendu public. »*

Aversion pour le gouvernement Nétanyahou

« Pas besoin de professionnels pour cela, ajoute le spécialiste, joint par téléphone aux Etats-Unis. *Evidemment, si vous voulez les plans secrets de la guerre d'Israël, il vaut mieux en avoir, mais si vous cherchez à localiser les allers et retours de quelques gradés à l'intérieur d'une base militaire, vous avez juste besoin de quelqu'un sur le terrain pour mettre une caméra sur un véhicule et revenir la chercher vingt-quatre heures après. »*

En quelques mois, 45 personnes ont ainsi été arrêtées, selon le commandant Nemirovsky. *« Et ce n'est pas fini, il va y en avoir d'autres »*, assure-t-il. Sans comparaison possible avec le nombre d'Iraniens qui ont opéré sur leur territoire au bénéfice d'Israël, pour guider les frappes, voire actionner eux-mêmes des drones, l'ampleur de l'implication d'Israéliens ayant agi, en sens inverse, pour le compte de Téhéran, a surpris.

Leurs motivations ne sont pas seulement financières. Elles résultent aussi d'une forme de détestation d'un pays dans lequel ils ont du mal à s'intégrer, et d'une aversion pour le gouvernement de Benyamin Nétanyahou. Selon l'aveu d'un des suspects, le premier ministre israélien lui-même figurait sur la liste de cibles potentielles de la République islamique. *« Depuis l'attaque du 7-Octobre, espionner un pays en guerre a plus de valeur »*, affirme le policier.

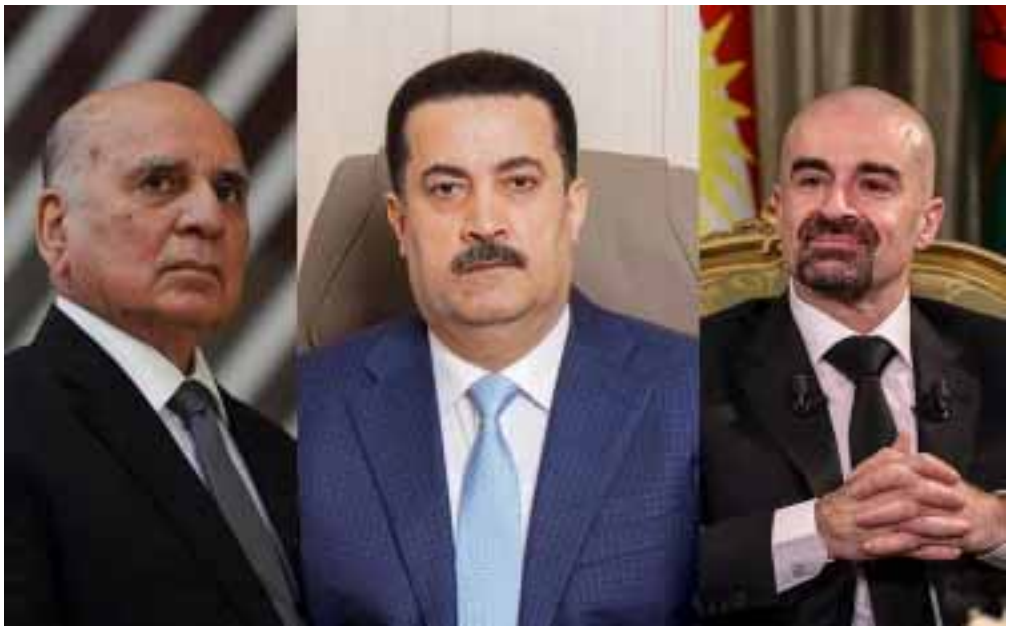
Jeudi 10 juillet, une nouvelle douche froide a saisi les services israéliens avec des « leaks » publiés par des hackeurs iraniens. Ces documents, mis en ligne la veille et révélés par le journal *Haaretz*, contiennent les noms de centaines d'officiers israéliens, leur spécialité, ainsi que leur lieu d'affectation. Parfois même leur adresse personnelle.

RÛDAW

July 16, 2025

Senior KDP, PUK figures to meet Iraqi PM amid financial crisis

ERBIL, Kurdistan Region - In a bid to resolve the ongoing financial crisis between Erbil and Baghdad, Rudaw has learned that Patriotic Union of Kurdistan (PUK) leader Bafel Talabani and Iraqi Foreign Minister Fuad Hussein - a senior Kurdistan Democratic Party (KDP) figure - are set to meet with Iraqi Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani on Tuesday, with Supreme Judicial Council head Faiq Zidan also attending.



Iraqi Foreign Minister Fuad Hussein (left), Iraqi Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani, and Patriotic Union of Kurdistan (PUK) leader Baferl Talabani (right). Graphic: Rudaw

A well-placed source told Rudaw that a member of the KDP politburo is also expected to attend. The Kurdish officials are scheduled to hold further meetings with several senior Iraqi political leaders on Wednesday morning, the source added.

Tensions between Erbil and Baghdad escalated in late May after the Iraqi federal finance ministry suspended budget transfers to the Kurdistan Regional Government (KRG), accusing it of exceeding its 12.67 percent share of the federal budget and failing to deliver the agreed oil quota to the State Oil Marketing Organization (SOMO).
The suspension has left over 1.2 million public servants in the Kurdistan Region without salaries for more than two months.

Crucially, the Baghdad meetings come just a day after senior delegations from the Kurdistan Region's ruling parties met in Erbil's Pirmam district on Monday to form a "unified stance" on the financial dispute. A joint statement following the meeting said it was chaired by preeminent Kurdish leader and KDP head Masoud Barzani, with Kurdistan Region President Nechirvan Barzani and PUK leader Talabani also in attendance.

The Kurdish parties pledged to adopt a unified strategy to "intensify efforts" and "ensure the provision of salaries and entitlements for the Kurdistan Region," emphasizing that all steps would be taken within the constitutional framework.

The high-level meeting notably followed a special session of the KRG Council of Ministers held Sunday to address the worsening financial crisis. A day prior, the KDP had issued a warning, saying it would give Baghdad a "final chance" to resolve the ongoing budget dispute.

Le Monde 16 juillet 2025

Syrie : l'aviation israélienne frappe à Damas et à Souweïda pour protéger les Druzes

Le ministre de la défense israélien a mis en garde la Syrie contre des « coups douloureux » après les attaques contre les Druzes à Souweïda.

Le gouvernement israélien a averti, mercredi 16 juillet, qu'il bombarderait avec plus de force les forces gouvernementales syriennes si ces dernières ne se retiraient pas du sud de la Syrie, en particulier de la ville à majorité druze de Souweïda.

Après une première frappe contre l'entrée du quartier général militaire du régime syrien dans la région de Damas, le ministre de la défense israélien, Israel Katz, a publié un message sur les réseaux sociaux montrant la diffusion d'un direct par la télévision syrienne d'une nouvelle attaque aérienne contre le même bâtiment, accompagné d'un message prévenant que *« les coups douloureux ont commencé »*. Dans la matinée, il avait exigé du pouvoir syrien qu'il *« laisse tranquilles »* les Druzes de Souweïda. *« Comme nous l'avons clairement indiqué, Israël n'abandonnera pas les Druzes en Syrie et imposera la politique de démilitarisation »* dans le sud du pays annoncée après la chute de Bachar Al-Assad, a-t-il affirmé.

Dans le même temps, l'agence officielle syrienne SANA a rapporté une frappe israélienne, pour le deuxième jour d'affilée, sur Souweïda, où les forces gouvernementales se sont déployées la veille malgré les avertissements d'Israël. *« Les drones de l'aviation de l'occupation israélienne visent la ville de Souweïda »*, a annoncé l'agence.

Frappes contre des véhicules des forces syriennes à Souweïda

Les affrontements entre les forces gouvernementales syriennes et les combattants druzes locaux ont repris mercredi, mettant fin à un cessez-le-feu annoncé mardi soir par le ministère de la défense syrien. Le média local Souweïda24 a rapporté que la ville et des villages voisins étaient la cible de tirs d'artillerie lourde et de mortier tôt mercredi matin.

Lundi et mardi, l'armée israélienne avait mené des frappes contre des véhicules des forces syriennes, entrées à Souweïda après deux jours d'affrontements meurtriers opposant à l'origine des combattants druzes et des tribus bédouines de la région. Les troupes gouvernementales sont intervenues en affirmant vouloir pacifier la région, mais elles ont pris part aux combats contre les factions druzes aux côtés des Bédouins, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), des témoins et des groupes druzes.

Près de 250 morts, appels au calme

Le bilan des violences à Souweïda s'élève à 248 morts depuis dimanche, selon l'OSDH. Un précédent bilan de cette ONG, mardi, faisait état de 203 morts. L'OSDH a déclaré mercredi que 64 combattants druzes et 28 civils druzes avaient été tués, dont *« 21 civils exécutés sommairement »* par des membres des forces gouvernementales. En outre, 138 membres des forces de sécurité et 18 combattants bédouins ont été tués, a précisé l'ONG. Dans un communiqué, la présidence syrienne *« condamne fermement ces actes honteux »* et affirme son *« engagement total à enquêter sur tous les incidents concernés et à punir tous ceux qui y sont impliqués »*.

Le porte-parole du ministère des affaires étrangères français a fait part jeudi de la *« vive préoccupation »* de la France au sujet de ces affrontements. Paris *« appelle à l'arrêt immédiat des affrontements et invite l'ensemble des acteurs à tout mettre en œuvre pour garantir la sécurité des civils, rétablir le calme et promouvoir la paix entre l'ensemble des composantes de la société syrienne, notamment entre les Druzes et les autres communautés de Souweïda »*, a-t-il déclaré.

Dans un communiqué, mercredi, l'Union européenne s'est dite *« alarmée »* par les affrontements en Syrie et a exhorté *« toutes les parties »* à protéger les civils, *« sans distinction »*. Elle a également appelé au *« respect »* de la souveraineté syrienne, *« face à la multiplication des frappes israéliennes sur le territoire syrien »*.

Franchissements de la frontière entre la Syrie et Israël

L'armée israélienne a annoncé qu'elle renforçait ses troupes à la frontière avec la Syrie : *« Sur la base de l'évaluation de la situation, l'armée israélienne a décidé de renforcer ses effectifs dans la zone de la frontière syrienne »*, a écrit l'armée dans un communiqué.

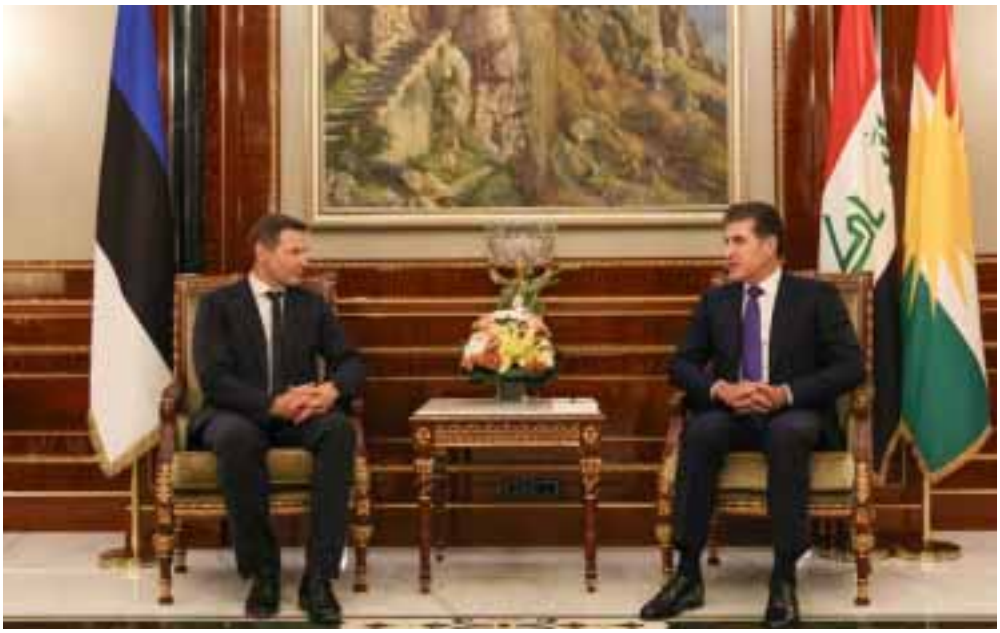
Des dizaines de Druzes ont par ailleurs traversé la frontière entre les deux pays dans les deux sens, sous les gaz lacrymogènes : des soldats israéliens et des gardes-frontières patrouillaient la frontière marquée par des murs de barbelés de plusieurs mètres de haut près de la ville de Majdal Shams. L'armée israélienne a dit avoir identifié des *« dizaines de suspects »* tentant de franchir la frontière depuis la zone de Hader, un village du sud de la Syrie occupé par Israël après la chute de Bachar Al-Assad. *« Simultanément, plusieurs civils israéliens ont franchi la barrière frontalière pour entrer en territoire syrien dans la région de Majdal Shams »*, a ajouté l'armée.

RÛDAW

July 16, 2025

President Barzani, Estonian defense minister discuss defense ties, regional developments

ERBIL, Kurdistan Region - Kurdistan Region President Nechirvan Barzani on Wednesday met with Estonian Defense Minister Hanno Pevkur to discuss strengthening security and defense cooperation, as well as Estonia's continued role in the Global Coalition to Defeat the Islamic State (ISIS).



Kurdistan Region President Nechirvan Barzani (right) meets Estonian Defense Minister Hanno Pevkur on July 16, 2025. Photo: Kurdistan Region Presidency

A statement from the Kurdistan Region Presidency cited President Barzani as expressing "sincere gratitude and appreciation for Estonia's unwavering support and assistance to Iraq and the Kurdistan Region, particularly in our collective fight against terrorism." He also emphasized the Kurdistan Region's readiness "to strengthen joint cooperation with Estonia in all fields."

For his part, Minister Pevkur affirmed Estonia's commitment to expanding relations and deepening cooperation with both Iraq and the Kurdistan Region. He conveyed his country's "appreciation for the Kurdistan Region's role in the fight against ISIS" and broader counter-terrorism efforts, the Kurdistan Region Presidency said.

The talks also covered the status of Erbil-Baghdad relations, the situation in neighboring Syria, recent developments in the Middle East, and other matters of shared interest.

Also attending the meeting were Kurdistan Region Vice President Sheikh Jaafar Sheikh Mustafa, Peshmerga Minister Shoresh Ismail and Peshmerga Chief of Staff Lieutenant General Issa Ozeir.

ISIS captured large areas of northern and central Iraq in 2014, but its self-declared caliphate was dismantled in 2017 after Iraqi and Kurdish forces, backed by the US-led Global Coalition, reclaimed the territory.

Estonia has been part of the coalition since 2016. In April, Tallinn deployed up to 110 personnel to Erbil, tasked with base defense, rapid response, and providing security for coalition advisors during missions outside Erbil Air Base.

While Estonia's role in the coalition is not widely publicized, its contributions include counter-terrorism financing, intelligence sharing, and humanitarian aid.

Hala Kodmani
16 juillet 2025

Syrie : la région druze de Sweida entre embrasement et confusion

Une nouvelle réplique violente depuis le séisme du changement de régime en Syrie se produit dans la province à majorité druze de Sweida, dans le sud du pays. Les affrontements impliquant des groupes armés locaux et les forces gouvernementales ont fait une centaine de morts depuis dimanche. A cette confrontation intra-syrienne s'ajoutent des raids de l'aviation israélienne se présentant comme défenseuse de la communauté druze. Alors qu'un cessez-le-feu avait été annoncé mardi matin par le ministère syrien de la Défense du gouvernement de transition, «après un accord avec les notables de la ville», la situation reste confuse sur le terrain. Elle l'est d'autant plus que les appels contradictoires de chefs de la communauté druze se sont superposés aux comportements provocateurs de combattants des autorités islamistes syriennes.

Couvre-feu. L'étincelle est partie dimanche d'un banal incident local entre tribus bédouines et combattants druzes sur la route entre Damas et Sweida, après l'enlèvement d'un commerçant druze à un check-point. Les forces gouvernementales sont intervenues, affirmant vouloir pacifier la région, mais auraient pris part aux combats contre les factions druzes aux côtés des Bédouins, selon des témoins. «Des combattants salafistes ont attaqué des lieux de culte, pillé des maisons et mis feu à des habitations», indique depuis Damas Ramzi (1), originaire du village de Mazraa, près de Sweida. «Ma famille a dû se déplacer de son domicile par crainte des exactions menées par les hommes du pouvoir de Damas», ajoute l'enseignant qui ne cache pas son hostilité à ceux qui ont renversé le régime Assad.

Les autorités de Damas ont proclamé lundi un couvre-feu dans la ville investie par leurs forces de sécurité et appelé ses habitants «à rester chez eux et à l'informer de tous les mouvements des groupes hors la loi», en référence aux groupes druzes armés.

Ces confrontations viennent exacerber les tensions entre le pouvoir et la communauté druze. Cette dernière le rejette globalement, d'autant que Damas veut s'imposer dans les régions minoritaires. Toutefois, lors de précédents affrontements en avril, notamment à Jaramana, dans la banlieue de Damas, peuplée d'une importante communauté druze, un arrangement a pu être trouvé en intégrant des combattants druzes dans les forces de l'ordre gouvernementales.

Civils. Aucun bilan définitif n'est encore disponible, mais déjà mardi matin, l'Observatoire syrien des droits de l'homme dénombrait 99 morts, dont 60 druzes, pour la plupart des combattants mais également des civils, 18 bédouins, tandis que les forces gouvernementales déclaraient plus de 20 morts dans leurs troupes.

Il ne s'agit pas des premières tensions violentes entre le nouveau pouvoir syrien et la communauté druze qui compte pour environ 5 % de la population syrienne. Mais elles illustrent, après les massacres contre les alaouites en mars et l'attentat meurtrier contre une église chrétienne en juin, les difficultés des autorités intérimaires sunnites salafistes à faire face aux défis d'un pays meurtri par quatorze années de guerre civile et des décennies de dictature.

Kieran Guilbert
16 juillet 2025

Syrie : plus de 130 morts lors d'affrontements communautaires ces derniers jours

Les troubles dans la province syrienne de Soueïda ont commencé par des enlèvements entre des membres de la minorité druze et des Bédouins sunnites.View on euronews

L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) a annoncé mardi que 19 civils druzes avaient été tués, à Soueïda lors «d'exécutions sommaires» par les forces gouvernementales syriennes. En 48 heures, ce sont 135 personnes qui ont été tuées selon l'ONG. Les affrontements ont commencé au cours du week-end par des enlèvements et des attaques entre des membres de tribus bédouines sunnites locales et des factions armées druzes.

Syrian government soldiers on a motorcycle pass by a burning tank on the outskirts of Sweida city in southern Syria, Monday, July 14, 2025. Omar Sanadiki/Copyright 2025 The AP. All rights reserved.

Les forces de sécurité gouvernementales, déployées lundi dans la capitale provinciale de Soueïda pour rétablir

l'ordre se sont également heurtées à des groupes armés druzes.

Syrie : affrontements mortels entre Bédouins et Druzes, intervention de l'armée et d'Israël

Syrie : les images des combats meurtriers entre Druzes et Bédouins
Aux premières heures de mardi, les chefs spirituels druzes ont appelé les factions armées qui ont affronté les forces gouvernementales à rendre les armes et à coopérer avec les autorités alors qu'elles entraient dans la ville.

Un cessez-le-feu a été confirmé par le ministre syrien de la Défense. Mais un chef druze influent, opposé au nouveau gouvernement de Damas, a déclaré par la suite que cette déclaration leur avait été imposée, ajoutant que les forces gouvernementales poursuivaient leurs attaques.

Pendant ce temps, Israël, pays voisin, a lancé de nouvelles frappes dans la région. Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et le ministre de la Défense Israël Katz ont déclaré que cette offensive visait à protéger la minorité druze, considérée comme loyale à Israël.

Alors que de nombreux Druzes de Syrie ont déclaré ne pas vouloir qu'Israël intervienne en leur nom, des factions de la minorité se sont également montrées méfiantes à l'égard des nouvelles autorités de Damas.

The New York Times **July 16, 2025**

Israel Attacks Near Syria's Military Headquarters. Here's What to Know.

Israel, which has intervened in Syria in support of the Druse minority, attacked the entrance of the government military headquarters in Damascus. The death toll in four days of violence rose to more than 200, a war monitor said.

The Israeli military said on Wednesday that it had attacked the entrance to the Syrian military headquarters in Damascus, adding that it was closely monitoring operations by government forces in a region of southern Syria dominated by the Druse minority where clashes have raged for days.

A cease-fire was announced on Tuesday in southern Sweida province. But more violence broke out on Wednesday, according to Syrian authorities and the Syrian Observatory for Human Rights, a Britain-based war monitoring group. The death toll in four days of violence there rose to more than 200, according to the Observatory.

The clashes erupted on Sunday between armed Bedouin tribes and Druse militias that control Sweida province. They escalated into one of the deadliest bouts of unrest in the region in years, drawing in both security forces of the new Syrian government and neighboring Israel. Israel offered few immediate details on Wednesday on its attack near the military headquarters.

The fighting was the latest evidence that Syria's new leaders are still struggling to assert their authority over the entire country after overthrowing the longtime dictator Bashar al-Assad in December. Here's what you need to know:

Why did the fighting erupt?

Syrian government forces prepared to fire a rocket launcher near Sweida on Monday. Getty Images
The fighting started on Sunday after members of an armed Bedouin tribe attacked and robbed a Druse man along Sweida's main highway, according to the Syrian Observatory for Human Rights, a war monitor based in Britain.

That incident prompted an exchange of attacks and kidnappings between the Druse militias that control Sweida province and armed Bedouin groups there, some of which are seen as pro-government.

As the unrest escalated, the Syrian government deployed military forces on Monday to quell the conflict, Syrian officials said. But given the deep-seated mistrust of the new government, many in the Druse militia groups thought that the government forces were coming to aid the Bedouins and to attack the Druse, according to Druse militia leaders.

In response, Druse militias mobilized to repel the government forces and clashed with them, Druse militia leaders said.

New violence broke out on Wednesday in the city of Sweida, the provincial capital, according to Syrian authorities and the Syrian Observatory for Human Rights.

Syria's state news agency, citing the country's defense ministry, said that so-called "outlaw groups" had attacked security forces inside the city on Wednesday, prompting them to return fire. Israeli airstrikes were also reported by Syria's state news agency, although there was no immediate comment from the Israeli military.

More than 200 have been killed since Sunday, according to The Syrian Observatory for Human Rights, which also said Internet and electricity networks were down in the city of Sweida.

Who are the Druse militias?

The Druse, a religious minority, make up about 3 percent of Syria's population. During the country's civil war, which lasted nearly 14 years, the Druse formed several militias to defend themselves against the Assad government, as well as against Islamist extremist militants who consider them heretics.

For years, those militias have

effectively controlled Sweida, the Druse heartland in Syria and a strategically important province on the border with Jordan and near Israel.

After a Sunni Islamist rebel coalition toppled the Assad family's rule of Syria, which had spanned five decades, the country's new leadership began negotiating with Druse leaders, seeking to absorb their militias into the new government's national army.

Government officials see the integration of Druse forces into the military as critical for securing their government's authority over the entire country, including the south.

Members of the Syrian government's security forces in a truck in the southern Syrian province of Sweida on Tuesday. More than 100 people have been killed in the region since violence erupted on Sunday, according to a war monitoring group. Karam Al-Masri / Reuters

But Druse militia leaders have remained skeptical of Syria's new president, Ahmed al-Shara, and his pledge to protect the rights of the country's diverse religious and ethnic minorities.

Mr. al-Shara and many in his cohort were part of an Islamist rebel group, dominated by members of Syria's Sunni Muslim majority and once linked to Al Qaeda.

Why is Israel involved?

Smoke rose after an Israeli airstrike on Tuesday in Sweida.Getty Images

Israel has two driving reasons for intervening in southern Syria. First, Israeli leaders have sought to prevent Iran-backed militias or hostile Islamist militants from entrenching themselves in southern Syria near the Israeli border, particularly in Druse-controlled Sweida, ever since the collapse of the Assad regime in December.

Second, they want to assuage the concerns of Israel's own Druse minority, which has a close relationship with the Israeli government. Israeli officials have also intervened militarily to protect the Druse in Syria.

Israel carried out waves of airstrikes on Monday and Tuesday against Syrian government troops in Sweida.

In recent months, Israeli forces have seized control of a U.N.-patrolled buffer zone in southern Syria and carried out incursions south of the capital, Damascus, to arrest anti-Israel militants. Israel has also launched hundreds of airstrikes on military targets across the country, saying it did not want Assad-era weaponry falling into the hands of anyone who might use it against Israelis.

By taking actions to protect them, Israel hopes to strengthen a potential ally against hostile groups near the Israeli border, particularly the part of the Golan Heights inside Syria, according to experts on Israeli-Syrian relations.

"The Israeli government will tell you: We cannot take chances, we don't want hostile forces settling in the Syrian Golan, we don't want Iran and Hezbollah playing games there — that's the logic," said Itamar Rabinovich, an Israeli historian who led negotiations with Syria during the 1990s.

What does this mean for Syria's new government?

Military police units at a checkpoint in the village of al-Dour searching vehicles during clashes in Sweida between government forces and Druze militias.Ghaith Alsayed/Associated Press

The clashes, the third major surge of violence against Syrian religious minorities since the regime of President Bashar al-Assad collapsed in December, renewed fears the country might spiral into a sectarian conflict.

In early March, armed groups who had served in Mr. al-Assad's security forces ambushed the new government's forces on the Syrian coast, setting of days of sectarian violence that killed more than 1,500 people, mostly from the minority Alawite sect, according to the Syrian Observatory for Human Rights. In May, more than 39 people, mostly from the Druse minority, were killed over two days in a wave of violence near Damascus.

Syrian officials have said that the latest round of fighting in Sweida underscores the need for the central government to control the province.

The Interior Ministry described the violence as a dangerous escalation that "comes in the absence of the relevant official institutions, which has led to an exacerbation of the state of chaos, the deterioration of the security situation and the inability of the local community to contain the situation."

Anne Andlauer
16 juillet 2025

Turquie: des villageois vent debout contre un projet de loi sur les mines

En Turquie, le Parlement doit commencer à examiner ce mercredi 15 juillet un projet de loi très controversé, dont l'un des buts affichés est d'encourager les investissements des sociétés minières. S'il est adopté en l'état, le texte ouvrira notamment la voie à l'exploitation de zones considérées jusqu'ici comme intouchables : les oliveraies, un symbole des régions égéennes de Turquie. Villageois, défenseurs de l'environnement et députés d'opposition ont prévu de manifester ce mercredi à Ankara. Mais un petit groupe occupe déjà depuis plusieurs jours un parc de la capitale dans l'espoir de se faire entendre.
Cela fait bientôt deux semaines qu'ils dorment à la belle étoile dans un parc d'Ankara. Une douzaine de villageois, venus de différentes régions des rives de l'Égée, sont réunis sous les grilles du Parlement de **Turquie**.

Halil Salli porte une casquette et un polo bleu. Il vient de Karacahisar, dans la province de Mugla, pour défendre ce qu'il appelle ses « *arbres sacrés* » – ses oliviers – contre un projet du gouvernement : « *Ils veulent inscrire dans la loi, pour la première fois de notre Histoire, que les oliviers peuvent être arrachés et déplacés. Si la loi passe, nos arbres et plus largement nos forêts, nos terres, nos ressources en eau seront totalement détruites.* »

« ***C'est une aberration totale*** »

Le texte vise à accélérer les procédures d'autorisation pour les entreprises qui investissent dans l'énergie et l'exploitation minière. Il deviendrait beaucoup plus facile de mener des projets dans des zones naturelles protégées, notamment les oliveraies. Un article prévoit par exemple le « *transfert* » sur d'autres terres des arbres arrachés par les entreprises minières.
Cette idée révolte Ayise Günay, également venue de Mugla : « *Ah oui ? Et nous, ils vont nous transférer où, est-ce qu'on a d'autres terres où aller ?* », demande-t-elle de façon ironique. « *Qu'on arrête de nous prendre pour des idiots ! C'est une aberration totale : l'humanité aura de plus en plus de mal à trouver de l'eau et à se nourrir. Des mines, des mines, des mines ! On peut vivre sans mines, mais pas sans terre et sans eau !* », martèle Ayise Günay.

Si le texte est adopté, les villageois prévoient de quitter ce parc d'Ankara pour aller dormir et monter la garde au pied de leurs oliviers.

LE FIGARO

17 juillet 2025

Lennart Monterlos, le jeune cycliste franco-allemand arrêté en Iran le 16 juin, est «innocent de tout» affirme sa famille

Nous demandons aux autorités iraniennes qui le détiennent un signe de vie et de pouvoir rentrer en contact avec lui au plus vite», indiquent les proches de Lennart Monterlos ce jeudi.

Le cyclo randonneur franco-allemand arrêté en Iran le mois dernier et détenu depuis dans un lieu inconnu, est *«innocent de tout»*, ont affirmé ce jeudi ses parents et amis dans un communiqué à l'AFP. *«Nous demandons aux autorités iraniennes qui le détiennent un signe de vie et de pouvoir rentrer en contact avec lui au plus vite»*, demandent les proches de Lennart Monterlos, qui précisent que le jeune homme de 19 ans a été arrêté le 16 juin à Bandar-Abbas, en Iran, devenant ainsi le troisième Français détenu dans ce pays.

Lennart Monterlos est depuis devenu le troisième Français détenu dans ce pays. Avant lui, Cécile Kohler, une professeure de lettres âgée aujourd'hui de 40 ans, et son compagnon Jacques Paris, 72 ans, avaient été arrêtés le 7 mai 2022, au dernier jour d'un voyage touristique en Iran. Accusés notamment d'espionnage pour le compte d'Israël, ils encourent la peine de mort.

«Nous comptons sur les efforts de la diplomatie française»

Concernant Lennart Monterlos, qui a eu 19 ans le 26 juin, *«un mois après son arrestation, nous comprenons que nous n'avons d'information officielle ni sur le lieu de détention, ni sur les motifs de son arrestation à Bandar-Abbas en Iran durant la guerre»*, déplorent ses parents et amis dans le communiqué à l'AFP. *«Nous comptons sur les efforts de la diplomatie française, que nous savons mobilisée, pour la libération au plus vite de notre très jeune fils qui est innocent de tout. Nous sommes également en contact étroit avec les diplomates allemands»*, poursuit le texte.

Lennart Monterlos, qui traversait l'Iran à vélo, *«a été arrêté pour avoir commis un délit»*, a indiqué sans davantage de précision le ministre iranien des Affaires étrangères Abbas

Araghchi au journal Le Monde. Le ministère français des Affaires étrangères a exhorté les Français à ne pas se rendre en Iran ou à quitter le territoire iranien, estimant que l'Iran menait «*une politique délibérée*», «*assumée de prise d'otages des Occidentaux*».

Paris et les autres chancelleries européennes dont des ressortissants sont détenus en Iran accusent Téhéran de pratiquer la «diplomatie des otages», pour peser notamment dans les très sensibles discussions sur le nucléaire iranien, dans l'impasse depuis des années, et obtenir une levée des sanctions, et alors que plane la perspective d'un potentiel rétablissement de sanctions de l'ONU dans les prochaines semaines.

Challenges
ARTICLES EN TEMPS RÉEL

17 juillet 2025

Syrie : accord trouvé pour mettre fin aux violences, selon le secrétaire d'Etat américain

Les États-Unis annoncent un accord pour rétablir le calme en Syrie après des frappes israéliennes meurtrières à Damas et dans le sud du pays. Marco Rubio parle d'un «malentendu» et appelle à une désescalade immédiate.

Les États-Unis annoncent un accord pour rétablir le calme en Syrie après des frappes israéliennes meurtrières à Damas et dans le sud du pays. Marco Rubio parle d'un «malentendu» et appelle à une désescalade immédiate.

Le secrétaire d›Etat américain Marco Rubio a déclaré mercredi qu'un accord avait été conclu pour rétablir le calme en Syrie d'ici la fin de la journée, parlant d'un «malentendu» pour expliquer la situation actuelle, après les frappes israéliennes à Damas et dans le sud du pays. «Nous nous sommes mis d'accord sur des mesures spécifiques qui permettront de mettre fin à cette situation troublante et terrifiante dès ce soir», a écrit le chef de la diplomatie américaine sur le réseau X, disant attendre à présent que «toutes les parties tiennent leurs engagements». Marco Rubio, qui est également conseiller à la sécurité nationale, n'a livré aucun détail sur ce que sont ces «mesures spécifiques», ni avec qui il s'est entretenu.

Il avait auparavant dit espérer une prochaine «désescalade» en Syrie. «Nous nous sommes engagés avec eux tout au long de la matinée et de la nuit, avec les deux parties, et nous pensons que nous sommes sur la voie d'une véritable désescalade», a-t-il affirmé dans le Bureau ovale aux côtés du président Donald Trump et du prince héritier de Bahreïn. «Dans les prochaines heures, nous espérons voir de réels progrès», avait-il ajouté. «C'est compliqué», a encore relevé le secrétaire d›Etat américain, évoquant «des rivalités historiques, de longue date, entre différents groupes du sud-ouest de la Syrie, les Bédouins, la communauté druze, et cela a conduit à une situation malheureuse et à un malentendu, semble-t-il, entre la partie israélienne et la partie syrienne».

Un accord encore très flou

Israël a bombardé mercredi le quartier général de l'armée syrienne à Damas, après avoir menacé d'intensifier ses frappes contre les forces gouvernementales si elles ne quittaient pas la région à majorité druze de Soueida, après trois jours de violences qui ont fait plus de 300 morts. La porte-parole du département d›Etat, Tammy Bruce, a appelé le gouvernement syrien à quitter la zone de conflit dans le sud du pays afin d'apaiser les tensions avec Israël. «Nous demandons au gouvernement syrien de retirer son armée afin de permettre à toutes les parties de désamorcer la situation et de trouver une solution», a-t-elle déclaré à la presse, sans préciser la zone exacte où le retrait devrait avoir lieu. Elle s'est refusé à dire si les Etats-Unis avaient demandé à Israël, dont Washington est le principal soutien militaire, de cesser ses frappes.

Syrie : comment la Turquie d'Erdogan place ses pions

Dans la matinée, Marco Rubio s'est dit «très préoccupé» par la situation en Syrie, appelant à ce que «les combats cessent». «Nous discutons avec les deux parties, toutes les parties concernées, et nous espérons que nous pourrons parvenir à une conclusion, mais nous sommes très préoccupés», a-t-il affirmé en réponse à une question d'un journaliste sur les frappes israéliennes. Le chef de la diplomatie américaine a dit s'être entretenu avec les différentes parties au téléphone, sans préciser lesquelles. Il a souligné que les Etats-Unis avaient obtenu «un cessez-le-feu» la veille au soir mais que celui-ci a été aussitôt «rompu», sans donner plus de détails. Parlant des violences dans le sud de la Syrie, M. Rubio a dit qu'il s'agissait «d'une menace directe pour les efforts visant à construire une Syrie pacifique et stable».

Le Monde 17 juillet 2025

En Syrie, le pouvoir transfère le contrôle de la ville de Souweïda aux « factions » druzes après les bombardements israéliens

Le président Ahmed Al-Charaa a justifié cette décision pour éviter « une guerre ouverte avec l'entité israélienne ». L'armée syrienne a commencé à se retirer de cette ville à majorité druze après quatre jours d'affrontements intercommunautaires qui ont fait plus de 350 morts.

Le président syrien, Ahmed Al-Charaa, a annoncé, jeudi 17 juillet au matin, le transfert *« à des factions locales et des cheikhs »* druzes de la responsabilité du maintien de la sécurité à Souweïda, une ville à majorité druze du sud du pays en proie à des affrontements intercommunautaires.

Dans une allocution télévisée, le chef de l'Etat a justifié sa décision par *« la nécessité d'éviter de sombrer dans une nouvelle guerre de grande ampleur »* après quatre jours de violences qui ont fait plus de 350 morts et au lendemain de frappes israéliennes sur la Syrie. Dans la soirée de mercredi, l'armée syrienne avait commencé à se retirer de Souweïda, quelques heures après l'annonce par les autorités syriennes d'un cessez-le-feu.

« Nous avions deux options : une guerre ouverte avec l'entité israélienne aux dépens de notre peuple druze, de sa sécurité et de la stabilité de la Syrie et de la région tout entière, ou bien donner aux anciens et aux cheikhs druzes la possibilité de revenir à la raison et de donner la priorité à l'intérêt national », a encore expliqué le président syrien.

Des affrontements entre des tribus bédouines sunnites et des combattants druzes, une minorité ésotérique issue de la branche ismaélienne du chiisme, ont éclaté, dimanche, dans la province de Souweïda après l'enlèvement d'un marchand de légumes druze. Les forces gouvernementales syriennes, déployées depuis mardi à Souweïda, ont été accusées d'avoir combattu aux côtés des tribus bédouines.

De la fumée s'échappe du bâtiment du ministère de la défense syrien, partiellement détruit lors de bombardements de l'armée israélienne, à Damas, le 16 juillet 2025. ANTONI LALLICAN POUR « LE MONDE

Le dernier bilan des violences, diffusé jeudi matin par l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), s'élève à plus de 350 morts depuis dimanche. L'ONG a déclaré que 79 combattants druzes et 18 combattants bédouins avaient été tués, ainsi que 55 civils druzes, dont *« vingt-sept civils exécutés sommairement par les membres des ministères de la défense et de l'intérieur »*. Ahmed Al-Charaa a promis jeudi de faire *« rendre des comptes »* aux auteurs d'exactions contre *« notre peuple druze, qui est sous la protection et la responsabilité de l'Etat »*.

En outre, 189 membres de l'armée ou des forces de sécurité ont été tués, auxquels s'ajoutent quinze soldats et membres des forces de l'ordre morts dans des frappes israéliennes, a précisé l'ONG. Un journaliste local figure également parmi les personnes tuées, a précisé l'OSDH.

Une « médiation américaine, arabe et turque »

Assurant vouloir défendre les Druzes, Israël a frappé Damas, la capitale syrienne, mercredi, ainsi que, pour la troisième journée consécutive, Souweïda. L'Etat hébreu affirme qu'il ne permettra pas une présence militaire dans le sud de la Syrie, près de sa frontière, alors qu'il considère avec méfiance le pouvoir islamiste syrien.

Plus tôt, dans l'après-midi, Israël avait visé Damas, prévenant les autorités syriennes, par la voix de son ministre de la défense, Israel Katz, que *« les coups douloureux ont commencé »*. L'armée israé-

lienne a déclaré avoir visé une cible à proximité du palais présidentiel, sur une colline surplombant la capitale syrienne, où le président, Ahmed Al-Charaa, reçoit ses visiteurs. M. Katz a aussi publié un message sur les réseaux sociaux montrant la diffusion en direct à la télévision syrienne d'une attaque aérienne détruisant une grande partie du quartier général militaire du régime syrien.
Des bombardements ont également visé près de Damas *« les environs de l'aéroport militaire de Mazzé »*, selon les autorités syriennes. D'autres ont ciblé notamment Souweïda et l'autoroute Damas-Deraa, d'après l'agence Sana. Le ministère de la santé syrien a fait état de trois morts et trente-quatre blessés dans les seules frappes sur Damas.
Dans son discours de jeudi, Ahmed Al-Charaa a accusé Israël d'avoir contribué à *« l'escalade »* et salué au contraire *« l'intervention efficace de la médiation américaine, arabe et turque, qui a sauvé la région d'un sort inconnu ».* Le président syrien n'a pas précisé quels pays arabes étaient intervenus dans la médiation.

Mercredi, le secrétaire d'Etat américain, Marco Rubio, avait annoncé, sans donner plus de détails, *« un accord sur des mesures spécifiques qui permettront de mettre fin à cette situation troublante et terrifiante »* en Syrie.

Evelyn Ann-Marie Dom
17 juillet 2025

Syrie : les États-Unis annoncent un accord sur des «mesures spécifiques» pour mettre fin aux affrontements

La déclaration du secrétaire d'État américain Marco Rubio intervient après qu'Israël a lancé de puissantes frappes aériennes au cœur de Damas, affirmant qu'il défendait la communauté druze.View on euronews

Les différentes parties impliquées dans les combats en Syrie se sont mises d'accord sur des «mesures spécifiques» pour mettre fin aux affrontements, a déclaré mercredi le secrétaire d'État américain Marco Rubio.

«Nous avons engagé toutes les parties impliquées dans les affrontements en Syrie. Nous nous sommes mis d'accord sur des mesures spécifiques qui mettront fin à cette situation troublante et horrible ce soir», a-t-il écrit sur X, appelant toutes les parties à «tenir les engagements qu'elles ont pris».

La déclaration de Marco Rubio est intervenue peu après qu'Israël a frappé le siège du ministère syrien de la défense, situé à proximité d'une place très fréquentée au cœur de Damas.
Le président intérimaire de la Syrie, Ahmad al-Charaa, a dénoncé les actions d'Israël, affirmant qu'il cherchait à semer la division dans le pays depuis la chute de l'ancien régime, et a déclaré que la protection des citoyens druzes était sa priorité absolue.

«Nous rejetons toute tentative, étrangère ou nationale, de semer la division dans nos rangs. Nous sommes tous partenaires sur cette terre, et nous ne permettrons à aucun groupe de déformer la belle image que représentent la Syrie et sa diversité», a-t-il déclaré dans une allocution diffusée par la télévision d'État.

Israël a déclaré que la frappe aérienne était une réponse à la récente escalade de la violence contre la minoterie druze et qu'il cherchait à protéger la communauté.

Dans une déclaration publiée mercredi après-midi, le ministre israélien des affaires étrangères, Gideon Sa'ar, a déclaré qu'un «phénomène récurrent de persécution des minorités jusqu'au meurtre et aux pogroms en Syrie» était en cours, impliquant à la fois les forces du régime et les milices qui ont formé le gouvernement de transition du pays après la chute de Bachar al-Assad.

Related

Syrie : nouvelles frappes israéliennes, l'ONU condamne une «violation de la souveraineté»

Syrie : accord entre Damas et les autorités Kurdes pour évacuer le camp d'al-Hol

Syrie : les images des combats meurtriers entre Druzes et Bédouins

Le ministre israélien des Affaires étrangères a déclaré qu'il existait une tendance notable à la violence à l'encontre de plusieurs groupes minoritaires au cours des six derniers mois, notamment des «meurtres de masse contre les Alaouites dans le nord-ouest de la Syrie, à très grande échelle» et des «actes constants d'hostilité» à l'égard des Kurdes dans le nord du pays.

Les troubles dans la province syrienne de Soueïda ont commencé par des enlèvements entre les tribus bédouines sunnites et la communauté druze.

Les violences, qui ont éclaté au cours du week-end, se sont poursuivies lundi lorsque les forces gouvernementales sont intervenues pour rétablir l'ordre et ont affronté les combattants druzes, s'en prenant également à certains civils.

Aucun bilan officiel n'est disponible. Le ministère de l'intérieur a déclaré lundi que 30 personnes avaient été tuées depuis le début des combats. Cependant, l'Observatoire syrien des droits de l'homme, basé au Royaume-Uni, a fait état d'un nombre plus élevé, affirmant que plus de 300 personnes avaient été tuées mercredi matin.

The New York Times July 17, 2025

Israel, Mixing Force With Diplomacy, Takes 'Discordant' Approach to Syria

For weeks, Israel has engaged in back-channel talks over a diplomatic agreement with the Syrian government. Its strikes on Damascus this week highlight a lack of strategic clarity.

For weeks, Israel and Syria have engaged in secret back-channel talks, searching for a diplomatic resolution to decades of tensions, mainly over territory captured by Israel from Syria during the Arab-Israeli war of 1967.

The Israeli news media has been awash with optimistic predictions of a limited nonaggression pact, or even a landmark peace deal between the Jewish state and the former jihadists who seized control of Damascus last December.

Israel's brazen strikes this week on Syrian government forces and infrastructure, including in the capital, Damascus, have highlighted the premature nature of such expectations in such a fluid geopolitical context. It has also exemplified how Israel, still traumatized by the surprise of Hamas's attack in October 2023 but buoyed by its more recent successes against Hezbollah and Iran, is now more likely to use force to pre-emptively address perceived threats — even if it derails diplomatic efforts to achieve the same goal.

"It seems very discordant," said Itamar Rabinovich, an Israeli historian of Syria who led Israel's negotiations with Syria during the 1990s. "It runs against the effort to negotiate."

The strikes reflect Israel's post-2023 military doctrine, which combines, Mr. Rabinovich said, "a very strange mixture of paranoia following Oct. 7 and a sense of power following the success in Lebanon and in Iran. And the result is this preference for using force rather than diplomacy."

An Israeli airstrike damaged the entrance to Syria's defense ministry headquarters on Wednesday.Ali Haj Suleiman/Getty Images

The specific spur for Israel's actions this week was the Syrian government's deployment of forces to southwest Syria to contain fighting between Bedouin tribesmen and Syria's Druse minority. Though much of Syria's arsenal was decimated by scores of Israeli strikes last winter and years of civil war, the Syrian government was able to send a column of outdated tanks and troops in pickup trucks.

For Israelis, that posed two challenges. The first was a perceived security threat in southwest Syria, where Israel wants to prevent the buildup of potentially hostile forces, including Islamist former rebels in the Syrian military. The second: domestic unrest among members of Israel's own small but influential Druse community, who held protests, blocked roads and in some cases forced their way into Syria after reports, unconfirmed by The New York Times, of extrajudicial killings there.

Benjamin Netanyahu, the Israeli prime minister, has demanded for months that southern Syria "must remain a demilitarized zone," said Carmit Valensi, an Israeli expert on Israel-Syrian affairs at the Institute for National Security Studies, a research group in Tel Aviv. "So, when Syrian tanks began advancing into the area, Israel acted not only to defend the Druse but also to enforce its demand to keep the region demilitarized," she added.

For now, it is unclear how committed Israel is to a prolonged military campaign in southern Syria, or if its strikes were mainly a short-term attempt to quell the fury of Israeli Druse. Roughly 150,000 Druse live under Israeli governance, including some 20,000 in the Golan Heights, which Israel captured from Syria during the Arab-Israeli war of 1967 and later annexed. Unlike other Arab groups in Israel, the Druse usually serve in the Israeli military. Some of them have reached the rank of general and others died in combat during the Gaza war.

That has helped to forge a bond between Jewish and Druse citizens of Israel, even

after a contentious law passed in 2018 angered many Druse because it undermined their status within the Jewish state.

Rafik Halabi, the mayor of Daliyat al-Karmel, one of the biggest Druse towns in Israel, said the Druse protests had put pressure on the Israeli government to act, particularly after roughly 1,000 Israeli Druse men reportedly crossed into Syrian territory. But Mr. Halabi said he remains unconvinced that the government wants to repeatedly intervene, particularly after meeting and speaking in recent days with Israeli generals and political leaders, including Mr. Netanyahu.

"Does Israel really want to interfere in the Syrian situation? I am not sure," Mr. Halabi said in a phone interview. "As far as I could understand, they want to be in, and at the same time they want to be out."

Le Monde **17 juillet 2025**

En Irak, un incendie a détruit un centre commercial de la ville de Kout, au moins 61 personnes tuées

Le gouverneur a décrété trois jours de deuil et affirmé que les autorités engageraient des poursuites contre le propriétaire du centre commercial, ouvert cinq jours auparavant. Une enquête est en cours pour déterminer les causes de l'incendie.

Un incendie qui a ravagé dans la nuit un centre commercial de la ville de Kout, dans l'est de l'Irak, a fait 61 morts, a annoncé le ministère de l'intérieur jeudi. *« Le tragique incendie a coûté la vie à 61 citoyens innocents, la plupart morts asphyxiés dans des salles de bain. Parmi les victimes figurent 14 corps calcinés qui n'ont pas encore été identifiés »*, a précisé le ministère dans un communiqué. Des sources médicales avaient auparavant fait état de 50 morts.

L'incendie s'est déclaré tard mercredi soir, mais les causes restent inconnues, a précisé le gouverneur. Les ambulances continuaient à transporter des victimes jusqu'à 4 heures du matin, remplissant les lits d'un hôpital de Kout, à quelque 160 kilomètres au sud-est de Bagdad.

Un correspondant de l'Agence France-Presse (AFP) ayant vu des corps calcinés à l'hôpital a précisé que le centre commercial avait ouvert seulement cinq jours auparavant. Selon les premières informations, le feu aurait pris au premier étage. L'incendie a été maîtrisé, mais les pompiers poursuivent leurs recherches pour retrouver les personnes portées disparues, a-t-il déclaré. Des dizaines de personnes se sont rassemblées devant un hôpital, vérifiant chaque ambulance à son arrivée.

Journées de deuil et enquête

Le gouverneur a décrété trois jours de deuil dans la province et affirmé que les autorités locales engageraient des poursuites contre le propriétaire du bâtiment et du centre commercial. Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes de l'incendie. Les premiers résultats seront communiqués dans un délai de quarante-huit heures, a-t-il ajouté. *« Cette tragédie est un grand choc* (…) *et impose une révision rigoureuse de toutes les mesures de sécurité »*, a-t-il insisté.

Une *« enquête approfondie »* a été par la suite ordonnée par le premier ministre, Mohammed Chia Al-Soudani, afin d'identifier les *« lacunes »* et de prévenir de nouveaux drames. Le gand ayatollah Ali Sistani, la plus haute autorité de l'islam chiite en Irak, a, pour sa part, présenté ses condoléances aux familles des victimes.

Les normes de sécurité sont souvent ignorées dans le secteur de la construction en Irak, un pays dont les infrastructures sont délabrées après des décennies de conflits. Les feux se multiplient durant l'été à travers le pays, où les températures avoisinent 50 degrés Celsius.

En septembre 2023, au moins 100 personnes avaient péri dans l'incendie d'une salle de mariage bondée, provoquant un mouvement de panique. En juillet 2021, un incendie dans l'unité Covid d'un hôpital du sud du pays avait fait plus de 60 morts.

WASHINGTON KURDISH INSTITUTE

From Constitution to Collapse: The Kurdish Struggle in Post-2003 Iraq

Iraq's Kurdish population has endured a tragic history of persecution at the hands of central authorities. During the 1980s, Saddam Hussein's Ba'athist regime unleashed the infamous Anfal campaign – a brutal military offensive aimed at depopulating Kurdish areas. This genocidal campaign killed at least 100,000 Kurds (with some estimates of 180,000 fatalities), wiped out thousands of villages, and sought to eradicate Kurdish presence in northern Iraq. In March 1988, Iraqi forces carried out the Halabja chemical attack, bombing the Kurdish town of Halabja with mustard gas and nerve agents. Approximately 5,000 people – mainly women and children – were killed in this single chemical strike. These atrocities, recognized by rights organizations as a systematic campaign of ethnic cleansing and genocide, epitomize the extreme injustices suffered by Iraq's Kurds.

The legacy of these massacres deeply scarred the Kurdish nation but also steeled their resolve for self-rule. After the 1991 Gulf War, a Western-enforced no-fly zone gave the Kurds breathing room to establish the Kurdistan Regional Government (KRG) in northern Iraq. For the first time, the Kurds enjoyed de facto autonomy, governing their own region and building their own institutions. This hard-won freedom followed decades of genocide, massacres, and chemical attacks inflicted upon them by Baghdad. Yet even as Saddam's dictatorship fell in 2003, the Kurds were wary – their past had shown that promises made by Iraqi regimes could easily be broken when it came to Kurdish rights.

The New Iraq and Kurdish Hopes: Constitutional Promises vs. Reality

The U.S.-led invasion of 2003 toppled Saddam Hussein and offered a chance to redefine Iraq on new, democratic terms. Kurdish leaders, encouraged by the United States and the international community, agreed to remain part of a "New Iraq" rather than seek immediate independence. The 2005 Iraqi Constitution was the cornerstone of this new political order, and it formally recognized the Kurdistan Region as a federal entity with significant autonomy. Kurdish officials took on prominent roles in Baghdad, and the Kurdish and Arab populations were meant to share power in a federal republic. In principle, the constitution guaranteed Kurdish language rights, allowed regional law-making, recognized the Peshmerga (Kurdish security forces), and outlined a just sharing of oil revenues and authority between Baghdad and the KRG.

In practice, however, these constitutional promises to the Kurds were never fully implemented by Baghdad. Kurdish leaders soon found that the letter of the law meant little if Iraq's federal government was unwilling to follow it. In fact, since 2005, successive Iraqi cabinets have violated the constitution's special arrangements for Kurdistan, undermining the autonomy and rights that weresupposed to be protected. Key provisions – from power-sharing in disputed territories to revenue allocation – were ignored or actively subverted. As Ambassador Peter Galbraith noted, the constitution had envisioned a decentralization of power: *"as new oil fields came online, regions would control the resources and keep the revenues,"* shifting Iraq from a centralized state to a truly federal one. Yet in critical areas Baghdad never implemented the constitution as designed. The high hopes Kurdish officials held in 2005 gradually gave way to frustration as they watched Baghdad re-centralize authority that was supposed to be shared.

Violations of Kurdish Rights in the Iraqi Constitution

Despite the Kurdistan Region's good-faith participation in the Iraqi state, the central government in Baghdad has repeatedly reneged on constitutional commitments, especially those meant to safeguard Kurdish rights and autonomy. Three issues stand out: the status of disputed territories, the management of oil and gas resources, and the allocation of the federal budget.

Disputed Territories and Article 140: One of the most important guarantees the Kurds secured in the 2005 constitution was Article 140, which provided a roadmap to resolve the status of historically Kurdish-majority areas like Kirkuk. Article 140 required Baghdad to "hold a referendum in Kirkuk and other disputed territories to determine their administrative status" by December 31, 2007, after a process of normalization and a census. This referendum was intended to let the people of Kirkuk decide whether to join the Kurdistan Region or remain under Baghdad's administration. However, successive Iraqi governments blatantly failed to fulfill this obligation, and the deadline came and went with no referendum. Now, nearly two decades later, these Kurdish territories remain in limbo, still referred to as the "disputed territories" because Article 140 was never implemented. In short, Baghdad has flouted its constitutional duty on this issue, perpetuating instability and injustice. Rather than undoing Saddam-era Arabization of these areas, Iraq's post-2003 governments often upheld or revived discriminatory policies. For example, instead of restoring Kurdish farmers and residents who were displaced under Ba'athist rule, Baghdad has at times continued to empower settlers and even stripped tens of thousands of Kurds in these areas of their voting rights. The federal government's failure to carry out Article 140 and achieve normalization means the disputes persist, with Kurds denied a fair say over the governance of their home regions. This persistent violation has been "ignored for seventeen years" and remains a major point of contention fueling Arab–Kurdish tensions.

Oil and Gas Rights: Control of natural resources lies at the heart of Kurdish autonomy. The constitution (notably Articles 111–115) states that Iraq's oil and gas belong to all the people of Iraq, but it also guarantees regions a role in managing new fields and mandates revenue-sharing arrangements. In fact, the constitutional design antici-

pated that regional authorities like the KRG would take the lead in developing new oil fields in their areas, retaining revenues to ensure prosperity and autonomy for their people. Baghdad, however, has never honored this bargain. No nationwide oil and gas law was ever passed to formalize the sharing of authority. Instead, Baghdad insisted on central control, and when the Kurdistan Region moved ahead with developing its own oil resources, the central government treated it as a threat rather than a right. "Baghdad never implemented the Constitution" in this regard – the KRG's constitutionally enshrined right to develop and profit from regional oil was effectively blocked.

Tensions came to a head in February 2022, when Iraq's politically-influenced Federal Supreme Court issued a shock ruling against the KRG. Citing a vague interpretation of the law, the court claimed the KRG's Oil and Gas Law was unconstitutional and ordered the Kurds to hand over all oil production to the federal government. Baghdad used this judicial tool – a court whose very legitimacy has been questioned – to invalidate oil contracts the KRG had signed with foreign companies, aiming to bring Kurdish oil under its exclusive control. The KRG rejected the ruling, rightly pointing out that Iraq's constitution allows regions to explore, produce, and sell natural resources within their territories. By failing to adopt a fair national oil law and by using the courts to grab KRG oil, Baghdad has blatantly disregarded the compromise enshrined in 2005. Even international arbitration has been weaponized: in March 2023, Baghdad won a case to halt the KRG's independent oil exports via Turkey, after which it still refused to resume oil exports, inflicting billions of dollars in damage on the Kurdistan Region's economy. The result is that constitutional clauses (such as Article 112, which calls for joint management of existing fields like Kirkuk and equitable sharing of revenues) have been treated as dead letters by Iraq's rulers. Kurdish autonomy – meant to be buttressed by control over natural wealth – has instead been steadily eroded.

Budget and Revenue Sharing: Another recurrent violation is Baghdad's manipulation of the federal budget to pressure the Kurds. The constitution guarantees the Kurdistan Region a proportional share of Iraq's national revenue, in theory around 17% based on population. Yet time and again, Baghdad has withheld budget funds to the KRG in order to bend it to Baghdad's will. The most extreme instance occurred in 2014 under Prime Minister Nouri al-Maliki: as disagreements grew over oil policy, Baghdad cut off all budget transfers to the Kurdistan Region and even stopped paying the salaries of Kurdish civil servants and Peshmerga forces. This financially strangling move plunged the Kurdistan Region into an economic crisis – a crisis compounded by the war against ISIS that erupted that same year. Denied its budget and facing a brutal enemy, the KRG resorted to what it termed "economic independence," exporting oil on its own just to generate revenue to pay its people. Baghdad castigated the Kurds for these independent oil sales even though it was Baghdad's own unconstitutional budget cut that necessitated them.Budget payments have been delayed or used as leverage since 2014. In 2023, the Iraqi parliament passed a three-year budget law that Kurdish officials slammed as unconstitutional – it introduced new mechanisms to constrain the KRG's finances and even divided the Kurdistan Region's funding among its provinces, seemingly treating the Kurdish region not as a single federal unit but as subordinate provinces under Baghdad's control. Such stipulations violate both the spirit and letter of Iraq's federal constitution. The KRG has protested these moves, noting that Baghdad's unilateral changes to budget and finance laws directly contravene prior agreements and constitutional provisions. In short, the Iraqi government has often used the purse strings to punish the Kurds – starving the region of funds and thereby attempting to weaken the Kurdish self-governing model whenever disputes arise.

Beyond these areas, Baghdad's pattern of undermining Kurdish rights extends to other fields as well. The constitution envisions the Peshmerga as part of Iraq's overall defense forces, but efforts to integrate and support them have lagged; instead, Kurdish forces are sometimes treated with mistrust or sidelined. Meanwhile, Iranian-backed militias (the *Hashd al-Shaabi* or Popular Mobilization Forces) operate on Kurdistan's periphery with Baghdad's approval, and have even fired rockets into KRG territory with little response from Baghdad. Laws from past regimes that discriminated against Kurds (such as those enabling Arabization) were never properly annulled – in fact, Baghdad has at times upheld outdated laws that perpetuate Arabization policies in places like Kirkuk. All these actions send a clear message: even in "New Iraq," old injustices against Kurds persist in new forms. The cumulative effect has been to convince many Kurds that the federal system is being hollowed out and that their people's rights and security can only be guaranteed by taking a different path.

Pushing for Independence: The 2017 Referendum and Its Aftermath

Facing years of unkept promises, Kurdish frustrations culminated in a historic decision: a referendum on independence. On September 25, 2017, the Kurdistan Region (and Kurdish-majority disputed areas under its de facto control) held a popular vote on whether to secede from Iraq. The result was an overwhelming "yes." More than 92% of Kurdish voters endorsed independence, a reflection of their desire to chart a new course after so many setbacks. For the Kurds, this moment was the expression of a century-old dream of self-determination – one that had been deferred repeatedly, from the post-World War I era through the end of Saddam's reign. The referendum was carried out peacefully and democratically, with a high turnout and jubilant rallies in cities like Erbil, Sulaymaniyah, and Duhok in the lead-up to the vote.

However, the response from Baghdad – and indeed most of the world – was swift and punitive. The Iraqi government rejected the Kurdish referendum as "illegal" and refused any dialogue on independence. Backed by its neighbors Turkey and Iran, who vehemently opposed Kurdish statehood (fearing it would embolden their own Kurdish minorities), Baghdad moved to isolate the KRG. Within days, Iraqi authorities banned international flights to Kurdistan's airports, choking a lifeline of the semi-autonomous region. Then in mid-October 2017, Iraqi forces — including Iranian-backed Shiite militias of the PMF — launched an operation to seize the disputed territories that had been held by the Kurds.The world watched as Iraqi armored units pushed into Kirkuk and Kurdish Peshmerga forces, vastly outgunned due to political pressure, largely withdrew rather than spark an all-out war. Baghdad thus invaded and reasserted control over Kirkuk and other areas, expelling the elected Kurdish governor of Kirkuk and dismantling Kurdish administrative presence there. In the span of a few weeks, the

territorial gains the Kurds had made (often liberating those areas from ISIS with their blood) were reversed by their own ostensible countrymen.

International powers, unfortunately, did little to shield the Kurds from this backlash. The United States – long the Kurds' close partner – opposed the referendum from the start and declined to recognize its result, aligning instead with Baghdad's position of maintaining Iraq's unity. Turkey and Iran not only condemned the Kurdish vote but also threatened military and economic retaliation, conducting joint military drills on Kurdistan's borders and, in Iran's case, even firing missiles near Kurdish territory as a warning. European countries and the EU issued statements against the referendum timing, effectively siding with the argument that Iraq's territorial integrity should not be altered. In the run-up to the vote, Kurdish leaders were pressed by Western diplomats to cancel or postpone it. After the vote, when Baghdad moved in militarily, Western powers largely stood by. The U.S. government, while urging restraint, did not intervene to stop Baghdad's offensive, despite the fact it was American-supplied tanks being used to roll back the Kurds. This sense of betrayal was keenly felt in Kurdistan: the same Kurds who had helped fight ISIS alongside American troops just months before were now left to fend for themselves under Iraqi and Iranian pressure.

From the Kurdish perspective, the lesson of 2017 was bitter: even in the "New Iraq," the old dynamics of repression remained. The Kurds had been urged in 2003 to trust in Iraq's unity and a federal constitution, rather than opting for secession. In 2017, when they tried to exercise the very right of self-determination enshrined in the UN Charter, they found themselves standing virtually alone. The episode reinforced a stark reality that Kurdish intellectuals often voice: because the Kurds lack a fully independent state of their own, they are at the mercy of larger states and international geopolitics – and regional powers will typically "come together and unite to keep the Kurds from gaining full independence or autonomy" in any one country. Despite the setback, the desire for freedom has not faded among Iraqi Kurds; if anything, Baghdad's harsh response only deepened Kurdish cynicism about ever achieving true equality within Iraq.

The Case for International Support: Rights, Autonomy, or Independence

Today, the Kurdistan Region of Iraq stands at a crossroads. On paper, it remains an integral part of the Iraqi federation, and its autonomy is recognized by Iraq's constitution and by the international community. In practice, however, the erosions of the past decade pose an existential threat to the region's self-rule. Powerful factions in Baghdad – often influenced by an expansionist Iranian agenda – appear intent on chipping away at the Kurdistan Region's powers, finances, and territory until Kurdish autonomy is Kurdish in name only.

At the same time, the region is increasingly destabilized by external interventions. Iranian-backed militias operate with impunity near the Kurdish border, launching attacks and threatening Kurdish leaders with Baghdad's tacit approval. Turkey, too, has conducted frequent airstrikes and military incursions into KRG territory under the pretext of targeting the PKK, often destabilizing rural Kurdish communities and undermining the region's security and sovereignty. These interventions from both Iran and Turkey have turned Kurdistan into a geopolitical battleground, with the Iraqi state either complicit or incapable of defending the Kurdish people.

And yet, paradoxically, this may be the most opportune time for Kurdish independence in decades. Despite Turkey's long-standing opposition to a Kurdish state in Iraq, recent developments suggest a possible shift. As Kurdish–Turkish relations warm — particularly in light of pragmatic security coordination and a pause in domestic Turkish–Kurdish conflict — Ankara may no longer view an independent Kurdistan as a red line. Some Turkish policymakers now quietly acknowledge that a stable, pro-Ankara Kurdish state in Iraq could serve as a buffer against both Iranian influence and Baghdad's dysfunction, especially if such a state respects Turkey's security concerns. This emerging dynamic provides a rare diplomatic window that the international community should recognize.

Faced with this reality, the Kurds are once again appealing for global support to secure their rights and future. It is an appeal rooted not only in fairness and justice, but also in the Kurds' undeniable contributions to regional stability and Western interests.

The moral and strategic case for supporting Kurdish rights is strong. The Kurds of Iraq have transformed their region into a relative oasis of stability, pluralism, and pro-Western orientation in a tumultuous Middle East. They have built a vibrant civil society and economy (despite Baghdad's constraints) and have consistently been allies to the United States and Europe – from sheltering over 1.5 million refugees and IDPs during the ISIS war, to providing the ground forces that defeated ISIS's caliphate with coalition air support. Kurdistan's Peshmerga fighters famously held the line when the Iraqi Army collapsed in 2014, arguably saving Iraq itself from collapse. For decades, the Kurds have paid the price for being a trusted ally to the US in Iraq, suffering retaliation and hardship in the hope of a democratic, pluralistic Iraq. This loyalty has often gone unrequited. It is telling that Kurdish officials today warn that anti-Kurdish policies by Baghdad (egged on by Tehran) ultimately undermine Western interests too. A stable Iraq is impossible if a key pillar – the Kurdistan Region – is continually under attack politically, economically, or even militarily.

From a legal standpoint, the Kurds are simply asking that Iraq's original deal be honored. Full implementation of the constitution – resolving Kirkuk's status, fairly sharing oil revenue, funding the KRG, integrating Peshmerga, and respecting federalism – would address most Kurdish grievances.

American diplomats at times acknowledge that Baghdad's anti-Kurdish rhetoric and actions are counterproductive, but there must be consistent pressure to translate that into policy changes. Support could include mediation on disputed territories, guaranteeing budget agreements are kept, and conditioning aid to Iraq on its treatment of the Kurdistan Region. Europe, which has energy and investment interests in Kurdistan's oil and gas sector, can likewise insist that Baghdad stop trying to monopolize resources contrary to the constitution. Enforcing Iraq's existing laws would strengthen moderates on both sides and refute hardliners who claim that coexistence is impossible.

At the same time, the international community must be prepared to acknowledge that the Kurds' right to self-determination cannot be postponed indefinitely. The Kurdish nation, divided among four countries, is the largest stateless ethnic group in the world.

In Iraq, the Kurds entered a voluntary union on the basis of constitutional guarantees that are now in tatters. If Baghdad continues on its current course – effectively dismantling the only Kurdish autonomy recognized in the Middle East – then the argument for Kurdish independence will only grow stronger. Already in 2017, nearly three million Iraqi Kurds voiced their clear preference to form an independent state. Their will was stymied by force, not by persuasion.

Given the current regional dynamics — Iranian encroachment, Baghdad's dysfunction, and a cooling of Turkish hostility — the prospect for Kurdish statehood no longer rests solely on historical grievance. It now also aligns with strategic logic for regional stability, energy security, and international partnerships.

The U.S. and EU, which in 2003–2005 encouraged the Kurds to cast their lot with Iraq, have a responsibility to ensure that the Kurds are not relegated once again to second-class status or worse. Supporting Kurdish independence outright has long been a taboo for world diplomats, but supporting Kurdish rights and security should never be. The time has come for a re-evaluation: either the Kurdistan Region's rights within Iraq are robustly protected and expanded in line with the constitution, or the Kurds must be assisted in a peaceful process to achieve independence as a last resort if Baghdad remains intransigent.

The story of the Kurds in "New Iraq" has become one of injustice and broken promises. What began with optimism in 2005 has devolved into yet another chapter of struggle for a people who have endured genocide and tyranny. The Kurds proved their goodwill by helping build Iraq and fighting its enemies, but they have not received reciprocal good faith from Iraq's leaders. It is imperative for Washington, Brussels, and other international actors to stand up now and prevent further backsliding. A clear message must be sent to Baghdad that the era of brushing aside Kurdish rights is over. If the U.S. and the international community do not stand firmly behind the KRG and the Kurdish people, Baghdad may well succeed in demolishing the only Kurdish autonomy recognized in the country – undoing a hard-fought achievement that has also been a bulwark of regional stability. Instead of allowing that outcome, the world should support either a real enforcement of Iraq's federal principles or a peaceful path to independence for Kurdistan. The Kurds have waited long enough for justice. Backed by genuine international support, they can either secure their rightful place within a truly federal Iraq, or finally take their place among the free nations of the world. The time for decisive action – to uphold Kurdish rights or endorse Kurdish independence – is now.

Le Monde **18 juillet 2025**

En Turquie, 153 membres présumés de l'organisation Etat islamique arrêtés

Cette vague d'arrestations a eu lieu dans l'ensemble du territoire. La Turquie partage plus de 800 kilomètres de frontière avec la Syrie, où sévit toujours l'EI.

Cent cinquante-trois personnes suspectées d'appartenir à l'organisation Etat islamique (EI), ou d'en être proches, ont été arrêtées sur le territoire de la Turquie, a annoncé le ministre de l'intérieur, Ali Yerlikaya, vendredi 18 juillet.

« Au cours des opérations menées par notre gendarmerie contre l'organisation terroriste EI dans 28 provinces au cours des deux dernières semaines, nous avons capturé 153 membres présumés de l'organisation terroriste », a écrit le ministère sur X.

Les suspects interpellés *« sont membres d'une organisation terroriste »*, *« ont fourni des fonds à des organisations affiliées »* à l'EI ou sont accusés de *« propagande au profit de l'organisation terroriste par le biais de leurs comptes de médias sociaux »*, précise le ministre dans son post. Ces interpellations ont eu lieu à travers tout le pays, d'Izmir (Ouest) à Hatay et Mardin (Sud-Est), de Samsun, sur la mer Noire (Nord), à Mugla (Sud-Ouest). Le ministre précise avoir agi grâce aux renseignements turcs et à la coopération internationale.

La Turquie partage plus de 800 kilomètres de frontière avec la Syrie, où sévit toujours l'EI, qui avait revendiqué en mai une attaque contre les nouvelles forces gouvernementales syriennes dans le sud du pays.

Le Monde 18juillet 2025

En Syrie, des affrontements entre combattants tribaux et druzes sont en cours aux abords de Souweïda

Vendredi matin, le haut-commissaire des Nations unies avait appelé à des enquêtes « rapides » et « transparentes » après les violences dans le sud de la Syrie qui ont fait près de 600 morts en quelques jours.

Des affrontements opposent, vendredi 18 juillet, des combattants tribaux, proches des autorités syriennes, aux groupes druzes aux abords de la ville de Souweïda dans le sud de la Syrie, d'où les forces gouvernementales se sont retirées après des bombardements israéliens.

Des combattants de tribus bédouines circulent à moto, à Souweïda, dans le sud de la Syrie, alors que les affrontements avec des hommes armés druzes se poursuivent, le 18 juillet 2025. OMAR HAJ KADOUR / AFP

L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) a fait état *« d'affrontements à l'ouest de Souweïda entre des combattants tribaux et des Bédouins d'un côté, soutenus par les autorités, et des combattants druzes de l'autre »*. Des combattants des deux bords ont confirmé aux correspondants de l'Agence France-Presse (AFP) des échanges de tirs.

Plusieurs combattants druzes ont déclaré au correspondant de l'AFP à Souweïda qu'ils répliquaient aux sources de tirs à l'ouest de la ville. Un chef tribal, Anas Al-Enad, a affirmé au correspondant de l'AFP qu'il était venu avec ses hommes de la région de Hama (centre) *« en réponse aux appels à l'aide des Bédouins »*. Un correspondant de l'AFP a vu des maisons, des commerces et des voitures brûlés ou encore en train de brûler, dans le village druze de Walgha désormais sous contrôle des forces tribales et des Bédouins.

L'ONU appelle à la fin des violences

Un peu plus tôt, le haut-commissaire de l'ONU aux droits humains, Volker Türk, avait appelé à des enquêtes *« rapides »* et *« transparentes »* après des affrontements dans le sud de la Syrie qui ont fait près de 600 morts en quelques jours, selon l'OSDH. *« Cette effusion de sang et cette violence doivent cesser, et la protection de toutes les personnes doit être la priorité absolue »*, avait déclaré M. Türk dans un communiqué.

« Des enquêtes indépendantes, rapides et transparentes doivent être menées sur toutes les violations, et les responsables doivent être amenés à rendre des comptes », avait relevé le haut-commissaire, qui demande aux autorités syriennes d'y veiller.

« L'incitation à la violence et les discours de haine, en ligne comme hors ligne, doivent également cesser », avait-il ajouté considérant *« essentiel que des mesures immédiates soient prises pour éviter que de telles violences ne se reproduisent ».* Volker Türk avait également fait part de ses préoccupations concernant les informations faisant état de victimes civiles à la suite des frappes aériennes israéliennes sur Souweïda, Deraa et dans le centre de Damas.

Aide israélienne

Israël a, de son côté, démenti vendredi les informations de l'agence officielle syrienne SANA selon lesquelles son armée a mené de nouvelles frappes aériennes jeudi soir près de la ville de Souweïda. *« L'armée israélienne n'a pas connaissance de frappes nocturnes en Syrie »*, a déclaré à l'AFP un porte-parole militaire.

Le ministre des affaires étrangères israélien a, de son côté, annoncé que son pays allait envoyer de l'aide humanitaire aux Druzes de Syrie. *« Dans le contexte des récentes attaques visant la communauté druze de Souweïda et de la grave situation humanitaire dans la région, le ministre des affaires étrangères, Gideon Saar, a ordonné le transfert*

urgent d'une aide humanitaire à la population druze de la région », a affirmé son ministère. L'aide s'élèvera à 2 millions de shekels (plus de 500 000 euros) et comprendra des colis alimentaires et des fournitures médicales, a-t-il ajouté.

Le pouvoir syrien, qui dit vouloir rétablir l'ordre, avait déployé ses forces mardi à Souweïda, jusque-là contrôlées par des combattants druzes. L'OSDH, des témoins et des groupes druzes ont toutefois accusé les forces syriennes d'avoir combattu au côté des tribus et d'avoir commis des exactions. Un cessez-le-feu est entré en vigueur mais la présidence syrienne a accusé jeudi soir dans un communiqué les combattants druzes de le violer.

Le Monde

Ghazal Golshiri
18 juillet 2025

Iran : les vies brisées de civils pris sous les bombes israéliennes

Les faitsDurant la « guerre de douze jours » qui a opposé Israël et l'Iran entre les 13 et 24 juin, des frappes israéliennes censées viser des responsables du régime ont tué plusieurs centaines de civils. Récit de trois familles endeuillées.

Majid Asgaripour/WANA via REUTERS

Le 23 juin, Mehrangiz Imenpour, âgée de 62 ans, mère de famille, enseignante retraitée et peintre, a été tuée alors qu'elle passait non loin de la célèbre prison d'Evin, située dans le nord de Téhéran. Survenue la veille de la suspension des hostilités entre Israël et l'Iran, après douze jours de bombardements de part et d'autre, l'attaque israélienne contre Evin est aujourd'hui encore présentée par le ministre de la défense israélien, Israel Katz, comme une opération visant l'un des *« organes de répression gouvernementaux »*, et menée, selon le porte-parole de l'armée, de *« manière chirurgicale, pour éviter de nuire aux personnes non impliquées »*.

Les frappes ont pourtant tué 79 personnes, dont des civils, des soldats conscrits, des proches de prisonniers venus leur rendre visite, des détenus, mais aussi des voisins et des passants. Parmi les 1 190 Iraniens victimes de cette guerre recensés par Human Rights Activists, une organisation établie aux Etats-Unis et dotée d'un vaste réseau en Iran, 436 civils et 435 membres des forces de sécurité ont péri, et 319 personnes n'ont toujours pas été identifiées.

Ce jour d'été, Mehrangiz Imenpour allait verser le salaire de sa femme de ménage à la banque. *« Mehrangiz était très active, se levait à l'aube, adorait marcher, faire la cuisine et recevoir sa famille »*, avance Soheil, l'un de ses proches qui préfère garder l'anonymat.

Depuis le mouvement Femme, vie, liberté, né après la mort en garde à vue de la jeune Mahsa Amini arrêtée pour une apparence jugée *« contraire aux lois islamiques »*, en septembre 2022, Mehrangiz Imenpour, comme beaucoup d'Iraniennes, refusait de porter le foulard en signe de ralliement à la contestation.

Vague de répression

Quelques jours avant son décès, alors que les bombes israéliennes tombaient sur la capitale, Mehrangiz Imenpour assurait à ses proches être *« prête à être sacrifiée dans cette guerre pour l'Iran si elle contribue à affaiblir le pouvoir en place et à aider les Iraniens dans leur lutte pour la démocratie »*. *« Elle n'a obtenu qu'une moitié de son souhait »*, constate Soheil, contacté par téléphone à Téhéran. Si cette guerre avec Israël a fragilisé le régime, elle a aussi provoqué une vague de répression.

Aujourd'hui, Soheil est gagné par une tristesse teintée de colère lorsqu'il pense à la vidéo prétendant montrer la frappe sur Evin, et partagée par des responsables israéliens se félicitant de la destruction de l'un des symboles de la

répression en Iran, sans mentionner les civils tués. Dès sa première diffusion le 23 juin, cette séquence est suspectée par divers médias à travers le monde d'avoir été générée par intelligence artificielle. Plusieurs d'entre eux la retireront de leur site ; *Le Monde,* de son côté, a fait part à ses lecteurs des soupçons sur l'authenticité des images publiées.

« Je suis aussi très en colère contre le pouvoir iranien, poursuit le jeune homme. *Peut-être que s'il y avait eu une alerte, si l'information sur les frappes avait été donnée correctement et à temps, beaucoup seraient encore aujourd'hui aux côtés de leurs familles. »* Le régime iranien n'a rien anticipé pour protéger sa population d'une attaque aérienne, ne prévoyant pas d'abri au cœur des villes ; durant les douze jours de guerre, les autorités n'ont activé ni alerte ni sirène.

Surpris dans son sommeil, Madjid Javaheri, 45 ans, a été tué lors de la première salve de bombardements vers 3 heures, le 13 juin, date anniversaire de son mariage avec Mehri Dehshahri. Le couple dormait quand une frappe a touché leur immeuble du quartier résidentiel de Shahrara, à Téhéran. L'attaque visait apparemment un voisin, identifié comme un scientifique ayant travaillé sur le programme nucléaire iranien. Le couple a été projeté hors de l'appartement. Mehri, enceinte de quatre mois, restée coincée entre les branches d'un arbre, a miraculeusement survécu, de même que son fœtus. Son mari, tombé au sol, est mort sur le coup. La vingtaine de familles qui habitaient l'immeuble auraient aussi péri.

Soupçons de complicité avec le régime

« Il y avait énormément de victimes. Pendant des jours, les proches ramassaient une main par-ci, une jambe par-là, sur les branches des arbres alentour, pour pouvoir faire des tests ADN. Certains corps ont été retrouvés sous les décombres trois jours plus tard », explique Saba, une proche de la famille de Madjid Javaheri qui préfère utiliser un pseudonyme. Après des années d'économies, Madjid et Mehri avaient acheté cet appartement deux ans auparavant, en 2023, et l'avaient entièrement rénové eux-mêmes avant de s'y installer.

Ingénieur civil, Madjid Javaheri avait récemment quitté son poste à l'Institut des sciences humaines et des études culturelles de Téhéran pour se consacrer pleinement à un projet de rénovation d'appartements, en tandem avec sa femme, architecte. *« Ils étaient très enthousiastes à l'idée d'y accueillir leur premier enfant »*, témoigne Saba.

Lors de leur visite avant d'acheter leur logement, Madjid et sa femme avaient été surpris par la présence de nombreuses caméras de surveillance. *« Quand ils ont demandé pourquoi, on leur a répondu : "Un professeur d'université retraité vit ici, c'est pour sa sécurité. Mais ne vous inquiétez pas, vous pouvez vivre normalement" »*, se rappelle Saba. Le couple n'y a vu aucun inconvénient.

Depuis les frappes, la famille de Madjid doit affronter une autre blessure : les soupçons d'une partie de la population iranienne, qui, sur les réseaux sociaux, accuse certaines victimes civiles d'être complices du régime, en particulier celles vivant dans les immeubles où habitaient des dignitaires du régime. *« Certains disent qu'aucun civil ordinaire ne peut vivre dans un immeuble abritant un scientifique nucléaire, et qu'ils n'étaient donc pas innocents. Mais Madjid était un homme ordinaire. Il adorait Michael Jordan, la pop des années 2000, la randonnée. Il débordait d'enthousiasme pour découvrir tous les recoins de l'Iran et croyait en un avenir meilleur malgré les crises politiques et économiques. Il voulait être un bon père, construire un lien fort avec son futur fils, car lui-même avait perdu son père à 3 ans »*, témoigne Saba.

« Leur famille était très soudée »

Bita Moussavi, Iranienne de 47 ans, a perdu son frère, Saïd, sa belle-sœur, Fatemeh, et sa nièce, Hadiseh, dimanche 15 juin, lors d'un bombardement israélien sur leur appartement dans le quartier d'Abbas Abad, dans le centre de Téhéran. Seul le fils de la famille, Mohammad, au travail au moment des frappes, a survécu. Bita Moussavi aussi a rencontré une vague de haine et de soupçons des internautes, qui l'accusent elle et sa famille d'avoir été proches du pouvoir. *« Ce n'est pas vrai*, s'offusque-t-elle. *Beaucoup d'innocents ont été tués, dont une grande partie de la famille de mon frère. »*

Le lendemain de l'attaque, Bita a retrouvé le corps de sa nièce, Hadiseh Moussavi, 37 ans, dans une morgue. Bita, Mohammad et d'autres membres de la famille ont donné des échantillons de leur ADN pour permettre d'identifier et de retrouver les dépouilles de Saïd et de Fatemeh. Une semaine plus tard, Mohammad a demandé aux pompiers de l'accompagner sur les décombres de l'immeuble pour retrouver des biens et des documents. Une mauvaise odeur laisse penser que des corps y sont encore ensevelis.

Pendant douze heures, tous cherchent parmi les ruines. Finalement, le corps de la mère de Mohammad est retrouvé. *« Elle était assise sur un canapé, la télécommande à côté d'elle »*, explique Bita Moussavi. Les dépouilles du couple sont identifiées, grâce à l'ADN, quelques jours plus tard. *« Hadiseh a été enterrée au milieu, entre sa mère et son père,* explique Bita. *Elle était très proche de son père. Leur famille était très soudée. Les quatre dînaient toujours ensemble. »*

Les deux sexagénaires, qui avaient travaillé pendant des années dans une entreprise d'import-export, venaient de prendre leur retraite. *« Ils n'ont pas pu en profiter,* se désole Bita Moussavi, avec qui vit désormais son neveu. *Si aujourd'hui je parle d'eux, c'est pour qu'ils ne deviennent pas de simples chiffres. C'est désormais ma mission. »*

LE FIGARO

Margaux Benn
18 juillet 2025

En Syrie, le nouveau pouvoir déjà confronté au risque d'implosion

Après des violences sectaires dans le Sud ayant entraîné des bombardements israéliens, le gouvernement, qui tente de maintenir un fragile équilibre sécuritaire, est très affaibli.

Des centaines de morts, une population traumatisée, et une capitale bombardée par un État voisin : en quelques jours, les rivalités entre druzes et Bédouins dans le sud de la Syrie ont donné lieu à un bain de sang… Et affaibli encore le gouvernement d'Ahmed al-Charaa, qui tente depuis son accession à la tête de l'État d'éviter que le pays ne sombre dans le chaos généralisé.

Tout a commencé par l'enlèvement d'un vendeur de légumes de la communauté druze (un groupe ésotérique issu de la branche ismaélienne du chiisme, majoritaire dans la région de Soueïda) par des Bédouins, sunnites. S'en sont suivis des affrontements intercommunautaires entre les deux rivaux, aux griefs anciens. Lorsque les forces armées gouvernementales - elles aussi majoritairement sunnites - sont entrées dans Soueïda dans le but affiché de pacifier la situation, elles auraient combattu selon de nombreux témoins aux côtés des Bédouins, se rendant elles-mêmes coupables d'exactions. L'influent cheikh druze Hikmat al-Hijri, qui pourtant avait signé le communiqué collectif de notables appelant leur communauté à déposer les armes, appela alors à combattre cette « campagne barbare ». En avril, des affrontements avaient déjà eu lieu entre membres des forces de sécurité et milices armées druzes…

Peu après, Israël, qui compte une influente communauté druze sur son territoire - y compris dans l'état-major de Tsahal - et qui s'oppose à toute présence militaire à ses frontières dans le sud de la Syrie, bombardait les forces du régime syrien… Larguant même ses bombes en plein cœur de la capitale, Damas, à deux pas du palais présidentiel. Le conflit ne fut officiellement stoppé que lorsque la Syrie fut contrainte, pour éviter l'escalade, et grâce à l'intercession notamment de Washington, de conclure un accord par lequel elle renonce à enrôler les milices druzes dans l'armée nationale.

Les accords seront-ils appliqués ? Jeudi soir, des témoins faisaient toujours état de violences dans la région de Soueïda. Les milices druzes ayant remporté la victoire contre les forces du régime, et par là même le contrôle de cette zone excentrée, sont les plus opposées au régime de Damas et les plus promptes à prendre les armes… Elles ont aussi, plus que jamais, le soutien démontré de l'État hébreu. « Israël était prêt à se lancer pour une campagne militaire d'une semaine, avec comme objectif l'élimination d'Ahmed al-Charaa. Ce dernier doit sa survie à Washington, qui a fait pression auprès du gouvernement israélien pour une résolution prompte du conflit », nous confie-t-on. Les massacres intercommunautaires de ces derniers jours pourraient, par ailleurs, engendrer des actes de vengeance de la part des différentes parties ; d'autant que, comme ce fut le cas en mars dernier dans le cas des massacres d'Alaouites sur la côte, des combattants sunnites de toute la Syrie ont afflué pour combattre du côté des soldats sunnites, un signe que le pouvoir central semble dépassé par la frange sectaire de sa population.

Outre les nombreuses victimes civiles, entre 300 et 400 membres des forces de sécurité syriennes ont péri ces derniers jours ; soit plus que pendant toute l'offensive pour reprendre le contrôle de la Syrie, en fin d'année dernière. « Ces combattants qui avaient été envoyés étaient par ailleurs parmi les plus loyalistes. Outre la défaite militaire, c'est aussi une immense perte stratégique pour al-Charaa », note Arthur Quesnay, docteur en science politique et spécialiste de la Syrie. Ses soldats auraient aussi perdu l'essentiel de leur artillerie et de leur matériel lourd.

Cette défaite face aux druzes et, a fortiori, face à Israël, est aussi un camouflet politique pour l'ancien djihadiste devenu chef d'État, qui tente depuis sept mois de ménager ses soutiens occidentaux tout en ne s'aliénant pas les éléments les plus extrémistes des rebelles sunnites qu'il mena vers Damas en décembre. « En réalité, il n'a pas fait grand-chose pour les garder dans son giron, souligne un observateur proche du pouvoir à Damas. Al-Charaa est un pragmatique, issu d'une famille libérale, dont la priorité en dehors de la préservation de l'équilibre sécuritaire est de reconstruire économiquement la Syrie, de bâtir un État soutenu par ses alliés étrangers. Il se figurait que dès que les salaires seraient à nouveau versés, c'est-à-dire bientôt, la plupart des combattants se résoudraient à garder un rôle dans l'armée régulière. » Mais, confient plusieurs sources sécuritaires, un certain nombre a déjà fait défection ces derniers mois, rejoignant des groupes djihadistes comme Daech, affaibli mais en pleine recomposition. Déjà considéré par une partie de sa base comme trop modéré et perméable aux injonctions occidentales, celui qui se faisait appeler Abou Mohammed al-Jolani semble avoir, après cette défaite cuisante, définitivement perdu aux yeux de ces djihadistes l'aura que lui conférait son statut de chef de guerre - et du proto-État ultraconservateur sunnite d'Idlib.

Le 22 juin, c'est la minorité chrétienne qui avait été meurtrie par un attentat-suicide dans l'église Mar Elias de Damas. Bilan : vingt-cinq morts et une soixantaine de blessés. Ansar al-Sunna, un groupe peu connu qui prétend vouloir se défaire des populations non sunnites du pays, revendiqua l'attaque. Mais ce dernier pourrait, pense-t-on, constituer un faux nez pour l'organisation État islamique afin de recruter d'anciens membres de la coalition d'al-Jolani voulant se désolidariser d'Ahmed al-Charaa, tout en n'ayant aucun attrait pour Daech. Selon deux sources sécuritaires, sur la cellule de quatre hommes ayant mené l'attentat, deux - dont le kamikaze - étaient des combattants irakiens de Daech, tout juste libérés - ou échappés - d'al-Hol, cette immense prison où s'entassent des djihadistes de l'EI et leurs familles dans le nord de la Syrie. En mars, après l'attaque de soldats par des partisans de l'ancien régime, des combattants armés sunnites massacrèrent

au moins 1 300 civils alaouites, la minorité à laquelle appartient Bachar el-Assad. Depuis, les activistes s'alarment du nombre croissant d'exactions, notamment des enlèvements de femmes alaouites par des gangs criminels, avec l'assentiment des forces de sécurité locales.

Le gouvernement est acculé. L'armée est affaiblie. Les ressentiments interethniques gonflent chaque jour, et la question kurde n'est toujours pas résolue. Washington, qui veut éviter le délitement du nouvel appareil d'État syrien qui menacerait d'entraîner une nouvelle guerre civile dans le pays, doit composer avec ses liens avec l'allié israélien. La Syrie, qui émerge tout juste de quatorze ans de guerre civile, est-elle au bord de l'implosion ? « Depuis son arrivée au Palais présidentiel, Ahmed al-Charaa a échappé à deux tentatives d'assassinat », nous glisse-t-on, dont une au sein même de l'hôtel Four Seasons de Damas, où se croisent l'élite politique et les diplomates internationaux. M.B.

Le Monde

Jean-Philippe Lefief
18 juillet 2025

Qui sont les Druzes et pourquoi sont-ils défendus en Syrie par Israël ?

Les affrontements entre miliciens druzes et tribus sunnites du sud de la Syrie ont entraîné l'intervention des forces gouvernementales, puis celle d'Israël, qui dit vouloir protéger les membres de ce groupe ethnoreligieux.

Les Druzes, minorité religieuse du Proche-Orient au centre des affrontements qui ont éclaté, dimanche 13 juillet, dans le sud de la Syrie, forment une communauté singulière par ses croyances, sa répartition géographique et ses allégeances politiques. Les affrontements entre miliciens de cette communauté issue de l'islam chiite et des tribus sunnites ont débuté après l'enlèvement d'un marchand de légumes dans le gouvernorat de Souweïda, où les forces gouvernementales sont intervenues pour rétablir l'ordre. Accusée d'exactions et sous la pression militaire d'Israël, qui dit vouloir assurer la protection des Druzes, l'armée syrienne s'est retirée, jeudi, laissant aux milices locales la responsabilité du maintien de l'ordre.

Où vivent les Druzes ?

Longtemps persécutés, les Druzes, qui sont environ 1 million au Proche-Orient, se sont établis dans les massifs montagneux de Syrie, du Liban, du nord d'Israël et sur le plateau syrien du Golan, occupé par l'Etat hébreu depuis 1967.

En Syrie, pays composé d'une mosaïque religieuse complexe, ils représentaient 3 % de la population, soit 700 000 personnes, avant la guerre civile qui a éclaté en 2011. Ils ont commencé à s'établir au XVIe siècle dans le djébel (de l'arabe *jabal*, qui signifie « montagne ») auquel ils ont donné leur nom, situé dans le gouvernorat de Souweïda, dont le chef-lieu fait figure de bastion de la communauté. Ils sont également présents dans la province voisine de Kuneitra et dans la banlieue de Damas, notamment à Jaramana et à Sahnaya, qui ont été le théâtre au printemps de violences confessionnelles.

Au Liban, 200 000 Druzes vivent principalement dans le Chouf, massif du centre du pays, où ils côtoient notamment les chrétiens maronites. En Israël, 153 000 d'entre eux sont établis principalement en Galilée, dans le nord du pays, où ils ont été naturalisés. Soumis à la conscription, contrairement aux Arabes israéliens, ils sont nombreux au sein de l'armée et de la police, rares vecteurs d'ascension sociale, où leur maîtrise de l'arabe, langue de toute la communauté, est appréciée. Sur le plateau syrien du Golan, occupé depuis 1967 par l'Etat hébreu et annexé en 1981, plus de 22 000 d'entre eux ont un statut de résident permanent. Seuls 1 600 Druzes ont accepté de prendre la nationalité israélienne, les autres restant attachés à leur identité syrienne.

Qu'est-ce que le druzisme ?

Ciment de cette communauté religieuse plutôt qu'ethnique, leur culte, issu de l'ismaélisme, branche ésotérique de l'islam chiite, est apparu en Egypte au début du XIe siècle. Il emprunte aussi bien à l'hindouisme qu'au judaïsme, au christianisme ou encore à la philosophie grecque antique, explique Marc Lavergne, directeur de recherches émérite au CNRS. « *Il s'agit d'une religion dite "hermétique", dirigée par une minorité d'initiés, dont les adeptes ne savent pour la plupart pas trop en quoi elle consiste* », poursuit-il, traçant un parallèle avec la franc-maçonnerie. Ces particularismes la distinguent très clairement de l'islam sunnite, au point que certains considèrent les Druzes comme des hérétiques.

Comme tous les chiites, ils croient à un imam caché, dont ils attendent le retour. La taqiya, principe issu du chiisme qui consiste à dissimuler ou à nier sa foi afin d'éviter les persécutions, les incite à se comporter comme leurs interlocuteurs lorsque ceux-ci sont adeptes d'autres croyances. La monogamie est de rigueur et le divorce interdit, tout comme la conversion. « *On ne peut donc pas devenir druze, mais on ne peut y renoncer non plus, ce qui en fait une société assez fermée, mais ses membres vivent souvent dans des villages mixtes avec des catholiques maronites, en particulier au Liban*, poursuit le chercheur. *Ce sont également des guerriers qui, sans chercher d'histoires, veulent*

vivre entre eux, avec leur propre mode de vie, et dont le vécu historique les rend méfiants. »
En Syrie, « ils se sont installés sur des terres où les Bédouins nomadisaient et, depuis le XVII^e siècle, il y a toujours eu des conflits entre les deux communautés, mais cette fois, ils ont repris dans un contexte qui va très au-delà de leurs rivalités », ajoute l'anthropologue Isabelle Rivoal, directrice de recherches au CNRS, évoquant à la fois la guerre civile et les nombreux bouleversements de ces derniers mois dans la région.

Des combattants druzes célèbrent le départ des forces armées au pouvoir, à Souweïda (Syrie), le 17 juillet 2025. SHADI AL-DUBAISI / AFP

Quel est leur positionnement géopolitique ?

Les dignitaires druzes ont été parmi les précurseurs du nationalisme proche-oriental dès la chute de l'Empire ottoman. A la tête d'une insurrection menée de 1925 à 1927, le leader druze Sultan Pacha Al-Atrache, a été l'un des artisans de l'indépendance de la Syrie, obtenue en 1946, au terme du mandat français. Au Liban, Kamal Joumblatt, autre grande figure de la communauté, a joué un rôle-clé dans la politique nationale à partir des années 1950 et jusqu'à son assassinat, en 1977, commandité par les autorités syriennes pendant la guerre civile.

Depuis le renversement de Bachar Al-Assad, en décembre 2024, Israël multiplie les gestes d'ouverture envers les Druzes de Syrie, ce qui est diversement apprécié au sein de la communauté. Walid Joumblatt, qui a pris la relève de son père à la tête de la branche libanaise de la communauté, a exhorté les dignitaires druzes à rejeter l'*« ingérence israélienne »*.
Ces dignitaires ont, quant à eux, réaffirmé leur attachement à l'unité de Syrie, mais certains ont demandé une protection internationale après les violences du printemps. Le gouvernement israélien, qui reste extrêmement méfiant à l'égard des nouveaux maîtres de Damas, issus d'un djihadisme qu'ils disent avoir renié, les avait alors menacés s'ils osaient *« porter atteinte aux Druzes »*. L'armée israélienne est donc à nouveau passée à l'acte cette semaine en bombardant notamment le ministère de la défense et le siège de l'état-major syrien, à Damas.

Pourquoi Israël les défend-il ?

« Nous agissons pour empêcher le régime syrien de leur nuire et pour garantir la démilitarisation de la zone adjacente à notre frontière », affirment le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, et son ministre de la défense, Israel Katz, évoquant les Druzes de Syrie dans un communiqué commun diffusé mardi.

Dès le renversement de Bachar Al-Assad, l'armée israélienne a investi la zone démilitarisée qui séparait le Golan occupé du reste du territoire syrien et multiplie depuis les raids aériens en profondeur. *« Les Israéliens* (…) *vont essayer de garder le plus possible de positions sur le terrain. Ils veulent aussi peser sur la population syrienne en créant une sorte de protectorat sur la communauté druze et exiger qu'aucune armée syrienne ne puisse dépasser une certaine ligne au sud du pays »*, disait Bernard Haykel, professeur au département des études moyen-orientales de l'université américaine de Princeton, dans un entretien accordé au *Monde* au début du mois.

Après l'éclatement des dernières violences, beaucoup de chefs druzes du Golan souhaitaient le lancement d'une opération terrestre d'ampleur contre les nouvelles autorités syriennes et, pour faire pression sur l'Etat hébreu, certains membres de la communauté menaçaient de refuser de se porter volontaires pour accomplir leur service militaire. Ceux qui n'ont pas encore obtenu la nationalité israélienne sont par ailleurs perçus comme des électeurs en puissance du Likoud, le parti au pouvoir, qui se montre attentif à leurs demandes.

« Un dicton druze dit que la communauté est comme un plateau. Quand on frappe quelque part, tout le reste vibre. Chaque fois qu'il se passe des choses en Syrie, les populations druzes de Galilée et du Golan réagissent », souligne Isabelle Rivoal. *« Même si c'est une petite minorité qu'ils tiennent à distinguer des Arabes, les Israéliens, qui ont leur propre objectif consistant à repousser la frontière le plus loin possible, ont toujours intérêt à contenter les Druzes à travers ce qui se passe en Syrie »*, ajoute-t-elle.

The New York Times

July 18, 2025
Euan Ward

Who Are the Druse? The Religious Minority at the Center of Israel and Syria's Tensions

The Druse: An Insular Faith, Facing a Fractured Middle East

Spread across Syria, Lebanon and Israel, the secretive religious minority has long balanced integration and independence. Now, members are at the heart of the region's shifting power struggles.

Recent violence in Syria's southern province of Sweida has killed hundreds of people, shaken the country's fragile new leadership and drawn in neighboring Israel.

At the center of the crisis are the Druse — a secretive religious minority that has long carved out a precarious identity across Syria, Lebanon and Israel, preserving strict traditions while adapting to regional powers.

That balancing act, once key to their survival, is now under strain as upheaval in Syria and Israel's increasingly assertive regional posture leave the community newly exposed.

Closed to outsiders and often misunderstood, the Druse faith emerged in the 11th century as an offshoot of Ismailism, a branch of Shiite Islam. Though Druse share historical roots with Islam, they do not identify as Muslim. Their monotheistic religion blends elements of Greek philosophy, Hinduism and Neoplatonism, with sacred texts accessible only to a select few. That mysticism has long drawn both fascination and suspicion, and led some Muslim scholars over the centuries to brand them as heretics.

More than half of the roughly one million Druse worldwide live in Syria, making up about 3 percent of the country's population. Most of the rest are spread across Lebanon and Israel, as well as the Golan Heights, which Israel captured from Syria in the 1960s.

The Druse traditionally pledge loyalty to the state they reside in — a principle rooted in their religious doctrine, which prioritizes pragmatism and self-preservation over political confrontation. Although that stance has led Druse in Syria, Lebanon and Israel onto divergent political paths, a strong transnational bond endures: one of kinship, shared memory and mutual protection.

"The strange thing is that this community has survived until today in one of the most violent places in the world, but we have a philosophy, and I do believe that philosophy is what saved us," said Fadi Azzam, a Syrian Druse novelist and poet from Sweida who fled during the civil war.

Under Syria's former ruler, Bashar al-Assad, the Druse largely avoided open rebellion while also resisting deeper integration with the regime. Many served in the Syrian Army, but local militias maintained a degree of independence, often policing their own areas, including Sweida, the heartland of the Druse community.

That uneasy equilibrium has been tested in recent months as Syria's new government, led by President Ahmed al-Shara, has moved to rein in the complex web of armed groups left over from the civil war. But it reached a boiling point this week when deadly clashes erupted in Sweida between Druse fighters and Bedouin tribesmen. That soon pulled in government forces, who were dispatched to quell the violence but began clashing with Druse gunmen distrustful of Syria's new rulers.

More than 500 people have been killed amid the unrest, according to the Syrian Observatory for Human Rights, a war monitor based in Britain.

The crisis has also drawn in Israel, which has pledged to protect the group despite the wishes of many Syrian Druse.

In Israel, the violence prompted domestic unrest among members of the country's own small but influential Druse community, who held protests, blocked roads and in some cases forced their way into Syria. The Israeli military responded by striking the heart of Damascus, the Syrian capital, but for many Syrian Druse, those attacks have only deepened their isolation from the country's fledgling government.

"The Druse right now are between a rock and a hard place," said Reda Mansour, an Israeli Druse historian and professor at Reichman University in Herzliya, north of Tel Aviv.

For now, a fragile cease-fire appears to be holding. But the conflict has reopened deeper wounds and recalled persecution that stretches back centuries to the Ottoman Empire and the Arab nationalist regimes of the 20th century. In the 1950s, a brutal campaign by President Adib Shishakli of Syria left hundreds of Druse dead and their towns shelled. That trauma shaped a doctrine of self-reliance that still informs Druse militancy in Syria.

"If we were to classify Middle Eastern societies, there are farmers and the shepherds, and there are those who trade, and those who fight — the Druse are fighters," Mr. Azzam said. "This is part of the mystery about them."

Beyond Syria, the Druse have carved out roles in other countries: asserting influence in some places and pledging loyalty in others.

In Lebanon, where they make up about 5 percent of the population, powerful Druse families have long acted as power brokers, balancing alliances with Christian, Sunni and Shiite factions through wars and crises.

In Israel and the Israeli-controlled Golan Heights, where the Druse number around 145,000 in total, the community occupies a unique space.

Unlike other Arab minorities, Druse men are conscripted into the Israeli military, and many serve in high-ranking military or political positions. Despite that, Druse citizens have expressed frustration over unequal treatment and a 2018 law that undermined their standing as full citizens.

"The Druse formula has been that whatever country you are in, you have to be the most patriotic community to survive," said Mr. Mansour, a former Israeli ambassador.

That approach has served the Druse for centuries — but in Sweida, its limits have been laid bare.

On Thursday, many residents emerged after hunkering in their homes for days. They found a scene of carnage, with gutted shop fronts, rubble-strewed streets and still-smoldering tanks. Hundreds of miles away, Mr. Azzam was absorbing the loss of his aunt to the bloodshed and reckoning with what the future holds.

An earlier version of this article misstated the location of Reichman University. It is in Herzliya, not Tel Aviv.

Euan Ward is a Times reporter covering Lebanon and Syria. He is based in Beirut.

Le Monde

Hélène Sallon
18 juillet2025

Syrie : dans la ville druze de Souweïda, un cycle de vengeances

ReportageLes exactions contre les civils druzes mettant en cause des membres des forces gouvernementales se sont multipliées ces derniers jours dans la ville et ses environs, coupés de l'extérieur, entraînant des représailles contre les Bédouins.

SHADI AL-DUBAISI/ AFP

Des corps sont empilés, à même le sol, dans des chambres de l'hôpital national de Souweïda, dans le centre de la ville à majorité druze du Sud syrien. D'autres sont alignés dans les couloirs souillés de sang. L'authenticité des scènes qui apparaissent dans deux vidéos, filmées mercredi 16 juillet, a été confirmée au *Monde* par Kamal, un médecin druze de l'hôpital. Son prénom, comme celui de tous les témoins cités, a été modifié, par souci de sécurité. La ville, encerclée, est coupée de l'extérieur et inaccessible. Prise au milieu des combats qui ont opposé en ville, de mardi à jeudi, les forces gouvernementales, appuyées par des combattants tribaux, aux factions druzes, l'équipe médicale a dû opérer sans électricité, sans eau, et avec ce qu'il restait de fournitures médicales.

« La plupart des corps sont ceux de civils. Nous n'avions plus d'endroit où les mettre. Depuis, leur nombre a encore augmenté. Il y en a au moins 200, peut-être 300, dont au moins 21 femmes et 45 enfants », assure Kamal, joint au téléphone, jeudi soir. Ils ont été victimes de tirs d'artillerie, de tirs de snipers, et pour certains d'exécutions sommaires. Le médecin accuse les forces gouvernementales, qui ont pris le contrôle du quartier mercredi, d'avoir attaqué l'hôpital avant de se retirer de Souweïda à minuit. *« Elles ont mis deux tanks devant l'hôpital et ont commencé à nous bombarder jusqu'à ce qu'un tir de RPG détruise un tank »*, affirme le médecin.

« Tous ceux qui essayaient d'amener des blessés à l'hôpital étaient visés par les tanks et des snipers. Les soldats nous ont dit : "Si vous quittez la pièce, vous allez vous faire tirer dessus. Si vous cachez quiconque, on vous exécutera." Ils nous ont demandé si l'on était druzes ou musulmans », poursuit Kamal. Il affirme qu'un jeune homme qui aidait le personnel médical a été abattu parce qu'il tenait tête aux soldats. Deux médecins, Faten Hilal et Talaat Fawzi Amer, ont été tués par des snipers près de l'hôpital.

« Intention de tuer »

« Les violations perpétrées à Souweïda sont terrifiantes. C'est pire que ce que l'on a vu sur la côte », estime Aref, un ingénieur druze de Souweïda, en référence aux massacres de plus de 1 500 Alaouites, en mars, par des forces gouvernementales et des habitants sunnites. *«* [Les forces du gouvernement] *sont venues dans l'intention de tuer, pas seulement ceux qui ont pris les armes pour résister mais aussi les civils, surtout les jeunes hommes, des femmes et des enfants »*, poursuit l'ingénieur. Il dit avoir noté la présence de nombreux combattants étrangers, ouzbeks et ouïgours, intégrés à l'armée.

Dans le centre-ville, Aref a vu de nombreux corps gisant dans les rues. Après le retrait des forces gouvernementales dans le cadre d'un accord de cessez-le-feu entre le pouvoir de Damas et les notables druzes, les habitants de Souweïda découvrent l'ampleur des tueries. Ces derniers jours, ils étaient terrés chez eux, avec un réseau téléphonique aléatoire. La Commission d'enquête des Nations unies sur la Syrie s'est déclarée *« profondément alarmée »* par les violences à Souweïda, citant des rapports de résidents faisant état de *« meurtres, d'enlèvements, d'incendies de propriétés et de pillages, ainsi que d'une augmentation des incitations et des discours de haine en ligne et en personne »*.

L'Observatoire syrien des droits de l'homme a dénombré 594 morts. Parmi eux, se trouvent 300 Druzes de Souweïda, dont 154 civils, y compris 83 *« exécutés sommairement par des membres* [des forces relevant] *des ministères de la défense et de l'intérieur »*. Les affrontements et les frappes israéliennes ont également coûté la vie à 272 membres des forces gouvernementales et à 18 combattants bédouins sunnites, en plus de trois membres de tribus *« exécutés sommairement par des combattants druzes »*. Fadel Abdul Ghany, le directeur du Réseau syrien pour les droits de l'homme, qui a documenté à ce stade les noms de 254 victimes, fait état de cas d'exécutions par les deux parties, gouvernementale et druze.

« L'odeur du sang est partout »

Deux massacres perpétrés à Souweïda, l'un dans la salle de réception de la famille Radwan, qui a fait au moins 10 morts, et le second, d'une famille de 10 personnes, ont été authentifiés par le média local *Suwayda 24*. Plusieurs témoins contactés par *Le*

Monde signalent l'exécution de proches et de voisins, en plus de pillages, d'insultes – *« infidèles »*, *« porcs »* – et d'humiliations, comme des moustaches rasées. *« Les forces du gouvernement ont pris l'or des femmes et ont abattu certains des hommes sur leur pas-de-porte. C'est le cas de trois jeunes hommes de la famille Radwan, mes voisins. Les familles Sehnaoui et Mourad, d'autres voisins, ont perdu des femmes et des enfants. Beaucoup d'hommes sont portés disparus. L'odeur du sang est partout »*, témoigne Oda Morchet, une habitante druze de Souweïda, de 36 ans.

Dans le village de Sahwet Blatah, au sud de la ville, Aref affirme que les forces gouvernementales ont commis un massacre lors de leur retrait. *« On a répertorié 22 morts, dont deux femmes et trois enfants, pour la plupart exécutés. Parmi eux, se trouvent mon cousin, Wafaa, un quinquagénaire, et son fils de 21 ans*, raconte l'ingénieur. *Certaines unités de la sûreté générale se comportaient bien, mais l'horreur est venue de tous les autres* [forces gouvernementales et combattants bédouins]. »

Le président de transition, Ahmed Al-Charaa, a condamné, mercredi, ces exactions et promis d'en punir les auteurs. L'annonce de la mise sur pied d'une mission d'enquête gouvernementale est cependant accueillie avec scepticisme alors que le rapport sur les massacres contre la minorité alaouite, attendu mi-juillet, n'a toujours pas été dévoilé. Les tueries de Souweïda ont renforcé la défiance de la communauté druze envers le nouveau pouvoir de Damas. *« La rupture est désormais consommée avec les Druzes. Personne ne veut de cette armée de salafistes animée par un esprit de vengeance, qui détruit l'identité syrienne »*, dénonce le militant des droits de l'homme franco-syrien druze Firas Kontar. L'un de ses cousins et plusieurs habitants de son village natal, Dama, au sud-ouest de Souweïda, ont été tués.

Représailles des miliciens druzes

Le redéploiement des factions druzes à Souweïda et dans les villages alentour, jeudi, après le départ des forces gouvernementales, s'est également accompagné d'exactions. Les médias syriens rapportent des représailles des miliciens druzes contre des membres de la communauté bédouine, notamment à Al-Maqous, où les affrontements avaient débuté, dimanche.

Montées à bord de camionnettes chargées de matelas et d'effets personnels, des familles en fuite arrivaient, jeudi, au dernier barrage tenu par les forces gouvernementales à l'entrée ouest de Souweïda, à Al-Dor. *« On vient d'apprendre que certains de nos proches sont morts à Umm Al-Walid. On n'en sait pas plus. Il n'y a pas de réseau. On part, car on vit à la frontière entre Druzes et Bédouins. On a peur des représailles des Druzes qui ont perdu beaucoup de leurs proches et de leurs biens »*, témoigne Mohamed Al-Ahmed, un ouvrier de 29 ans, originaire d'Alep.

Abou Seif, un combattant bédouin de 28 ans intégré à l'armée depuis quatre mois, montre les vidéos qui tournent sur les réseaux sociaux. L'une d'elles, filmée dans le quartier d'Al-Maqous, jeudi matin, montre une femme et un enfant tués par balles. *« On a laissé le contrôle d'Al-Maqous aux Bédouins en partant. La plupart ont fui, mais certains sont pris au piège*, affirme-t-il. *La décision du président Al-Charaa de retirer les troupes nous met en danger. Le gouvernement nous a livrés à nous-mêmes. »* La présidence syrienne a accusé les factions druzes d'exercer des *« violences horribles »* contre les civils.

En fin d'après-midi, jeudi, des combattants bédouins ont lancé une contre-offensive contre les factions druzes de Souweïda, disant vouloir libérer les Bédouins qu'ils détiennent. En vase clos, Souweïda est de nouveau livrée aux vengeances entre Druzes et Bédouins.

Le Monde **18 juillet 2025**

Syrie : la dangereuse stratégie israélienne

Benyamin Nétanyahou semble faire le calcul que maintenir dans l'instabilité les pays avec lesquels Israël n'a pas conclu de traité de paix, voire les humilier, est une garantie pour sa sécurité. Ce pari est particulièrement hasardeux

La délicate transition syrienne est devenue encore plus incertaine à la suite de bombardements israéliens à Damas, le 16 juillet. Ils constituent, faut-il le rappeler, des violations inacceptables du droit international et de la fragile souveraineté syrienne. L'Etat hébreu a justifié ses opérations en se posant en protecteur de la communauté druze, présente au Liban, sur le plateau syrien du Golan annexé unilatéralement par Israël et en Syrie.

Ces bombardements israéliens, dont la justification constitue un hommage aux colonisateurs du passé prompts à jouer la carte communautaire pour leurs propres intérêts, ont fait suite à des affrontements meurtriers. Ceux-ci opposaient les miliciens de cette communauté à des hommes en armes appartenant à des tribus bédouines, soutenues par des forces du nouveau pouvoir. Les combats se sont déroulés au sud de Damas, notamment à Souweïda, une ville à majorité druze.

Il était inévitable qu'après un demi-siècle de dictature, la chute de la dynastie Al-Assad et l'arrivée d'un nouveau pouvoir issu du djihadisme, le 8 décembre 2024, rouvriraient de vieilles plaies en Syrie. En dépit des discours du nouvel homme fort de Damas, Ahmed Al-Charaa, dans lesquels il assure vouloir associer aux nouvelles institutions qui se mettent en place l'ensemble de la complexe mosaïque confessionnelle syrienne, les vengeances et règlements de comptes se sont succédé depuis plus de six mois. La

communauté alaouite, liée, souvent malgré elle, aux horreurs du régime déchu, en a d'ailleurs été la première victime.

« Remodelage » du Moyen-Orient

Instrumentalisés par Israël, les affrontements mettant aux prises Druzes et forces gouvernementales syriennes sont inquiétants. Ils s'ajoutent à une liste déjà longue d'interventions israéliennes en Syrie, engagées dès la fuite de Bachar Al-Assad.

Profitant de la situation, l'Etat hébreu a en effet systématiquement détruit ce qui restait des infrastructures de défense d'un pays en ruine après une décennie de guerre civile. Violant ses propres engagements, il a également pris position dans la zone tampon créée après la conquête du Golan syrien, et entend réduire encore plus l'accès des forces syriennes à leur propre territoire. Israël n'a pas caché non plus son mécontentement après la décision du président des Etats-Unis, Donald Trump, de lever les sanctions américaines qui rendaient impossible une reconstruction de la Syrie.
Un tel comportement nourrit les interrogations à propos du « remodelage » du Moyen-Orient revendiqué par le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, fort d'une hégémonie militaire que les bombardements contre l'Iran, du 13 au 23 juin, ont mis en évidence de manière spectaculaire. Alors que le ministre d'extrême droite Bezalel Smotrich plaide ouvertement pour un *« démantèlement »* de la Syrie, Benyamin Nétanyahou semble faire le calcul que maintenir dans l'instabilité les pays avec lesquels Israël n'a pas conclu de traité de paix, voire les humilier, est une garantie pour sa sécurité.

Ce pari est particulièrement hasardeux. Pour une région désespérément en quête d'apaisement autant que pour l'Etat hébreu lui-même. On ne peut que regretter, compte tenu des enjeux, que les Etats-Unis se refusent à user efficacement de leur influence sur Benyamin Nétanyahou pour lui signifier les limites à ne pas dépasser.

Challenges

18 juillet 2025

Appels au cessez-le-feu, violences intercommunautaires : le point sur la situation en Syrie

Au septième jour des combats intercommunautaires en Syrie, la situation reste confuse dans le pays ce samedi 19 juillet. Le pouvoir syrien a proclamé un cessez-le-feu. Les Etats-Unis appellent aussi à déposer les armes.

Au septième jour des combats intercommunautaires en Syrie, la situation reste confuse dans le pays ce samedi 19 juillet. Le pouvoir syrien a proclamé un cessez-le-feu. Les Etats-Unis appellent aussi à déposer les armes.

La Syrie va-t-elle rebasculer dans un long cycle de violences ? Des combats ont opposé samedi 19 juillet des tribus et bédouins sunnites aux combattants druzes dans la ville méridionale syrienne de Soueida malgré les appels au cessez-le-feu, au septième jour de violences intercommunautaires ayant fait 940 morts selon une ONG.

Syrie-Liban : après des années de tensions, l'heure du rapprochement

Le pouvoir syrien a annoncé plus tôt dans la journée le début du déploiement de ses forces dans la province à majorité druze de Soueida et appelé « toutes les parties à respecter » le cessez-le-feu qu'il a proclamé. Les Etats-Unis ont eux aussi annoncé vendredi 18 juillet au soir un accord de cessez-le-feu entre la Syrie et Israël, en appelant « les Druzes, les Bédouins et les sunnites à déposer les armes ».

L'Union européenne a salué le cessez-le-feu annoncé entre Israël et la Syrie, demandant la protection de tous les civils. «Le moment est maintenant au dialogue et à la recherche d'une transition véritablement inclusive. Les autorités de transition en Syrie, avec les autorités locales, ont la responsabilité de protéger tous les Syriens sans distinction», a déclaré le service diplomatique de l'Union européenne dans un communiqué.

Rôle d'Israël

Les affrontements entre tribus et bédouins sunnites d'une part et des combattants de la minorité druze de l'autre ont toutefois continué dans l'ouest de la ville de Soueida et à ses abords. Ahmed al-Chareh, président intérimaire arrivé au pouvoir après avoir renversé le président Bachar al-Assad en décembre, a réaffirmé son engagement à protéger les minorités et souligné « le rôle important joué par les Etats-Unis, qui ont confirmé leur soutien à la Syrie ».
Son ministère de l'Intérieur a annoncé dans le même temps « le début du déploiement des forces de la sécurité dans la province de Soueida (…) dans le but de protéger les civils et de mettre un terme au chaos ». Israël, qui affirme vouloir défendre les Druzes, une minorité ésotérique issue d'une branche de l'islam, était jusque-là opposé à la présence de telles forces dans cette région.

Près de 80 000 personnes déplacées

Le pouvoir syrien, disant vouloir rétablir l'ordre, avait déjà déployé ses forces mardi à Soueida, jusque-là contrôlée par des combattants druzes, avant de les retirer sous la pression et la menace militaire d'Israël. Ce pays avait bombardé plusieurs cibles du pouvoir à Damas et menacé d'intensifier ses frappes si Damas ne retirait pas ses forces de

Soueida. Ahmed al-Chareh, en annonçant le retrait, avait dit sa volonté d'éviter une « guerre ouverte » avec Israël. L'Observatoire syrien des droits de l'homme, des témoins et des groupes druzes avaient accusé les forces gouvernementales déployées à Soueida d'avoir combattu au côté des Bédouins et commis des exactions.

Les Syriens font preuve d'un optimisme étonnant pour l'avenir de leur pays

Les violences ont fait 940 morts depuis le 13 juillet dans la province de Soueida, dont 588 Druzes -326 combattants et 262 civils- et 312 membres des forces gouvernementales et 21 Bédouins sunnites, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme. Près de 80 000 personnes ont été déplacées d'après l'Organisation internationale pour les migrations.

Régime fragilisé

Ces nouvelles violences intercommunautaires fragilisent encore plus le pouvoir d'Ahmed al-Chareh dans un pays meurtri par près de 14 ans de guerre civile. Des affrontements avaient opposé en avril des combattants druzes aux forces de sécurité dans les zones druzes proches de Damas et à Soueida, faisant plus de 100 morts.

En mars, des massacres avaient fait plus de 1 700 morts, essentiellement des membres de la communauté alaouite dont est issu Bachar al-Assad, après des affrontements forces de sécurité et des hommes fidèles au président déchu dans l'ouest du pays, selon un bilan de l'OSDH. Présente principalement à Soueida, la communauté druze de Syrie comptait avant la guerre civile quelque 700 000 personnes. Cette minorité est aussi implantée au Liban et en Israël.

The New York Times **July 18, 2025**

New Assessment Finds Site at Focus of U.S. Strikes in Iran Badly Damaged

A clearer picture begins to emerge of what the Israeli and U.S. attacks on Iran's nuclear sites achieved.

Iran's deeply buried nuclear enrichment plant at Fordo was badly damaged, and potentially destroyed, by the 12 massive bombs that U.S. Air Force B-2 bombers dropped on it last month, according to a new American intelligence assessment.

Two other nuclear sites targeted in the U.S. attacks were not as badly damaged, but facilities at the sites that would be key to fabricating a nuclear weapon were destroyed and could take years to rebuild, U.S. officials said.

A senior Israeli official said last week that the strikes most likely did not eliminate the stockpile of near-bomb-grade fuel that could be used to produce upward of 10 nuclear weapons. But without the facilities to manufacture a weapon, U.S. officials insist, the fuel would be of little use even if the Iranians can dig it out of the rubble.

The new assessment helps create a clearer picture of what the combined Israeli and U.S. strikes on Iran achieved. The bombings deeply damaged Fordo — considered by the Iranians to be their best-protected and most advanced nuclear enrichment site — probably crippling Iran's ability to make nuclear fuel for years to come.

A satellite image of the Iranian nuclear facility at Fordo after the U.S. attacks last month.Maxar Technologies, via Reuters

Iran most likely still has a stockpile of uranium enriched to 60 percent purity, which is just below the level that is usually used in nuclear weapons, U.S. and Israeli officials say. But the officials believe it is buried under rubble, and Israeli officials believe that only the stockpile at Iran's nuclear laboratory at Isfahan is accessible despite the strikes on it.

The crucial question of how long the American strikes have set back either the overall Iranian nuclear program or Iran's ability to use its existing uranium to make a crude bomb continues to be debated within the U.S. government.

Le Monde

Claire Gatinois, Ghazal Golshiri
19 juillet 2025

Les otages français en Iran à la merci des marchandages du régime

Affaibli par la guerre avec Israël entre le 13 et le 25 juin, le régime s'est durci à l'égard des étrangers, compliquant le sort des Français détenus par les autorités iraniennes, notamment celui de Cécile Kohler et de Jacques Paris, incarcérés depuis trois ans.

Il est près de midi, à Téhéran, le 23 juin, quand Cécile Kohler entend une première détonation. Retentit le bruit d'une deuxième puis d'une troisième. Les murs de la minuscule cellule de la prison d'Evin, où la professeure de lettres vit enfermée depuis trois ans, tremblent. A quelques mètres, dans le département des hommes, Jacques Paris, son compagnon de 72 ans arrêté comme elle en mai 2022, s'affole du sort de ses codétenus blessés par des éclats d'obus et de verre.

Un rassemblement de soutien aux otages français Olivier Grondeau (libéré depuis en mars), Cécile Kohler et Jacques Paris, détenus en Iran, à Paris, le 1er février 2025. SEBASTIEN DUPUY / AFP

Puis c'est la cohue, l'affolement. Les geôliers regroupent les prisonniers politiques de la section 209, les attachent deux par deux et orchestrent leur transfert vers le centre pénitentiaire de Téhéran-Bozorg, dans le sud de la capitale, alors que les bombes israéliennes continuent de tomber sur la ville. *« J'ai cru mourir »*, racontera Cécile Kohler au chargé d'affaires de l'ambassade de France en Iran lors d'une visite consulaire accordée une semaine plus tard, le 1er juillet. Depuis les frappes israéliennes, leur lieu réel de détention est inconnu.

Terrorisée par ces frappes, la femme de 40 ans ne dort plus ou si peu. *« Chaque nuit, elle entend des détonations »*, raconte sa sœur, Noémie Kohler, jointe par téléphone. Bruits fantômes ou tirs réels ? Sa famille vit dans l'angoisse et le brouillard. Après trois ans de détention, Cécile Kohler et Jacques Paris ont été inculpés fin juin par un tribunal révolutionnaire d' *« espionnage pour le compte du Mossad* [services secrets israéliens] *»*, de *« complot en vue de renverser le pouvoir »* et *« de corruption sur terre »*.

Des accusations passibles de la peine de mort. La libération ? *« On n'y croit plus »*, soupire Noémie Kohler. A ce couple d'otages s'ajoute désormais Lennart Monterlos, un cycliste franco-allemand de 18 ans, arrêté *« pour un délit »,* a admis le ministre des affaires étrangères iranien, Abbas Araghtchi, dans un entretien au *Monde*, le 10 juillet, sans donner plus de précisions. Selon nos informations, la France compte un quatrième ressortissant récemment arrêté en Iran, sur lequel ni le régime ni les autorités françaises ne livrent de détails.

Ces arrestations sont *« un moyen bon marché pour l'Iran d'avoir prise sur un pays tiers »*, décrit un diplomate. Mais cette forme de chantage n'est *« pas assumée »* par le régime, soucieux de son image, constate-t-on au Quai d'Orsay. Après avoir agi par procuration, usant d'intermédiaires comme le Hezbollah libanais pour kidnapper dans les années 1980 des ressortissants français, Téhéran maquille aujourd'hui son marchandage en arrestations reposant sur des motifs flottants. D'abord accusés d'être des espions de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), Cécile Kohler et Jacques Paris sont

maintenant présentés comme des agents du Mossad.

« Confrontation d'Etat à Etat »

Le changement de méthode de l'Iran a modifié en miroir la façon de gérer les crises par le Quai d'Orsay. Fini les émissaires de l'ombre traitant avec les ravisseurs. *« Maintenant, c'est une confrontation d'Etat à Etat »,* décrit-on au Quai d'Orsay. Officiellement, la France se refuse à entrer dans une logique transactionnelle avec l'Iran. Officieusement, des fonds peuvent être débloqués et des prisonniers échangés. *« Suivant une logique cynique, les étrangers sont arrêtés pour être échangés contre des gens du régime en détention à l'étranger »*, admet un connaisseur du dossier en France.

Le 2 décembre 2010, *Le Monde* révélait, après avoir consulté des documents américains obtenus par WikiLeaks, les dessous de la libération de la jeune universitaire Clotilde Reiss, rentrée en France en mai de cette année-là. Lors d'un entretien avec une diplomate américaine, le conseiller de l'Elysée pour les affaires stratégiques, François Richier, expliquait que sa sortie de prison *« nécessiterait le versement aux Iraniens d'une forte somme d'argent »* (230 000 euros de caution). Le 28 août 2009, l'ingénieur iranien Majid Kakavand, dont les Etats-Unis réclamaient l'extradition pour un trafic illégal de matériel électronique sensible vers l'Iran, était remis en liberté à Paris.

C'est par un travail quotidien, que les diplomates et la cellule de crise et de soutien du Quai d'Orsay tentent de dénouer l'écheveau de ces affaires. Depuis 2023, Bernard Phelan, Benjamin Brière, Louis Arnaud, Olivier Grondeau ont successivement été libérés. Mais souvent la rationalité de ces dossiers échappe aux diplomates. *« L'Iran, ça reste une boîte noire. Dans la négociation que j'ai menée en 2003 sur le nucléaire, j'ai toujours mesuré à quel point on ne tire pas de fil avec l'Iran. Il y a des gestes, des attentions et à un moment donné, il se passe quelque chose. Mais rien de lisible. Jamais »*, atteste l'ancien ministre des affaires étrangères Dominique de Villepin.

Longtemps la France a pensé qu'il était préférable de négocier à l'abri du bruit médiatique. Mais en janvier, virement de bord. Paris dénonce haut et fort l'attitude de l'Iran, espérant toucher un point sensible du régime : sa réputation. Emmanuel Macron et le ministre des affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, emploient à dessein le terme d'*« otages d'Etat »*, expression sans qualification juridique que la France n'use pour nul autre pays. *« On a basculé de la discrétion au mégaphone »*, résume un diplomate français.

« Une guerre de mouvement »

Ultime levier pour arracher la libération de Cécile Kohler et Jacques Paris ? *« Avec eux, on n'y arrive pas »,* s'est confié il y a quelques semaines un diplomate. Décrits par le régime iranien comme des syndicalistes venus soutenir les enseignants iraniens qui manifestaient, Cécile Kohler et Jacques Paris sont utilisés par le pouvoir pour laisser entendre que la grogne de mai 2022 dans le pays était ourdie par l'étranger. Des accusations rejetées sans relâche par leurs proches.

La guerre dite *« des douze jours »* avec Israël, entre le 13 et le 25 juin, complique leur sort. Affaibli, le régime s'est durci à l'égard des étrangers. Le 23 juin, le Parlement iranien a adopté une loi criminalisant un large éventail d'activités, comme le fait d'envoyer des photos aux médias étrangers, les qualifiant d'espionnage au compte *« des pays ennemis »*, avec en tête de liste, Israël. Cette législation permet de poursuivre rétroactivement des individus. Dans différentes provinces comme le Hormozgan, Kermanshah et Kohkiluyeh ou Buyer Ahmar, les gardiens de la révolution ont, ces dernières semaines, annoncé l'arrestation de plusieurs *« Européens »* pour ce motif d'espionnage sans dévoiler leur nom ni préciser leur nationalité. Au total, l'Iran détiendrait aujourd'hui une vingtaine de ressortissants étrangers.

Dans un tel contexte peut-on imaginer que le couple français puisse être échangé contre Mahdieh E., l'Iranienne mise en examen le 12 avril pour apologie du terrorisme et détenue à la prison de Fresnes (Val-de-Marne) depuis début mars ? « *Les négociations des otages, c'est une guerre de mouvement, qui s'ajuste à l'environnement que l'on a »*, résume un diplomate.

Paris va jusqu'à lier le sort de Cécile Kohler et Jacques Paris aux négociations sur le nucléaire iranien. La décision d'une éventuelle reprise des sanctions internationales *« sera conditionnée »* à leur libération s'est avancé, le 3 juillet, Jean-Noël Barrot, alors que la France avec le Royaume-Uni et l'Allemagne (le groupe dit du « E3 ») pourraient activer, fin août, le mécanisme de sanctions du *« snapback »*, si aucun nouvel accord n'est trouvé sur l'encadrement du programme nucléaire iranien.

Dans la coulisse, Paris essaie en parallèle d'activer ses relais dans la région, notamment avec le sultanat d'Oman et le Qatar, intermédiaires à même de dialoguer avec les gardiens de la révolution, principaux décisionnaires pour le sort des otages. *« Toutes les options sont sur la table. L'enjeu c'est d'arriver à approcher l'entourage du Guide* [suprême, Ali Khamenei, la plus haute autorité du pays] », confie un diplomate.

The New York Times July 19, 2025

They Vanished in Syria's Long Occupation of Lebanon. Now Their Families Want Answers.

Thousands went missing during Syria's decades-long intervention in Lebanon. Months after the fall of the Syrian regime, families are still clinging to hope.

Hoda al-Ali searched for her son for 34 years, until the day she drew her final breath.

In 1986, when he was 18, he was arrested at a checkpoint by Syrian troops occupying Lebanon. A single mother of 10, Ms. al-Ali would scrape together what little she earned as a seamstress and travel every few months into neighboring Syria to scour its prisons. When her legs grew frail, her children took over, chasing the same bread-crumbs, never finding answers.

Then, in December, a video emerged.

President Bashar al-Assad of Syria had just been toppled by a lightning rebel offensive. In the chaos, a news crew filming outside a Syrian prison captured the image of an older man, disheveled and dazed, emerging from its gates. The family froze. They were sure it was the missing son, Ali, and their story quickly made headlines.

But days passed. Then weeks. Ali never returned. Hope faded. Lebanese officials offered no answers. Journalists stopped calling.

Months later, the search grinds on.

"We need to continue my mother's mission," said Ali's brother Moammar, clutching an old photograph of him in the family's home in northern Lebanon. "We still have hope he is alive."

Amer al-Ali showing a picture of his brother Ali Hassan al-Ali, who was arrested by Syrian troops in Lebanon in 1986, and has not been heard from since. Omar Ibrahim/Reuters

After the collapse of the Assad government, prison doors across the country flew open, and Syrians flooded in to search for traces of their friends and loved ones who had disappeared in untold numbers under the brutal regime. In Lebanon, however, many could only watch and wait.

Thousands of Lebanese had gone missing during Syria's decades-long occupation of their country, which lasted from 1976 to 2005, and many were believed to be imprisoned in Syria. For years, the tentacles of Mr. al-Assad's security state extended well beyond Syria's borders, ensnaring not only political opponents, but also ordinary civilians caught up in its machinery of suspicion. Dissidents, laborers, businessmen — anyone could vanish.

The disappearances became a hallmark of Syria's rule, sometimes aided by pro-Syrian Lebanese factions, with men and women taken from their homes or snatched off streets. Behind the checkpoints, Damascus' secret police, known as the mukhabarat, ran detention sites across Lebanon — Beirut's luxury Beau Rivage Hotel became shorthand for torture — and routinely transported suspects across the border to prisons like Sednaya.

When Mr. al-Assad was toppled, Lebanese officials estimated that more than 700 of their citizens were still imprisoned in Syria, but some advocacy groups say there are far more unaccounted for. So far, only nine have returned, many after languishing in prison for decades.

Among them was Suheil Hamawi, who was taken from his home more than three decades ago.

Standing on his balcony overlooking the Mediterranean, Mr. Hamawi, 61, took a drag from his cigarette and gazed at the crystal clear waters below. It was a lot to take in: He had not seen the sea in 33 years.

"These scenes — you can only repeat them in your mind, and in your dreams," Mr. Hamawi said. "I feel like I can breathe again."

A member of a Lebanese Christian political party opposed to the Syrian occupation, Mr. Hamawi was abducted from his family home in 1992 by Syrian intelligence officers and taken across the border. His capture was so abrupt that for the first 17 years, his wife believed he had simply vanished. His son, Georges, was only 10 months old at the time. When Mr. Hamawi returned home, Georges was 33 and had a son of his own.

Mr. Hamawi spent the days and weeks after his release sipping cups of cardamom-infused coffee and video-calling relatives, many of their faces now unrecognizable to him.

"Do you remember my children?" said a cousin over the phone, sitting alongside her adult daughter.

"When I left her, she was so small," Mr. Hamawi said in disbelief.

Former Lebanese prisoners interviewed by The New York Times described brutal treatment and torture, which they said was often more severe on account of their nationality.

Families of those missing said they had received no help from the Lebanese authorities while Mr. al-Assad was in power, and had often been forced to spend thousands of dollars on bribes to Syrian security forces to get a sign of life from their relatives or win their release.

Bounced around the Assad regime's network of prisons, Mr. Hamawi was first detained in Palestine Branch in Damascus, and later in the no-

torious Sednaya. He spent the first five years in solitary confinement in a cell about 30 inches wide and six and a half feet high. He described it as “a tomb with a door.”

“There was no light at all,” he said. “We used to recognize day from night by the sound of birds, or from the type of food they used to give us.”

In Sednaya, Mr. Hamawi grew close with his cellmates. They had been stripped of their names and given numbers — his was 55 — but that did not stop them from forging quiet bonds.

Most did not live to see the fall of the Assad regime, he said.

Family members looking for any signs of missing relatives in the Sednaya prison on the outskirts of Damascus, Syria, in December.Daniel Berehulak/The New York Times

One Syrian friend, a journalist, disappeared after being told by guards that he had a visitor, only for Mr. Hamawi to find out 10 years later that he had been executed. Another close friend, Fahed, a fellow Lebanese, refused treatment after becoming seriously ill, preferring to die than endure another day.

“He was stronger than me,” Mr. Hamawi said. “He accepted death, and I couldn’t.”

In recent months, Syria’s new rulers established a commission to investigate the fates of those who disappeared as part of a broader push for transitional justice.

In Lebanon, where Syria’s shadow still looms, families of the missing have been fighting a parallel battle for decades, pressing for accountability and answers.

But the Assad regime wielded outsize influence over Lebanon, refusing to shed light on the fate of the vanished, and Lebanese officials were often unable — or unwilling — to press the issue.

For Abir Abou Zeki, whose father was among the disappeared, it has been a lifelong fight.

It was June 12, 1987, when her father, Khalil, walked into her bedroom in a home just south of Beirut and planted a soft kiss on her cheek for the last time.

The family of five was set to begin new lives in Germany. Their passports were ready. So were their plane tickets. But Khalil had to make one last business trip into Syria to collect spare truck parts for the company he worked for.

When days went by and he did not return in time for their flight, panic set in. They eventually learned he had been arrested because he had a coffee tin containing American dollars, a criminal offense under the Assad regime.
Then he disappeared.
In the months that followed, their family fell apart. Ms. Abou Zeki’s mother, Dalal, walked out, unable to cope with the stress of raising three children alone.

Their dreams of a new life had been shattered almost overnight.

For years, members of Lebanon’s Druze community, a close-knit religious minority to which the family belongs, rallied around the family. Relatives and local officials made repeated appeals to the Syrian authorities.
“The only answer was: ‘Yes, he is in our prisons. Consider him ours and don’t ask about him anymore,’” Ms. Abou Zeki said.

Years later, the message hardened: “Consider him dead,” she recalled.

When Mr. al-Assad was toppled in December, Ms. Abou Zeki, like so many others, allowed herself a flicker of hope — though it came tangled with guilt and fear.

“I think it’s selfish of me to say that I want him to be alive after all that torture,” she said. “But we suffered a lot. We used to feel guilty if we were eating or drinking — because he wasn’t able to. We felt warm while he was cold.”

“I think it’s easier to know that he died,” she said quietly.
Others are hoping wholeheartedly.

In the Ali family’s crumbling home in northern Lebanon, Moammar clutched the portrait of his brother Ali, taken when he was still a young man. As their mother once did, he was saving up for a trip across the border, hoping to find answers.

From the window, Syria was visible in the distance. Somewhere out there, they still believed, Ali is alive, waiting to be found.

“A mother’s feeling is never wrong,” Moammar said.

Le Monde

Claire Gatinois
20 juillet 2025

Quand la France promettait de l'uranium enrichi à l'Iran : aux origines d'un pacte nucléaire maudit

RécitEntre Téhéran et les pays occidentaux, les tensions autour du nucléaire sont anciennes. En France, le divorce commence par la promesse non tenue de l'European Gaseous Diffusion Uranium Enrichissement Consortium, qui fait écho à l'histoire tragique des années 1980.

James Andanson / Sygma via Getty Images

Vêtu de noir et silencieux, l'ayatollah Ali Khamenei a, en ce début juillet, l'allure d'un homme usé. Le vieillard de 86 ans n'apparaît plus que par bribes dans les vidéos de propagande du régime iranien. Traqué, il répète qu'il ne craint pas la mort, s'en remet à Dieu, mais vit sous terre. Reclus et paranoïaque, le Guide suprême est devenu le reflet du régime théocratique qu'il incarne. Voilà à quoi aura conduit le rêve nucléaire entretenu pendant des décennies par l'Iran pour rivaliser avec les grandes puissances. Tant de morts et de milliards engloutis pour en arriver là.

Donald Trump vient d'infliger *« une raclée »* à l'Iran, comme il l'a écrit sur son réseau social Truth Social, le 27 juin. Le terme, humiliant à dessein, signe le triomphe de la force de l'Occident sur le régime suspecté de s'être approché un peu trop près de la bombe atomique. Pour Washington, le précaire cessez-le-feu proclamé le 24 juin pour mettre fin à la *« guerre des douze jours »* doit faire plier le régime. L'obliger à reprendre les négociations afin d'encadrer strictement son programme nucléaire.

C'est oublier un peu vite l'amertume de Téhéran. Les Iraniens sont des grands brûlés de la parole occidentale. Les dignitaires du régime se rappellent qu'en 2018, les Etats-Unis se sont retirés de l'accord de Vienne, arraché en 2015 au terme de plus de dix ans de palabres. Mais il y a autre chose. Un souvenir plus lointain, relié à la France : Eurodif, pour European Gaseous Diffusion Uranium Enrichissement Consortium. Un sigle qui a les accents des grandes conquêtes énergético-industrielles des années 1970. *« Eurodif, c'est une ombre, une guerre de basse intensité entre la France et l'Iran »*, résume l'écrivain Frédéric Paulin, qui a pris ce contrat comme toile de fond de ses romans sur le Proche-Orient.

Eurodif est l'histoire d'une promesse non honorée qui plane comme un fantôme au-dessus du Quai d'Orsay et ne cesse d'empoisonner les relations entre Paris et Téhéran depuis plus de quarante ans. L'évoquer devant les diplomates français, c'est convoquer l'histoire tragique des années 1980, les attentats terroristes, les prises d'otages et les opaques tractations politico-financières. Il explique la raideur du Quai d'Orsay envers l'Iran. Son intransigeance. *« Un invariant de la politique étrangère française depuis 1979 »*, résume un diplomate.

« Les Iraniens gardent en mémoire ce contentieux. Quand on parle avec eux d'un éventuel consortium [pour livrer au régime de l'uranium faiblement enrichi destiné à un usage civil], *ils nous disent : "Qu'est-ce qui nous prouve que quand on investit de l'argent, on aura la matière ?" »*, soupire un diplomate.

Un prêt de 1 milliard de dollars

L'affaire démarre il y a cinquante et un ans. Ce 25 juin 1974, un parfum de victoire flotte sur la France : Paris vient de signer avec Téhéran une kyrielle de contrats pour *« des sommes fabuleuses »*, applaudit le ministre de l'économie, Jean-Pierre Fourcade, cité par *Le Monde*. Mohammad Reza Pahlavi, chah d'Iran, et l'impératrice Farah ont été fastueusement reçus dans la galerie des Glaces du château de Versailles par Valéry Giscard d'Estaing, tout juste élu à la présidence de la République. Membre de la dynastie qui règne sur le pays depuis 1925, Mohammad Reza est à la tête d'un Etat qui torture et embastille les opposants à la prison d'Evin, à Téhéran, mais il est à l'époque jugé tout à fait respectable.

L'Iran est gorgé de pétrodollars. Et le pays vient d'accorder un prêt d'un milliard de dollars (1,1 milliard d'euros) à la France pour prendre part au consortium d'investisseurs afin de mettre sur pied Eurodif, l'usine de production d'uranium enrichi au Tricastin, dans la Drôme. Cette somme fait de l'Iran un actionnaire-clé de ce projet pharaonique, ouvrant droit à la livraison de 10 % de l'uranium enrichi qui y sera produit.

Quelques mois après le premier choc pétrolier, alors que l'inflation est au plus haut, la France voit dans le nucléaire un antidote miraculeux à la crise. L'usine du Tricastin, lan-

cée sous l'ère Pompidou, doit produire de l'uranium enrichi dans des quantités étourdissantes. Mais, pour l'heure, c'est un gouffre financier qui nécessite la participation de divers pays partenaires, comme la Belgique ou l'Espagne. La technologie employée, celle de la diffusion gazeuse, est jugée sans avenir par la concurrence, alors que se développe déjà la centrifugation, plus prometteuse. Peu importe. En attirant l'Iran dans ses filets, la France pense gagner la course de vitesse.

« L'atmosphère des négociations a été excellente », observe, dans un télégramme diplomatique, daté du 27 juillet 1974, Pierre Bitard, chargé d'affaires de la France en Iran, lorsque le contrat définitif est signé à Téhéran. L'*« accord a été conclu en moins de quarante-huit heures, alors que les Britanniques ont dû discuter d'une manière difficile pendant trois semaines pour arriver aux mêmes fins »*, se félicite-t-il. Les liens sont si forts que la France est prête à partager son savoir. Dès le 8 février 1974, un protocole d'accord avait été signé avec Téhéran, prévoyant de former des scientifiques iraniens à la fission de l'atome.
« L'Iran, qui projette d'installer 23 000 mégawatts d'origine nucléaire sur son sol d'ici à 1995, ne paraît pas vouloir en rester là. Il désire être associé aux études qu'Eurodif va mener, en 1975. L'Organisation de l'énergie atomique iranienne a aussi demandé à être associée au CEA [Commissariat à l'énergie atomique] *pour la prospection de l'uranium en Iran et dans des pays tiers »*, constate *Le Monde* du 4 janvier 1975.

La bombe nucléaire

L'Iran a des ambitions nucléaires. Jusqu'où ? Akbar Etemad, président de l'Organisation de l'énergie atomique d'Iran de 1974 à 1978, racontera face caméra, dans un documentaire de France 2, diffusé le 8 octobre 2017, avoir questionné le chah. *« Est-ce que l'option militaire peut être envisagée ? Il m'a dit : "Pourquoi pas." J'ai compris que ma mission était de faire développer toutes les technologies pour qu'on soit prêt pour livrer la bombe nucléaire »*, affirme le scientifique.

A l'époque, le chah dément la moindre velléité d'acquérir la bombe A. *« Je crois que cette course aux armements nucléaires est ridicule. Que veut-on en faire ? S'en servir contre les grandes puissances ? On ne pourra jamais avoir la parité. Nous en servir pour nous entre-tuer ? »*, confie-t-il au *Monde* dans un entretien daté du 25 juin 1974. La France fait mine de le croire sur parole. Mais l'euphorie ne dure guère. Eurodif n'a pas encore produit d'uranium que la révolte gronde à Téhéran. En janvier 1979, le chah doit fuir son pays. Le 1er février, le Guide suprême, l'ayatollah Khomeyni, quitte son exil de Neauphle-le-Château, petit village des Yvelines, pour s'envoler vers Téhéran à bord d'un avion Air France. Paris espère, un temps, poursuivre ses (bonnes) affaires.

Mais le nouveau pouvoir, baptisé « République islamique d'Iran » le 1er avril, veut rompre avec le passé. *« Les contrats d'achat d'uranium conduits par le pouvoir monarchique seront prochainement abrogés »*, annonce le ministre Yadolah Sahabi, le 5 septembre 1979. Le monde économique prend peur. Après la société allemande Kraftwerk Union, filiale de Siemens, engagée depuis 1976 dans la construction d'une centrale nucléaire à Bouchehr, le français Framatome se replie, abandonnant le projet de deux centrales commandées en 1977.

Depuis le changement de régime, l'Iran ne remplit plus les obligations dues à son statut d'actionnaire d'Eurodif. Un contentieux s'ouvre alors que, le 9 avril, l'usine du Tricastin est inaugurée en direct au journal télévisé de 13 heures d'Yves Mourousi. Eurodif s'estime lésé par l'Iran. Le 24 octobre, le tribunal de commerce de Paris gèle la participation de l'Iran dans Eurodif : le remboursement du prêt iranien est suspendu.

Lorsque la guerre entre l'Iran et l'Irak de Saddam Hussein éclate, le 22 septembre 1980, la France préfère soutenir le pouvoir laïque du parti Baas que le régime obscurantiste des mollahs. Paris forme des pilotes pour aller combattre l'Iran, livre des missiles Exocet, des Super-Etendard et des Mirage F1, accusés de pouvoir larguer des armes biochimiques. Pour l'ayatollah Khomeyni, la France est devenue *« un petit satan »*. En Iran, personne n'oubliera. *« J'ai entendu Ali Bagheri Kani* [diplomate iranien] *dire* [peu avant de signer l'accord de Vienne de 2015 sur le nucléaire iranien] *qu'il avait encore dans son corps des molécules de gaz fournis par les Occidentaux lors des attaques chimiques de l'Irak »*, nous raconte un ex-diplomate français.

Journalistes enlevés

L'affaire Eurodif devient une affaire d'Etat, un outrage que l'Iran ne peut laisser passer. Le 22 mai 1985, sur la route de l'aéroport de Beyrouth, un journaliste de *L'Evénement du jeudi*, Jean-Paul Kauffmann, et un sociologue, Michel Seurat, sont enlevés. Les ravisseurs se revendiquent du Jihad islamique, nébuleuse téléguidée par le Hezbollah libanais, sous l'influence de l'Iran. Deux mois plus tôt, Marcel Carton et Marcel Fontaine, deux diplomates, ont déjà été kidnappés. Les otages seront rejoints en captivité par les journalistes d'Antenne 2 Jean-Louis Normandin, Philippe Rochot, Georges Hansen, Aurel Cornea et, enfin, Roger Auque.

Par des voies détournées, le régime montre quelles sont ses méthodes. Les détenus sont affamés, terrorisés et laissés sans soins. Michel Seurat, qui souffre d'une hépatite, en mourra. La souffrance est telle que *« j'avais pris* [moi aussi] *la mort comme une délivrance »*, racontera Jean-Paul Kauffmann des années après sa libération. Pourquoi lui ? Pourquoi eux ? *« Les revendications n'ont cessé de changer,* confie au *Monde* le journaliste, devenu écrivain. *A mesure qu'on avançait, les revendications iraniennes se faisaient plus évidentes. Eurodif a toujours été formulé par nos ravisseurs. »*

Maquillant son implication directe, le régime iranien réclame l'arrêt des livraisons d'armes à l'Irak, la libération du commando Anis Naccache, du nom de ce terroriste libanais pro-iranien qui a tenté d'assassiner, le 18 juillet 1980, l'ancien premier ministre du chah Chapour Bakhtiar, et le remboursement du milliard de dollars de la dette Eurodif, sans compter les intérêts.

A l'époque conseiller diplomatique de François Mitterrand, Hubert Védrine se souvient de la *« grande confusion »* qui régnait alors au sommet de l'Etat. Des émissaires se présentent de façon plus ou moins spontanée, assurant être en contact avec les ravisseurs. Plusieurs fois, les familles se prennent à croire que la libération est proche. Comme à l'été 1985. *« Ma mère est contactée à Tunis par les services du Quai d'Orsay. On lui intime de revenir en France par le premier vol. Un Falcon du GLAM* [avion du groupe de liaisons aériennes ministérielles] *s'apprête à décoller de Paris pour récupérer son mari et Michel Seurat. Il serait dommage que l'avion parte sans elle. Joëlle Kauffmann obtempère,*(…) *court acheter des fleurs : que*

la maison soit gaie pour les retrouvailles. (…) *Puis rien. Nul Kauffmann, nul Seurat réceptionnés au domicile beyrouthin de Nabih Berri* [alors ministre libanais et chef du mouvement chiite Amal]*. Retour dans le brouillard. Bouteilles de champagne remisées à la cave »*, écrit Grégoire Kauffmann, fils de Jean-Paul Kauffmann, dans *L'Enlèvement* (Flammarion, 2023).

Le temps des attentats

Eurodif est une affaire dans l'affaire. Le 5 décembre 1985, Jacques Martin, ancien secrétaire général adjoint du Quai d'Orsay, est désigné pour assumer la responsabilité des contacts avec les autorités iraniennes sur ce dossier complexe. Deux jours plus tard, à Paris, une bombe explose dans le sous-sol des Galeries Lafayette, une autre dans le grand magasin du Printemps, faisant au total 43 blessés. Voici venu le temps des attentats à Paris. Les forces de l'ordre croient d'abord à l'œuvre d'un déséquilibré, mais remontent peu à peu la *« piste du Moyen-Orient »*.

Le 3 février 1986, un attentat à la galerie marchande de l'Hôtel Claridge, sur les Champs-Elysées (un mort, huit blessés), est revendiqué par le Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient. Le lendemain, une explosion ravage la librairie Gibert Jeune (cinq blessés), dans le Quartier latin. Le 5 février, une autre frappe le magasin Fnac Sport du Forum des Halles (vingt-deux blessés). Le gouvernement suspecte l'Iran, mais refuse de désigner le régime. Le premier ministre, Laurent Fabius, dénonce *« un chantage »* exercé sur la France. *« Nous n'y céderons pas »*, jure-t-il.

Officiellement, la France opte pour la fermeté. Mais, dans la coulisse, des tractations sont menées, alors que chaque soir, au JT de 20 heures d'Antenne 2, les Français entendent les noms des otages, qui *« n'ont toujours pas été libérés »*. C'est à ce moment-là que le docteur Razah Raad, Français d'origine libanaise, proche du Rassemblement pour la République (RPR) de Jacques Chirac, se présente pour faire office de médiateur. Qui l'envoie ? *« C'était un appel de la France »*, assure l'intéressé, joint par téléphone depuis Genève, où il réside.

De retour de mission à Beyrouth, fin août 1985, Razah Raad ramène deux lettres, de Marcel Carton et de Marcel Fontaine, obtenues grâce à ses palabres *« à l'orientale »* et son entregent, dit-il. Une fois mandaté officiellement par le ministre des relations extérieures, Roland Dumas, le docteur effectue une seconde mission au Liban en novembre de la même année. *« Maintenant, on connaît tout sur l'affaire des otages. Presque tout »*, déclare-t-il à son retour. *« Je traitais directement avec l'ambassadeur d'Iran à Damas. L'Iran voulait continuer le programme nucléaire. Pour eux, c'était un acquis et ils voulaient leur argent »*, nous confie-t-il.

Bernés par des intermédiaires ?

Eurodif fait partie du « deal », au même titre que la libération du commando d'Anis Naccache. Une porte s'ouvre entre février et mars 1986, mais, à la dernière minute, tout capote. Et le 12 mars 1986, la voix de Joëlle Kauffmann, épouse de Jean-Paul Kauffmann, déchire le ciel parisien lors d'une manifestation en soutien aux otages. *« Je vous en supplie, arrêtez ! »*, hurle-t-elle, alors que la vague d'attentats reprend. Le 20 mars 1986, une bombe dans la galerie Point Show des Champs-Elysées fait deux morts, dont Nabil Dagher, que le ministère de l'intérieur présente alors – à tort – comme un membre des Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL). Puis vient l'attentat de la rue de Rennes, devant le magasin Tati, à Paris, un mercredi de septembre (sept morts, cinquante-cinq blessés). *« Si nous pouvions avoir la preuve de l'origine de ces attentats, notre réponse serait foudroyante et sans faiblesse »*, promet Jacques Chirac, premier ministre depuis la victoire de la droite aux législatives de mars.

Mais, bientôt, un soupçon se fait jour : le président du RPR et ses adjoints se seraient-ils fait berner par des intermédiaires du pouvoir iranien ? Durant l'hiver 1985-1986, la libération des Français détenus au Liban semblait imminente, mais la France était en campagne pour des élections législatives que la droite devait remporter haut la main. Pour éviter que le gouvernement Fabius puisse capitaliser sur les effets d'une libération, les chiraquiens auraient pris contact avec des intermédiaires et fait monter les enchères au profit des ravisseurs. *« C'est une hypothèse »*, souffle Hubert Védrine.

Jacques Chirac démentira cette accusation tout au long de sa vie, mais deux diplomates français chargés des tractations l'appuient formellement dans un télégramme diplomatique, daté de mars 1986, et cité par *Le Monde*, le 17 janvier 2002. Selon eux, l'opposition a promis, une fois Jacques Chirac à Matignon, *« un règlement beaucoup plus avantageux que celui élaboré par l'actuel gouvernement »*. La droite se serait engagée à *« payer cash 750 millions de dollars »* sans attendre le règlement du contentieux Eurodif et à libérer le commando Naccache.

Dès le 23 mars, trois jours à peine après l'arrivée de Chirac à Matignon, son lieutenant Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, déclare sur Europe 1 que la France est prête à rembourser l'Iran dans l'affaire Eurodif. Mais, dans les jours qui suivent, le nouveau premier ministre n'obtient pas du président de la République le décret actant la grâce d'Anis Naccache. C'est cela qui aurait expliqué la reprise par l'Iran de sa guerre souterraine.

Des années plus tard, lorsque Mohammad Khatami, présenté comme un réformateur, accédera à la présidence de l'Iran, en 1997, Hubert Védrine, devenu ministre des affaires étrangères, proposera de se rendre à Téhéran. *« Vous perdez votre temps, les Iraniens mentent tout le temps »*, lui soufflera Jacques Chirac, alors président de la République.

Georges Besse assassiné

Au printemps 1986, de nouvelles négociations secrètes sont lancées entre les représentants de la France et ceux de l'Iran. Jean-Claude Trichet, directeur du Trésor, se souvient d'échanges toujours *« extrêmement tendus »*. Le haut fonctionnaire s'efforce de préserver les intérêts financiers de la France, mais le ministre de l'intérieur, Charles Pasqua, lui intime l'ordre de payer. Cher. Et pour s'assurer de la réussite du plan, il flanque l'austère fonctionnaire de son ami Jean-Charles Marchiani, lors d'un voyage à Genève où doit se conclure un accord. *« Jean-Claude Trichet n'était pas très chaud »*, sourit Charles Pasqua, dans le documentaire de Jean-Charles Deniau *Le Temps des otages*, diffusé en 2008.

Le 17 novembre 1986, un versement de 330 millions de dollars est consenti par les Français. Mais, aux yeux des Iraniens, cette somme n'est qu'un amuse-bouche. Le même jour, le PDG de Renault, Georges Besse, fondateur et ancien président du directoire d'Eurodif, est as-

sassiné en bas de son domicile, boulevard Edgar-Quinet, dans le 14e arrondissement de Paris, par un commando du groupe armé d'extrême gauche Action directe (AD).

Coïncidence ? Dans *Une guerre* (Les Arènes, 1997), Dominique Lorentz fait le lien entre cet attentat et la dette Eurodif. Les membres d'Action directe auraient-ils été manipulés par les FARL, fondées par le militant communiste Georges Ibrahim Abdallah ? AD s'est déjà illustré par l'assassinat, le 25 janvier 1985, de l'ingénieur général de l'armement René Audran, l'*« homme des ventes d'armes »* de la France à l'Irak, devant son pavillon de La Celle-Saint-Cloud (Yvelines).

Interrogé par *Le Monde*, le cofondateur d'Action directe Jean-Marc Rouillan réfute avec force la piste qui ferait d'AD un allié ou une marionnette manipulée par le régime de Téhéran. *« Le lien entre AD et les FARL est fantasmagorique »*, se défend-il. *« A 15 heures, le 17 novembre* [1986]*, les Iraniens ont claqué la porte des négociations Eurodif en disant : "Vous allez nous le payer !" De là vient cette mythologie »*, affirme-t-il. *« Georges Besse était le patron de Renault et le numéro un de la restructuration industrielle, c'est pour ça qu'il a été tué. Cet attentat a réclamé un an de préparation, comme celui du général Audran, qui était à nos yeux un élément de la politique atlantiste de la France qui commettait des crimes de guerre »*, assure l'homme condamné à la réclusion criminelle à perpétuité, en janvier 1989, pour complicité d'assassinat. *« Eurodif, pour nous, était secondaire »*, assure-t-il.

Les membres d'Action directe étaient *« dès le départ un peu hors sol »*, assoiffés de lutte armée mais sans ancrage ouvrier, observe Christian Harbulot, un ancien des Noyaux armés pour l'autonomie populaire, opposés à AD. En 1988, le site d'Eurodif sera rebaptisé « usine Georges-Besse », en hommage à son fondateur. Après le versement des 330 millions de dollars, l'un des otages, Aurel Cornea, est libéré le 24 décembre1986. Mais un autre journaliste, Roger Auque, est kidnappé en janvier 1987.

La « guerre des ambassades »

Cette même année, Charles Pasqua s'impatiente. Lorsque l'interprète de l'ambassade d'Iran, Wahid Gordji, suspecté d'avoir participé à l'attentat de la rue de Rennes, refuse de se rendre à la convocation du juge Gilles Boulouque, le locataire de la Place Beauvau veut frapper fort et l'interpeller à son domicile. Mais Gordji, prévenu par un diplomate français, s'est réfugié à l'ambassade, où il est hors d'accès pour la police. La « guerre des ambassades » éclate. Le président Mitterrand et le premier ministre Chirac conviennent de geler les relations diplomatiques avec l'Iran.

Le 21 mars 1987, après des mois d'enquête, un islamiste tunisien, Fouad Ali Saleh, est arrêté à son domicile. Cinq ans plus tard, la Cour d'assises spéciale de Paris le reconnaîtra coupable d'avoir été l'organisateur de la campagne d'attentats de 1985-1986 et le condamnera à la perpétuité. Il justifiera ses actes par les *« souffrances infligées par l'Occident aux enfants et au peuple iraniens »*. Dans le livre *La Taupe d'Allah*, publié chez Plon à l'automne 2000, Patrice Trapier raconte comment, lors d'une conversation dans un appartement du 12e arrondissement, « sonorisé » par la direction de la surveillance du territoire, Fouad Ali Saleh a expliqué que les actions terroristes en France étaient commanditées – avec l'aval de l'ayatollah Khomeyni – par les plus hautes autorités iraniennes de l'époque.

Quel rôle a pu jouer Wahid Gordji ? Ce traducteur iranien est au cœur du système. En 1985, il avait sermonné Joëlle Kauffmann, coupable, selon lui, d'un activisme médiatique excessif : *« Vous avez eu tort. Votre mari, c'était personne, on pouvait l'échanger contre un plat de lentilles. Maintenant, vous en avez fait un diamant et c'est plus cher. »* Mais la tentative d'interpellation de Gordji est un prétexte pour geler les relations diplomatiques entre les deux pays. *« Un coup de génie »*, salue Gilles Ménage, ancien conseiller de François Mitterrand, cité dans le documentaire *Le Temps des otages*.

La France dispose enfin d'une monnaie d'échange pour obtenir la libération de ses derniers ressortissants. Mais le temps file, les négociations s'enlisent. *« T'as pas 100 balles pour Eurodif ? – Quoi ? – Je fais la quête pour les otages »*, moque Claude Sarraute, dans sa chronique du *Monde*, datée du 2 décembre 1987.

La rumeur d'une rançon

La scène finale se déroule le 4 mai 1988, dans l'entre-deux tours de l'élection présidentielle, à Strasbourg. En tribune, Jacques Chirac fait taire son public. Etrange hasard, le candidat à la présidence vient de recevoir, *« à l'instant »*, dit-il, une missive des mains de Philippe Séguin, son ministre des affaires sociales. Il lit : *« Les trois otages français au Liban viennent d'être remis entre les mains du représentant du ministre de l'intérieur »*, déclenchant un tonnerre d'applaudissements. Au même moment, Jean-Paul Kauffmann, Marcel Carton et Marcel Fontaine arrivent en bas de l'Hôtel Summerland, à Beyrouth.

« République française ! », crie Jean-Charles Marchiani, un pistolet à la main, en les accueillant. *« Ce visage foudroyant était bien celui de la liberté »*, écrira Jean-Paul Kauffmann, à jamais redevable à ce personnage sulfureux. La rumeur d'une rançon s'ébruite. *« La rançon, c'était le règlement de la dette Eurodif, 650 millions de dollars »*, assure le docteur Razah Raad.

Le contentieux Eurodif, pourtant, n'est pas encore tout à fait soldé. Il faudra attendre 1991 pour que François Scheer, secrétaire général du ministère français des affaires étrangères, vienne à bout du litige. En désaccord avec le ministère des finances, Roland Dumas, au Quai d'Orsay, veut accélérer les versements pour pouvoir rétablir des relations apaisées avec Téhéran, quitte à alourdir la facture pour la France.

Mais, en juillet 1991, ultime rebondissement, les Iraniens affirment qu'ils souhaitent conserver leur participation de 10 % dans le capital d'Eurodif et obtenir les livraisons d'uranium enrichi. L'épreuve de force continue, jusqu'en décembre 1991, lorsque Paris verse, par le biais d'un complexe montage financier, un milliard de dollars pour solde de tout compte.

L'Iran reste actionnaire d'Eurodif, mais l'usine du futur du Tricastin s'est muée en un paquebot vieillissant. Depuis 2012, plus aucune fumée blanche ne sort de ses tours de refroidissement. L'usine Georges-Besse I est en voie de démantèlement. Sa technologie par diffusion gazeuse est obsolète. L'Iran n'aura jamais obtenu le moindre gramme de l'uranium enrichi qui lui avait été promis au crépuscule des « trente glorieuses ».

Mise à jour le 21 juillet à 14 h 30 : Cet article a été amendé pour clarifier la responsabilité du Tunisien Fouad Ali Saleh et de l'Iran dans la vague d'attentats commis en France en 1985-1986.

The New York Times July 20, 2025

Syria Declares Cease-Fire After a Week of Upheaval

Sectarian-tinged clashes left hundreds dead and attracted Israeli military intervention. A U.S. envoy said Israel and Syria had agreed to a truce.

The Syrian government announced a cease-fire deal on Saturday and said it would redeploy its forces to the restive southern province of Sweida in a new effort to quell a deadly wave of sectarian violence that drew in neighboring Israel.

An aerial view of Sweida, Syria, on Saturday.Omar Haj Kadour/Agence France-Presse — Getty Images

"The Syrian state has managed to calm the situation despite difficult circumstances," President Ahmed al-Shara said in a televised address on Saturday, describing the recent bloodshed as a "dangerous turning point" for his nation.

"The Israeli intervention has pushed the country into a dangerous phase that poses a threat to its stability," he added.

Hours earlier, the U.S. special envoy to Syria, Thomas J. Barrack Jr., said that Israel and Syria had agreed to a truce that he described as a "breakthrough." Mr. Barrack called on Syrian armed groups — including Bedouin fighters and minority Druse at the center of the recent clashes — to lay down their weapons.

It was not immediately clear how the new truce differed from a cease-fire in Sweida that the Syrian authorities announced on Wednesday. That day, Secretary of State Marco Rubio said that Washington had worked with all parties involved and had "agreed on specific steps that will bring this troubling and horrifying situation to an end tonight."

Soon after those comments, the Syrian state news agency, SANA, reported that government forces had begun withdrawing from Sweida under the truce agreement. That appeared to end the worst of the violence, though clashes have continued sporadically in some areas. The Syrian Observatory for Human Rights, a Britain-based war monitor, said the cease-fire was violated on Saturday by armed groups from outside Sweida attacking the Druse-majority city.

The announcement by the Syrian government on Saturday appeared to be a broader deal that allowed for a redeployment of troops to the south.

Israel, which has close relations with its own Druse minority, intervened in the clashes in Sweida this past week, pledging to protect the Druse, who largely control the province. Israel has also made clear that it intends to prevent any hostile forces from entrenching in southern Syria near its territory.

And even though Israel has opened diplomatic contacts with Mr. al-Shara aimed at calming border tensions, officials remain wary of his Islamist roots and past ties to Al Qaeda.

Israeli fighter jets have struck Syrian government troops with lethal force over days of attacks. On Wednesday, before the cease-fire was announced, Israel bombed the Defense Ministry in Damascus, warning the Syrian government to withdraw its forces from the southern Druse heartland.

The redeployment of Syrian government forces to Sweida, along with Mr. Barrack's statement on Israel's having agreed to the truce, suggested that an understanding may have been reached to allow those forces to operate without fear of more Israeli airstrikes.

The Israeli military and the Israeli prime minister's office did not immediately respond to a request for comment on Saturday.

The toll from the week of clashes in Sweida rose to more than 900 on Saturday, according to the Observatory.

Damage in Sweida on Friday. Violence in the province this past week has left hundreds dead, according to a Britain-based war monitor.Ali Haj Suleiman/Getty Images

The Druse, who make up about 3 percent of Syria's population, have found themselves at the center of the latest wave of sectarian violence to hit Syria since rebels led

by Mr. al-Shara toppled the dictator Bashar al-Assad in December.

The clashes began on Sunday after armed members of a Bedouin tribe attacked and robbed a Druse man, setting off an exchange of kidnappings, the Observatory said. The unrest soon drew in government forces and the Israeli military.

The United Nations human rights office said on Friday that it had credible reports of extrajudicial executions, arbitrary killings, kidnappings and looting of homes in Sweida carried out by Syrian government security forces and other armed groups, including Druse and Bedouins.

Mr. al-Shara, a Sunni Muslim like most Syrians, said in his address on Saturday that after government forces withdrew from Sweida, local fighters from the Druse-majority region began "revenge attacks" against Bedouin communities. Those reprisals prompted other, largely Sunni tribal groups from across Syria to begin converging on Sweida, he said.

The speech appeared to anger the Israeli foreign minister, Gideon Saar, who accused Mr. al-Shara of "a display of support for the jihadist attackers" and of "blaming the victims," meaning the Druse.

"Al-Shara spiced all this with conspiracy theories and accusations against Israel," Mr. Saar said in a social media post.

Mr. al-Shara has promised to protect the country's diverse religious and ethnic minorities. But those promises have been repeatedly tested by waves of sectarian unrest.

In Idlib, a former rebel bastion in the northwest that Mr. al-Shara once led, tribal fighters massed in large convoys on Friday along a main highway heading south, vowing to retaliate against what they called Druse aggression.

"We are going to support our Bedouin brothers in Sweida," said Hussein Mekdash, a 40-year-old farmer, raising his rifle in the air.

"We are not going for revenge, and we do not want to speak in sectarian terms. But in short, they are traitors and Israel supported them," he said, referring to the Druse.

Syria's Druse find themselves increasingly isolated.

In recent months, Israel has effectively established a security zone in Sweida, declaring it a demilitarized area off-limits to Syrian forces and enforcing that with a bombing campaign.

While some Druse have welcomed Israeli protection, others now feel alienated from Syria's fledgling post-Assad government and are burdened by accusations of collaboration.

Hikmat al-Hijri, an influential Druse spiritual leader in Syria and critic of the new government in Damascus, has called in recent days for Israeli intervention in support of the Druse, prompting uproar among many Syrians.

But other Druse leaders have condemned the Israeli intervention.

Mr. al-Shara moved to dampen sectarian tensions in his comments on Saturday.

"The Druse community is a fundamental pillar of the Syrian national fabric," he said.

---

21 juillet 2025

Nucléaire: l'Iran accuse les Européens de ne pas avoir respecté l'accord de 2015

À quelques jours de nouvelles discussions prévues le 25 juillet à Istanbul avec la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne, l'Iran a vivement critiqué les pays européens pour leur rôle dans l'échec de l'accord sur le nucléaire conclu en 2015. Selon le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Esmaïl Baghaï, « *les parties européennes ont été fautives et négligentes dans la mise en œuvre* ».

Signé en 2015 entre l'**Iran**, plusieurs puissances occidentales, la Chine et la **Russie,** l'accord prévoyait d'importantes restrictions au programme **nucléaire** iranien, en échange d'une levée progressive des sanctions de l'ONU. Mais les **États-Unis** se sont retirés unilatéralement en 2018 de cet accord longuement négocié et ont réimposé des sanctions lors du premier mandat de Donald Trump (2017-2021).

Les pays européens avaient assuré leur attachement au texte. Le dispositif initialement envisagé pour compenser le retour des sanctions américaines a cependant peiné à se concrétiser et nombre d'entreprises occidentales ont été contraintes de quitter l'Iran, confronté à une inflation galopante et une crise économique.

Un mécanisme « *dénué de sens, injustifiable et immoral* »

Aujourd'hui, selon l'Agence internationale de l'énergie atomique (**AIEA**), l'Iran est l'unique pays non doté de l'arme nucléaire à enrichir de l'uranium à un niveau élevé (60%), bien au-delà de la limite de 3,67% fixée par l'accord international conclu en 2015. Pour fabriquer une bombe, l'enrichissement doit être poussé jusqu'à 90%, d'après l'AIEA.

Face à cette situation, Paris, Londres et Berlin menacent désormais de rétablir les sanctions onusiennes contre l'Iran, comme le permet une clause de l'accord, accusant Téhéran de ne pas avoir respecté ses engagements sur le nucléaire. Un mécanisme « *dénué de sens, injustifiable et immoral* », a estimé Esmaïl Baghaï lors d'une conférence de presse hebdomadaire, arguant que l'Iran avait pris ses distances avec l'accord en représailles aux manquements des Occidentaux.« *La réduction des engagements de l'Iran a été effectuée conformément aux dispositions* » prévues par le texte, a assuré le porte-parole de la diplomatie iranienne.

Le Monde 21 juillet 2025

L'Iran accepte de reprendre les discussions sur son programme nucléaire avec la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni

Les négociations vont se tenir vendredi 25 juillet à Istanbul, un mois après la fin de la « guerre de douze jours » lors de laquelle Israël a ciblé des installations militaires et scientifiques. En amont de cette rencontre, une « consultation » entre l'Iran, la Chine et la Russie, aura lieu à Téhéran, a annoncé la diplomatie iranienne.

L'Iran a donné son accord pour rouvrir les négociations sur son programme nucléaire avec l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni, a annoncé la télévision d'Etat lundi 21 juillet. Une première réunion se tiendra vendredi 25 juillet à Istanbul, un mois après la guerre qui a opposé l'Iran à Israël et aux Etats-Unis.

« En réponse à la demande des pays européens, l'Iran a accepté de tenir une nouvelle séance de pourparlers », a déclaré le porte-parole du ministère des affaires étrangères iranien, Esmaeil Baghaei, cité lundi par la télévision d'Etat.

En amont de cette rencontre, une réunion trilatérale se déroulera mardi à Téhéran entre l'Iran, la Chine et la Russie, a déclaré la diplomatie iranienne. *« Nous aurons une consultation trilatérale avec la Russie et la Chine demain* [mardi] *à Téhéran au niveau des directeurs généraux* [des ministères respectifs des affaires étrangères] *pour discuter de la question du nucléaire »*, a détaillé Esmaeil Baghaei.

Chine, Russie, France, Royaume-Uni et Allemagne sont signataires de l'accord sur le nucléaire conclu avec l'Iran en 2015. Une source diplomatique allemande avait fait savoir plus tôt que Berlin, Paris et Londres continuaient *« de travailler intensivement* (…) *pour trouver une solution diplomatique durable et vérifiable au programme nucléaire iranien »* et prévoyaient une réunion dans la semaine.

« L'Iran a montré qu'il était capable de faire échec [aux attaques] *mais a toujours été prêt à une diplomatie réelle, réciproque et de bonne foi »*, a écrit, dimanche sur le réseau social X, le ministre des affaires étrangères iranien, Abbas Araghtchi. L'Iran est soupçonné par les pays occidentaux et par Israël de vouloir se doter de la bombe atomique, ce qu'il dément en soulignant son droit à poursuivre un programme nucléaire à des fins civiles.

Rencontre d'un conseiller du Guide suprême avec Poutine

Le 13 juin, Israël avait lancé une attaque surprise en bombardant l'Iran et en tuant ses principaux responsables militaires et des scientifiques liés à son programme nucléaire. Les Etats-Unis se sont joints à l'offensive de leur allié israélien en frappant trois sites nucléaires dans la nuit du 21 au 22 juin.

Depuis ces frappes ordonnées par le président américain, Donald Trump, les discussions étaient suspendues. La dernière réunion entre représentants des E3 (Allemagne, France, Royaume-Uni) et de l'Iran s'était tenue à Genève le 21 juin, quelques heures avant les bombardements américains.

Parallèlement, le président russe, Vladimir Poutine, a reçu dimanche au Kremlin Ali Larijani, proche conseiller du Guide suprême iranien, Ali Khamenei, pour évoquer le dossier nucléaire. M. Larijani *« a transmis des évaluations de la situation qui s'aggrave au Moyen-Orient et concernant le programme nucléaire iranien »*, a déclaré le porte-parole de la présidence russe, Dmitri Peskov.

M. Poutine a exprimé les *« positions bien connues de la Russie sur la manière de stabiliser la situation dans la région et sur le règlement politique du programme nucléaire iranien »*, a-t-il ajouté. Cette rencontre à Moscou n'avait pas été annoncée au préalable.

La Russie entretient de bonnes relations avec l'Iran, considéré comme son principal allié au Moyen-Orient, mais n'a pas soutenu avec force Téhéran lors de sa récente guerre avec Israël, ni après les frappes américaines sur des sites nucléaires. La semaine dernière, Moscou a dénoncé un article du média américain *Axios* selon lequel Poutine aurait *« encouragé »* l'Iran à accepter un accord avec Washington qui empêcherait Téhéran d'enrichir de l'uranium.

Menace de « snapback » par les Européens

L'Iran, plusieurs puissances occidentales, la Chine et la Russie avaient trouvé en 2015 un accord qui prévoyait l'instauration de restrictions importantes au programme nucléaire iranien en échange de la levée de sanctions visant le pays. Mais les Etats-Unis étaient sortis en 2018, lors du premier mandat de Donald Trump, de cet accord longuement négocié, et avaient réimposé des sanctions.

Lundi, l'Iran a affirmé tenir les pays européens pour responsables de l'échec de l'accord de 2015 et les accuse de ne pas avoir tenu leurs engagements. *« Les parties européennes ont été fautives et négligentes dans la mise en œuvre »* de l'accord sur le nucléaire, a déclaré le porte-parole de la diplomatie iranienne, Esmaeil Baghaei.

Téhéran et Washington avaient tenu plusieurs séries de négociations sur le nucléaire par l'intermédiaire de médiateurs omanais avant qu'Israël ne lance sa « guerre de douze jours » contre l'Iran.

Le chef de la diplomatie iranienne a eu un entretien téléphonique la semaine dernière avec ses homologues britan-

nique, français et allemand, ainsi qu'avec la cheffe de la diplomatie de l'Union européenne, Kaja Kallas.
Lors de cet appel, les diplomates européens ont fait part à M. Araghtchi de *« leur détermination à utiliser le mécanisme du "snapback"* [inscrit dans l'accord de 2015, il prévoit d'imposer des sanctions si l'Iran manque à ses engagements]*, en l'absence de progrès concrets »* vers un nouvel accord sur le programme nucléaire iranien. Le ministre iranien avait, vendredi, dénié tout fondement *« moral ou légal »* à cette menace.

Le Monde

Nicolas Bourcier
21 juillet 2025

En Turquie, les défenseurs de l'environnement dénoncent l'adoption de la loi « super pillage » pour accélérer les projets miniers et énergétiques

Voté par la majorité parlementaire soutenant le président Recep Tayyip Erdogan, le texte lève la plupart des contraintes environnementales sur l'exploitation des ressources du sous-sol. Il permettra la relance de certains projets bloqués.

La mobilisation de plusieurs milliers de paysans et villageois ces derniers mois n'y a rien fait. Pas plus que les mises en garde des experts de l'environnement, ni la grève de la faim lancée par une dizaine de militants, la semaine dernière, à Ankara, dans le petit parc ombragé Cemal Süreya, situé près de l'Assemblée nationale turque.

La forêt d'Akbelen à Ikizkoy, dans la province de Mugla (Turquie), le 30 juillet 2023. BULENT KILIC / AFP

Après quatre jours de débats houleux, les députés de la majorité présidentielle islamo-conservatrice ont adopté samedi 19 juillet, en fin de soirée, les vingt et un articles d'une loi ouvrant les terres agricoles, dont les champs d'oliviers et les sites forestiers, à l'exploitation minière. Encore le matin même, sous des allures de baroud de la dernière chance, l'ensemble des députés des différentes formations de l'opposition ont tenté d'interrompre le vote en occupant la tribune du Parlement. En vain. Des élus du Parti de la justice et du développement (AKP) au pouvoir, à l'origine du texte, et de son allié ultranationaliste d'extrême droite MHP (Parti d'action nationaliste) n'ont pas hésité à en venir aux mains avant le vote final.

La loi, qui s'inscrit dans une série d'initiatives législatives de l'AKP visant, selon ses concepteurs, à déréguler pour relancer la croissance, suscite depuis de nombreux mois l'inquiétude des défenseurs de l'environnement. Surnommée par ses derniers « loi du super pillage », elle est l'aboutissement de plus de dix projets législatifs plus ou moins similaires, soumis ces dernières années aux commissions parlementaires et jusque-là retoqués ou retirés.

Avec l'adoption de ce texte, les protocoles d'évaluation d'impacts environnementaux sont désormais supprimés. Ce sont ces études, le plus souvent exigées par les villageois proches des sites ciblés par les compagnies extractivistes ou énergétiques, qui permettaient de freiner, voire de bloquer, les projets.

Mouvements de protestation réprimés

La nouvelle loi permet en outre d'accorder plus rapidement et facilement, au nom de l'intérêt public, les demandes d'exploitation minières. Son champ d'application est également étendu aux domaines forestiers, aux pâturages, aux lacs ainsi qu'aux ressources souterraines. De fait, les projets miniers et énergétiques jusque-là bloqués par des décisions de justice seront relancés.

« Le Parlement se comporte comme le PDG [d'une compagnie minière] *»*, a accusé le député d'opposition Ali Mahir Basarir (CHP, Parti républicain du peuple, centre gauche, laïque) en s'adressant à l'ancien ministre de l'énergie Fatih Dönmez, un des porteurs de la loi. *« Nous allons continuer de nous opposer »* au texte, a-t-il prévenu. Un recours auprès de la Cour constitutionnelle devrait être rapidement déposé.

La Turquie connaît, depuis une dizaine d'années, un grignotage systématique des terres par des projets de production d'énergie. Dépendant à plus de 70 % des importations pour sa consommation énergétique totale, Ankara n'a eu de cesse de chercher à diversifier ses sources d'approvisionnement et à renforcer son autonomie. Dès 2015, les mouvements de protestation se sont multipliés contre les projets extractivistes, marqués parfois par de violents affrontements avec les forces de l'ordre. La tendance à l'amplification de l'exploitation n'a fait que s'accélérer. Plus de 110 000 hectares de forêts ont été déboisés par les activités minières au cours de la période 2012-2023. Avec la pandémie, les règles se sont simplifiées, les crédits ont été facilités.

Le symbole de la forêt d'Akbelen

En 2023, la forêt d'Akbelen a été un des symboles de ces mobilisations. Située dans le district de Milas (Sud-Ouest), celle-ci avait été occupée par des villageois et des défenseurs de l'environnement pour lutter contre une compagnie énergétique exploitant une mine de charbon. Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, avait alors qualifié les manifestants de *« marginaux »*, justifiant la nécessité d'étendre l'extraction locale de houille. Au cours des mois suivants, des dizaines de mouvements du même type s'étaient multipliés un peu partout dans le pays.

Présente devant l'Assemblée durant le vote de la loi, la militante écologiste Esra Isik, du Comité de l'environnement d'Ikizköy, près de Milas, a déclaré : *« Ils continuent d'adopter des textes qui favorisent les entreprises, mais nous restons déterminés. Alors que la forêt d'Akbelen aurait dû être protégée par la loi en vigueur, elle a quand même été rasée. Aujourd'hui, ils s'attaquent à nos terres agricoles. C'est un désastre pour le pays. »*

Pour Ömer Fethi Gürer, élu du CHP, *« le principe d'utilité publique est désormais totalement bafoué ».* Il avance le chiffre de 50 000 oliviers détruits dans un premier temps. *« Cette loi sera portée en appel devant la Cour constitutionnelle, mais la procédure prendra deux ans au minimum*, prévient-il*. Pendant ce temps, des arbres seront abattus, la nature détruite et des villages déplacés. Même si la loi est annulée, la décision ne sera pas rétroactive. Il faut donc empêcher sa mise en œuvre avant même qu'elle ne commence. »*

LE FIGARO

Mohammed Aïssaoui
22 juillet 2025

Ahmet Altan : « Être écrivain en Turquie est dangereux »

Accusé d'avoir envoyé « des messages subliminaux » lors d'une émission de télévision, l'auteur de « Madame Hayat » a été détenu cinq ans à Istanbul, entre 2016 et 2021. Il raconte qu'écrire dans sa cellule l'a sauvé. Il a 75 ans aujourd'hui.

Comme tous les opposants de ce pays, chaque soir, je m'endormais imaginant qu'à l'aube, on frapperait à ma porte. Je savais qu'ils viendraient. Ils sont venus. J'avais même préparé des habits spécialement pour mon arrestation et les jours qui suivraient. » Dès la première page de Je ne reverrai plus le monde, textes de prison, son livre publié en français en 2019*, on comprend ce que l'écrivain, journaliste et essayiste turc Ahmet Altan avait enduré. Le sort que cet intellectuel a subi ressemble à celui de Boualem Sansal : arrestation arbitraire, argumentations « grotesques » (termes qu'Altan utilisera), emprisonnement, pas d'État de droit. Il y a, en effet, quelque chose de surréaliste dans les premiers reproches qu'essuiera l'écrivain turc. Pour l'enfermer dans les geôles d'Istanbul, le gouvernement de l'AKP parti fondé par le président Erdogan, on va l'accuser d'avoir envoyé des « messages subliminaux » lors d'une émission de télévision !

Tout a commencé le 15 juillet 2016. Ce jour-là, la Turquie s'enflamme, des milliers de personnes descendent dans la rue à la suite d'une tentative de putsch qui n'aboutira pas. Dès le lendemain, une vague d'arrestations s'abat parmi les fonctionnaires, les enseignants, l'armée et les journalistes. Ahmet Altan, alors rédacteur en chef du quotidien Taraf, fait partie de ceux-là. Il est arrêté et emprisonné en septembre 2016 dans le cadre des purges qui suivent ce qu'on a appelé « le coup d'État ». Altan est donc accusé d'avoir envoyé ces désormais fameux « messages subliminaux » en soutien aux putschistes…

En 2018, il est condamné à la réclusion à perpétuité aggravée pour « tentative de renversement de l'ordre constitutionnel » - ce qui rappelle encore une fois les attendus justifiant l'emprisonnement de Sansal pour « atteinte à l'intégrité du territoire national ». Cette condamnation est confirmée en appel par la Cour constitutionnelle le 3 mai 2019. Quelques semaines plus tard, le 5 juillet

2019, la Cour suprême de Turquie annule cette condamnation. Elle estime qu'Ahmet Altan et la journaliste arrêtée en même temps, Nazli Ilicak, ne se sont pas rendus coupables de « violation de la Constitution », mais retient contre eux le chef d'« aide à une organisation terroriste sans en être membre ». Cependant, leur demande de remise en liberté est rejetée, et l'affaire est renvoyée devant la 26e Haute Cour pénale d'Istanbul. Ahmet Altan sera libéré en novembre 2019… Mais il est de nouveau arrêté quelques jours plus tard, sans explications notables. Dix-huit mois de prison en plus. Ce n'est que le 14 avril 2021, qu'il est définitivement libéré après que la Cour de cassation a annulé sa condamnation. Cette décision intervient au lendemain d'un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme qui condamne la Turquie pour sa détention jugée arbitraire. Enfin !

La puissance des mots

Durant ces cinq années d'enfermement, il ne cessera d'écrire, notamment ces textes qui donneront Je ne reverrai plus le monde. Il y a des passages poignants qu'on qualifierait de poétiques n'était la situation réelle dans laquelle il vivait ; le livre est composé d'allers-retours entre réflexions, méditations et sensations qui expriment le quotidien du prisonnier, mais disent aussi combien l'écriture a été salvatrice pour lui. D'ailleurs, la plupart de ses livres, essais ou romans, expriment la puissance des mots. Et de la littérature. Dans le deuxième chapitre de Je ne reverrai plus le monde, titré « Première nuit en cellule », il nous éclaire en trois, quatre phrases : « (…) il y avait quelque chose de plus stupéfiant que la mort, quelque chose de l'ordre d'un vide sans consistance qui ne serait ni tout à fait la vie, ni vraiment la mort. Nous étions égarés dans ce vide-là. Personne ne nous entendait. Personne ne pouvait nous aider. » On songe alors à Boualem Sansal, et l'on se demande si tous les cris de soutien lancés de France et d'ailleurs lui parviennent jusqu'au fond de sa cellule.

Libre en 2021, Ahmet Altan reçoit une magnifique récompense littéraire, en novembre : le jury Femina lui décerne son prix dans la catégorie « roman étranger » pour Madame Hayat. Le récit se déroule dans une ville où règne l'effroi, et narre la passion amoureuse de Fazil pour Mme Hayat, une femme voluptueuse d'âge mûr. C'est un roman sur les pouvoirs de l'imaginaire dans lequel la littérature se révèle vitale. Le Figaro assistait à la remise du prix au Musée Carnavalet. Grand moment d'émotion quand Ahmet Altan est apparu sur une vidéo, son éditeur a lu une lettre écrite par l'heureux lauréat. Il a dit : « La littérature est un miracle. Mme Hayat a vu le jour dans une cour de prison qu'elle a illuminée de son ironie et de son sourire taquin, et voilà qu'aujourd'hui, elle se promène en liberté à Paris. Elle va où je ne peux aller. Ce prix Femina est bien plus qu'un prix littéraire, il rend hommage à toutes les femmes turques et kurdes. C'est un parfum de liberté. » Quand on pense que ce roman a été écrit dans la geôle d'Istanbul, l'émotion n'en est que plus profonde. Altan a ajouté que Madame Hayat « se promène dans Paris, libre et heureuse. Sa liberté me rend plus libre. » Il a dit aussi, en souriant, qu'il était tombé amoureux de son personnage.

Altan a exprimé une profonde reconnaissance envers celles et ceux qui lui avaient permis d'éprouver ce bonheur et cette liberté. Il a souhaité partager et dédier ce prix à toutes les femmes turques et kurdes injustement emprisonnées pour des raisons politiques. Il voulait leur dire que, même si le droit et la justice les avaient oubliées, la littérature, elle, ne les avait jamais abandonnées et ne les abandonnerait jamais.

Ne pas vivre dans la peur

En juin 2025, Altan publie, en France, Les Dés, roman à nouveau traduit par Julien Lapeyre de Cabanes. Un texte qui possède un lien fort avec la prison. Il met en scène la Turquie du début des années 1900. Ziya n'a que seize ans lorsqu'il abat en plein tribunal l'assassin de son frère aîné, et gagne par ce geste l'admiration de tous. Condamné à perpétuité, ce jeune homme que la mort n'inquiète pas impose d'emblée le respect. C'est en prison qu'il se met à jouer aux dés - habitude qui jalonnera le reste de sa vie. Un an après son incarcération, il est exfiltré vers l'Égypte par les soutiens politiques de son clan. Là commence son apprentissage des choses de la vie : l'amour, l'argent, le pouvoir, les attentats politiques… À l'occasion de la sortie de ce roman, Ahmet Altan fut l'invité de « La Grande Librairie ». Ce fut le récital d'un écrivain qui ne cesse jamais de penser et de crier haut et fort la liberté et la puissance de la littérature. « Je vais vous dire une chose, a-t-il affirmé d'emblée, il n'y a jamais eu d'État de droit ni de démocratie en Turquie. L'emprisonnement de mon père il y a cinquante ans, puis celui de mon frère Mehmet, et le mien le montrent bien. C'est juste parce que nous avons écrit que l'on nous a mis en prison. Être écrivain en Turquie, oui, c'est toujours dangereux, mais on sait que c'est un métier dangereux. Je ne peux pas vraiment me plaindre. »

Il reconnaît ne pas savoir ce que l'avenir réserve à son pays, mais il voit dans le fait que des centaines de milliers, voire des millions de personnes, en particulier des jeunes, descendent dans les rues pour réclamer justice, une évolution positive. Quand on l'interroge sur les risques qu'il prend en s'exprimant ainsi, il répond que, en Turquie, le risque est partout. Il compare la situation du pays à un champ de mines : on ne sait jamais où poser le pied. À chaque instant, tout peut exploser. Mais il refuse de vivre dans la peur. Il dit : « Parce que si la peur vous empêche de vous exprimer, alors vous créez votre propre prison, et personne ne pourra vous délivrer. »

Comme Sansal, comme nombre d'écrivains qui ont dénoncé les maux de leur pays natal - Soljenitsyne en est le symbole -, les livres d'Ahmet Altan ne sont pas diffusés en Turquie, et la possibilité que ses compatriotes puissent le lire dans sa langue d'origine est réduite. C'est, hélas, le lot des auteurs que les régimes autocrates tentent de museler, mais là, encore, Altan fait preuve d'un optimisme qui force le respect : jamais il n'épouse la posture de la victime. Il a affirmé, de manière très offensive : « Entre les quatre murs de la prison, écrire m'a vraiment sauvé. Cela m'a permis de m'évader, comme si je survolais le monde. J'ai voyagé dans d'autres pays grâce à ces textes écrits en prison. Des gens ont vu mes textes, ils les ont lus, et les murs de la prison n'ont pas résisté devant la puissance de l'écriture. »

* Tous les romans d'Ahmet Altan en français sont publiés par Actes Sud. Depuis « Je ne reverrai plus le monde », il est traduit par Julien Lapeyre de Cabanes. Son prochain, « Boléro », paraîtra le 1er octobre 2025.

LE FIGARO

Renaud Girard
22 juillet 2025

La triste fragmentation communautaire de la Syrie

CHRONIQUE - Depuis le 13 juillet, les druzes, une minorité du Moyen-Orient, sont victimes d'exactions en Syrie. Face à ces massacres, Ahmed al-Charaa est-il complice, indifférent ou seulement dépassé ?

La tragédie qui frappe la communauté druze de Syrie depuis le 13 juillet 2025 - des centaines de druzes massacrés par des bandes de djihadistes sunnites plus ou moins incontrôlées - constitue un sombre présage supplémentaire d'une possible dislocation confessionnelle de la Syrie.

Les druzes sont des Arabes qui professent une religion abrahamique ésotérique, proche du chiisme ismaélien. Pour les islamistes sunnites, les druzes sont des hérétiques qui méritent la mort. Minorité installée au Proche-Orient depuis des millénaires, la communauté druze est forte de 600 000 âmes en Syrie, 350 000 au Liban, 130 000 en Israël. Pour ménager leur survie, les druzes ont eu pour règle politique de toujours se montrer loyaux au pays où ils résident. En Israël, ils font leur service militaire depuis 1957. L'armée et la police israéliennes comptent aujourd'hui de nombreux officiers supérieurs druzes. Ils se marient entre eux, sans tenir compte des frontières.

Le djebel Druze est voisin du plateau syrien du Golan, annexé par Israël après sa victoire militaire de 1967 contre le régime baasiste de Damas. De nombreux civils druzes ont franchi la frontière pour se mettre sous la protection de l'armée israélienne. Pour des raisons de politique intérieure et de proximité géographique, l'État hébreu ne laissera jamais les islamistes sunnites commettre un génocide des druzes. Dans une forme d'avertissement, Tsahal a bombardé le ministère de la Défense syrien à Damas le 16 juillet 2025. Il est probable que, sans le reconnaître ouvertement, les autorités israéliennes actuelles songent à se constituer un nouveau glacis de sécurité dans le djebel Druze.

En revanche, lorsque la communauté alaouite (autre branche secrète dérivée du chiisme) fut, en mars 2025, dans la région de Lattaquié (nord-ouest de la Syrie), l'objet de massacres, de type génocidaire, perpétrés par des djihadistes sunnites, aucune des deux grandes puissances levantines géographiquement proches, à savoir la Turquie et Israël, n'a levé le petit doigt.

La communauté chrétienne de Syrie, antérieure de cinq siècles à l'arrivée de l'islam, a également été frappée par les extrémistes sunnites. On se souvient de l'attentat contre l'église Saint-Élie de Damas, qui avait fait 25 morts, le 23 juin 2025.

Face à ces massacres visant les minorités religieuses de Syrie, quelle est l'attitude de son nouveau président, qui a pris Damas le 9 décembre 2024, avec l'aide du régime turc d'Erdogan, idéologiquement proche des Frères musulmans ? Ahmed al-Charaa est-il complice, indifférent ou seulement dépassé ? Espérons que la troisième option est la bonne, dans la mesure où cet ancien militant d'al-Qaida, qui a su adopter le costume cravate et un discours nationaliste rassembleur, a été adoubé par les présidents Trump et Macron. On espère, mais on n'est pas sûr.

Sur la Syrie, nous n'avons aujourd'hui qu'une certitude. Il faut que, très rapidement, soit rétablie l'autorité de l'État central sur l'ensemble du territoire. Faute de quoi, ce magnifique pays, à la population si hospitalière, risque de sombrer dans la spirale de la décomposition et de la guerre de tous contre tous.

Quand le chrétien syrien Michel Aflaq inventa en 1940 le Baas, parti de la renaissance arabe, il était parfaitement conscient que les sociétés du Levant avait besoin d'un nationalisme fédérateur pour échapper à la fragmentation.

Quand vous êtes une minorité ethnique ou religieuse dans un pays, quel qu'il soit, vous avez besoin de la protection d'un État fort. Feu le régime baasiste dictatorial syrien avait beaucoup de défauts, mais il avait au moins une qualité, celle de protéger les minorités et de garantir la liberté de culte.

S'il n'y a pas chez vous d'État fort, que vous êtes une minorité et que vos enfants sont menacés par des bandes de barbus fanatisés, il ne vous reste plus que deux solutions : l'exil ou la constitution d'un bastion. C'est un dilemme qui fait passer aujourd'hui des nuits blanches aux élites kurdes, alaouites, druzes et chrétiennes de Syrie.

Le bastion kurde et le bastion druze auraient sans doute le moyen de tenir dans la distance. Le premier pourrait être aidé par ses frères kurdes de Turquie et d'Irak. Le second pourrait être protégé par Israël.

En revanche, ne bénéficiant d'aucun allié (les Russes ayant quitté leurs anciennes bases militaires de Tartous et de Hmeimim), le bastion alaouite autour de Lattaquié ne résisterait probablement pas très longtemps au fanatisme sunnite. Quant aux chrétiens de Syrie, ils sont peu nombreux et beaucoup trop dispersés pour songer même à l'idée d'un bastion, à l'image du bastion maronite de la montagne libanaise.

Lorsque, en 2014-2015, la révolution issue du « printemps arabe », semblait être en mesure de balayer le régime de Bachar al-Assad, et qu'il était évident que, dans l'opposition, les Frères musulmans avaient évincé les démocrates sincères, j'avais évoqué, dans cette chronique, les risques d'un génocide des alaouites, d'un exil forcé des chrétiens syriens vers le Liban, d'une destruction des églises, dans une ville qui avait pourtant vécu, jadis, la conversion de saint Paul. J'espérais évidemment me tromper. Je brandissais ce risque pour le conjurer. Je prie encore pour que les faits ne me donnent pas raison.

Il reste que, depuis 2011, l'analyse française du drame syrien a été marquée par un mélange d'ignorance historique, de manichéisme politique et de « wishful thinking » diplomatique. Nous, Français, nous avons toutes les raisons du monde pour détester la dictature. Mais, dans notre appréhension de l'Orient, nous ne devrions jamais oublier qu'il y a pire que la dictature politique. Il y a l'anarchie. Et il y a pire encore que l'anarchie : il y a la guerre civile. R. G.

Le Monde 22 juillet 2025

L'Iran ne renoncera pas à l'enrichissement d'uranium, « une question de fierté nationale », dit le ministre des affaires étrangères

« Il a été arrêté parce que, oui, les dommages sont graves et sérieux. Mais il est évident que nous ne pouvons pas renoncer à l'enrichissement », a reconnu Abbas Araghtchi dans une interview à Fox News.

C'est une question de fierté nationale » : l'Iran n'abandonnera pas son programme nucléaire et notamment l'enrichissement d'uranium malgré les dommages causés à ses installations par les frappes américaines, a déclaré lundi 21 juillet le ministre des affaires étrangères iranien, Abbas Araghtchi.

« Il a été arrêté parce que, oui, les dommages sont graves et sérieux. Mais il est évident que nous ne pouvons pas renoncer à l'enrichissement, car il s'agit d'une réalisation de nos propres scientifiques », a-t-il déclaré dans l'émission de Bret Baier sur la chaîne américaine Fox News. Pour le chef de la diplomatie iranienne, tout futur accord sur le nucléaire devra contenir le droit à l'enrichissement.

Les propos du ministre interviennent alors que l'Iran va tenir de nouvelles discussions sur son programme nucléaire avec l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni vendredi à Istanbul.

Interrogé pour savoir si de l'uranium enrichi avait pu être sauvé malgré les bombardements, Abbas Araghtchi a répondu n'avoir pas *« d'informations détaillées »* là-dessus mais que l'agence atomique iranienne s'efforce *« d'évaluer ce qui s'est exactement passé avec notre matériel nucléaire, notre matériel enrichi »*. Selon l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), l'Iran est l'unique pays non doté de l'arme nucléaire à enrichir de l'uranium à un niveau élevé (60 %), bien au-delà de la limite de 3,67 % fixée par l'accord de 2015. Pour fabriquer une bombe, l'enrichissement doit être poussé jusqu'à 90 %, d'après l'AIEA.

Portraits de chefs militaires et de scientifiques travaillant sur le programme nucléaire iranien tués par les frappes israéliennes durant la guerre Iran-Israël, au cimetière de Behesht Zahra, dans le sud de Téhéran, le 11 juillet 2025. MAJID ASGARIPOUR/WANA VIA REUTERS

En soutien à l'offensive de douze jours d'Israël contre l'Iran, les Etats-Unis ont bombardé le site souterrain d'enrichissement d'uranium de Fordo, au sud de Téhéran, et des installations nucléaires à Ispahan et Natanz (Centre) le 22 juin. L'état du programme nucléaire iranien fait, depuis, l'objet de nombreuses interrogations.

Téhéran ouvert à des discussions indirectes avec Washington

Peu après les propos du chef de la diplomatie iranienne, Donald Trump a réitéré sa menace de bombarder à nouveau l'Iran s'il reprenait son programme d'enrichissement. *« Abbas Araghtchi, à propos des sites nucléaires iraniens : "Les dommages sont très graves, ils sont détruits." Bien sûr qu'ils le sont, comme je l'ai dit, et nous recommencerons, si nécessaire ! »*, écrit le président américain sur son réseau Truth Social, transformant au passage les propos du ministre des affaires étrangères iraniens.

Le ministre des affaires étrangères iranien s'est néanmoins dit *« ouvert »* à des discussions indirectes avec Washington, *« mais pas directes pour le moment »*. Les deux pays avaient eu plusieurs rounds d'échanges avant les frappes américaines. L'Iran était prêt à *« prendre des mesures de confiance pour prouver que son programme nucléaire est pacifique »* en échange d'une levée des sanctions américaines, a assuré le chef de la diplomatie iranienne.

Abbas Araghtchi a, par ailleurs, affirmé que le programme de missiles se poursuivait. *« Il nous reste bon nombre de missiles afin de nous défendre »*, a-t-il dit. Les frappes israéliennes avaient visé des sites de missiles.

Enfin, interrogé sur l'état de santé du Guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, il a répondu : *« Je l'ai rencontré aujourd'hui. Il est en très bonne forme et en très bonne santé. »*

Le Monde 22 juillet 2025

La Syrie peine à recruter et à former une police et une armée nationales

Depuis la chute de Bachar Al-Assad fin 2024, les autorités tentent de mettre sur pied de nouvelles forces de sécurité intérieure. Mais, sur le terrain, les jeunes recrues, formées rapidement, échouent à contenir les violences et suscitent la méfiance des habitants.

Réduites à servir de force d'interposition entre miliciens druzes et forces tribales sunnites dans le sud du pays, après des affrontements qui ont fait des centaines de morts depuis le 13 juillet, les nouvelles forces de sécurité intérieure syriennes ont à nouveau failli à empêcher des massacres communautaires. Et ce en dépit des promesses de protection adressées par le président Ahmed Al-Charaa aux habitants de la région.

Mohamad Khatab et Salah Al-Cheikh, colonels dans l'état-major de l'armée du nouveau gouvernement syrien, à Idlib, en Syrie, le 4 juin 2025. LAURENT VAN DER STOCKT POUR « LE MONDE »

En mars, déjà, les forces de la sécurité générale, la nouvelle police, avaient eu la plus grande peine à mettre un terme aux massacres d'habitants alaouites dans la région côtière, débordées par les factions armées extrémistes sunnites, quand certains de ses membres n'ont pas eux-mêmes prêté main-forte aux assaillants. Née dans l'urgence et la confusion après la chute de l'ancien régime en décembre 2024, la sécurité générale cristallise en partie la méfiance qui s'est instaurée entre les minorités du pays et le nouveau pouvoir.

Dans les heures qui ont suivi la fuite de Bachar Al-Assad, le 8 décembre 2024, Tarek (qui ne souhaite pas donner son vrai prénom), un coiffeur de 29 ans, et ses voisins du quartier de Dahiya Qadissiya, une banlieue de Damas, se souviennent avoir pris peur : *« On voyait des gosses déambuler dans les rues, armés de kalachnikovs trouvées dans les commissariats ou les bases abandonnées par les forces du régime. D'autres, un peu plus vieux, pillaient les propriétés. »*

Les habitants décident alors de s'organiser en « comités populaires ». Ces groupes d'autodéfense vivent les premiers temps qui suivent la chute du régime en autarcie. Il leur faudra attendre une vingtaine de jours avant qu'un « cheikh » venu de la région d'Idlib, issu de Hayat Tahrir Al-Cham (HTC), le groupe islamiste qui s'installe au pouvoir, vienne prendre contact. Tarek et ses camarades passent alors sous le contrôle formel de la sécurité générale de HTC, la police du groupe islamiste, dont les effectifs, réduits, l'empêchent de contrôler des pans entiers des territoires nouvellement conquis.

Cours de charia

Le nouveau pouvoir a délégué pendant cinq mois la sécurité à ces comités de vigilance. Sans formation ni paie ou directives claires, ils se sont chargés de patrouiller dans leurs rues et de régler les problèmes de voisinage. En avril, le ministère de l'intérieur propose finalement au groupe de Dahiya Qadissiya de rejoindre les nouvelles forces de sécurité intérieures : c'est la promesse d'un salaire régulier pour de nombreux jeunes au sortir d'une formation de deux semaines dans une caserne.

Tarek n'en fera pas partie. *« L'entraînement pour rejoindre la sécurité générale ? C'est une semaine de course à pied et une semaine de cours de charia promulgués par un "cheikh d'Idlib" qui commence par s'enquérir des croyances des uns et des autres*, grimace le jeune homme, en évoquant l'encadrement de la nouvelle police, issu des rangs de HTC. *Je n'ai pas le même rapport à la religion que ces gens. »*

Le jeune coiffeur estime à plus de 200 les jeunes de son quartier qui ont répondu à l'appel, non pour des motifs religieux, mais attirés par les soldes versées par le ministère de l'intérieur. *« La plupart des anciens membres de mon comité de vigilance les ont rejoints. »* Il suffit d'être âgé de 18 à 30 ans, justifier d'un casier judiciaire vierge,

d'un niveau scolaire équivalent au brevet et d'une bonne condition physique pour s'engager comme policier de base. Le ministère de l'intérieur, qui ne communique pas sur ses effectifs, estimait, début 2025, à 200 000 le nombre de volontaires à former.

L'ancienne police ayant été dissoute, les nouvelles forces de sécurité sont bâties à partir d'un noyau issu de l'ancienne sécurité générale des territoires rebelles, alors contrôlés par HTC dans le nord-ouest du pays, où une unique académie de police a ouvert en 2023 et dont sont issus les « formateurs » au discours religieux qui rebutent de potentiels volontaires. Près de 2 000 officiers sont actuellement en formation au Qatar et en Arabie saoudite dans le cadre d'une initiative régionale visant à structurer et à professionnaliser les nouvelles forces de sécurité, selon le média en ligne *Al-Hal*.

« Je reprendrai mes études »

Azem, 24 ans, porte lui aussi l'uniforme noir de la sécurité générale. Il patrouille dans la campagne de Homs, dans le centre du pays, une région secouée régulièrement par des violences communautaires. Etudiant en ingénierie informatique à Damas, le jeune homme, qui a échappé à la conscription militaire sous l'ancien régime grâce à ses études, avait bénéficié d'une formation rudimentaire, mais obligatoire, au maniement des armes au sein de la division 15 de l'ancienne armée. Il a été approché en avril par des recruteurs de la sécurité générale du nouveau pouvoir dans le quartier d'Al-Midan, où il était volontaire dans une association caritative.

Deux mois plus tard, en juin, le voici sous-officier, donnant des instructions aux sentinelles postées à l'entrée de sa caserne. *« Nous sommes formés sur le tas par nos supérieurs et des cheikhs qui nous apprennent à bien nous comporter avec les habitants »*, explique-t-il lorsqu'on l'interroge sur la formation des nouveaux venus. *« Je n'ai pas l'intention de faire carrière. Je reprendrai mes études quand le pays ira mieux »*, assure Azem, en évoquant sa famille qu'il se *« doit d'aider »*. Les nouvelles recrues sont payées entre 160 et 200 dollars par mois. Une somme non négligeable en Syrie.

La nouvelle armée tâtonne. Alors qu'elle espérait reprendre pied dans le sud du pays, au terme de plusieurs jours d'affrontements entre factions druzes, combattants tribaux sunnites et forces gouvernementales, elle a dû battre en retraite sous la pression de l'armée israélienne. Organisée autour des factions islamistes ayant participé au renversement du régime Al-Assad, elle peine à se débarrasser de son image d'agglomérat de milices. En juin, Odaï Al-Abdallah, l'un de ses porte-paroles, assurait au *Monde* que l'ouverture prochaine d'académies militaires pour officiers et sous-officiers poserait les jalons d'une nouvelle force armée professionnelle.

En attendant, les nouvelles recrues sont déployées au bout d'un petit mois de formation. *« Notre principal ennemi, c'est le temps. On ne peut pas tout rebâtir en six mois »*, expliquent les colonels Mohamad Khatab et Salah Al-Cheikh, rencontrés à Idlib, d'où ils sont originaires. Ces deux membres de l'état-major, âgés de 38 et 40 ans, en poste à Damas, sont d'anciens officiers déserteurs de l'armée de Bachar Al-Assad qu'ils ont quittée en 2012 pour rejoindre l'Armée syrienne libre, puis Jaïch Al-Nasr, une faction modérée de la rébellion sunnite, où leur passé de lieutenants dans l'armée leur a fait gravir les échelons.

« Nous rappellerons toutes les nouvelles recrues pour une formation de six mois si les conditions sécuritaires le permettent », espèrent-ils. C'est sur ce profil d'officier que le ministère de la défense dit compter pour structurer la nouvelle armée, affirme Odaï Al-Abdallah, lui-même issu de HTC. Le 16 juillet, les bureaux des colonels Mohamad Khatab et Salah Al-Cheikh et d'Odaï Al-Abdallah ont essuyé le feu des quatre frappes israéliennes qui ont éventré le siège de l'état-major de l'armée syrienne, place des Omeyyades, au cœur de la capitale syrienne. Impuissante, la nouvelle armée assiste, à distance, à l'occupation par l'armée israélienne de la zone syrienne démilitarisée au pied du plateau du Golan, à moins d'une heure de route de Damas.

Le Monde **22 juillet 2025**

En Syrie, une enquête sur les massacres en mars fait état de plus de 1 400 morts, en majorité des civils

La Commission nationale d'enquête sur les massacres perpétrés en mars en Syrie a dit avoir identifié 298 suspects impliqués dans les exactions contre les alaouites.

La Commission nationale d'enquête sur les massacres perpétrés en mars en Syrie a rapporté, mardi 22 juillet, avoir identifié 298 suspects impliqués dans les exactions contre les alaouites, confirmant la mort de 1 426 membres de cette minorité.

« La commission a identifié 298 personnes nommément impliquées dans les violences », a déclaré son porte-parole, Yasser Al-Farhan, lors d'une conférence de presse à Damas. La commission a également constaté *« de graves violations contre les civils les 7, 8 et 9 mars, notamment des meurtres, des meurtres prémédités, des pillages, des destructions et des incendies de maisons, des tortures et des insultes à caractère confessionnel »*.

La commission a confirmé les noms de 1 426 personnes tuées, parmi lesquelles 90 femmes, la plupart étant des civils issus de la commu-

nauté alaouite dans la région côtière. Damas a accusé les partisans armés de l'ex-président Bachar Al-Assad d'avoir déclenché les violences en attaquant les nouvelles forces de sécurité, qui ont lancé une contre-offensive.

Selon la commission, 238 membres des forces de sécurité et de l'armée ont été tués lors de ces violences. Les autorités ont ensuite envoyé des renforts dans la région.

« Exécutions sommaires »

D'après l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), ces forces, appuyées par des groupes paramilitaires, ont commis des massacres et des *« exécutions sommaires »*, faisant près de 1 700 morts parmi les civils, majoritairement issus de la minorité alaouite à laquelle appartient la famille du dictateur syrien, renversé le 8 décembre 2024.

Des ONG font état de massacres à caractère confessionnel, dans lesquels des familles entières ont péri, y compris des femmes, des enfants et des personnes âgées. Certains combattants se sont filmés en train d'exécuter des civils à bout portant, après les avoir insultés et battus.

La commission d'enquête, créée le 9 mars par le président intérimaire syrien, Ahmed Al-Charaa, devait initialement remettre ses conclusions en avril, mais son mandat a été prorogé de trois mois le 10 avril. Plusieurs organisations de défense des droits humains ont récemment exhorté les autorités syriennes à publier l'intégralité des conclusions de l'enquête et à garantir que les responsables soient traduits en justice.

La publication du rapport de cette commission, remis à M. Al-Charaa le 13 juillet, survient quelques jours après de nouvelles violences dans la province de Souweïda (Sud), à majorité druze, qui ont fait plus de 1 200 morts, selon l'OSDH, en grande majorité des Druzes. Elles ont suscité des doutes sur la capacité des autorités à contenir les tensions confessionnelles et à rétablir la sécurité, plus de sept mois après la chute de l'ancien pouvoir, qui se posait en protecteur des minorités.

The New York Times **July 22, 2025**

Iran's Leaders Turn to a New Brand of Nationalism After Israeli and U.S. Attacks

The theocratic government is repurposing folklore and patriotic anthems as it seeks to channel national outrage into increasing its support at home.

The event had all the typical trappings of Ashura, Iran's ritualistic Shiite Muslim mourning period. The kneeling crowds were dressed in black. They beat their chests in unison. Then, Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, beckoned the man leading the chants, and whispered in his ear.

Grinning, the singer broke into a tune that would have been wildly out of place at a religious ceremony for the Islamic Republic just a few weeks ago: "Ey Iran, Iran," a patriotic anthem.

"In my soul and spirit, you remain, O homeland," he sang, as the crowd recited the words back to him. "Wasted be the heart that does not tremble for you."

Iran has emerged from its war with Israel — briefly joined by the United States — deeply wounded. Its military defenses are battered, its nuclear program was pummeled and its population has been devastated by a heavy civilian toll over the 12-day war.

Amid that bleak outlook, the country's leaders see an opportunity. Outrage over the attacks has sparked an outpouring of nationalist sentiment, and they hope to channel that into a patriotic moment to shore up a government facing daunting economic and political challenges.

The result has been an embrace of ancient folklore and patriotic symbols that many of Iran's secular nationalists once saw as their domain, not that of a conservative theocracy that often shunned Iran's pre-Islamic revolutionary heritage.

In the ancient city of Shiraz, a billboard depicts Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel kneeling before a statue of Shapur I, the third-century Persian king, mimicking a frieze from the ruins of the ancient city of Persepolis.

In Tehran's Vanak Square, a popular shopping area, a billboard has been erected for Arash the Archer, the mythological figure said to have created Iran's borders by launching his life force from an arrowhead. Now, instead of arrows, it is the missiles of the Islamic Republic being fired across his bow.

"We are witnessing the birth of a fusion of Shiite identity and Iranian nationalism — and it is the result of the attack on Iran," said Mohsen Borhani, a law professor at Tehran University and well-known political commentator.

With no reliable polling data to offer insights on popular sentiments, the effectiveness of this patriotic craze has been hotly debated among Iranians and analysts alike.

Some Iranians are skeptical that any newfound nationalism will increase the government's popularity, arguing that it simply reflects the widespread anger over the Israeli and U.S. attacks.

Before the Israeli attacks, some Iran analysts had anticipated domestic turmoil this summer: Alongside an economic crisis, Iran's water, electricity and fuel supplies had been failing as temperatures soared.

The war seems to have led to

an opposite effect. Now, some Iranians appear willing to stomach more government restrictions, including the tightening of internet access. The Iranian government has also begun a massive crackdownagainst what it says are infiltrators and spies, but which rights groups say is also sweeping up dissidents and minorities.

President Trump and Mr. Netanyahu's calls for Iranians to rise up against the government in the wake of the strikes has led even some critics of the Iranian government to argue that they could not countenance protesting right now.

"People do not want domestic change to be driven by foreign governments," Lida, who works in Tehran, told The New York Times in a voice message. She asked not to be identified by her full name because of the government's warnings against contact with the foreign media.

"It goes against my national pride that a country comes and violates my land and hits our nuclear sites," she added. "OK, fine, this nuclear program is not my dream or aspiration, but in the end, it is part of my land and territory."

This is not the first time that leaders of the Islamic Republic have leaned on nationalism or traditional symbols in times of crisis.

At the end of the Iran-Iraq war of the 1980s, historians say, Iran's revolutionary leadership often turned to nationalist rhetoric.

But the scale and scope of the latest effort to galvanize the population is different, Iran experts say.

"The revolutionary leadership has recognized that, when the going gets tough, you have to dive deep into that nationalist rhetoric to bring

A march during a Tasua mourning ceremony in Tehran, Iran, this month.Arash Khamooshi for The New York Times

people together," said Ali Ansari, the founding director of the Institute for Iranian Studies at the University of St. Andrews. "They want to use the war as a way of encouraging national solidarity — something that they haven't had for many years."

Iranians marched in front of Tehran University this month while singing a version of a nationalist song that harkens back to the Pahlavi monarchy that ruled Iran before the Islamic revolution in 1979.

That approach was especially striking as the country entered Muharram at the end of June, a period of mourning in Shiite Islam that lasts for about a month.

Ashura, marking the 10th day of that period, is when Shiites grieve for Imam Hussein, the grandson of the Prophet Muhammad.

This year, Iran's madahs, or religious singers, brought politics into the celebrations. At shopping malls in the city of Yazd, they blended pious verses into patriotic songs that were once banned — including a religious version of an anthem penned during World War II, and often associated with the era of the Pahlavi monarchy that the Iranian revolution overthrew in 1979.

Some Iranians have not welcomed the fusion of nationalist and Islamic rhetoric, including the family of Tooraj Negahban, the lyricist who penned "Ey Iran, Iran." The madah who recited it in front of Ayatollah Khamenei wove in religious phrases like "Iran of Karbala" and "Iran of Ashura."

A critic of the Islamic Republic, Mr. Neghaban died in exile in Los Angeles in 2008.

"For years, you have silenced our voices. You have erased our names from books and the media," the family wrote in a post on an Instagram page in his name. "Now that you have nothing left to shout, you are singing the same anthems you used to curse."

Some Iranians, like Mr. Borhani, the Tehran University professor, argue that the theocracy's turn to nationalism shows that religion alone can no longer galvanize Iran's 90 million people, particularly those in their 30s or younger, who form the bulk of the population.

Others say the widespread use of patriotic tunes in Ashura rituals around the country has created an authentic new expression of Iranian patriotism.

Shahrzad, a university student in Tehran, described the shift as "engineered nationalism."

"Authentic nationalism comes from the streets, from protests, from shared pain, not from government podiums," she said in a voice message.

Even if the war — and the wave of nationalism it has spurred — has helped the government retain control, some question how long it will last.
"When the dust settles and people start to ask questions, they will see that there's still no water, still no gas, still no electricity," Mr. Ansari said. "Everything depends on the country having an economic renaissance — and it can't do it."

The New York Times July 23, 2025

A Long, Overdue Reporting Trip Through Syria

After the fall of Bashar al-Assad, parts of the country that had been closed to outside journalists for a decade suddenly opened up.

For more than a decade, I lived in Lebanon as a New York Times correspondent and bureau chief, and much of my work focused on the Syrian civil war, which began in 2011 and tore the country apart for 13 years.

During that time, I visited areas in northern and eastern Syria where the government had lost control. But I had no access to most of the country, including its largest cities and the sites of major battles, because the regime of President Bashar al-Assad refused to let me visit the areas it controlled.

So after rebels toppled Mr. al-Assad in December, effectively ending the war, the whole country suddenly opened up. My colleagues and I could not only enter Syria but drive around, see the locations of events we had covered from afar and meet with Syrians we had previously known only through online chats over Skype and WhatsApp.

The scale of loss — more than half a million people were killed — was hard to comprehend, and nearly everyone we met spoke of loved ones who were dead or missing. The destruction of Syria's cities and villages felt postapocalyptic. Rebuilding is expected to take decades and cost tens of billions of dollars that Syria doesn't have.

To capture Syria's new reality, I set off with the photographer David Guttenfelder and other colleagues in February to drive across the country, interviewing dozens of Syrians along the way about their hopes and fears for the future and documenting their lives. The resulting article was published last month.

A Syrian girl sells snacks in her destroyed neighborhood near the Alawite community Zahra neighborhood in Homs, SyriaDavid Guttenfelder/The New York Times

Executing the journey required a lot of research and planning, but once we were on the road three things were essential: cash, gas and the right team.

Over the years, the war had battered Syria's economy and the United States and other countries had imposed layers of sanctions on Mr. al-Assad's government, cutting it off from the international financial system.

Credit cards didn't work, and I couldn't pay for food, fuel or lodging by tapping my phone or swiping my card. Every transaction required cash.

The sanctions also meant that we could not withdraw cash from the few A.T.M.s we saw at local banks in big cities. We had to bring in enough dollars for our entire trip and change them into Syrian pounds.

The value of Syria's currency sank during the war like a cannonball in the sea, so such transactions yielded lots and lots of cash.

At the start of our trip, I exchanged $1,000 and was given 10,000,000 Syrian pounds, which the money changer stacked up on the counter like a pile of bricks. He offered me a black plastic bag to carry all those bills.
Last month, President Trump ordered the lifting of all U.S. sanctions on Syria, but that was after our trip, and it will take time for Syria to reconnect to global banks.

In our 16 days on the road, we drove many hundreds of miles in two cars, and refueling was a challenge. Men selling gasoline from plastic jugs lined the roads, but our drivers doubted the quality. So we filled up when we found working gas stations, handing over reams of bills bound with rubber bands.

If cash and gas were hassles, our team was a blessing. My colleagues made the trip a success.

David rode with Ahmad AlKhalaf, a laid-back tour guide from Aleppo. He made sure we ate well in his town, and told us the history of the ancient city of Palmyra, where we took a side trip.

I rode with Muhammad Haj Kadour, a reporter from Idlib Province in northern Syria who helped The Times cover the war. His knowledge of the rebels who had taken over the country helped keep us safe. It was he who told us about a community where "they stole all the roofs," which led us to the village of Telmanes. Residents there said that after the army seized the area in 2019, it allowed work crews to come in and pillage the village; they had even hammered in the reinforced concrete roofs of most of the buildings to steal the rebar. That became the fourth stop on our journey.

Also in our car was Hwaida Saad, a longtime Lebanon reporter for The Times who had covered Syria in depth and with great compassion since the start of the conflict. That had given her a vast network of contacts, many of whom she had kept in touch with as they were bombed or besieged.

We ran into a surprising number of people who knew Hwaida, and some of them were clearly moved to meet her in person after so many years of talking to her during difficult times over bad internet connections.

We met scores of people from a range of social and economic backgrounds as we crossed Syria, and I was repeatedly struck not just by the scale of the suffering and destruction left by the war but also by people's determination to rebuild their lives and move on.

Syria after al-Assad is unstable. The country's future is uncertain. With luck, and trusted colleagues, I'll be back to see it.

RÛDAW

July 23, 2025

DEM Party rebukes call by Erdogan's ally to dissolve

ERBIL, Kurdistan Region - Turkey's pro-Kurdish Peoples› Equality and Democracy Party (DEM Party) on Tuesday condemned a call from an ally of President Recep Tayyip Erdogan urging the party to dissolve itself over alleged ties to Kurdish rebel groups. The DEM Party firmly rejected the demand, stating it has no intention of disbanding.

DEM Party logo. Graphic: Rudaw

The DEM Party is mediating peace talks between Ankara and the Kurdistan Workers' Party (PKK). The latter has decided to dissolve itself and lay down arms after decades of a devastating war with the Turkish state. A first group of PKK fighters burned their weapons earlier this month.

Mustafa Destici, leader of the Great Unity Party (BBP), on Monday called on all alleged offshoots of the PKK to dissolve themselves, mentioning the DEM Party too.

"Even this DEM Party in Turkey will do so. Because it is also the PKK's party. It will dissolve itself, condemn terrorism, and establish a new party," he told reporters.

The BBP is part of the ruling People's Alliance, which includes Erdogan's Justice and Development Party (AKP).

The DEM Party rebuked the Turkish politician for his remarks late Tuesday.

"DEM Party is the name of the struggle for equality, freedom, democracy, justice, and peace of the peoples. It is the will of millions. It is not a mere signboard, nor is it temporary. It has reached this point by paying great costs and through an uninterrupted struggle," stated the pro-Kurdish party. "The purpose of the DEM Party is clear: to ensure peace and build democracy for 86 million people."

The party refused to dissolve itself.

"We are not dissolving our party. We are right where we stand, and our march continues with determination. We will never step back," the party said, advising the BBP leader to be "the voice of people and democracy, not of Kurdish hostility."

On May 12, the PKK announced its dissolution and intention to disarm after being

urged to do so by its founder Abdullah Ocalan who said it was time to take the struggle for Kurdish rights into the political sphere.

The PKK has declared a unilateral ceasefire and on July 11 held a disarmament ceremony had a ceremonial disarmament where 30 fighters, including commanders, burned their weapons.

Erdogan on Monday praised Ocalan for his continued support for peace talks between the PKK and Ankara.

"We are determined to build a terrorism-free future. We are clear about what we will do to reach our goal, how we will achieve it, and where we will ultimately end up," Erdogan told journalists.

Erdogan also said that they are following the PKK disarmament process, adding that the negotiations to form a parliamentary commission to address the peace process, or what Ankara calls terror-free Turkey, have "reached the final stage. You will soon see progress at the parliamentary level."

The peace process will be guided by the parliamentary commission. Representatives of the parliamentary bloc of Turkey's political parties met with the parliament speaker on Friday and the commission is set to be formed within days. The commission has broad political support, except from the ultranationalist Good Party (IYI).

Sezai Temelli, a DEM Party lawmaker, told Rudaw on Tuesday that the parliamentary commission will consist of 35 members and may hold its first meeting in the coming days. "There may be a meeting on Friday. Even if it is not Friday, it will definitely convene within the next week. Even if parliament goes on recess, the commission will continue its work and fulfill its legal preparation duty until October 1," he said.

He added that the commission's main task will be to ensure "legal and political guarantees for the disarmament process."

Some PKK fighters based in Duhok province told Rudaw earlier this month that they fear reprisals if they return to Turkey, with many opting to remain in the mountains instead.

«In the first phase, regulations will be made regarding the legal and political rights of those who lay down arms. After this stage is completed, new steps can be taken for the continuation of the process," Temelli noted, adding that the DEM Party delegation, which has held several meetings with Ocalan in jail, will visit him again following the commission meeting.

Ibrahim Kalin, Turkish intelligence chief, has held meetings with several Turkish political parties over the peace talks, including the DEM Party.

Temelli said their meeting with Kalin was positive.

«It was a sincere and important meeting. We won't make statements about its content, but it went positively. The resumption of dialogues is important for the democratic solution of the Kurdish issue," the lawmaker said.

The New York Times **July 23, 2025**

Iranian Officials Suspect Sabotage in String of Mysterious Fires

For weeks, fires and explosions have been reported almost daily in Iran. Officials are investigating what they think is a coordinated campaign.

For more than two weeks, mysterious explosions and fires have erupted across Iran, setting ablaze apartment complexes and oil refineries, a road outside a major airport and even a shoe factory.

In public, Iranian officials have shrugged off the events as mere coincidence or blamed aging infrastructure, trying to soothe the frayed nerves of a population still traumatized by the country's war with Israel and the United States in June.

But in private, three Iranian officials, including a member of the country's powerful Islamic Revolutionary Guards Corps, said they believed that many of them were acts of sabotage.

While Iran's government has many enemies that would like to see it falter, the officials have trained their suspicions on Israel, pointing to its history of covert operations in Iran, including explosions and assassinations. And after Israel's 12-day bombing campaign last month in Iran, a senior Israeli intelligence official had vowed to continue operating in Iran.
A European official who deals with Iran said he had also assessed the attacks as sabotage and suspected Israel of involvement, based on its history in Iran — both as a form of psychological warfare and to take out targets. The four officials spoke anonymously because they were not authorized to speak publicly.

The Iranian officials interviewed did not provide evidence to back up their suspicions, and the authorities who spoke publicly cited other causes for the explosions, including gas leaks, garbage fires and old infrastructure. But they have also not given the public a convincing explanation of why gas explosions are occurring at a rate of one to two per day across the country.

Some of the events have occurred at strategic infrastructure sites, like a fire at a major oil producing refinery in the southern city of Abadan on Saturday that killed one person, injured many others and took out a production line. Others, like explosions in apartment buildings and factories, contribute to a sense of chaos and instability.

The Iranian authorities are wary of publicly declaring their suspicions about Israel's potential involvement because, they said, Iran does not want to corner itself into having to retaliate against Israel.

Iran's air defense and missile launchers, as well as military bases and nuclear facilities, were badly damaged during last month's war. Although Iran maintained its ability to launch ballistic missiles into Israel until the last hours before a cease-fire ended the conflict, restarting it risks further weakening Iran's military abilities.

For more than a decade before the war, Israel and Iran waged their battles in the shadows — by air, land, sea and the cyberworld. Israel for years has carried out covert operations in Iran, including explosions and drone strikes on nuclear and military figures and sites. Iran, in turn, has attacked Israeli-owned ships in the Persian Gulf, launched missiles at structures in Iraq that are linked to Israel and funded and armed militant groups like Hamas in Gaza.

Israeli officials declined requests for comment. But Israel's intelligence agency, the Mossad, made clear it would continue conducting operations in Iran even after the cease-fire. In June, Mossad's director made a rare public address to celebrate the agency's work in Iran, saying, "We will be there, just as we have been up to now."

Publicly, Iran has sought to explain away the fires. In some cases, such as the blaze in northeast Iran near Mashhad International Airport, Iranian officials said they were conducting "controlled burning of weeds," and they attributed a fire in Tehran to a garbage fire.

For most of the blazes, however, Iranian officials blamed gas leaks. The director of

A fire at a major oil refinery in Abadan, Iran, on Saturday killed one person.Farid Hamoudi/West Asia News Agency

Tehran's fire and public safety departments, Ghodratollah Mohammadi, told the state media the cause of these leaks was "worn-out equipment, the use of substandard gas appliances and disregard for safety principles."

Some of the blasts that hit residential buildings were so powerful, they sent massive plumes of smokes into the air, collapsing the walls and ceilings.

In Qom, one apartment building looked as if a bomb had ripped through it. Walls of a first-floor unit were brought down, their windows shattered. A yellow taxi parked on the street was crushed under rubble, according to videos of the blast published on social media and BBC Persian. The force of the blast, which injured seven people, covered the entire surrounding block in debris.

The unit that exploded, two of the Iranian officials told The New York Times, appeared to have been rented by operatives who had left the building after turning on the stove and oven gas, as if to deliberately spark a blaze.

Another potentially similar case was an explosion in a high-rise compound in Tehran, which offers discounted housing to employees of the judiciary. The explosion blew out walls and windows. The three Iranian officials said they believed that saboteurs might have wanted to stoke panic among judges and prosecutors that they could be targeted, similar to the way Israel previously attacked scientists involved in Iran's nuclear program.

The Guards member said that the cumulative effect of the near-daily explosions — even if some of them were accidents — was a growing sense of anxiety among both officials and Iranians more broadly.

"The Iranian government's long record of cover-ups and lack of transparency, along with its vague responses, have only deepened public fear and suspicion," said Omid Memarian, an Iran expert at DAWN, a Washington-based foreign policy research institute. "People are aware the regime often downplays or denies Israeli attacks."

With no public acknowledgment of what feels to many Iranian residents like coordinated attacks, some have questioned whether the war ever truly ended.

"A lot of us think that it is Israel's doing and that war is going to start again," said a man named Mohammed who runs a cafe and art gallery in the city of Kashan. He asked not to be identified by his full name over fears of repercussions for speaking to foreign news media.

He said he felt "scared and paranoid," particularly because Kashan, in central Iran, is close to some nuclear sites and missile bases.

Mahdi Mohammadi, a conservative politician and senior adviser to Iran's head of Parliament, said the situation with Israel was anything but predictable.

"If anyone thinks we are dealing with linear events that we can predict, they are naïve," Mr. Mohammadi said in one of his regular recorded speeches, which he distributes on Telegram. "We are not even in a cease-fire now; we are in a fragile suspension,

and any minute it can end, and we are back at war."

Many Iranians have also questioned the circumstances of the death last week of Brig. Gen. Gholamhossein Gheybparvar, who was a deputy commander of the Revolutionary Guards and oversaw a military base in Tehran that was in charge of crackdowns on women-led protests in 2021.

According to an announcement of his death on state media, he died of complications from chemical weapons injuries sustained in Iran's 1980s war with Iraq. The injuries had flared up amid the stress of the recent war with Israel, the announcement said.

Officials have tried various approaches to allay public anxieties.

The national gas company released statistics that it argued showed no notable increase in explosions from gas leaks this year compared with last year's.

The Tehran City Council invited the gas company and ministry of energy to present reports regarding "recent measures and developments," which it described as a discussion of the situation under "normal circumstances."

To cope with the stress, many Iranians have turned to dark comedy. On social media, they have been sharing photoshopped pictures of Israel's prime minister, Benjamin Netanyahu, wearing the uniform of Iran's national gas company.

Social media accounts associated with the Israeli government have joined in with cryptic jokes. A "Mossad in Farsi" account, which an official at the agency privately acknowledged as its own, urged Iranians to burn Esphand, a type of incense Iranians traditionally lit to ward off evil spirits and curses.

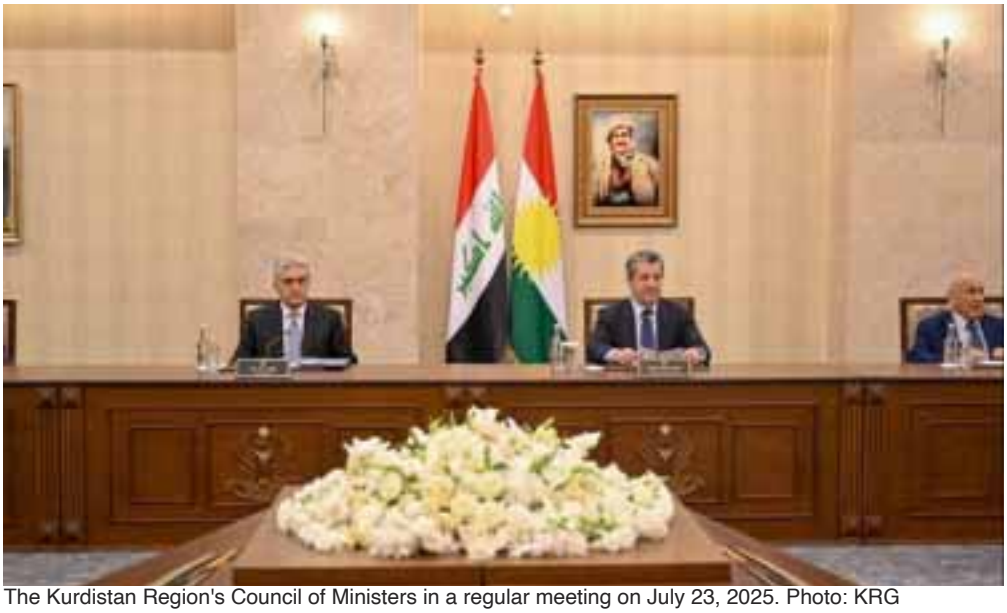
"Explosion after explosion," it wrote in another post. "Someone needs to check what's going on there."

RÛDAW

23 juillet 2025

KRG says implemented 'all obligations' in budget deal with Baghdad

ERBIL, Kurdistan Region - The Kurdistan Region's Council of Ministers said on Wednesday that it has "fully implemented all obligations" in the recent budget agreement with Baghdad and called on the Iraqi government to abide by the deal.



The Kurdistan Region's Council of Ministers in a regular meeting on July 23, 2025. Photo: KRG

"The Council of Ministers reaffirmed that the Kurdistan Region has fully implemented all its obligations" regarding sending its non-oil revenues, salary lists, and joint cooperation on the Region's oil exports through Iraq's State Oil Marketing Organization, the Kurdistan Regional Government (KRG) said in a statement.

It called on Baghdad to "also fulfill its obligations according to the agreement by immediately sending the salaries and financial entitlements of the people of Kurdistan," lamenting that the Region's civil servants have been deprived of their salaries for three months, "which is their constitutional and legal right that should not be violated under any pretext."

"The federal government must send the salaries and financial entitlements of the people of Kurdistan as soon as possible," the KRG asserted.

The Iraqi government on Tuesday decided to resume the payment of the salaries of public sector employees in the Kurdistan Region after nearly three months of suspension due to financial disputes with Erbil.

Tensions between Baghdad and Erbil escalated in late May when the federal finance ministry suspended transfers, accusing the KRG of exceeding its 12.67 percent share of the federal budget and failing to deliver the agreed oil volumes to SOMO. The freeze affected more than 1.2 million public sector employees in the Kurdistan Region.

Last week, the federal and regional governments reached a new deal over financial and oil disputes following the failure of several similar deals in the past. The Iraqi government approved the agreement during a cabinet meeting and decided to resume the disbursement of the salaries of KRG's civil servants on Tuesday. The payment will only cover the month of May, and the disbursement of salaries for the remaining months will depend on how the agreement is implemented moving forward.

In the statement, the KRG thanked the Kurdistan Region's civil servants for their "resilience" in the face of unpaid salaries.

"The Council of Ministers, with great respect and appreciation, highly values the responsible stance and resilience of the Kurdistan Region's people who have the necessary understanding of this difficulty imposed on the Kurdistan Region and have defended, with a high responsibility, the constitutional entity of the Kurdistan Region," it said.

The Erbil-Baghdad agreement also includes the resumption of KRG's oil exports. The process has been halted since March 2023 when a Paris-based arbitration court ruled in favor of Baghdad against Ankara, saying the latter had violated the 1973 pipeline agreement by allowing Erbil to begin exporting oil independently in 2014.

Under the agreement, the KRG must export its entire oil output through SOMO, keeping 50,000 barrels daily for local use. In return, Baghdad is expected to make budget transfers and provide refined fuel if needed. The KRG is also obligated to hand over 120 billion Iraqi dinars (nearly $92 million) in non-oil revenues monthly for May.
However, the KRG, the Iraqi government, and international oil companies operating in the Kurdistan Region have yet to reach a final agreement on the future of Kurdish oil exports.

Fuad Hussein, Iraq's Deputy Prime Minister and Foreign Minister, told Rudaw on Tuesday that Baghdad will continue paying the KRG civil servants for the months of June and July as well.

RÛDAW

July 23,2025

Turkey says SDF must prove commitment to integration deal with Damascus

ERBIL, Kurdistan Region - The Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) should demonstrate that they are committed to the March agreement with Damascus regarding its integration into the interim government's security apparatus, Turkish state media cited Ankara's defense sources as saying.

Turkish flag (left) and SDF forces (right). Graphic: Rudaw

SDF chief Mazloum Abdi and Syria's interim President Ahmed al-Sharaa signed a landmark agreement on March 10 concerning the future of the SDF and the Kurdish-led administration in northeast Syria (Rojava). While parts of the agreement have already been implemented, key provisions - such as the integration of the US-backed SDF into Syrian state forces - continue to face significant obstacles.

"The SDF terrorist organization must concretely demonstrate that it is complying with the agreement it made with the Damascus government. Developments regarding this issue are being closely monitored together with our relevant institutions," Turkish national defence sources told journalists during a weekly press briefing, reported Turkey's state-run TRT Haber on Wednesday.

Ankara has endorsed the March 10 agreement but has repeatedly called on the SDF to abide by it.
Middle East Eye reported on Monday that the US and Turkey have given the SDF a 30-day ultimatum to integrate

into Damascus forces. However, the SDF denied the claim.
An SDF spokesperson told the Saudi-based Asharq Al-Awsat on Tuesday that they do refuse to lay down arms for now.
"We can join the Syrian army through a constitutional and legal agreement that recognizes the specificity of our forces," Abjar Dawoud said, adding that they refuse to "surrender" weapons "in light of the increase in the pace of violence" in southern Syria - where days of recent clashes left nearly 1,300 people dead, according to a war monitor.

The New York Times

July 23, 2025
Farnaz Fassihi

Iran Warns It Could Exit Nuclear Treaty if Europe Reimposes Sanctions

The warning from Iran's deputy foreign minister came days before he is set to travel to Istanbul for nuclear talks with European counterparts.

A top Iranian official warned on Wednesday that Iran could withdraw from a key nuclear nonproliferation treaty if Europe followed through on its threats to reimpose sanctions on Tehran.

The remarks, from Iran's deputy foreign minister, Kazem Gharibabadi, came during a rare on-the-record briefing with reporters in New York, where he was attending meetings at the United Nations. Mr. Gharibabadi laid out his country's positions on a range of issues, setting the stage for nuclear talks with European counterparts in Istanbul on Friday.

Since negotiations between the United States and Iran collapsed in June as Israel launched a wave of attacks on Iran, setting off a 12-day war, Tehran has faced additional pressure from Europe about making concessions on its nuclear program.

Britain, France and Germany announced this month that they would enforce tough U.N. sanctions on Iran by the end of August if the country did not make concrete progress on a deal to limit its nuclear program. The mechanism for applying the sanctions is called a "snapback," and it refers to a term in the 2015 nuclear deal between Iran and world powers that allows parties to the deal to impose sanctions on Iran before the deal expires at the end of October this year if it has violated its terms.

An anti-American mural in Tehran in April.Arash Khamooshi for The New York Times

Mr. Gharibabadi, who is part of Iran's nuclear negotiating team, warned that enacting snapback sanctions would provoke Iran to retaliate, including potentially by withdrawing from the Nuclear Nonproliferation Treaty, one of the last remaining international safeguards on its nuclear program.

Iranian officials have made similar threats in the past, saying the country would withdraw from the treaty if Israel or the United States attacked its nuclear sites. But even after the United States and Israel did just that during the recent war, Iran did not follow through on that threat.

Mr. Gharibabadi said Iran had shown restraint so far, but he added, "I'm quite confident that if the snapback is triggered, Iran will not show more restraint in this regard."

He said Iran would continue to engage with Europeans who hold the snapback leverage, but was also open to resuming talks with Washington.

"We cannot chose one of them; we should work on both of them," he said, adding that, for Iran, negotiations with Americans "would have more benefits."

Iran and the United States had held five rounds of nuclear talks, mediated by Oman, and were scheduled to meet for a

sixth when Israel attacked Iran on June 13, setting off the war and collapsing the talks.

"Iran's policies have not been changed after the aggression; we are even more determined to pursue our policies," said Mr. Gharibabadi. Iran was ready to return to talks with the Trump administration "tomorrow," he said, if the United States agreed to a set of trust-building principles.
But Mr. Gharibabadi reiterated that Iran would not give up its right to enrich uranium at lower civilian levels — a central demand of the Trump administration — repeating Iran's assertion that it has not pursued a nuclear weapon.

After the United States bombed Iran's three nuclear facilities in Fordo, Natanz and Isfahan, Tehran said it would suspend cooperation with the International Atomic Energy Agency, the U.N. nuclear watchdog, and inspectors were forced to leave the country. Iran announced that the agency's director, Rafael Grossi, would not be allowed to enter the country.

Mr. Gharibabadi said that a team of technical experts from the nuclear watchdog would visit Tehran in the coming weeks to discuss a framework for Iran and the agency to engage. Mr. Gharibabadi said that the team would not be allowed to visit the damaged nuclear sites because, he said, Iran was not conducting enrichment activity at the locations and, therefore, there was no reason for inspections.

President Trump has said that Iran's nuclear facilities were "obliterated," and Iran's foreign minister, Abbas Araghchi, has said publicly that the sites were severely and extensively damaged and not operational. The fate of Iran's nearly 900-pound stockpile of highly enriched uranium, which could make several bombs if Iran decided to weaponize its program, remains unclear. U.N. inspectors said last month, after the attacks, that Iran could repair its facilities and restart enrichment within a few months.

On Wednesday, Mr. Gharibabadi offered little clarity on the whereabouts of the stockpile and the scope of the damage.

"Our Atomic Energy Organization is assessing, actually, the damages to the nuclear installations, and we are waiting to receive their report," he said. "In this regard, it's a very dangerous work. We do not know what has happened there."

LA CROIX

24 juillet 2025

Kurdes tués à Paris : William Malet renvoyé aux assises pour assassinats racistes

Des juges d'instruction ont ordonné mardi le renvoi aux assises pour assassinats racistes, mais pas terroristes, de William Malet, un ex-chauffeur de TGV de 72 ans qui a reconnu avoir tué trois Kurdes en décembre 2022 à Paris, a indiqué le parquet mercredi 23 juillet, confirmant une information de BFMTV.

Selon cette source, William Malet, qui avait dit en interrogatoire avoir voulu *« faire un attentat »* avant de nuancer, sera jugé pour assassinats et tentatives d'assassinats en raison de la race, ainsi que pour diverses infractions à la législation sur les armes.

William Malet avait reconnu avoir ouvert le feu, le 23 décembre 2022, devant un centre culturel kurde rue d'Enghien (10e) à Paris, faisant trois morts et trois blessés. Mis en examen et écroué après les faits – il est toujours en détention provisoire –, il avait expliqué son geste par sa *« haine pathologique »* des étrangers.

Altération du discernement

Onze jours avant son attaque, il était sorti d'un an de détention provisoire pour avoir blessé avec un sabre des migrants dans un campement parisien en décembre 2021. Une expertise psychiatrique a reconnu l'altération de son discernement. Il pourrait donc ne pas risquer la réclusion criminelle à perpétuité mais trente ans de prison.

« Les parties civiles s'étonnent de l'absence de qualification terroriste, eu égard aux déclarations de William Malet durant toute l'instruction », a indiqué Me David Andic, qui représente plusieurs parties civiles dont le Conseil démocratique kurde en France (CDK-F) avec Me Christian Charrière-Bournazel, Laurent Pasquet-Marinacce et Youri Krassoulia.

Les parties civiles *« prennent acte du refus d'investiguer »* sur ce point *« et vont faire appel des ordonnances de rejet de demandes d'actes rendues par les juges d'instruction »*, a ajouté ce conseil. L'avocat de William Malet, Me Clément Pialoux, n'a pas répondu.

Le Monde

Boris Bastide
24 juillet 2025

Avec « The Things You Kill », Alireza Khatami filme, en Turquie, le cauchemar de la violence masculine

Le thriller du cinéaste iranien bascule peu à peu vers le fantastique, sans jamais reprendre visuellement les codes du genre.

Le nouveau film du cinéaste iranien Alireza Khatami, coréalisateur des *Chroniques de Téhéran* (2024), se place d'emblée du côté du rêve. Dès l'ouverture de *The Things You Kill*, Hazar (Hazar Ergüçlü) raconte à son compagnon Ali (Ekin Koç) une scène qui lui est venue dans son sommeil où son beau-père, arrivé comme sonné, lui demandait de *« tuer la lumière »*. Cette logique de déplacement de la réalité, jusque dans le langage, gagne ensuite tout ce thriller primé cette année au Festival du film de Sundance puis à Reims Polar.

Ekin Koç (Ali) dans « The Things You Kill », d'Alireza Khatami. LE PACTE

Le premier décalage est d'ordre géographique. Le réalisateur iranien dissident, installé depuis de longues années au Canada, n'a pas tourné ce nouveau film dans son pays natal mais en Turquie, sans que ce choix apporte un réel sentiment de dépaysement. C'est là, dans une province reculée, qu'Ali, un professeur de littérature, retourne vivre, avec sa compagne, après des années d'exil aux Etats-Unis.

Alireza Khatami n'en reste pas moins fidèle à ses préoccupations politiques, *The Things You Kill* prenant à bras-le-corps la thématique de la violence masculine. Ali retrouve en Turquie Hamit (Ercan Kesal), un père tyrannique qu'il a fui et qu'il soupçonne de maltraiter sa mère, contrainte de se déplacer difficilement avec un déambulateur. Quand celle-ci décède subitement après une mauvaise chute, le fils y voit un meurtre déguisé en accident.

Thématiques sociétales

Le film suit alors deux pistes : d'un côté, l'enquête d'Ali pour savoir ce qui est réellement arrivé à sa mère, révélant d'inattendus secrets de famille ; de l'autre, les difficultés qu'il rencontre dans son couple – on lui diagnostique une très faible fertilité – et dans son travail – son cours est menacé de suppression à la rentrée suivante. Fuyant la réalité, le professeur se réfugie de plus en plus dans un jardin, à l'écart du monde, qu'il tente de cultiver. Là, sa rencontre avec Reza (Erkan Kolçak Köstendil), un mystérieux inconnu qu'il engage comme jardinier, va le pousser à prendre des décisions radicales pour reprendre sa vie en main.

La réussite de *The Things You Kill* réside en premier lieu dans sa capacité à articuler ses thématiques sociétales autour de la domination masculine avec une quête d'identité d'ordre psychanalytique. *« Qu'est-ce que tu as fait pour que ce chien soit si agressif ? »*, demande Reza à Ali, avec cette compréhension que la violence est le résidu d'un apprentissage, une loi du plus fort et du plus riche qui circule partout dans la société, se répète de génération en génération, et à laquelle il est impossible d'échapper.

Cette contamination se fait aux yeux de tous sans que chacun en prenne réellement conscience. *The Things You Kill* bascule ainsi petit à petit vers le fantastique sans que jamais Alireza Khatami ne reprenne visuellement les codes du genre. Au contraire, sa mise en scène au cadrage très précis, qui inscrit sans cesse ses personnages dans un environnement plus large, impose un naturalisme dissonant avec ce qui se joue à l'écran. Des hommes qui, luttant contre leur propre impuissance, chassent les fantômes d'un passé qu'ils ne font pourtant que perpétuer.

Le Monde 24 juillet 2025

Kurdes tués à Paris : William Malet renvoyé aux assises pour assassinats racistes, mais pas terroristes

Cet homme de 72 ans avait reconnu avoir ouvert le feu, le 23 décembre 2022, devant un centre culturel kurde à Paris, faisant trois morts et trois blessés.

Des juges d'instruction ont prononcé, mardi 22 juillet, le renvoi aux assises pour assassinats racistes, mais pas terroristes, de William Malet, un ancien chauffeur de TGV de 72 ans, qui a reconnu avoir tué trois Kurdes en décembre 2022 à Paris, a annoncé le parquet, mercredi, confirmant une information de BFM-TV.

William Malet, qui avait dit en interrogatoire avoir voulu *« faire un attentat »* avant de nuancer, sera jugé pour assassinats et tentatives d'assassinats en raison de la race, ainsi que pour diverses infractions à la législation sur les armes. Il avait reconnu avoir ouvert le feu, le 23 décembre 2022, devant un centre culturel kurde rue d'Enghien à Paris (10e arrondissement), faisant trois morts et trois blessés. Mis en examen et écroué après les faits – il est toujours en détention provisoire –, il avait expliqué son geste par sa *« haine pathologique »* des étrangers.

A Paris, après l'attaque rue d'Enghien, le 23 décembre 2022. SARAH MEYSSONNIER / REUTERS

Altération du discernement

Onze jours avant son attaque, il était sorti d'un an de détention provisoire pour avoir blessé avec un sabre des migrants dans un campement parisien, en décembre 2021.

Une expertise psychiatrique a reconnu l'altération de son discernement. Il pourrait donc ne pas risquer la réclusion criminelle à perpétuité, mais trente ans de prison.

« Les parties civiles s'étonnent de l'absence de qualification terroriste, eu égard aux déclarations de M. Malet durant toute l'instruction », a déclaré, à l'Agence France-Presse (AFP) David Andic, qui représente plusieurs parties civiles, dont le Conseil démocratique kurde en France (CDK-F), avec Christian Charrière-Bournazel, Laurent Pasquet-Marinacce et Youri Krassoulia.

Les parties civiles *« prennent acte du refus d'investiguer »* sur ce point *« et vont faire appel des ordonnances de rejet de demandes d'actes rendues par les juges d'instruction »*, a ajouté ce conseil. L'avocat de William Malet, Clément Pialoux, n'a pas répondu à l'AFP.

Le Monde

Nicolas Bourcier, Cécile Boutelet
24 juillet 2025

L'Allemagne lève son veto à la livraison d'Eurofighter à la Turquie

L'accord prévoit la livraison de 40 de ces avions de combat fabriqués par un consortium regroupant l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Italie et l'Espagne. Le revirement de Berlin est motivé par la volonté d'armer Ankara afin de défendre le flanc sud-est de l'OTAN.

Berlin a levé son opposition aux livraisons des Eurofighter demandés par Ankara, a confirmé le porte-parole du gouvernement allemand, Stefan Kornelius, mercredi 23 juillet. L'Eurofighter étant fabriqué au sein d'un consortium composé de l'Allemagne, du Royaume-Uni, de l'Italie et de l'Espagne, cette autorisation était nécessaire à toute exportation dans un pays tiers.

La Turquie avait déposé en mars 2023 une demande d'autorisation. L'accord prévoit la livraison de 40 avions de combat. Les appareils doivent être construits au Royaume-Uni et les pièces fournies par l'Allemagne.

John Healey (à gauche), secrétaire à la défense britannique, et Yasar Güler, son homologue turc, lors d'une cérémonie de signature en marge du Salon international de l'industrie de la défense, à Istanbul, mercredi 23 juillet 2025. DILARA SENKAYA/REUTERS

C'est un tournant, *« le début d'une nouvelle ère »*, selon Ankara, qui met fin à deux années de blocage, mais consacre aussi le retour d'un pragmatisme assumé dans la politique étrangère allemande. Contrairement à une position longtemps défendue, qui consistait à refuser toute livraison d'armement à une puissance non démocratique ou en conflit ouvert, Berlin s'est adapté à la nouvelle ère de la géopolitique. Plus question, désormais, de faire pression sur la Turquie pour ses libertés prises avec la démocratie et les droits de l'homme, comme l'incarcération, en mars, du maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, le principal opposant au président turc, Recep Tayyip Erdogan.

Avec le retrait partiel américain dans le système de sécurité européen, la priorité est désormais de réintégrer pleinement la Turquie et de la doter d'armes performantes pour défendre le flanc sud-est de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

La décision du gouvernement allemand fait suite à la visite du chancelier, Friedrich Merz, à Londres, le 17 juillet, durant laquelle un traité d'amitié a été signé, comprenant d'importantes propositions en matière de défense. L'objectif pour le Royaume-Uni, qui nourrit depuis longtemps une relation étroite avec la France sur les questions de sécurité, était précisément de mieux intégrer l'Allemagne dans la définition d'une politique commune en matière d'armement, en particulier sur les exportations d'armes. Pendant la rencontre, le premier ministre britannique, Keir Starmer, avait insisté auprès du chancelier pour que le veto allemand à l'exportation des Eurofighter à Ankara soit levé.

Moderniser et diversifier la flotte turque

Cette inflexion de la diplomatie allemande a été amorcée par le chancelier Olaf Scholz, dès l'automne 2024. Reconnaissant l'importance stratégique de la Turquie face aux menaces, le social-démocrate avait œuvré pour augmenter sensiblement les exportations d'armement vers Ankara, à l'exception de l'Eurofighter, notamment en raison de l'opposition de la Grèce. Selon les informations du *Spiegel*, la Turquie a assuré, au cours de la procédure d'examen, qu'elle n'utiliserait les avions que dans le cadre de la solidarité de l'Alliance au sein de l'OTAN, c'est-à-dire pas contre un autre membre de l'organisation.

L'annonce de l'accord a été faite côté turc à Istanbul, lors du Salon international de l'industrie de la défense, par le ministre de la défense, Yasar Güler, accompagné par son homologue britannique, John Healey. Les deux ministres se sont d'ailleurs immédiatement engagés à approfondir ce partenariat stratégique afin de soutenir la dissuasion commune de l'Alliance.

Pour Ankara, le veto allemand a longtemps été une source de tensions. L'armée de l'air turque a un besoin urgent de moderniser et diversifier sa flotte d'avions de combat, qui se compose en grande partie de F-16 américains, près de 245 appareils. A l'origine, la Turquie souhaitait également acquérir des avions américains F-35. Mais après l'achat de missiles antiaériens russes S-400, conçus pour détecter et abattre des avions de l'OTAN, par Ankara en 2019, Washington a interdit la vente à la Turquie de ces aéronefs ultramodernes du constructeur Lockheed Martin.

Afin de gagner en souveraineté, Ankara mise également sur des développements turcs tels que l'avion de combat Kaan. Ce dernier a effectué un vol inaugural en février et est encore en phase de test. Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, est non seulement soucieux de renforcer ses capacités de défense, ne serait-ce que parce que la Grèce a acquis des avions de combat Rafale et vient de passer commande, début juillet, de 20 F-35A Lightning II, mais aussi d'affirmer sa capacité de projection régionale, notamment dans le nord de la Syrie et de l'Irak.

LE FIGARO

24 juillet 2025

Kurdes tués à Paris en 2022 : William Maret sera jugé lors d'un procès aux assises pour assassinats racistes

William Malet, âgé de 72 ans, a reconnu avoir tué trois kurdes en décembre 2022, à Paris. Des juges d'instructions l'ont renvoyé mardi aux assises pour assassinats racistes, alors que la qualification de terrorisme n'a pas été retenue.

Des juges d'instruction ont prononcé ce mardi le renvoi aux assises pour assassinats racistes, mais pas terroristes, de William Malet, un ex-chauffeur de TGV de 72 ans qui a reconnu avoir tué trois Kurdes en décembre 2022 à Paris, a indiqué le parquet mercredi, confirmant *BFMTV*.
Selon cette source, le septuagénaire, qui avait dit en interrogatoire avoir voulu *«faire un attentat»* avant de nuancer, sera jugé pour assassinats et tentatives d'assassinats en raison de la race, ainsi que pour diverses infractions à la législation sur les armes.

Les parties civiles «étonnées» de l'absence de qualification terroriste

«Les parties civiles s'étonnent de l'absence de qualification terroriste, eu égard aux déclarations de M. Malet durant toute l'instruction», a indiqué à l'AFP Me David Andic, qui représente plusieurs parties civiles dont le Conseil démocratique kurde en France (CDK-F) avec Me Christian Charrière-Bournazel, Laurent Pasquet-Marinacce et Youri Krassoulia.

Les parties civiles *«prennent acte du refus d'investiguer»* sur ce point *«et vont faire appel des ordonnances de rejet de demandes d'actes rendues par les juges d'instruction»*, a ajouté ce conseil.

William Malet avait reconnu avoir ouvert le feu, le 23 décembre 2022, devant un centre culturel kurde rue d'Enghien, dans le 10e arrondissement de la capitale, faisant trois morts et trois blessés. Mis en examen et écroué après les faits - il est toujours en détention provisoire -, il avait expliqué son geste par sa *«haine pathologique»* des étrangers.

Onze jours avant son attaque, il était sorti d'un an de détention provisoire pour avoir blessé avec un sabre des migrants dans un campement parisien en décembre 2021. Une expertise psychiatrique a reconnu l'altération de son discernement. Il pourrait donc ne pas risquer la réclusion criminelle à perpétuité mais 30 ans de prison. L'avocat de William Malet, Clément Pialoux, n'a pas répondu à l'*AFP*.

FRANCE 24

25 juillet 2025

La France va accueillir les prochaines sessions de négociation entre le pouvoir syrien et les Kurdes

La France, les États-Unis et la Syrie ont décidé, vendredi 24 juillet, à l'issue d'une rencontre tenue dans la matinée à Paris, que le prochain cycle de pourparlers entre le pouvoir syrien et l'administration kurde se tiendrait «dans les plus brefs délais» dans la capitale française.

Selon un communiqué conjoint publié à l'issue de la rencontre, le ministre français des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot, son homologue syrien Assaad al-Chaibani et l'envoyé américain à Damas Tom Barrack ont convenu que Paris accueillerait «dans les plus brefs délais un nouveau cycle de consultations entre le gouvernement syrien et les Forces démocratiques syriennes (FDS, bras armé des Kurdes soutenus par Washington), concernant la mise en œuvre intégrale de l'accord du 10 mars».

Mazloum Abdi, chef des FDS, et le président par intérim Ahmad al-Charaa ont conclu le 10 mars un accord visant à intégrer les institutions kurdes dans l'État.

Plusieurs sessions de négociation ont eu lieu depuis, mais celles-ci piétinent, les Kurdes ayant critiqué la déclaration constitutionnelle qui accorde les pleins pouvoirs à l'ancien chef jihadiste selon des experts, et la formation en Syrie d'un gouvernement jugé non représentatif de la diversité ethno-religieuse syrienne.

Pour les Kurdes, «la remise des armes est une ligne rouge»

Les exactions régulières contre la minorité alaouite et les récentes violences dans le sud où les nouvelles autorités ont tenté de mettre au pas les druzes ont renforcé les inquiétudes des Kurdes, attachés à préserver leur spécificité dans le cadre d'un modèle de gouvernance «décentralisé», que Damas a rejeté à plusieurs reprises.

Une rencontre prévue jeudi à Paris entre les représentants kurdes et une délégation du gouvernement syrien a été reportée. Et mercredi, le porte-parole des FDS, Farhad Shami, a déclaré que «la remise des armes est une ligne rouge».

«Personne ne se soumettra. Celui qui mise sur la reddition finira par perdre - les événements tragiques l'ont confirmé», a-t-il ajouté, en référence aux violences intercommunautaires à Soueïda.

Lors des violences à Soueïda dans le sud, qui ont fait près de 1 400 morts, un haut responsable kurde syrien avait appelé le pouvoir central à «une révision complète et urgente de son approche» à l'égard des minorités.

Damas, qui demande que les Kurdes remettent leurs armes, a rapidement réagi aux propos de Farhad Shami : «Utiliser les événements de Soueïda ou du littoral pour justifier un refus de rejoindre le giron de l'État» vise à «manipuler l'opinion publique», a estimé jeudi une source gouvernementale à la télévision d'État.

«Réconciliation nationale»

Selon le communiqué conjoint, il a également été convenu vendredi de l'importance de «la transition politique en vue d'une réconciliation nationale», notamment dans les zones contrôlées par les kurdes dans le nord et le nord-est et dans le gouvernorat de Soueïda, à majorité druze.

Les participants ont insisté sur la nécessité de traduire en justice les auteurs des récentes violences confessionnelles.

Dans la foulée, le chef de la diplomatie française s'est entretenu au téléphone avec le général Mazloum Abdi, commandant des FDS, selon un communiqué du Quai d'Orsay, pour «confirmer la tenue prochaine à Paris de la session de négociations».

«M. Barrot a réitéré le soutien de la France à la définition d'une solution négociée et pacifique pour l'unification de la Syrie, l'intégration de la population du nord-est syrien au processus de transition politique et la garantie des droits des Kurdes», peut-on lire dans le communiqué du ministère.

RÛDAW

July 25,2025

Suwayda violence 'complicates' SDF integration into Syria army, says official

ERBIL, Kurdistan Region - A senior official in northeast Syria's (Rojava) administration on Friday warned that recent violence in Suwayda has exposed the dangers of the existing military structure in the country and this "complicates" plans for Kurdish-led forces to integrate into the national army.

"The lack of a transparent military structure" in Syria, especially following violence in Alawite regions on the coast and in the southern Druze-majority province of Suwayda, "complicates the possibility of integrating the Syrian Democratic Forces into its military structure," Elham Ahmad, foreign relations co-chair of the Democratic Autonomous Administration of North and East Syria (DAANES), was quoted as saying by Rojava's ruling Democratic Union Party (PYD).

Elham Ahmad, foreign relations co-chair of the Democratic Autonomous Administration of North and East Syria (DAANES). File photo: PYD

Rojava is in talks with Damascus about integrating into federal institutions, including the armed forces. The Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) is the de facto army of Rojava.

Syria's interim government is working to establish a unified army, bringing under state control and centralized command the multiple armed groups that had fought against the former regime.

The SDF wants to join the army as "a bloc," spokesperson Farhad Shami told Syria's Alyaum TV on Wednesday. "Handing over weapons is a red line. It is not possible to hand over weapons."

The Syrian government has rejected this demand, a senior source from Damascus told state-run al-Ikhbariya TV on Thursday. The source dismissed attempts to "use the events in Suwayda or the coast to justify refusing to align under the state's banner," saying such arguments "reflect blatant attempts to incite public opinion and distort the facts."

Clashes erupted in Suwayda on July 13 between Druze fighters and Bedouin tribes. Syrian state forces were deployed to the province. The violence drew Israeli intervention in support of the Druze, with strikes targeting Syrian state forces and the defense ministry building in Damascus. At least 1,300 people have been killed, according to the Syrian Observatory for Human Rights.

A ceasefire - brokered by Washington - was announced on Saturday by US Special Envoy for Syria Tom Barrack and appears to be holding.

Ahmad warned that "hate speech" is fueling "sectarian conflict."

«What has unfolded in southern Syria in recent days represents a true humanitarian catastrophe, as the struggle for power has transformed into a sectarian conflict. This is a result of the direct hate speech and incitement practiced by some media outlets, which play a dangerous role in fueling hatred and inflaming hostility toward an integral component of the Syrian people,» she said.

Damascus has come under fire for its response to the clashes. Barrack said the government should be held accountable.

The European Union on Thursday condemned the violence and called for a "transparent, credible and impartial investigation, and for all perpetrators of grave violations of international humanitarian law and human rights law to be held accountable and brought to justice - including with the support of relevant international mechanisms."

There are reports that SDF commander Mazloum Abdi arrived in Paris on Wednesday for France-mediated talks with Syrian authorities. Sources later disputed the reports, citing tensions with Damascus, and suggested the meeting had been postponed.

Syrian interim President Ahmad al-Sharaa has pledged to form an "inclusive transitional government that would reflect Syria's diversity," but he faces criticism from both domestic and international actors who say he has marginalized minority communities.

Kurdish leaders have repeatedly expressed concern over the centralization of power and the prominence of Islamic law in the transitional constitution adopted by the interim government. They have denied accusations of desiring to separate and instead call for federalism.

"The unity of Syrian territory is a foregone conclusion, and decentralization is a fundamental requirement for the autonomous administration," said Ahmad.

Le Monde

25 juillet 2025
Hélène Sallon

Syrie : après les tueries de Druzes, Souweïda barricadée dans son rejet du pouvoir syrien

De très nombreux civils ont été exécutés dans la ville du Sud syrien en marge des affrontements qui ont opposé des factions locales à des combattants bédouins et des forces de Damas. Une hécatombe qui renforce les tentations séparatistes au sein de la minorité druze.

L'impasse résidentielle de Massakin Al-Khoudr a des airs de zone de guerre. Les voitures ont été aplaties par les chars. Les immeubles sont constellés d'éclats de balle. Des appartements sont calcinés. En bas d'un immeuble, Abou Ahmed et ses voisins assurent la garde, un fusil en bandoulière, mercredi 23 juillet, huit jours après l'entrée des forces gouvernementales dans leur quartier de l'ouest de Souweïda. *« Je protège ma maison et mes enfants, au cas où l'armée reviendrait, même si je ne pourrais pas faire grand-chose contre un char »*, admet le maraîcher de 50 ans, portant la calotte blanche et la moustache typiques des Druzes.

Encerclée par les combattants bédouins tribaux et par les forces gouvernementales, la ville à majorité druze du Sud syrien est toujours en état d'alerte, malgré le cessez-le-feu en vigueur depuis samedi 19 juillet. Les habitants sont barricadés dans la peur d'une nouvelle offensive. Des combats opposent encore les factions druzes aux Bédoins dans des villages du nord et de l'ouest de la ville. La ville et la campagne alentour sont jalonnées de barrages, marqués par des monticules de terre, tenus par des combattants locaux. Le Conseil militaire de Souweïda – une coalition de factions druzes créée après la chute du régime Al-Assad, en décembre 2024 – escorte les journalistes à l'intérieur de la ville.

Des civils circulent kalachnikov à l'épaule, parés à toute éventualité. Les armes sont monnaie courante dans cette province abandonnée aux gangs criminels et aux factions locales après la révolution de 2011, qui fut la cible, en 2018, d'une attaque de l'organisation Etat islamique (EI). *« J'ai éduqué mes fils à ne faire de mal à personne. Je ne vais pas les former au maniement des armes. On veut la paix dans notre pays, la Syrie. Mais des étrangers nous attaquent »*, raconte Abou Ahmed, entouré de ses deux fils de 13 et 16 ans. L'homme assure que des combattants étrangers se trouvaient parmi les hommes qui ont attaqué le quartier.

Un voisin, Mohanad Al-Safadi, décrit par le menu et avec beaucoup d'emphase le déroulé de l'attaque, le soir du 15 juillet, menée, dit-il, par une unité de la sûreté générale, la nouvelle police syrienne. Selon son récit, les policiers sont entrés à pied, invoquant Dieu et les traitant de *« cochons »* et de *« mécréants »*. Ils ont tiré sur les immeubles, au fusil, à la mitrailleuse et au lance-roquettes avant d'amener les chars. *« L'un des combattants avait un sabre qu'il faisait tournoyer. Les femmes et les enfants ont été réunis sous l'olivier et menacés de mort. Notre voisin, Hussein Al-Halabi, un homme de 60 ans, a été tué par un sniper, car il était à sa fenêtre. Une femme a été écrasée ici par un char »*, affirme l'ouvrier, âgé de 50 ans, désignant une tombe improvisée sur le terre-plein face à la rue.

« Où est l'humanité ? [Le président de transition syrien] *Ahmed Al-Charaa est un criminel, c'est Daech »*, poursuit Mohanad Al-Safadi, en utilisant l'acronyme arabe de l'EI. Il désigne un graffiti sur un mur, signé d'un certain « Abou Qatada, émir de l'Etat islamique », puis un autre où est dessinée une paire de ciseaux, utilisée pour raser les moustaches des cheikhs druzes. *« Ensuite, après le retrait des forces gouvernementales, les hommes de la sûreté générale ont troqué leurs uniformes contre ceux des tribus, afin de continuer à nous attaquer, sans en porter la responsabilité »*, prétend Abou Ahmed.

Odeur de mort et de décomposition

Partout dans la ville, des habitants signalent les lieux de tuerie. Au rez-de-chaussée d'un immeuble du quartier de l'hôpital, il reste une trace de sang sur le mur. Un homme égrène le nom de 14 victimes, dont 9 personnes de la famille Al-Bissis. Une vidéo filmée après les faits, survenus il y a huit jours, montre 14 corps, gisant au sol, à cet endroit. Un bilan provisoire, dressé par l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), fait état de 1 311 morts lors d'affrontements ayant opposé combattants druzes, tribaux et membres des forces gouvernementales, depuis le 13 juillet.

Parmi eux figurent 833 Druzes, 533 combattants et 300 civils, dont 196 *« exécutés sommairement par des hommes relevant des ministères de la défense et de l'intérieur »*, selon l'OSDH. De nombreux assaillants se sont filmés et ont diffusé des vidéos sur les réseaux sociaux, dont certaines montrent l'exécution de personnes en vêtement civil. Les ministères de l'intérieur et de la défense ont ouvert des enquêtes sur ces *« crimes graves »*, reconnaissant que *« plusieurs groupes de différents secteurs ont perpétré des actes de vengeance ».*

A la faveur du cessez-le-feu, des familles sont venues récupérer les corps qui jonchaient les couloirs et les allées jouxtant l'hôpital national de Souweïda. Il y flotte encore une odeur de mort et de décomposition, malgré les litres de chlorine déversés depuis par le personnel médical afin de désinfecter les sols. Mercredi, 120 cadavres,

qui n'ont pas pu être identifiés sur les 502 dénombrés à l'hôpital, ont été transportés dans des sacs mortuaires vers une fosse commune en lisière de la ville. En l'absence d'indication, Eyas Kabboul, un ingénieur âgé de 25 ans qui s'est porté volontaire, est l'un des rares à connaître l'emplacement du monticule de terre sous lequel les morts reposent.

« On était trop fatigués après avoir enterré les corps sous un soleil de plomb pour mettre des signes. Les cadavres étaient dans un état de décomposition avancé, rongés par les vers », détaille le jeune homme. Il affirme que tous les corps sont ceux de Druzes, alors que des médias syriens soupçonnent qu'il s'agisse de membres des forces gouvernementales ou de combattants tribaux. Le personnel et les volontaires de l'hôpital ont dû officier pendant plusieurs jours au milieu des combats, sans eau ni électricité et sans aucun ravitaillement.

Les médecins et les infirmières affirment que les forces gouvernementales ont attaqué l'établissement le 17 juillet. *« Ils ont humilié les gens, les ont fait s'agenouiller, une arme sur la tempe. Ils ont cassé les téléphones de patients et du personnel. Ils ont tiré avec les chars*, témoigne le docteur Rifaat Mander, évoquant des hommes vêtus d'un uniforme de la sûreté générale avec des écussons "Etat islamique". *Un policier gardant les urgences et un volontaire ont été abattus, ainsi que deux docteurs tués dans la rue par des snipers. »*

Les chambres de l'hôpital sont encore pleines de blessés, certains victimes de snipers, d'autres de drones explosifs ou de tirs à l'arme lourde. Le personnel soignant et la famille de Taghrid Nasser, une Druze de 42 ans, ne lui ont pas encore révélé que sa fille de 10 ans, Chams, et ses deux parents sont morts, et que leurs corps ont été emportés par les assaillants. Elle croit qu'ils ont été enlevés et sont peut-être encore vivants. *« On fuyait tous avec mon autre fille de 12 ans, mon frère et sa femme, lorsque notre véhicule a été mitraillé place Tichrine, par les forces gouvernementales, mercredi* [16 juillet] *»*, raconte la femme alitée.

« On s'est seulement défendus »

Les habitants de Souweïda rapportent des disparitions par centaines, notamment dans des villages encore inaccessibles du fait des combats. Des enlèvements ont été documentés par les assaillants eux-mêmes. Inaam a ainsi eu confirmation de l'enlèvement de son frère, Abdel Nasser Ezzedine, un fermier du village de Rdemet Al-Liwa, par des hommes en uniforme noir, tenant des propos religieux. Il était resté protéger son village, qui a depuis été pillé et incendié, avec 25 hommes. Le 20 juillet, Inaam a reçu, du téléphone de son frère, un message des assaillants, se présentant comme membres de l'EI – peut-être pour faire peur, pense-t-elle – et réclamant une rançon de 100 millions de livres syriennes (soit environ 6 550 euros). Son autre frère, Hamad, a inscrit son nom sur la liste des prisonniers des deux camps, destinés à être échangés.

Plusieurs échanges de prisonniers ont déjà eu lieu entre les factions druzes et les combattants tribaux. *« On a des prisonniers que l'on traite bien. Il y a eu des violations contre des Bédouins par des personnes druzes qui ont perdu leurs familles et leurs maisons »*, reconnaît Tarek Al-Choufi, le commandant du Conseil militaire de Souweïda. *« Nous, on n'a attaqué personne. Nous sommes sur nos terres, dans nos villages. On s'est seulement défendus »*, poursuit l'homme qui dit être à la tête de 22 000 combattants, dont *« 1 000 »* auraient été tués dans les combats. L'événement déclencheur de la bataille de Souweïda contre les forces gouvernementales avait été l'enlèvement d'un marchand druze par des Bédouins, suivi de kidnappings et d'attaques menées par les deux camps.

M. Al-Choufi accuse le gouvernement et les tribus – que l'Etat n'a pas forcées à se désarmer – de s'être ligués pour attaquer les factions druzes de Souweïda, et la Turquie d'agir en coulisse à l'appui des nouvelles autorités de Damas. *« Le gouvernement avait planifié depuis des mois de prendre le contrôle de Souweïda. Il veut soumettre ses habitants comme des esclaves »*, accuse le militaire. Il estime que la demande que les combattants du Conseil militaire soient intégrés dans une unité à part de l'armée n'a pas été prise au sérieux par Damas. *« On espère trouver une solution, malgré le comportement offensif du gouvernement. Personnellement, je refuse un arrangement politique sous la menace des armes. On veut une médiation internationale »*, poursuit M. Al-Choufi.

« Nous n'avons reçu aucun soutien d'Israël, si ce n'est de l'aide médicale et humanitaire pour l'hôpital », assure-t-il également, contre toute vraisemblance. Comme en témoignent les quelques chars de l'armée syrienne qui gisent incendiés dans les rues de Souweïda, les frappes menées par les avions et les drones israéliens ont grandement aidé les factions druzes à repousser les forces gouvernementales. Pour beaucoup de militants politiques et d'habitants de Souweïda, la protection offerte par Israël, qui dit agir pour protéger les Druzes et imposer la démilitarisation du Sud syrien, n'est plus taboue.

« Maintenant, tout le monde rejette l'autorité de Damas, nous souhaitons la protection de quiconque peut nous l'offrir. Nous savons qu'Israël commet des massacres dans d'autres pays, mais nous n'avons personne d'autre pour nous protéger, note un militant politique de la ville ayant requis l'anonymat. *On veut vivre libres ou séparés. Nous ne sommes pas pour la séparation de Souweïda de la Syrie, mais si les forces gouvernementales continuent à nous attaquer, notre position peut changer. »* La confiance est rompue, abonde un autre militant, employé druze du gouvernorat. *« Les autorités disent qu'elles n'ont pas coupé les services publics, mais ce sont des menteurs. On n'a plus d'eau, plus d'électricité, plus d'essence. Les seuls à nous aider sont le Croissant-Rouge et les Nations unies »,* ajoute-t-il.

Le drapeau israélien a été placardé en grand sur le capot d'un véhicule militaire, stationné près d'un groupe d'une cinquantaine de combattants en uniforme. *« Nous sommes tous des civils. On se prépare à reprendre notre village, Al-Thaala. Ils y ont tué des civils, mes amis, mes proches. Ils ont brûlé nos propriétés dont mon cabinet dentaire »*, raconte Hicham Al-Thib, un dentiste de 28 ans. L'homme affirme qu'aucune faction ne les soutient. Le commandant Al-Choufi est pourtant assis non loin. L'opération de reconquête n'aura peut-être pas lieu. Les combattants tribaux ont promis d'achever le retrait des villages qu'ils tiennent encore au nord et à l'ouest de Souweïda.

Timour Azhari, Feras Dalatey
July 25, 2025

Syria is secretly reshaping its economy. The president's brother is in charge.

A Reuters investigation has found the new president's brother, Hazem al-Sharaa, along with a sanctioned Australian are in charge of untangling corruption. But to do so, they're making deals with businessmen many Syrians associate with years of ill-gotten gains.

Syria's new president, Ahmed al-Sharaa (center), is trying to rebuild the country's ravaged economy. To lead the effort, he has tapped his older brother, Hazem (left), who is quietly overseeing deals to take control of major companies. REUTERS/Photo illustration/Catherine Tai. Source photos: Saudi Press Agency and REUTERS / Stephanie Lecocq

DAMASCUS - In the weeks after Damascus fell to Syria's rebels, a leading businessman got a late-night call to come see "the sheikh."

The address was familiar, a building where periodic shakedowns of businessmen like him occurred under Bashar al-Assad's economic empire.

With a long, dark beard and a pistol on his waist, the sheikh gave only a fighter's pseudonym, Abu Mariam. Now the leader of a committee reshaping Syria's economy, he asked questions in courteous Arabic with a slight Australian twang.

"He asked me about my work, how much money we made," the businessman said. "I just kept looking at the gun."

A Reuters investigation has found that Syria's new leadership is secretly restructuring an economy broken by corruption and years of sanctions against Assad's government, under the auspices of a group of men whose identities have until now been concealed under pseudonyms. The committee's mission: decipher the legacy of the Assad-era economy, then decide what to restructure and what to retain. Away from public scrutiny, the committee obtained assets worth more than $1.6 billion. That tally is based on accounts of people familiar with its deals to acquire business stakes and cash seizures, including at least $1.5 billion in assets taken from three businessmen, and firms in a conglomerate once controlled by Assad's inner circle, like the country's main telecoms operator, worth at least $130 million.

The man overseeing Syria's economic restructuring is Hazem al-Sharaa, the older brother of the new president, Ahmed al-Sharaa, Reuters has found. And the leader of the committee, Abu Mariam al-Australi, is Abraham Succarieh, an Australian of Lebanese descent named on his home country's list of sanctioned individuals for alleged terrorism financing. He describes himself online as a cricket- and shawarma-loving businessman.

Syria's secret economic committee is led by an Australian-born man named Abraham Succarieh, who uses at least two pseudonyms: Abu Mariam, the nom de guerre he uses in his work, and Ibrahim bin Mas'ud, the identity under which he posts on social media. Screenshot via X.

Syria's new government has dismantled Assad's much-feared security apparatus, and people can speak more freely than they have in decades. But the mix of family and men known only by noms de guerre who now run Syria's economy has concerned many businessmen, diplomats and analysts, who say they fear one palace oligarchy is being replaced with another.

The Reuters investigation drew upon interviews with more than 100 businessmen, intermediaries, politicians, diplomats and researchers, as well as a trove of documents including financial records, emails, meeting minutes and new company registrations.

The committee's work, and even its existence, have never been announced by the government and are unknown to the general Syrian public. Only those with direct dealings are aware of its mandate, which has the potential to touch the lives and livelihoods of all Syrians and beyond, as the country tries to reintegrate into the global economy.

One committee member told Reuters the scale of corruption under Assad, built on corporate structures designed as much to skim assets as to make money, has left few options for economic reform. The committee could take businessmen suspected of ill-gotten gains to court as many Syrians demand, seize companies outright, or make private deals with Assad-era figures still under international sanctions.

All carry risks of further pitting Syrians against each other – rich against poor, and those who prospered under Assad against those who suffered. Rather than take businessmen who profited from the Assad era to court or seize their companies, the committee decided to negotiate to recoup much-needed cash and es-

tablish control over the levers of the economy, allowing it to function without disruption.
Syria's government, Hazem al-Sharaa and Succarieh did not respond to repeated requests for comment or reply to questions for this story. The president's office referred questions to the Information Ministry. Reuters presented the findings of this report during an in-person meeting last week with the information minister and laid out its details and posed questions in writing to the ministry. The ministry didn't respond before publication.

Over seven months, the committee has negotiated with the wealthiest Syrian tycoons, including some who are under U.S. sanctions. The committee has also made headway taking over a constellation of companies that were run out of Assad's palace, the sources said.

Many tycoons linked to Assad, including an airline mogul sanctioned in connection with drug and weapons smuggling, and a businessman accused of scavenging and smelting metal from Syrian towns depopulated by Assad's army, are keeping some profits and avoiding state prosecution, for a price. But that bargain, amnesty in exchange for a mix of cash and corporate control, risks angering Syrians seeking justice.

Four senior Western diplomats said the concentration of economic power in the hands of shadow figures of unknown backgrounds also could impede foreign investment and credibility as Syria tries to rejoin the global financial system.
The committee has met dozens of people, sometimes exonerating them, other times seeking a portion of their wealth, said the member who spoke about its activities. Ultimately, he said, ordinary Syrians will benefit when the companies are privatized, put up for public-private partnerships or nationalized, with proceeds going into a sovereign wealth fund.

On July 9, President Sharaa announced the formation of a sovereign fund answering to the presidency. Three people familiar with the fund said it would be overseen by his brother. That same day, Sharaa unveiled the creation of a development fund headed by a longtime associate of Hazem. The president also recently issued amendments to the investment law by decree. Although neither Hazem nor Succarieh have an announced government role, Reuters has found that the two edited the final text of the amendments.

Steven Heydemann, a professor of Middle East Studies at Smith College in Massachusetts, told Reuters that a Syrian sovereign wealth fund is a "premature" idea. He criticized its reliance on vague "inactive assets," and warned that granting autonomy to the fund's management — including the president — undermines accountability.

The details about the new government's secretive policy efforts come as the U.S. government is lifting economic sanctions on the Syrian state that date back to the Assad era. Asked to comment for this report, a State Department official said U.S. President Donald Trump is lifting the sanctions "to give Syria a chance at greatness."

"The President has also been clear that President al-Sharaa should take advantage of this historic opportunity to make important progress," the official told Reuters in a statement.

The prominent role of the committee deciphering Syria's economy builds upon the authority its members had to manage money in Idlib, the hilly northern enclave where Hayat Tahrir al-Sham, the former militant Islamist group known as HTS, consolidated power under Sharaa's leadership.

Those living and especially fighting in Idlib habitually used pseudonyms, including President al-Sharaa, then the HTS leader Abu Mohammed al-Golani. HTS originated as the Nusra Front, the Syrian arm of Al Qaeda, and much of the world viewed its leaders as terrorists until they ousted Assad in December.

After breaking from Al Qaeda in 2016, HTS developed financial and governing structures, according to Syrians familiar with the group. In 2018, it created Watad, a petroleum company with exclusive rights to import fuel derivatives from Turkey, as well as its own bank, Sham Bank.

Behind the HTS foray into business was Abu Abdelrahman, a former baker turned senior military commander, the committee member and two senior HTS officials told Reuters.

They said Abu Abdelrahman established Idlib's economic committee, initially an ad-hoc group of a few men loyal to Ahmed al-Sharaa. Abu Abdelrahman has overseen the committee's evolution into an institution comprising dozens of people, from accountants and lawyers to negotiators and enforcers, they said. It exists outside formal state structures.

The committee developed an economic wing focused on making money, headed by Abu Mariam, and a financial wing to manage those funds, led by Abu Abdelrahman, the sources said.
Abu Abdelrahman's real name is Mustafa Qadid, according to three HTS sources. He set himself up on the second floor of Syria's central bank the day after Damascus fell, two former employees said. Qadid did not respond to a request for comment via his top aide, who acknowledged receipt of a write-up of Reuters' findings.

Abu Abdelrahman has become known to some Syrian officials and bankers as the "shadow governor," with veto power over decisions by the official governor two floors above him.

Presented with Reuters' findings about the economic reshaping and Abu Abdelrahman's role, the governor, Abdulkader Husriyeh, the governor of the Central Bank of Syria, wrote in a message, "This is not true." He did not respond to requests to elaborate.

The two former employees said major decisions require signoff by Abu Abdelrahman, whom they described as mild-mannered but favoring power centralization. "It's just like before, when the palace decided all matters," said one of them.

One visitor months ago was bewildered to be introduced to Abu Abdelrahman. Like Abu Mariam, he was referred to as "the sheikh." The term sheikh has a religious connotation but is also an honorific.

The financial wing of the committee remaking Syria's economy is run out of the central bank, at center, by a man known as Abu Abdelrahman. Reuters has learned his real name is Mustafa Qadid; two former employees say no major decision can be made without his consent. REUTERS/Stringer
The real name of the other "sheikh," Abu Mariam, is Abraham Succarieh, Reuters found. Succarieh left his native Brisbane in 2013 one day before his brother Ahmed detonated a truck bomb at a Syrian army checkpoint, Australian prosecutors said, becoming the first known Australian suicide bomber in Syria. A third Succarieh sibling, Omar, was sentenced in 2016 to 4 1⁄2 years in prison in Australia

after pleading guilty to charges of sending tens of thousands of dollars to the Nusra Front.

The brothers' activities are described in documents submitted by Australian prosecutors to the country's Supreme Court in response to Omar's appeal of his sentence. Reuters was unable to locate Omar; his former lawyer didn't respond to a request for comment.

Australia's government confirmed Abraham Succarieh remains under sanctions but declined to say if it was aware of his current role, citing a policy against commenting on individuals due to privacy considerations.

The Australian Department of Foreign Affairs and Trade has sanctioned Abraham Saccarieh, the Brisbane-born head of Syria's new economic committee, as a member of a terrorist organization for his role in an Islamist group that overthrew Assad and now leads the government. Screenshot via DFAT website.

He goes by yet another pseudonym on X, Ibrahim Bin Mas'ud, according to six people who know him personally. The Bin Mas'ud profile describes him as a "Business Owner," "Shawarma Lover" and "Cricket Fan." The account posts on the toll of the war in Idlib and Islamic teachings.
Succarieh was a fiercely competitive cricket player in Australia, according to a former teammate in Australia who knew him in his youth, and still discusses the sport online. He has also done English-language podcasts touching on issues such as Iranian influence in the Middle East and how enthusiastically Muslims should perceive Morocco's stunning fourth-place finish in the 2022 World Cup.

Requests for comment to Succarieh about his role in reshaping Syria's economy or the other findings of this report via a direct message to his X account and to his top aide went unanswered.

President Ahmed al-Sharaa (center left, in striped tie) and his brother, Hazem (in suit, at center right) during a February visit to Riyadh, Saudi Arabia. The trip was Hazem al-Sharaa's first public appearance since his brother took power. Saudi Press Agency / Handout via Reuters.

Hazem al-Sharaa, the president's brother, is a former PepsiCo general manager in the Iraqi city of Erbil, according to his LinkedIn profile. He was a key supplier of soft drinks to Idlib, according to two people familiar with his past. Pepsico did not respond to a request for comment about the elder al-Sharaa's work at the company or whether Pepsi was aware of his past activities or current role.
Hazem al-Sharaa now oversees the economic committee's work as part of his wide authority over business and investment matters in the new Syria. He holds no announced government position but appeared beside his brother on a February official visit to Saudi Arabia. Hazem al-Sharaa was first in line to be introduced by his brother to Saudi Crown Prince Mohammed bin Salman, according to video filmed by Saudi state media, though he wasn't identified in official readouts of the meeting.

Hazem al-Sharaa, the new president's brother (in suit at left), was the first to be introduced to Mohammed bin Salman, the Saudi crown prince (at right), ahead of the rest of the Syrian delegation during the new president's first foreign visit. Video by Saudi Press Agency via Reuters

'MACHIAVELLI'

Arriving in Damascus in December, the committee initially set up at the Four Seasons hotel, home to the United Nations mission in Syria and foreign dignitaries, according to a hotel employee and two Syrians familiar with the matter.

Committee members, as well as other HTS officials, were given rooms and suites free of charge, according to two people familiar with the arrangement.
A well-stocked bar at the dimly lit Four Seasons cigar lounge was removed to accommodate the sheikhs and private meetings, including settlement talks, according to hotel staff and several people familiar with the change.

The hotel has not been operated by the Four Seasons company since 2019, the company said. That is the same year the United States sanctioned its owner, Samer Foz. Foz had no comment for this report.

The XO Bar at the Four Seasons Damascus Hotel in a photo posted in December. It transformed after Assad's fall into a negotiation room for the new economic committee, sources say. Screenshot via Instagram.

The committee gradually relocated to offices previously used by prominent tycoons and Assad's economy czar, Yasar Ibrahim, who has resided in the UAE since Assad's ouster. Ibrahim didn't respond to requests for comment.

Members quickly decided against suing businessmen suspected of ill-gotten gains because "we would be playing in their court," the committee member said. Though some judges lost their jobs after Assad's fall, many remain on the bench, and the new government feared being outmaneuvered by businessmen adept at working the court system, or lacking evidence for convictions

in complex financial cases, according to the member and an auditor familiar with the talks.

They said outright seizures were rejected, to avoid scaring off potential investors. Syria has a history of nationalizations dating to its brief union with Egypt in 1958 and continuing during the civil war, when the Assad government confiscated property belonging to opposition figures.

That left the option of striking deals with the businessmen, getting them to relinquish assets in exchange for being allowed to return to work in Syria. The new government would also benefit from their expert knowledge.

Syria's new rulers "are not Fidel Castro," the dictator who nationalized much of the Cuban economy, said a banker familiar with the talks. "Much more Machiavelli."

And so the new Syrian leadership began to untangle the Assad-era economy, which was largely split between tycoons who held major sectors in exchange for kickbacks to Assad and his inner circle, and the corporate empire run for Assad by economy magnate Ibrahim.

The empire was known to insiders as "The Group."

THE GROUP

In 2020, Assad appeared victorious in the civil war, thanks to Russian and Iranian support.

By then, the palace had established a constellation of more than 100 companies it dubbed Al Ahed, according to a person involved in the plans from their inception and corporate documents. Assad government officials and cronies shared in the profits of the companies with their tycoon owners. It was all overseen by Ibrahim. After Assad fell, the ownership structure appeared even murkier.

The Arabic word Al Ahed has several meanings, including "The Reign" and "The Pledge."

Reuters reviewed an unpublished ad from 2020, intended for a general audience, that directly links Assad to Al Ahed and describes it as a private company that's helping Syria recover from war.

The video ad shows aerial footage of a Syrian city with collapsed buildings and cowering refugees, then pivots with rousing music to images of construction, abundant fields and production lines.

The Assad government set up a group of more than 100 companies called Al Ahed, or "The Pledge." This clip from an unpublished 2020 video about the group, intended for a general audience, shows Assad and his wife comforting a boy and portrays Al Ahed as a private company helping Syria recover from civil war. Video via Reuters source.

"Sometimes, you can beat war with a smile, or someone who can wipe all of the sadness off your face," the narrator says, as footage shows Bashar and his wife, Asma, brushing tears off a child's cheek. "We decided to push on and create a new reality that resembles our dreams."

A slide from an internal presentation given to Assad's inner circle in 2021 shows the cluster of real businesses and shell companies established under Al Ahed to control key economic sectors, including telecoms, banking, real estate and energy.

As Damascus fell on December 8, Ibrahim fled. His sister, Nesreen, lamented The Group's loss of control.

"We no longer have any connection to any of the companies. Let them run these companies as they see fit," Nesreen wrote to associates, according to a WhatsApp message seen by Reuters. She couldn't be reached for comment.

The committee obtained the presentation and has used it to guide takeovers, the Assad-era flag replaced with the new one, according to a copy of the updated document seen by Reuters.

Reinoud Leenders, a professor at King's College London familiar with Syria's political economy, said that Ibrahim penetrated virtually all of Syria's economic sectors and may have controlled up to 30% of the country's total output by 2024. The World Bank estimated Syria's gross domestic product at $6.2 billion in 2023, around one-tenth of its pre-war level.

A former Group financial director put the combined value of its core operations at up to $900 million. But it also accrued other assets, like Syria's main telecom company, Syriatel, via partnerships Assad imposed on tycoons, cannibalizing the economy as the war wore on.

Those partnerships included the U.S.-sanctioned sugar and property baron Samer Foz and multi-sector tycoon Mohammed Hamsho, as well as Mohammad and Hussam Qaterji, brothers who ran vast oil and wheat operations.
Mohammed Hamsho, whose businesses encompassed multiple sectors of the economy, is among the Assad-era tycoons to enter into talks with the new government. REUTERS/Stringer.

Managing The Group's finances initially proved difficult for the committee. That's because only one person – Ahmed Khalil, an associate of Assad economy czar Ibrahim – had legal access to the bank accounts, according to three senior managers from The Group.

The committee asked Khalil and Ibrahim to surrender 80% of the empire in exchange for immunity, people familiar with the matter say, but talks faltered. Neither man responded to requests for comment, nor did the Qaterji brothers. Hamsho denied any wrongdoing.

Even without Ibrahim's cooperation, the committee made headway by striking deals with middle management.

A key member of Ibrahim's staff said he handed over data in exchange for immunity.

A second financial officer in The Group, who has also been working with the committee for months, said at least half of the Assad-era corporate empire has now been taken over. That includes the main telecoms company, Syriatel. It is now controlled by the committee through a member appointed as a signatory, according to a corporate registration document seen by Reuters. Syriatel said some of the Reuters findings were incorrect but did not respond to requests to elaborate.

The U.S. State Department official said the U.S. sanctions that remain in place are there to promote accountability.
"Broad and enduring stability in Syria will depend on advancing meaningful justice and accountability for abuses by all parties over the past 14 years," the official said.

A 'NEW' AIRLINE?
Some of The Group's largest companies have since resumed operations under new names, according to three sources aware of the matter and a document reviewed by Reuters.

That includes Cham Wings, Syria's only private airline.

The carrier converted into a new company, Fly Cham, under a settlement with owner Issam Shammout, according to three senior aviation sources, a Cham Wings employee and a corporate record reviewed by Reuters.

Cham Wings and Shammout are under U.S. and European Union sanctions for alleged involvement in flying mercenaries to Libya and illegal migrants to Belarus, transporting weapons and trafficking the narcotic Captagon.

In exchange for immunity from state prosecution, Shammout gave up 45% of the company, according to the document. He also paid $50 million and handed over two aircraft to state-owned Syrian Air, the aviation sources said. The remaining three planes, all Airbus A320s, were repainted in Fly Cham colors but kept their tail numbers.

Shammout kept his automobile concession, Shammout Auto, the sources said.

A Cham Wings spokesperson declined to comment. A spokesperson for Fly Cham said: "Cham Wings is closed. Fly Cham is a totally new company." A later statement suggested Reuters contact the committee directly.
Sameh Orabi, general director of Syrian Air, told state news agency SANA in May that two new aircraft would join the national fleet but did not elaborate. A Cham Wings A320 with the tail identifier YK-BAG appeared in Syrian Air colors days later.

MELTED TOWNS

Some of the country's biggest tycoons have also struck deals.

Samer Foz, sanctioned by Washington in 2019 for allegedly profiting off Syria's war reconstruction, handed over around 80% of his commercial assets, valued at between $800 million and $1 billion, according to a person familiar with the deal. The deal included one of the Middle East's largest sugar refineries, an iron smelting plant and other factories, the person said.

Mohammed Hamsho, whose family enterprises encompass cable production, metalworks, electronics and film studios, handed over around 80% of his commercial assets, valued at more than $640 million, according to three people close to the deal.

He was left with around $150 million, and family members kept their companies, the people said.

As part of the deal, Hamsho surrendered a lucrative steel processing plant that had been partially taken over by The Group.

He has been accused by Syrian opposition and rights groups and businessmen of using the plant to process metal from neighborhoods demolished by Assad's forces.

The U.S. Treasury Department alleges he enriched himself through government connections and acting as a front for Assad's brother, Maher, who led the Syrian army's Fourth Division. Western governments have linked the Fourth Division to the illicit production and trade of Captagon, an amphetamine-like drug.
Hamsho returned to Syria in January and lives under state protection at his penthouse in Damascus' elite Malki neighborhood. Reuters journalists have repeatedly seen uniformed gunmen stationed in his entryway.

Hopes have been high that the fall of Assad would open a new chapter for Syria, but difficulties have accumulated for Ahmed al-Sharaa's government, most recently with bloodshed in the predominantly Druze south.

Amr Salem, a former trade minister and advisor to Assad, said the new government's pragmatic approach could benefit a broken country, but a lack of transparency and clear criteria for settlements is risking new abuses of power.

«I myself was asked to make a deal but refused, because I have done nothing wrong,» he told Reuters.

The deals have angered many Syrians who want to see prominent figures linked to Assad behind bars, triggering two small protests in June.

"It's insulting to Syrians. There is resentment in the Syrian street over the return of Assad's businessmen or anyone who worked hand in hand with Assad," said Abdel Hamid Al-Assaf, an activist who has protested Hamsho's homecoming.

Contacted by Reuters, Hamsho confirmed he held talks with the committee, but said he would reserve other comment until a settlement is announced.
"I encourage business leaders and investors to look toward Syria," he said. "The country embraces a free-market economy and offers fertile ground for diverse and promising investment opportunities."

Syria has gathered pledges of investment at a rapid pace. Saudi Arabia's investment minister led a business delegation to Syria for a two-day investment conference that began July 23, with up to $6 billion in potential deals on the table in major economic sectors.

As settlements conclude, some committee members have taken public positions. At least two were appointed to an official commission President Sharaa formed in May to manage some ill-gotten gains.

The committee member said this was part of an effort to make official the work that they have so far carried out in the shadows.

"It's a full rebranding, from inside and out," he said.

Committee members' use of the honorific "sheikh" is gradually being replaced by the Arabic equivalent of "mister." Calls and meetings still happen late at night, but the paperwork gets taken care of during business hours.

The committee men have also been told to don suits instead of khakis or casual wear, the member said, and they're under orders to keep their pistols out of sight.

The Reuters Daily Briefing newsletter provides all the news you need to start your day. Sign up here.

Reporting by Timour Azhari and Feras Dalatey. Additional reporting by Byron Kaye in Sydney, Australia. Photo editing by Simon Newman. Design by Catherine Tai. Edited by Lori Hinnant.

Le Monde 25 juillet 2025

L'Iran et les Européens discutent du nucléaire, en Turquie, une première depuis l'attaque israélienne

Ces pourparlers entre une délégation iranienne et des émissaires français, britanniques et allemands interviennent à l'heure où les trois puissances européennes menacent de rétablir les sanctions contre Téhéran.

Une délégation iranienne a retrouvé, vendredi 25 juillet à Istanbul, des émissaires français, britanniques et allemands pour reprendre les pourparlers sur le programme nucléaire iranien. Des discussions qui interviennent à l'heure où les trois puissances européennes menacent de rétablir les sanctions contre Téhéran. L'Iran a affirmé avoir eu une discussion *« franche et approfondie »* et s'être entendu avec les Européens pour *« poursuivre »* les consultations.

Un drapeau iranien flotte devant le consulat du pays, où des diplomates rencontrent leurs homologues allemands, britanniques et français pour de nouvelles négociations sur le nucléaire, à Istanbul, en Turquie, le 25 juillet 2025. YASIN AKGUL / AFP

Les émissaires européens ont quitté vendredi le consulat iranien à Istanbul, après l'entretien avec leurs homologues iraniens, ont constaté des journalistes de l'Agence France-Presse (AFP). Cette réunion, qui a duré plusieurs heures, était la première depuis l'attaque israélienne à la mi-juin contre des sites nucléaires et militaires-clés et une guerre de douze jours. Les Etats-Unis se sont joints à l'offensive de leur allié israélien en frappant trois sites nucléaires dans la nuit du 21 au 22 juin.

La France, le Royaume-Uni et l'Allemagne sont, avec les Etats-Unis, la Chine et la Russie, membres d'un accord sur le nucléaire conclu avec l'Iran en 2015 qui prévoyait d'importantes restrictions au programme nucléaire iranien en échange d'une levée progressive des sanctions de l'ONU. Mais, en 2018, les Etats-Unis se sont retirés unilatéralement de ce texte et ont réimposé leurs sanctions lors du premier mandat de Donald Trump (2017-2021).

Paris, Londres et Berlin avaient assuré leur attachement à l'accord de 2015, disant vouloir poursuivre les échanges commerciaux avec l'Iran. Les sanctions onusiennes et européennes n'ont donc pas été rétablies. Ils accusent toutefois Téhéran de ne pas avoir respecté ses engagements et menacent de rétablir des sanctions en vertu d'une clause prévue par l'accord qui expire en octobre, ce que l'Iran cherche à éviter à tout prix.

Possible retour des sanctions

Téhéran a affirmé vendredi que la réunion prévue dans la journée avec les trois pays européens à Istanbul représentait une occasion pour l'Europe de *« corriger »* sa position sur le programme nucléaire iranien. Vendredi matin, le porte-parole du ministère des affaires étrangères, Esmaeil Baghaei, a estimé que la rencontre en Turquie constituait *« un test de réalisme pour les Européens et une occasion précieuse de corriger leurs points de vue sur la question nucléaire iranienne »*, selon l'agence de presse officielle IRNA.

Une source européenne a affirmé que *« l'inaction des E3 (Allemagne, France, Royaume-Uni) n'est pas une option »* face à l'Iran, prévenant que Téhéran sera informé lors de la réunion que la fenêtre pour un retour à la normale se refermerait à l'automne. Les Européens se préparent à déclencher le mécanisme de rétablissement des sanctions *« en l'absence de solution négociée »*, a-t-elle ajouté, appelant l'Iran à reprendre sa coopération avec l'Agence internationale de l'énergie nucléaire (AIEA).

Le vice-ministre des affaires étrangères iranien, Kazem Gharibabadi, qui doit participer aux pourparlers d'Istanbul, a qualifié mardi de *« totalement illégal »* un recours à ce mécanisme dit *« snapback »*, af-

firmant que les puissances européennes avaient *« mis fin à leurs engagements »* après le retrait des Etats-Unis de l'accord en 2018. *« Nous les avons avertis des risques, mais nous cherchons toujours un terrain d'entente »*, a ajouté M. Gharibabadi.

Téhéran a menacé de se retirer du traité de non-prolifération nucléaire (TNP), qui garantit l'usage pacifique de l'énergie atomique, si les sanctions de l'ONU sont réimposées. L'Iran veut cependant éviter un tel scénario, qui accentuerait son isolement international et la pression sur son économie déjà fragilisée.

Il estime toutefois que l'AIEA a une part de responsabilité dans le déclenchement des frappes israéliennes et américaines et a officiellement suspendu toute coopération avec elle début juillet.

L'Iran déterminé à poursuivre son programme nucléaire

Cette décision a provoqué la colère d'Israël qui a appelé les trois pays européens à *« rétablir toutes les sanctions contre l'Iran »*. Après la guerre, l'Iran a réaffirmé qu'il ne renoncerait pas à son programme nucléaire, qualifié par le ministre des affaires étrangères, Abbas Araghtchi, de *« fierté nationale »*. *« Il était important qu'ils* [les Européens] *sachent que les positions de l'Iran demeurent inébranlables et que nous poursuivrons l'enrichissement* [de l'uranium Iranien] *»*, a encore souligné M. Araghtchi, jeudi.

Les inspecteurs de l'AIEA ont depuis quitté le pays, mais une équipe technique devrait revenir prochainement après que l'Iran a déclaré que la future coopération prendrait une *« nouvelle forme »*. M. Araghtchi a souligné que l'enrichissement était actuellement *« à l'arrêt »* en raison des dommages *« graves et sévères »* causés aux installations nucléaires par les frappes américaines et israéliennes.

Les Etats-Unis et l'Iran restent profondément divisés sur la question de l'enrichissement de l'uranium : Téhéran le considère comme un droit *« non négociable »* afin de développer un programme nucléaire civil, tandis que Washington y voit une *« ligne rouge »*.

Selon l'AIEA, l'Iran est l'unique pays non doté de l'arme nucléaire à enrichir de l'uranium à un niveau élevé (60 %), bien au-delà de la limite de 3,67 % fixée par l'accord international conclu en 2015 avec les grandes puissances. Pour fabriquer une bombe, l'enrichissement doit être poussé jusqu'à 90 %.

The New York Times **July 25, 2025**

Iran Started New Talks Over Its Nuclear Program. Here's What to Know.

Three European powers met with an Iranian minister to try to reopen negotiations over the limits of its nuclear activities.

European diplomats met with Iran's deputy foreign minister in Istanbul on Friday to try to restart negotiations on limiting or eliminating Iran's nuclear enrichment program and pledged to keep talking.

Britain, France and Germany have been urging Iran to meet again with the United States on its nuclear program and to make a concrete step toward restoring international trust in Iran's insistence that its program is civilian, despite enriching enough uranium to near weapons-grade to make 10 nuclear weapons.

Iran had halted fledgling talks with the United States after Israel launched a 12-day war last month that damaged Iran's nuclear facilities and other infrastructure.

After Friday's meeting, Kazem Gharibabadi, an Iranian deputy foreign minister, said that consultations with the Europeans would continue. The talks were "frank and detailed," addressing issues including last month's war and the possible restoration of sanctions against Iran, Mr. Gharibabadi said on X.

"Both sides came to the meeting with specific ideas, the various aspects of which were examined," he wrote. "It was agreed that consultations on this matter will continue." He was accompanied by Majid Takht-Ravanchi, a political deputy at the Foreign Ministry and a former ambassador to the United Nations.

If Iran fails to take serious steps toward a new nuclear deal, the Europeans say that they will initiate a procedure to restore severe United Nations and multilateral sanctions on Iran that were suspended under a landmark 2015 deal because Iran has been violating its terms.

The agreement, in which Iran agreed to limit its nuclear program in exchange for sanctions relief, expires in mid-October. The Europeans are willing to extend the deadline on restoring the sanctions because once they are restored, they are useless as leverage.

What's at stake

Little emerged from Friday's meeting, which did not include foreign ministers. But some deadlines are looming, and both sides said talks would continue. The Europeans have said that they will move to restore sanctions by the end of August if Iran does not respond with a serious effort at a new deal.

Iran, Europe and the United States all have some leverage in renewed negotiations. The main sticking point, as

it has been for months, is the American insistence that Iran give up enrichment of uranium altogether and Iran's refusal to do so. Though damaged, Iran's nuclear program is hardly destroyed, and it has gained plenty of knowledge about nuclear enrichment that cannot be bombed away.

Without progress in negotiations to extend the deadline on restoring sanctions, any U.N. restrictions could vanish for decades thanks to the difficulty of achieving unanimity in a Security Council where Russia and China both hold vetoes, said Ellie Geranmayeh, an Iran expert with the European Council on Foreign Relations.

Even an extension would require all the members of the Security Council to agree, including the United States, which may be a hard sell given the deep distrust of Iran in the Trump administration.

Ms. Geranmayeh has recommended a one-time, one-year extension, to allow "breathing time for talks with Washington" and for the International Atomic Energy Agency, the nuclear watchdog of the United Nations, to gauge the state of Iran's nuclear program and stockpile of enriched uranium.

Before Friday's meeting, an Iranian foreign ministry spokesman, Esmaeil Baghaei, told state media that Iran considered the idea of extending a U.N. resolution that contains the snapback provisions to be "meaningless and baseless." But it could still happen.

Where Iran is now

This week, Foreign Minister Abbas Araghchi of Iran said that the damage to the country's nuclear facilities had been "serious and severe" and that enrichment had now been stopped, but he vowed, as he has before, that Iran would not give up the right to enrich uranium.

Tehran in May during the fourth round of U.S.-Iran talks. Iran had halted fledgling talks with the United States after Israel launched a 12-day war in June.Arash Khamooshi for The New York Times

The Europeans are trying to use the threat of renewed sanctions to get Iran to restore cooperation with the U.N. nuclear watchdog and to negotiate a new deal to limit or eliminate nuclear enrichment. Iran has regularly insisted that it is not pursuing a weapon but will not stop enrichment, as it has the legal right to do under the Nuclear Nonproliferation Treaty, and that it would agree to strict limits on that enrichment of the kind laid out in the 2015 deal.

Iran has said that if the sanctions are restored, it will leave the Nonproliferation Treaty and stop all cooperation with the U.N. nuclear watchdog. For their part, both Israel and the United States have said they are prepared to bomb Iran again to prevent Tehran from making a nuclear weapon.

Iran's position was restated in a briefing to reporters at the United Nations on Wednesday by Mr. Gharibabadi. He said Iran was open to further negotiations with either or both the Europeans and the Americans under certain conditions, including a promise not to attack Iran again.

Where other powers stand

President Trump and the Israelis have insisted that Iran give up any nuclear enrichment, but some of the Europeans are less adamant so long as limits on enrichment are severe and monitored more closely than they are now. But they also are concerned that Mr. Trump, faced with the complications of a deal, may have lost interest, believing that the bombing has solved the problem for now, Ms. Geranmayeh said.

Iranian officials met this week with its allies Russia and China. One topic, according to Iran's foreign ministry, was how to prevent or mitigate the consequences of any restored sanctions. Russia and China both remain members of the 2015 nuclear deal, as do the Europeans, but they could not prevent the restoration of snapback sanctions if the Europeans chose to exercise them. Mr. Trump withdrew American participation in 2018.

Separately, the head of the I.A.E.A., Rafael Grossi, said on Friday that he was encouraged that Iran had agreed for agency representatives to visit "within weeks," although Iran has said they would not be able to visit nuclear sites. Speaking in Singapore, Mr. Grossi said he hoped agency inspectors could return to Iran this year.

"If we do not return soon, there would be a serious problem, because this is an international obligation of Iran" under the Nuclear Nonproliferation Treaty, he said.

The New York Times

Farnaz Fassihi
july 26, 2025

Tehran Is at Risk of Running Out of Water Within Weeks

The water behind the Amir Kabir dam north of Tehran, which supplies the city with water, has plummeted to its lowest levels in history.

Tehran Is at Risk of Running Out of Water Within Weeks

After a five-year drought and decades of mismanagement, a water crisis is battering Iran. The water behind the Amir Kabir dam north of Tehran, which supplies the city with water, has plummeted to its lowest levels in history.Credit...

Some of Iran's deepest reservoirs have shrunk to shallow ponds. Water pressure is so low in some cities that taps in apartment buildings run dry for hours on end. People desperately search for water tanks, and hoard every drop they can find.

Temperatures are so high that one day last month a part of Iran saw a heat index of 149 degrees Fahrenheit, according to sites that track extreme weather, making it one of the hottest places on Earth.

Iran is in the throes of an acute water crisis, on top of a monthslong energy shortage that has prompted daily scheduled power cuts across the country. Iranians still recovering from a 12-day war with Israel and the United States last month must now confront life without the basics.

The government announced this week that many reservoirs, particularly those that supply the capital, Tehran, with drinking water, were drying out. Water supplies for Tehran are predicted to run out in just a few weeks, officials said, pleading with the public to reduce water consumption.

After a five-year drought and decades of mismanagement, a water crisis is battering Iran.

"The water crisis is more serious than what is being talked about today, and if we do not make urgent decisions today, we will face a situation in the future that cannot be cured," President Masoud Pezeshkian said at a cabinet meeting on Monday, adding, "We cannot continue this way."

Already prone to droughts, Iran has exacerbated the problem with poor water management policies, which Mr. Pezeshkian acknowledged on Monday. Climate change, too, has played a role; the country has weathered five consecutive years of drought.

Now, the crisis has grown so extreme that the government shut down all government offices and services in Tehran and more than two dozen other cities across the country on Wednesday, creating a three-day weekend in an attempt to lower water and electricity usage. Fatemeh Mohajerani, a government spokeswoman, said cities could have similar closures once or twice a week going forward, and suggested people "go on holiday."

The Tehran Province Water and Wastewater Company announced this week it had reduced water pressure to such low levels that in Tehran — a city of 10 million people, many living and working in high-rise buildings — water could not flow above the second floor of apartment buildings.

Some residents in Tehran said in interviews that water trickled from their faucets, making it difficult to flush the toilet or wash dishes and clothes. In some neighborhoods, water service was disrupted for 48 hours, residents said.

Many people and buildings are scrambling to buy water tanks, hoping to stockpile what little water there is to make it through future disruptions. The manager of one high-rise in the upscale neighborhood of Elahiyeh said the building was in its third day without water service.

When that building finally secured a water tank, the supply lasted for just two hours. It then procured water from a freelance water truck, the manager said, only to realize it was polluted seawater, not suitable for drinking or bathing.

2photo People buying water storage tanks in Tehran.

Across town, Nafiseh, a schoolteacher, questioned the water storage strategy. "My mom has filled half the kitchen with bottles of water, big and small, but I think it's a mistake. In a real crisis, a few containers won't save us,"

said Nafiseh, 36, who like all Iranians interviewed for this article asked her last name not be published out of fear of retribution.

The water shortage comes on top of scheduled daily power cuts across the country. Since December, Iran, which has one of the biggest supplies of natural gas and crude oil in the world, has struggled with a full-blown energy crisis, forcing schools, universities and government offices to close or reduce their hours and power to be rationed at industrial factories.

The cumulative effect of crises on top of crises — from war, to daily explosions suspected to be sabotage, to skyrocketing inflation, to water and power cuts — has many Iranians reeling. In interviews and social media posts, they say that it feels as if their country is in free-fall, and question the government's ability to reverse the situation.
"Addressing just one aspect of the crisis is futile; both electricity and water governance must be reformed," Hamidreza Khodabakhshi, the head of the union for water engineers in the province of Khuzestan in southern Iran, said in a telephone interview. "Repeated calls for public conservation — without action from authorities — shift blame unfairly to citizens."
Environmental experts say that the water crisis stems from decades of mismanaging water resources and other misguided policies, including the overdevelopment of urban areas, draining of ground water for farming and excessive construction of dams. Iran has also piped water to the central desert regions to feed water-intensive industries, such as steel-making, owned by the government.

People buying water storage tanks in Tehran.

Climate change is also exacerbating the crisis. The Ministry of Energy says that annual rainfall over the past five years has declined from about 11 inches to below six, creating the worst drought in 50 years. Mohammad Sadegh Motamedian, the governor of Tehran province, told local news media that at four dams supplying drinking water to the capital, water reserves had dropped to about 14 percent of their capacity.

Lush wetlands have crusted into beds of sand and dust storms, and wells have gone dry. Crops and livestock are dying. Parts of the country are sinking at alarming rates after water aquifers have been sucked up — in Tehran, parts of the city are sinking over 12 inches a year, officials said. Lakes and water reservoirs where boating, fishing and swimming were once summer staples have dried or shrunk.

"I remember swimming in these places when I was little, and it was full — now they are all dry and empty, and we can walk through them from one side to the other," said Saeed, a 37-year-old owner of a technology firm in Tehran. Negin, a 28-year-old mother of two, lives in the southern city of Bushehr, where temperatures average above 120 degrees in the summer and humidity weighs heavy in the air. Recently, running water has been available for only a few hours a day in her neighborhood, she said in an interview.

Running the air conditioning has been difficult and often impossible because of daily power cuts, she said, leaving her home feeling like a sauna and her angry at the government.
"How are we supposed to live like this?" she asked. "What are we supposed to use to clean our kids? To wash clothes?"

Periodic water shortages over the past few years in Khuzestan, Isfahan and Sistan and Baluchistan provinces prompted protests that quickly turned political, with some farmers clashing with security forces. In Sabzevar, a small city in northeast Iran, crowds gathered outside the governor's office for a few nights in a row this week chanting, "Water, electricity, life is our basic right," videos shared by BBC Persian showed.

Kaveh Madani, the director of the United Nations University Institute for Water, Environment and Health, said that a decade ago, when he served as deputy head of Iran's Department of Environment, the water shortages were mild and confined to remote areas. Now, he said, with Tehran and other major cities at risk of running dry, the situation can best be likened to a bankruptcy, but what is in a fast, apparently irreversible decline is not cash but water.

"Responses are chaotic, urgent, confused, and reactive," Mr. Madani said in an interview. "What worries me most is the inequity. Wealthier urban residents can afford water storage, tanker deliveries, or other solutions, while the poor will bear the brunt of the suffering."

LE FIGARO

26 juillet 2025

Syrie : Macron échange avec le président al-Charaa et juge « impératif d'éviter » que la violence se répète

La Syrie a été le théâtre de violences intercommunautaires qui ont fait plus de 1300 morts, en majorité des Druzes, entre le 13 et le 20 juillet dans le sud du pays.

Emmanuel Macron a estimé samedi qu'il était *«impératif d'éviter que des épisodes de violence ne se répètent»* en Syrie, appelant à poursuivre les responsables des exactions des derniers jours dans le pays, après s'être entretenu avec le président intérimaire syrien Ahmad al-Charaa. *«Les récentes violences en Syrie rappellent l'extrême fragilité de la transition. Les populations civiles doivent être protégées»*, a écrit sur X le président français, qui demande un *«dialogue apaisé»* localement pour *«permettre de répondre à l'objectif d'unification de la Syrie dans le respect des droits de tous ses citoyens»*.

La Syrie gouvernée par les autorités de transition de l'islamiste Ahmad al-Charaa, qui a pris le pouvoir après la chute de Bachar al-Assad en décembre, est régulièrement le théâtre de violences intercommunautaires, dont les dernières entre druzes et bédouins sunnites ont fait plus de 1300 morts, en majorité druzes, entre le 13 et 20 juillet dans la province de Soueida (sud).

Cessez-le-feu depuis dimanche dernier

Un cessez-le-feu est entré en vigueur dimanche dernier, salué par Emmanuel Macron qui y voit un *«signal positif»*, alors que les relations entre les autorités de transition et les diverses minorités du pays inquiètent une partie de la communauté internationale. *«J'ai parlé avec le président syrien de l'urgence de trouver une solution politique avec les acteurs locaux, dans un cadre national de gouvernance et de sécurité»*, a déclaré le chef de l'État français. Paris, Damas et Washington ont convenu vendredi qu'un nouveau cycle de pourparlers se tiendrait *«dans les plus brefs délais»* entre le gouvernement syrien et l'administration kurde, dans la capitale française, afin d'intégrer les Kurdes dans l'État syrien.

Mazloum Abdi, chef des FDS - le bras armé des Kurdes soutenus par Washington -, et Ahmad al-Charaa ont conclu le 10 mars un accord visant à intégrer les institutions kurdes dans l'État syrien. Plusieurs sessions de négociations ont eu lieu depuis, mais les discussions piétinent. *«Il est essentiel que les négociations entre les Forces démocratiques syriennes et les autorités syriennes progressent de bonne foi»*, a exhorté Emmanuel Macron samedi. Selon le président français, les deux dirigeants ont par ailleurs évoqué samedi les *«échanges avec Israël»*, marquant leur *«soutien à une coopération sur la stabilisation de la frontière syro-libanaise»*.

Ahmad al-Charaa, qui a longtemps dirigé le groupe armé Hayat Tahrir al-Sham issu de l'ex-branche d'Al-Qaïda en Syrie, avait effectué en mai à Paris sa première visite officielle dans un pays occidental. Cette visite avait suscité en France de vives critiques à l'égard d'Emmanuel Macron, émanant de la droite et de l'extrême droite.

LE FIGARO

27juillet 2025

Syrie : le mandat d'arrêt contre l'ex-président Bachar el-Assad annulé par la Cour de cassation

La Haute juridiction a justifié sa décision par l'immunité personnelle dont bénéficient les chefs d'État en exercice.

La Cour de cassation a annulé ce vendredi le mandat d'arrêt par des juges d'instruction parisiens contre l'ex-président syrien Bachar el-Assad pour des attaques chimiques mortelles en 2013, en jugeant que l'immunité personnelle dont bénéficient les chefs d'État en exercice ne peut souffrir d'aucune exception.

Le mandat d'arrêt avait été délivré en novembre 2023 alors que Bachar el-Assad *«était encore chef d'État en exercice»*, et n'était donc pas *«régulier»*, a déclaré le président de la Cour de cassation, Christophe Soulard, lors d'une audience publique diffusée de manière inédite en direct sur internet.

Une information judiciaire ouverte contre Bachar al-Assad

«Cependant», depuis que Bachar el-Assad a été renversé en décembre 2024 et n'est plus président, *«de nouveaux mandats d'arrêt ont pu ou pourront être délivrés à son encontre pour des faits susceptibles de constituer des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité»*, a développé Christophe Soulard. L'information judiciaire ouverte à son encontre peut donc se

poursuivre, a-t-il ajouté.

La Cour n'a pas suivi la position du procureur général Rémy Heitz qui avait proposé lors de l'audience le 4 juillet de maintenir le mandat d'arrêt contre Bachar al-Assad, en écartant l'immunité personnelle dont il bénéficiait car la France ne le considérait plus depuis 2012 comme le *«chef d'État légitime en exercice»* eu égard aux *«crimes de masse commis par le pouvoir syrien»*.

En revanche, la Cour de cassation a reconnu pour la première fois une exception à l'immunité fonctionnelle dont bénéficient les agents d'États étrangers s'ils sont poursuivis pour des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. La mise en examen pour complicité d'un ancien gouverneur de la Banque centrale syrienne (2005-2016) et ex-ministre de l'Économie (2016-2017), Adib Mayaleh, est donc validée.

Un mandat d'arrêt contesté par le parquet national antiterroriste

Deux juges d'instruction parisiens avaient émis, en novembre 2023, un mandat d'arrêt pour complicité de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre contre Bachar el-Assad pour les attaques chimiques imputées au pouvoir syrien en 2013, ayant fait plus de mille morts.

Ce mandat d'arrêt était contesté par le parquet national antiterroriste (Pnat), soutenu par le parquet général de la cour d'appel de Paris, au nom de l'immunité absolue dont jouissent les chefs d'État en exercice devant les tribunaux de pays étrangers. Mais la cour d'appel avait validé ce mandat en juin 2024, estimant que ces crimes *«ne peuvent être considérés comme faisant partie des fonctions officielles d'un chef de l'État»*.

Cette décision était très attendue en France comme à l'étranger, notamment par les organisations de défense des droits de l'homme engagées dans la lutte contre l'impunité des chefs d'État soupçonnés de crimes internationaux sur leur population

RÛDAW

July 28,2025

US calls on Iraq to punish pro-Iran militants over deadly Baghdad attack

ERBIL, Kurdistan Region - The United States on Monday called on the Iraqi government to bring the perpetrators of a deadly Popular Mobilization Forces (PMF, or Hashd al-Shaabi) attack on an agriculture ministry branch in Baghdad the day prior to account "without delay» and hold an Iran-backed faction responsible.

An empty road in front of an entrance to the US Embassy in Baghdad's Green Zone on June 12, 2025. Photo: Ahmad al-Rubaye/AFP

An "armed assault" by the PMF on an agriculture ministry office in Baghdad's Karkh district on Sunday left three people dead - a policeman, a civilian, and a member of the powerful Iran-backed Iraqi armed group Kataib Hezbollah. Baghdad confirmed that the perpetrators of the attack were PMF members.

"We call on the Government of Iraq to take measures to bring these perpetrators and their leaders to justice without delay," the US Embassy in Baghdad said in a statement.

It blamed the PMF-affiliated Kataib Hezbollah, a US-designated armed group, for the attack.
"We are saddened by the loss of life, which included federal police and an innocent civilian, and wish a swift recovery to the wounded," the embassy stated.

Washington holds Kataib Hezbollah, a key player in the Iran-led 'Axis of Resistance,' responsible for numerous attacks on US assets in the region since the outbreak of the Israel-Hamas conflict in October 2023.

Iraqi Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani vowed on Sunday to hold the perpetrators accountable and ordered a probe into the attack.
"No one has the right to replace the state or its authorities, and no party is above the law," Sudani said in an emergency security meeting following the attack.
Iraq's Shiite-led Coordination Framework also condemned the attack as a "violation of the law and state procedures."

LE FIGARO

28 juillet 2025

En Iran deux hommes liés à l'opposition en exil ont été exécutés

L'Iran a exécuté dimanche deux hommes condamnés pour des opérations armées menées au profit du mouvement d'opposition en exil des Moudjahidines du peuple (MEK), a rapporté le site Mizan Online, organe du pouvoir judiciaire. *«La peine de mort prononcée à l'encontre de deux membres opérationnels du groupe terroriste a été appliquée ce matin, après les procédures légales et la confirmation de la Cour suprême»*, a indiqué Mizan Online.

Identifiés comme Mehdi Hasani et Behrouz Ehsani-Eslamloo, les deux hommes avaient été reconnus coupables de la fabrication de lanceurs et mortiers artisanaux ainsi que d'attaques ayant visé des civils, des habitations et des institutions publiques ou caritatives. Le pouvoir judiciaire a affirmé que leurs actions visaient à *«perturber l'ordre public et mettre en danger la sécurité des citoyens innocents.»* Les deux hommes étaient présentés comme des membres de longue date du MEK, considéré comme une organisation terroriste par Téhéran.

Les autorités ont précisé qu'ils menaient, depuis une cachette à Téhéran, des activités de *«propagande et de sabotage»* et qu'ils les filmaient pour les diffuser sur des chaînes affiliées au MEK. Aucun détail n'a été communiqué sur la date de leur arrestation.

Ils avaient été condamnés pour *«rébellion armée»*, *«guerre contre Dieu»* et complot contre la sécurité nationale. L'Iran applique la peine capitale pour plusieurs crimes et procède au plus grand nombre d'exécutions après la Chine, selon des organisations de défense des droits humains telles Amnesty International. Les exécutions dans la République islamique sont généralement pratiquées à l'aube, par pendaison. Toujours ce dimanche, le Conseil national de la Résistance iranienne (CNRI), vitrine politique du MEK, a dénoncé un «*crime barbare*» qui ne peut «*qu'attiser la colère*» du peuple envers le pouvoir.

Le Monde

28 juillet 2025

En Turquie, deux incendies font rage aux portes de Bursa, la quatrième ville du pays

Quelque 2 300 pompiers et secouristes ont combattu les flammes, dimanche. Plus de 3 500 personnes ont dû être évacuées de la zone. Un autre feu résiste depuis cinq jours dans le nord du pays.

Plus de 3 500 habitants ont été évacués, samedi 26 et dimanche 27 juillet, en périphérie de Bursa, grande ville industrielle du nord-ouest de la Turquie, où les pompiers tentent toujours de stopper la progression de deux incendies faisant rage depuis plus de vingt-quatre heures.

« Ce sont 3 515 de nos citoyens qui ont été évacués et conduits en lieu sûr », a déclaré le ministre de l'agriculture et des forêts turc, Ibrahim Yumakli, précisant que 2 300 sapeurs et secouristes combattaient les flammes, dimanche, au milieu de rafales de vent. Plus de 850 véhicules, six avions et quatre hélicoptères ont été déployés dans la zone, où le mercure continuera de frôler 40 °C en journée ces prochains jours, a ajouté le ministre sans préciser la superficie de forêt et de végétation déjà partie en fumée aux portes de la quatrième ville du pays.

Un pompier combattant les flammes est mort des suites d'une crise cardiaque, samedi soir, et trois personnes ont péri, dimanche, dans l'accident d'un camion-citerne utilisé pour lutter contre l'un des deux incendies, a annoncé le gouvernorat de Bursa. Mercredi, ce sont dix ouvriers forestiers et secouristes bénévoles qui sont morts, prisonniers d'un violent feu 150 km plus à l'est.

Appel à la vigilance

Un autre incendie dans la province rurale de Karabük (Nord), la plus boisée du pays, résiste depuis cinq jours aux efforts des pompiers, qui ont dû évacuer plus de 1 800 habitants. D'après plusieurs médias turcs, les flammes s'étendaient au début du week-end sur plusieurs dizaines de kilomètres, dans cette province couverte à 72 % de forêts et où le relief escarpé complique la tâche des sapeurs.

Face à la canicule et à la sécheresse qui frappent de larges pans du pays, les autorités ont de nouveau appelé, dimanche, à la vigilance, prévenant que la situation resterait critique jusqu'en octobre sur le front des incendies.

Plus de 3 000 feux se sont déclarés depuis le début de l'été à travers le pays, a affirmé le président turc, Recep Tayyip Erdogan. *« Brûler une forêt est comme tirer avec une arme sur notre patrie »*, a déclaré le ministre de l'agriculture et des forêts, Ibrahim Yumakli, promettant que les hectares de forêts brûlés seraient replantés au plus tôt.

July 28 2025

President Barzani urges Baghdad to facilitate Yazidi returns on genocide anniversary

ERBIL, Kurdistan Region - On the 11th anniversary of the Yazidi genocide by the Islamic State (ISIS), Kurdistan Region President Nechirvan Barzani reaffirmed commitment to Yazidi rights and well-being, urging Baghdad to implement a key 2020 agreement with Erbil aimed at "restoring normalcy" in the Yazidis' ancestral homeland Shingal (Sinjar) and facilitate the return of displaced Yazidis.

Yazidis fleeing Shingal in the face of ISIS attack in August 2024. Photo: via Nadiasinitiative

Speaking at a commemoration event in Erbil, the Kurdistan Region Presidency spokesperson Dilshad Shahab quoted President Barzani as emphasizing that "it is fundamentally the responsibility of the Iraqi government to ensure that [Shingal] Sinjar and the Yazidi regions do not become battlegrounds for armed factions and militias." The ongoing instability in Shingal is "a significant injustice" to the Yazidis who "deserve support to heal and rebuild their lives," he added.

President Barzani further urged Baghdad "to reestablish peace, security, and essential services" in Shingal and its surroundings to reassure the Yazidis "that they can safely return and rebuild their communities." He also reiterated the need to implement the October 2020 Shingal Agreement between Baghdad and Erbil. The deal brokered with the support of the United Nations Assistance Mission for Iraq (UNAMI) aims to eliminate non-state armed groups from Shingal and normalize the administrative and security situation in Shingal.

In June 2014, ISIS seized large parts of northern and western Iraq. By August, the group launched a brutal assault on the Yazidi community in Shingal, killing an estimated 5,000 to 10,000 Yazidi men and older women, and abducting 6,000 to 7,000 women and girls for sexual slavery and human trafficking. Around 400,000 Yazidis were forced to flee, with most seeking refuge in the Kurdistan Region.

Although Iraq declared the full liberation of its territory from ISIS in 2017, around 21,000 Yazidi families remain displaced, primarily in camps in Kurdistan Region's Duhok province. Their return is hindered by ongoing security concerns and the continued presence of various armed groups in Shingal.

President Barzani on Monday decried that "almost half" of Shingal's Yazidi residents "continue to live in displacement and camps," calling it unjust that «a Yazidi child born in the camps, is now 11 years old." He further vowed that the Office of Rescuing Abducted Yazidis, affiliated with the Kurdistan Region Presidency, will continue its operations «as long as there remains even one Yazidi abductee" still in captivity.

As of May the Office reported that 2,590 Yazidis remain missing.

UN and international takes

Monday's commemoration event in Erbil was organized by the Yazidi Yazda non-profit in partnership with the German Cooperation Organization (GIZ), both of which support survivors of the Yazidi genocide.
Speaking at the ceremony, Claudio Cordone, Deputy Special Representative for UNAMI, highlighted the Yazidi community's ongoing struggle 11 years after the ISIS genocide. He expressed the UN's "full solidarity with all the victims of [ISIS] Daesh, one of the most brutal, ignorant, and perverse ideologies in modern history," and condemned the "unspeakable atrocities" committed against the Yazidis.

Cordone urged both Baghdad and Erbil to intensify and accelerate efforts to restore the rights of the Yazidis, stating that their recovery would represent "the ultimate defeat of Daesh." He also outlined three key priorities: reparations, greater support for women forced to marry ISIS members and children born of rape, and enabling "voluntary, safe, and dignified" returns.

The deputy special represen-

tative for UNAMI also stressed the need to implement the stalled 2020 [Shingal] Sinjar Agreement, noting that "without stability and security, people cannot be expected to return."

For his part, the United States Consul General to Erbil Steven Bitner reaffirmed Washington's "solidarity with Yazidi families and survivors" and recognizes "their unimaginable loss and unwavering resilience.» He emphasized the US's commitment to helping communities recover and to preventing the resurgence of ISIS, pledging to "do everything possible to make sure that Daesh cannot return and revisit its horrors upon the world."
Bitner further reiterated Washington's efforts in «delivering accountability to those responsible" for the Yazidi genocide and "ensuring this can never happen again."

Recognizing Iraq's efforts toward peace and stability - with Yazidis playing a vital role in rebuilding - Bitner noted that challenges remain, including the internal displacement of "over one million Iraqis…including about 300,000 Yazidis, and of course the [cases of the] 2,558 Yazidis who remain missing and unaccounted for.»

The US consul general called on the Iraqi government to support the safe return of Yazidi survivors by reaching consensus on appointing a mayor in Shingal, recruiting local police, and increasing reconstruction funding. Critically, Bitner warned that "militias beholden to Iran must leave areas liberated from Daesh, such as [Shingal] Sinjar," stating their continued presence «prevents the return of the internally displaced population and hinders economic development.»

Meanwhile, Albrecht von Wittke, the German consul general in Erbil, praised the «exceptional» courage of Yazidi survivors who «consciously chose to share their stories to make the voices of the forgotten heard.» He acknowledged the ongoing pain of the Yazidi community, noting that "to this day, many wounds have not healed" as "the fate of more than 2,600 women and children remains uncertain."

Von Wittke highlighted concrete steps by Germany, including the unanimous recognition of the Yazidi genocide by the German parliament in January 2023 - a move he called a "milestone in the global fight against impunity" that shifts the focus "from the perpetrators to justice for the victims." He reaffirmed Germany's "unwavering commitment to justice," recognizing that survivors still face marginalization, trauma, and threats to their security and dignity.

Germany, a long-time provider of humanitarian aid, now prioritizes «long-term work for Yazidi families," focusing on «education and employment» and supporting «those who want to return to Sinjar,» von Wittke said, commending survivor-led initiatives, including those led by Yezidi Yazda and GIZ.

Le Monde

Guilhem Fabry
28 juillet 2025

Cinq Boeing 777 localisés en Iran après une immatriculation provisoire à Madagascar

L'autorité malgache de régulation du transport aérien, qui rejette toute responsabilité dans cette opération de contournement des sanctions internationales, précise que la demande d'importation des avions émane d'une société nommée Udaan Aviation.

Comment cinq avions de ligne Boeing un temps immatriculés à Madagascar ont-ils pu se retrouver en Iran, pays sous sanctions internationales, comme l'a révélé le média spécialisé *Le Journal de l'aviation* dans un article paru mardi 22 juillet ? Alors que les Etats-Unis interdisent depuis 2018 la vente de Boeing à Téhéran, l'Aviation civile de Madagascar (ACM) a tenté d'apporter des explications au lendemain de cette publication. Dans un communiqué, elle indique avoir reçu une demande d'autorisation d'importation de cinq 777 sur le sol malgache par la société Udaan Aviation dans le cadre d'une future exploitation à Madagascar. Ces gros-porteurs sont le plus souvent utilisés sur des vols long-courriers.

L'autorité malgache de régulation du transport aérien n'a cependant pas apporté de précisions sur la date de cette demande, et encore moins sur l'identité de cette entreprise et ses projets d'exploitation. Son nom évoque cependant la société Udaan Potentials Ltd, inscrite au registre du commerce et des sociétés d'Antananarivo, dont l'activité comprend *« l'aviation nationale et internationale »* en plus de l'aquaculture, l'import d'équipements agricoles ou encore l'export de produits locaux comme les épices et les arachides. Lors de son enregistrement administratif, en 2023, elle disposait d'un capital de 2 millions d'ariarys, soit moins de 400 euros.
Après une visite d'inspection en Chine, où les aéronefs étaient basés, l'ACM indique avoir délivré à Udaan Aviation deux documents administratifs le 17 janvier : un certificat de navigabilité provisoire et un certificat d'immatricula-

tion provisoire, en vue de leur transfert au Kenya pour des activités de maintenance. Valable trois mois, ce dernier document aurait ensuite été falsifié, selon l'ACM, afin de prolonger sa validité au-delà du 17 avril. Une fois les certificats malgaches expirés, les avions ont été localisés au Cambodge puis en Iran durant la première quinzaine du mois de juillet.
Jusqu'alors, les autorités malgaches n'avaient jamais communiqué sur l'immatriculation provisoire des cinq Boeing de la mystérieuse société Udaan Aviation. Pourquoi l'ACM a-t-elle accordé des certificats provisoires à ces avions ? Entendait-elle leur octroyer une immatriculation définitive ouvrant la voie à leur exploitation sur le sol malgache à des fins privées ou commerciales ? L'entreprise Udaan Aviation avait-elle l'intention de développer de nouvelles liaisons commerciales sur la Grande Ile, alors que la compagnie aérienne nationale, Madagascar Airlines (également dotée de cinq avions), commence à peine à renouer avec la rentabilité après des années de pertes financières ?

Un Boeing 777-300 de la compagnie Air China à l'aéroport de Pékin, le 10 avril 2025. WANG ZHAO / AFP

« Faux et usage de faux »

Ni l'ACM ni le ministre des transports n'ont souhaité répondre à nos questions pour éclaircir ces zones d'ombre. Dénonçant une tentative de fraude, l'autorité de régulation a rejeté toute responsabilité dans cette opération de contournement des sanctions internationales. Elle a décidé de porter plainte pour « faux et usage de faux ».

Toutefois, cette affaire ne surprend guère Xavier Tytelman, consultant en aéronautique. *« Depuis quarante ans, l'Iran est passé maître dans l'art de contourner les sanctions occidentales*, explique-t-il. *Des fournisseurs parviennent à acheter des pièces détachées d'occasion pour les envoyer à Téhéran, ce qui implique que des intermédiaires ferment les yeux. Réussir à récupérer des avions complets est une démarche encore plus complexe, nécessitant toute une organisation. Même si l'embargo n'est pas 100 % étanche, il a tout de même une efficacité, car les Iraniens ne peuvent pas se fournir autant qu'ils le voudraient et doivent payer leurs équipements beaucoup plus cher. »*
Le 25 juillet, l'ACM a réaffirmé *« son engagement en faveur du respect du droit international, notamment des embargos et résolutions des Nations unies »*. Cela n'empêche pas Madagascar d'entretenir des relations cordiales avec l'Iran, qui a une ambassade à Antananarivo. Le 24 décembre 2024, la cheffe de la diplomatie malgache, Rafaravavitafika Rasata, avait d'ailleurs remis une distinction honorifique à l'ancien ambassadeur iranien peu avant son départ.

La localisation récente des cinq Boeing 777 en Iran est cependant embarrassante pour Madagascar vis-à-vis des Etats-Unis, avec lesquels Antananarivo négocie actuellement un nouveau partenariat économique destiné à remplacer l'African Growth and Opportunity Act (AGOA) à partir du 30 septembre. Les secteurs de la vanille et du textile, moteurs de l'économie malgache, reposent en grande partie sur les importations américaines.

Le Monde 28 juillet 2025

Peine de mort en Iran : la hausse du nombre d'exécutions « inquiète profondément » l'ONU, qui réclame un moratoire immédiat

Le chiffre d'au moins 612 personnes exécutées au cours du premier semestre 2025 est plus de deux fois supérieur à celui de la même période en 2024. Selon l'ONU, les procédures judiciaires se déroulent souvent à huis clos et ne respectent pas les normes d'un procès équitable.

L'Organisation des Nations unies (ONU) a exhorté lundi 28 juillet l'Iran à cesser d'appliquer la peine de mort, évoquant une *« augmentation inquiétante du nombre d'exécutions »*, avec un total d'au moins 612 depuis le début de l'année.

« Les informations selon lesquelles plusieurs centaines d'exécutions ont eu lieu en Iran depuis le début de l'année soulignent à quel point la situation est devenue profondément inquiétante ainsi que la nécessité urgente d'un moratoire immédiat sur l'application de la peine de mort dans le pays », a déclaré Volker Türk, le haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme.

Le chiffre d'au moins 612 personnes exécutées au cours du premier semestre 2025, est plus de deux fois supérieur à celui de la même période en 2024 (avec 297 exécutions), précise le communiqué de l'ONU.

« 48 personnes actuellement dans le couloir de la mort »

« Il est alarmant de voir des rapports expliquant qu'il y a au moins 48 personnes actuellement dans le couloir de la mort, dont 12 sont considérées comme étant en danger imminent d'exécution », a déclaré M. Türk. Plus de 40 % des personnes exécutées cette année ont été condamnées pour des délits liés à la drogue, selon ses services, tandis que d'autres ont été jugées sur la base d'*« accusations larges et vagues, telles que "l'inimitié envers Dieu" et la "corruption sur Terre", qui sont souvent utilisées par les autorités pour faire taire les dissidents »*. *« Au lieu d'accélérer les exécutions, j'exhorte l'Iran à rejoindre le mouvement mondial pour l'abolition de la peine capitale, en commençant par un moratoire sur toutes les exécutions »*, a insisté M. Türk.

Selon lui, les informations recueillies par l'ONU indiquent que les procédures judiciaires se déroulent souvent à huis clos et ne respectent pas les normes d'un procès équitable.

L'Iran dit limiter les exécutions aux « crimes les plus graves »

Après ces déclarations de la part des Nations unies, le porte-parole du ministère des affaires étrangères iranien, Esmaeil Baghaei, a déclaré lundi à la presse que *« la peine capitale est prévue par la législation iranienne pour un éventail des crimes les plus graves »*. L'Iran *« s'efforce d'en limiter l'usage aux seuls crimes les plus graves »*, a ajouté le ministre.

Plusieurs ONG affirment que les autorités iraniennes ont arrêté des centaines de personnes et en ont exécuté des dizaines dans le cadre d'une vague de répression consécutive à la guerre de douze jours avec Israël, accusant la République islamique d'utiliser la peur pour compenser ses faiblesses révélées par le conflit.

L'Iran se classe au deuxième rang mondial du nombre d'exécutions, après la Chine, selon des groupes de défense des droits de l'homme, dont Amnesty International. En Iran, les exécutions se font généralement par pendaison à l'aube.

« La détermination de la jeunesse iranienne à mettre fin à cette tyrannie théocratique »

M. Türk a par ailleurs souligné que les autorités de Téhéran examinaient un projet de loi sur l'espionnage qui redéfinirait la *« collaboration avec des Etats hostiles »* (passible de la peine de mort) en l'élargissant à des actes tels que la communication en ligne, la collaboration avec des médias étrangers et *« l'alignement idéologique »*.

« Ce projet de loi élargit dangereusement le champ d'application de la peine capitale pour espionnage et j'appelle à son annulation », a ajouté le responsable de l'ONU.

L'appel de M. Türk intervient au lendemain de l'exécution par l'Iran de deux hommes, reconnus coupables d'avoir mené des opérations armées pour l'Organisation des moudjahidin du peuple iranien (OMPI), un groupe d'opposition en exil.

« Cette brutalité ne fait qu'intensifier l'indignation du peuple iranien et renforce la détermination de la jeunesse courageuse de l'Iran à mettre fin à cette tyrannie théocratique », a déclaré sur X la dirigeante de l'OMPI, Maryam Radjavi.

Oman Al Yahyai
29 juillet 2025

Google admet que son système d'alerte sismique a échoué lors du séisme de 2023 en Turquie

Google admet que malgré la possibilité d'alerter des millions de personnes, seules 469 alertes de haut niveau «Take Action» ont été envoyées avant le tremblement de terre initial d'une magnitude de 7,8.

Google a reconnu que son système d'alertes sismiques Android Earthquake Alerts (AEA) n'a pas permis d'avertir avec précision la grande majorité des personnes avant le séisme catastrophique qui a frappé la Turquie en février 2023, qui a fait plus de 55 000 morts et plus de 100 000 blessés.

Malgré la possibilité d'émettre des alertes de haut niveau à 10 millions de personnes dans un rayon de 158 kilomètres de l'épicentre, seules 469 alertes «Take Action» (Agir) ont été envoyées avant le premier tremblement de terre d'une magnitude de 7,8, ce qui constitue une grave lacune, car il s'agit du niveau d'alerte conçu pour réveiller les utilisateurs endormis et les inciter à se mettre immédiatement à l'abri.

Google a déclaré à la BBC qu'environ 500 000 utilisateurs avaient reçu la notification «Be Aware» (Attention), moins sévère, qui n'est prévue que pour les secousses légères et qui n'est pas prioritaire par rapport au paramètre «Ne pas déranger» de l'appareil.

Le système d'alerte a sous-estimé la gravité du tremblement de terre, évaluant initialement la secousse entre 4,5 et 4,9 sur l'échelle de magnitude du moment, ce qui était bien inférieur à la magnitude réelle de 7,8.

«Nous continuons à améliorer le système en fonction de ce que nous apprenons à chaque tremblement de terre», a déclaré un porte-parole de Google.

L'enquête menée par la BBC à la suite de la catastrophe a révélé qu'aucun utilisateur interrogé dans la région touchée n'avait reçu l'alerte plus sérieuse «Take Action», avant les secousses.

Cette alerte aurait été d'autant plus importante que le tremblement de terre s'est produit à 4h17 heure locale (3h17 CET), alors que la plupart des gens dormaient dans les bâtiments qui se sont finalement effondrés.

Alors que Google avait précédemment affirmé que le système avait «bien fonctionné», l'entreprise américaine a ensuite publié une recherche dans la revue Science reconnaissant les «limites des algorithmes de détection» qui ont contribué à l'échec du système.

Le deuxième grand tremblement de terre qui s'est produit plus tard dans la journée a également été sous-estimé, bien qu'il ait déclenché davantage d'alertes, 8 158 «Take Action» et près de quatre millions de «Be Aware».

Après l'incident, Google a révisé ses algorithmes de détection et a effectué une simulation du premier tremblement de terre. Le système mis à jour, s'il avait été en place à l'époque, aurait envoyé 10 millions d'alertes «Take Action» et 67 millions de notifications «Be Aware» supplémentaires, selon l'entreprise.

«Chaque système d'alerte précoce en cas de tremblement de terre est confronté au même défi : adapter les algorithmes à des événements de grande ampleur», a déclaré Google à la BBC.

Pourtant, des experts ont exprimé de vives inquiétudes quant au retard pris dans la publication de ces informations.

«Je suis vraiment frustrée qu'il ait fallu attendre si longtemps», a déclaré Elizabeth Reddy, professeure adjointe à la Colorado School of Mines.

«Il ne s'agit pas d'un événement anodin, des personnes sont mortes et nous n'avons pas vu se réaliser cet avertissement comme nous l'aurions souhaité.»

Le système AEA, disponible dans 98 pays, fonctionne indépendamment des gouvernements nationaux et est géré directement par Google. Il détecte les tremblements grâce aux mouvements des smartphones Android, qui représentent plus de 70 % des appareils mobiles en Turquie.

Related

Turquie : un tremblement de terre de magnitude 6,2 ressenti à Istanbul

Des vidéos montrent le tremblement de terre à Istanbul alors que les répliques continuent

Google a affirmé que l'AEA était destiné à compléter, et non à remplacer, les systèmes d'alerte nationaux. Toutefois, les scientifiques craignent que certains pays ne soient trop dépendants de cette technologie.

«Certains pays feraient-ils le calcul que Google le fait déjà, pour que nous n'ayons pas à le faire ?», a demandé Harold Tobin, directeur du Pacific Northwest Seismic Network (réseau sismique du nord-ouest du Pacifique).

«Je pense qu'il est absolument essentiel de faire preuve d'une grande transparence sur le fonctionnement de cette technologie.»

La BBC a depuis demandé à Google comment le système AEA avait fonctionné lors du tremblement de terre de 2025 au Myanmar, mais n'a pas encore reçu de réponse.

RÛDAW

July 30, 2025

Rojava Kurds fear Kurdish forces integration with Syria state amid surge in minority violence

ERBIL, Kurdistan Region - The recent surge of sectarian violence in Syria's Druze south and Alawite coastal areas, involving pro-Damascus forces, is raising alarm among Kurds in northeast Syria (Rojava), who fear similar unrest if a March deal with Damascus to integrate the Kurdish enclave's civil and military institutions moves forward.

Deadly clashes erupted on July 13 in Syria's Druze-majority Suwayda province between Druze fighters and Bedouin tribes.

United Nations Special Envoy for Syria Geir Pedersen reported Monday that the violence began with «mutual kidnappings," quickly escalating into armed conflict. Government security forces deployed to de-escalate the situation were "attacked" by Druze groups, Pedersen said, while also noting "extremely grave reports of serious violations by security forces against Druze civilians."

The UK-based Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) reported a death toll of 1,120 by July 20 from the Suwayda violence. A fragile ceasefire is currently in place, with approximately 175,000 people displaced, the UN official said.

Earlier in March, violence broke out in the Alawite-majority coastal regions after loyalists of ousted dictator Bashar al-Assad attacked security forces aligned with Syria's interim leadership. SOHR then-reported about 1,700 deaths - mostly Alawite civilians - with many casualties attributed to government or pro-government forces.

Kurdish concerns

In a Tuesday interview with Rudaw, a senior official from the Kurdish National Council (ENKS/KNC) - a major opposition coalition in Rojava - warned "big danger" is posed ahead of Kurds.

Luqman Oso, who heads ENKS office in Damascus, said the violence in Suwayda reflects the sectarianism "created by sectarian militias" in Syria. "This is a danger to the Kurdish people," Oso warned, adding that "there must be Kurdish forces and we must protect our people and land in Syria."

In early March, Syria's interim President Ahmed al-Sharaa and Syrian Democratic Forces (SDF) commander Mazloum Abdi signed an agreement to integrate all civil and military institutions in Rojava under the Syrian state. The SDF serves as the de facto army of Rojava.
The Kurdish-led Democratic Autonomous Administration of North and East Syria (DAANES), which governs Rojava, has been holding talks with Syria's interim government over the integration - including the future of the SDF.

Senior DAANES official Elham Ahmad told Rudaw last week that integrating the SDF into Syrian state institutions remains "up for discussions," and will not simply involve surrendering weapons. "It won't be, 'bring all these fighters you have and hand them over and thank you,'" she said.

Ahmad emphasized that Rojava's interpretation of integration differs from Damascus's, asserting that the interim government "must recognize the will" of the people of Rojava.

Shalal Gado, ENKS leadership member in Erbil, told Rudaw on Tuesday that the SDF "will not lay down arms, this was not in the [March] agreement." He said the SDF may become part of the Syrian army, but added, "How will they integrate? As a bloc or as individuals?" Gado suggested the SDF is more likely to join as a bloc.

Refugees react

Meanwhile, several Rojava refugees in Erbil expressed concern to Rudaw on Tuesday about reports suggesting the SDF may disarm.

Fathi Hussein, a refugee from Rojava living in Qushtapa camp, 25 kilometers south of Erbil, said, "What happened to the Alawites and the Druze will be done to the Kurds as well - and even worse." He added that the SDF "cannot surrender weapons" and should only integrate in a way that preserves their unique identity and role.

Another refugee at the camp, Sulaiman Khalil, said the SDF "should not lay down arms" until a final agreement is reached between Damascus and Rojava under the Abdi-Sharaa deal.

Of note, SDF chief Abdi on Tuesday stated that communication with the Syrian government is ongoing, and voiced support for "the unity of Syria with one army and one flag," with centralization of some sovereign institutions in Damascus. Speaking to Saudi state-owned al Arabiya, he emphasized that the SDF seeks to "become part of a new Syrian army" through a political solution that secures their constitutional rights.

UN envoy Pedersen on Monday acknowledged ongoing "difficulties" in implementing the Abdi-Sharaa agreement, urging both sides to compromise and "build trust and confidence" to achieve the shared goal of full implementation by the end of the year. He noted that preparations are underway for a high-level meeting between both sides in Paris to advance the talks.

Le Monde

Madjid Zerrouky
30 juillet 2025

En Iran, le gouvernement intensifie sa campagne de répression, et les exécutions se multiplient

Six cent douze hommes et femmes ont été tués au cours du premier semestre 2025, selon le Bureau des droits de l'homme des Nations unies, soit deux fois plus qu'à la même période en 2024.

Des photos diffusées sur les réseaux sociaux de Mehdi Hassani et Behrouz Ehsani, pendus par les autorités iraniennes, le 25 juillet 2025. AMNESTY INTERNATIONAL

La mort de Mehdi Hassani et Behrouz Ehsani, pendus, vendredi 25 juillet, par les autorités iraniennes, augmente de deux noms et prénoms la liste des condamnés et exécutés en Iran. Mehdi Hassani, 48 ans, avait été arrêté le 11 septembre 2022 ; Behrouz Ehsani, 69 ans, avait, lui, été arrêté le 6 décembre 2022. Les deux hommes ont été condamnés à mort en janvier pour « rébellion armée », « inimitié envers Dieu » et « corruption sur Terre », en lien avec leur appartenance supposée à l'organisation d'opposition des Moudjahidin du peuple (MeK). La sentence a été prononcée au terme d'un procès qui a duré cinq minutes et au cours duquel ils n'ont pas été autorisés à se défendre. Ils étaient privés d'accès à leurs avocats depuis deux ans.

Ces deux exécutions portent à au moins 612 hommes et femmes le nombre de personnes qui ont été tuées au cours du premier semestre, selon le Bureau du conseil des droits de l'homme des Nations unies. Soit deux fois plus qu'à la même période en 2024 (avec 297 exécutions). Au moins 48 personnes sont actuellement détenues dans le couloir de la mort en Iran, toujours selon l'ONU.

Plus de 40 % des personnes exécutées en 2025 ont été condamnées pour des infractions liées à la drogue, tandis que plusieurs dizaines étaient jugées pour « inimitié envers Dieu » et « corruption sur Terre », des accusations vagues, issues du droit religieux de la République islamique, souvent utilisées par les autorités pour faire taire les dissidents, mais aussi pour harceler les minorités nationales et religieuses, dont la communauté bahaïe, un groupe religieux syncrétique particulièrement ciblé ces dernières années. Depuis la fin du mois de juin, au moins six Iraniens ont été pendus pour espionnage. L'ONG Amnesty International a dénombré, le 28 juillet, les cas de 19 personnes, dont trois femmes, dont la vie est menacée à court terme, à la suite d'accusations motivées par des considérations politiques.

« Traîtres et mercenaires »

Ces craintes surviennent dans le contexte d'une nouvelle campagne de répression menée par la République islamique depuis la « guerre de douze jours » ayant opposé l'Iran à Israël, puis aux Etats-Unis, entre les 13 et 25 juin. Aux arrestations, massives, s'ajoutent les injonctions officielles à accélérer le rythme des procès visant les « *collaborateurs* », qui se déroulent hors de toute procédure légale et en l'absence d'avocats indépendants, ainsi que le rythme des exécutions. En attente d'une approbation finale par le Conseil des gardiens de la Constitution, une nouvelle loi adoptée par le Parlement alourdit les peines pour espionnage, même de manière rétroactive. Elle redéfinit la « collaboration avec des Etats hostiles », passible de la peine de mort, afin d'y inclure des actes tels que la communication en ligne – soit propager l'*« idéologie de l'ennemi »* ou encore collaborer avec des médias étrangers.

Au sortir de la « guerre de douze jours », les médias iraniens ont annoncé que les services de sécurité avaient arrêté plus de 700 Iraniens et un nombre indéterminé de ressortissants étrangers, accusés d'espionnage au profit de l'Etat hébreu. Ces arrestations visaient, selon les autorités, un *« réseau actif*

d'espionnage et de sabotage » qui se serait mis au service d'Israël dès le début de l'attaque. Les bombardements, qui ont tué plus d'un millier de civils, ont également révélé l'ampleur de l'infiltration des hautes sphères de l'appareil sécuritaire et de renseignement du pouvoir iranien : entre 10 et 20 des plus hauts gradés des gardiens de la révolution, l'armée idéologique du régime, ont été ciblés et tués lors du conflit. Le 30 juin, le porte-parole du pouvoir judiciaire, Asghar Jahangir, a annoncé la création de tribunaux spéciaux pour juger les *« traîtres et mercenaires »*, ouvrant la voie à des procès encore plus expéditifs.

Proche des gardiens de la révolution, l'agence Fars News a, dans un éditorial publié le 9 juillet, franchi un nouveau cap en appelant à exécuter massivement ces détenus désignés comme des *« ennemis de l'Etat »*, invoquant les massacres d'opposants politiques en 1988, perpétrés à la suite d'une fatwa émise par le Guide suprême de l'époque, l'ayatollah Khomeyni. *« Dans les conditions actuelles, des mercenaires – Iraniens et ressortissants étrangers – ont permis les meurtres de centaines de citoyens, femmes, enfants et civils, en transmettant des renseignements à l'ennemi sioniste et en introduisant des armes clandestinement dans le pays. Ils méritent d'être exécutés à la manière de 1988 »*, assène l'agence de presse, qui considère que la République islamique a, cette année-là, écrit un *« chapitre brillant de l'histoire de sa lutte contre le terrorisme »*.

A l'été 1988, après que l'ayatollah Khomeyni avait été contraint d'accepter un cessez-le-feu avec l'Irak, au terme de huit années de guerre, les Moudjahidin du peuple, qui s'étaient installés dans ce pays sous la protection de Saddam Hussein, avaient lancé une offensive terrestre en Iran, rapidement repoussée. En représailles, entre 2 800 et 5 000 détenus politiques de gauche, royalistes ou proches du MeK avaient, en moins de trois semaines, été sommairement exécutés dans les prisons iraniennes.

RÛDAW

July 30, 2025

Bomb-laden drone crashes southwest of Erbil, no casualties reported

ERBIL, Kurdistan Region - A bomb-laden drone crashed but did not explode near a village in Makhmour district on Wednesday morning, according to Kurdish counterterrorism forces. No casualties were reported.

The Erbil-based Directorate General of Counter Terrorism (CTD), also known as Kurdistan CT, said in a statement, "Today Wednesday, July 30, 2025, at 09:30 [am local time], a booby-trapped drone crashed without exploding near the village of Dugirdkan in Makhmour district," roughly 60 kilometers southwest of Erbil.

The Wednesday incident was not the first of its kind recorded in Makhmour district in recent months.

Picture of the bomb-laden drone that crashed in Makhmour district on July 30, 2025. Photo: Kurdistan CT/Facebook

Earlier this month, two drones targeted the district's Khurmala oil field, though both were intercepted before impact.

According to Rudaw data, the Kurdistan Region has been targeted by nearly 20 drone and rocket attacks in recent weeks, many targeting oil infrastructure.

Aziz Ahmad, deputy chief of staff to Prime Minister Masrour Barzani, in mid-July stated that the Region has lost nearly 200,000 barrels of oil production due to the "spate of drone attacks."

While no group has claimed responsibility, the Kurdistan Region's interior ministry earlier in July accused the Iran-aligned Popular Mobilization Forces (PMF) of involvement - a charge Baghdad swiftly rejected as "unacceptable."

The Kurdistan Regional Government (KRG) has also criticized the Iraqi federal government for failing to prevent or investigate the escalating drone threats.

RÛDAW

July 31, 2025

Kurdish leaders commemorate Barzan Anfal on 42nd anniversary

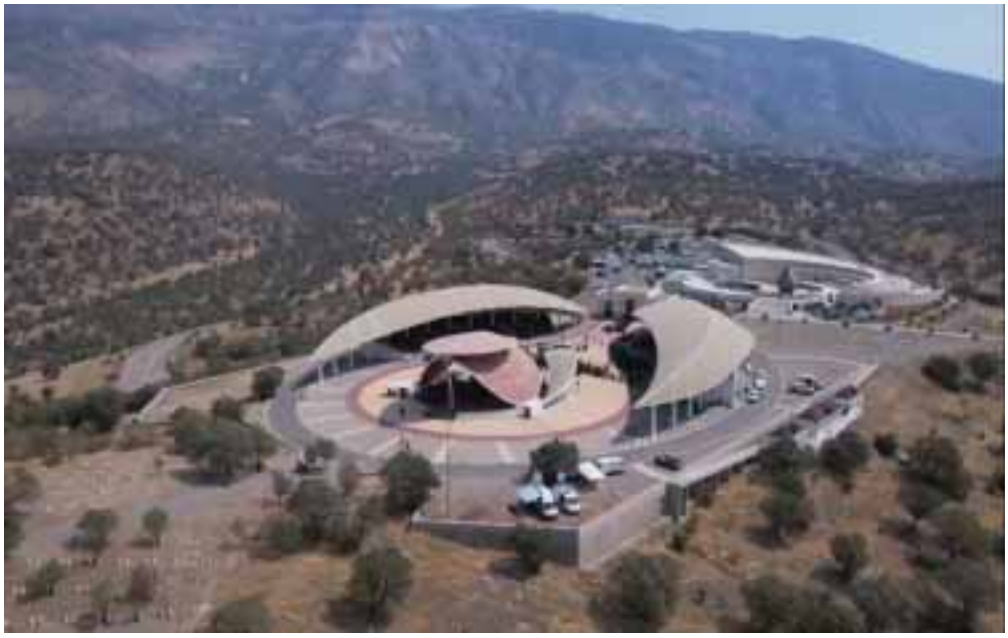
ERBIL, Kurdistan Region - The Kurdistan Region's top leaders on Thursday commemorated the 42nd anniversary of the previous Baathist regime's notorious Anfal campaign against the Barzanis that killed around 8,000 members of the tribe.

"The Anfal campaign against the Barzanis, perpetrated by the former Iraqi regime, was part of a broader series of atrocities aimed at subjugating the people of Kurdistan and erasing their existence. However, it ultimately failed due to the resilience and determination of the people of Kurdistan, leaving a grim stain on the conscience of the perpetrators," President Nechirvan Barzani said in a statement.

On July 31, 1983, an estimated 8,000 members of the Barzani tribe were rounded up, abducted from their homes in the Zagros Mountains, and taken to the deserts of southern Iraq, where they were killed on the orders of the Baathist regime.

President Barzani further reiterated calls on the Iraqi government to compensate the victims' families and extended his condolences to their families.

"It is imperative that the Iraqi government take all necessary steps to deliver justice and provide compensation to the victims' families," he said. That call was echoed by Prime Minister Masrour Barzani, who also urged Baghdad to compensate the victims of the genocide.



A monument built in the Barzan area to honor the victims of the genocide, on July 31, 2025. Photo: Rudaw

"The patriotic people of Kurdistan will never forget these crimes, and generation after generation must know that the people of Kurdistan, with all its components, have made great sacrifices to preserve their national identity and legitimate rights," he said.

Kurdistan Democratic Party (KDP) leader Masoud Barzani also commemorated the tragedy, lamenting that some parties and people in Iraq have not learned from the mistakes of the past.

"The mentality behind this crime and others was one of chauvinism and denial, which has been a source of tragedy and backwardness for all of Iraq," he said. "Unfortunately, there are still some people who have not learned from history and continue to pursue politics with this same mentality."

"All parties must understand that as long as this mentality remains, Iraq will never find peace," the KDP leader stressed.

The atrocity was an act of collective punishment of the Barzanis, whose leaders were active in Kurdish revolts against the Iraqi regime. Men and boys were the primary targets, but women, children, and the elderly were all victims.

It was part of former Iraqi dictator Saddam Hussein's broader Anfal campaign against the Kurds. More than 182,000 people were killed and over 4,500 villages were destroyed in eight phases of the Anfal campaign in the 1980s that culminated with the chemical weapon attack on Halabja.

Iraq's Federal Supreme Court has recognized the Anfal campaign as constituting genocide, crimes against humanity, and war crimes, but little has been done to compensate the survivors of the victims' families.

The campaign has also yet to be recognized as genocide by the majority of the international community.

Les dépêches de l'afp de Juillet 2025

Jeudi 3 juillet 2025

Le PKK accuse la Turquie de traîner sur le processus de paix

Istanbul, 3 juil 2025 (AFP) — Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui s'est engagé à déposer les armes après quatre décennies de lutte armée contre Ankara, juge à la veille d'une cérémonie annoncée comme imminente que la Turquie n'a pas fait sa part.

«Nous sommes prêts, mais c'est le gouvernement (turc) qui n'a pas pas pris les mesures nécessaires» pour conclure le processus, a déclaré mercredi Mustafa Karasu, un des fondateurs et hauts responsables du PKK, à la chaîne de télévision Medya Haber, proche du mouvement.

Deux commandants du PKK basés en Irak ainsi que des médias kurdes ont laissé entendre récemment qu'une première cérémonie de désarmement aurait lieu, «en signe de bonne volonté», entre le 3 et le 10 juillet dans le nord de l'Irak, où sont repliés les combattants kurdes.

Mais M. Karasu ne confirme pas cette opération ni sa date.

«Un groupe au sein de l'État (turc) cherche à saboter le processus», affirme-t-il.

«L'État turc doit remplir ses obligations. (...) Il n'existe pas à ce stade des mesures qui pourraient susciter de l'optimisme. Nous voulons mener le processus à son terme. Notre approche et notre attitude sur cette question sont parfaitement cohérentes», insiste-t-il, en accusant l'armée turque de «continuer ses attaques» contre les forces du PKK dans les montagnes irakiennes.

- Isolement maintenu -

M. Karasu regrette également que les conditions de détention du père fondateur du PKK, Abdullah Öcalan, ne se soient pas améliorées.

Détenu à l'isolement sur l'île-prison d›Imrali au large d'Istanbul depuis 1999, M. Öcalan, 76 ans, que ses partisans appellent affectueusement «Apo» («Oncle», en kurde), a appelé fin février le PKK à se dissoudre et à renoncer à la lutte armée.

«La situation de notre chef, Apo, affecte le processus et le ralentit», juge M. Karasu.

«Certains amis se sont rendus à Imrali mais ce n'est pas suffisant», poursuit-il, en estimant que la détention sévère du chef du PKK génère «beaucoup d'incompréhension autour du processus» engagé, alors même, rappelle-t-il, que M. Öcalan a su saisir la main tendue par le gouvernement turc.

En octobre, l'allié nationaliste du gouvernement du président turc Recep Tayyip Erdogan, Devlet Bahceli, avait plaidé «le droit à l'espoir» en appelant le PKK à déposer les armes.

«Je ne dis pas que le processus est bloqué», continue M. Karasu. «Nous voulons qu'il continue et s'épanouisse. Mais la situation nous conduit à constater le blocage. L'attitude du gouvernement en est la cause».

Ces déclarations viennent doucher la perspective d'un début de désarmement imminent, après des décennies de violences qui ont fait au moins 45.000 morts.

Selon les médias kurdes dans le nord de l'Irak, une cérémonie semblait près de se tenir en présence de représentants de partis politiques, d'observateurs locaux et de journalistes.

Un message de M. Öcalan était attendu à cette occasion.

Le PKK a annoncé le 12 mai sa dissolution, répondant à un appel lancé fin février par son chef historique, qui reste sa figure tutélaire et vénérée malgré les années de détention.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan avait de son côté indiqué la semaine dernière qu'il rencontrerait dans les prochains jours une délégation du parti turc pro-kurde DEM, qui a joué un rôle clé d'intermédiaire entre Abdullah Öcalan et Ankara.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

Vendredi 4 juillet

Irak: un drone abattu près d'un aéroport où sont basés des soldats américains

Erbil (Irak), 4 juil 2025 (AFP) — Un drone a été abattu jeudi soir près de l'aéroport d›Erbil qui abrite des troupes de la coalition dirigée par les Etats-Unis contre les jihadistes dans la région autonome du Kurdistan irakien, ont annoncé les forces de sécurité kurdes.

«A 21H58 (18H58 GMT, ndlr), un drone chargé d'explosifs a été abattu près de l'aéroport international d›Erbil sans faire ni victimes ni dégâts», ont déclaré les services de lutte contre le terrorisme du Kurdistan.

L'aéroport d'Erbil, qui comprend une base militaire de la coalition internationale anti-jihadiste, a été la cible fréquente, ces dernières années, d'attaques à la roquette et au drone.

«Nous sommes au courant de l'explosion d'un drone qui s'est produite à l'extérieur de la base aérienne d›Erbil», a déclaré à l'AFP un respon-

sable américain de la Défense, ajoutant que l'incident faisait l'objet d'une enquête.

«Tous les membres du personnel américain ont été retrouvés et il n'y a pas eu de blessés ni de dégâts à la base ou aux équipements américains dans la zone», a-t-il ajouté.

Dana Tofeek, directeur intérimaire de l'aéroport, a déclaré à l'AFP que l'aéroport était «sûr», ajoutant que «seul un vol avait été légèrement retardé en raison des mesures de sécurité».

L'attaque du drone n'a pas été revendiquée. En moins de deux semaines, des attaques de drones et de roquettes ont été signalées dans différentes parties de l'Irak.

Plus tôt jeudi, un drone plein d'explosifs est tombé près de l'aéroport de Kirkouk, lequel avait été frappé lundi par deux roquettes, a déclaré à l'AFP un haut responsable des services de sécurité.

L'aéroport de Kirkouk accueille des unités de l'armée irakienne, de la police fédérale et des Hachd al-Chaabi, une coalition d'anciennes forces paramilitaires pro-iraniennes désormais intégrées aux forces armées régulières.

Mardi, la défense antiaérienne irakienne a intercepté au moins un drone près de la raffinerie de Baiji, dans la province de Salaheddine.

La semaine dernière, quelques heures avant qu'un cessez-le-feu ne mette fin à la guerre de douze jours entre l'Iran et Israël, des drones non identifiés ont frappé les systèmes radar de deux bases militaires à Bagdad et dans le sud de l'Irak.

Des attaques de drones et de roquettes se produisent depuis des années en Irak, pays qui s'est avéré être un terrain fertile pour les guerres par procuration. Ce n'est que récemment qu'il a retrouvé un semblant de stabilité après des décennies de conflits et de troubles dévastateurs.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

5 juillet 2025

Turquie: nouvelles arrestations d'élus du principal parti d'opposition

Istanbul, 5 juil 2025 (AFP) — Trois nouveaux maires du principal parti d'opposition en Turquie ont été arrêtés samedi dans le cadre d'une enquête sur des accusations de crime organisé dénoncée comme une «opération politique» par les responsables de cette formation.

Ces arrestations sont les dernières en date d'élus du Parti républicain du peuple (CHP), sur lequel le gouvernement turc exerce une pression croissante depuis sa large victoire face au parti AKP du président Recep Tayyip Erdogan lors des élections locales de 2024.

Elles sont liées à une enquête sur des allégations de corruption qui a abouti à la destitution en mars du puissant maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, le plus important rival politique de M. Erdogan et le candidat du CHP pour la présidentielle de 2028.

L'incarcération de M. Imamoglu avait déclenché des manifestations de masse et les pires émeutes que la Turquie ait connues depuis 2013.

En début de semaine, la police a arrêté 137 personnes dans le cadre d'une enquête sur des allégations de corruption dans le bastion de l'opposition d'Izmir, la troisième ville du pays.

Les trois maires arrêtés samedi, Zeydan Karalar, Muhittin Bocek et Abdurrahman Tutdere, sont respectivement à la tête des villes d'Adana, d'Antalya et d›Adiyaman, dans le sud et le sud-est de la Turquie.

Au moment où il était emmené par des policiers, un journaliste est parvenu à interroger le maire d'Adana sur la raison de son arrestation. «Là où il y a un journaliste ou un politicien influent, ils le réduisent au silence», a répondu M. Karalar, selon les images diffusées sur les réseaux sociaux.

- «Injustice» -

«Nous ne nous inclinerons pas devant l'injustice, l'anarchie ou les opérations politiques», a réagi sur X Mansur Yavas, le maire d'Ankara. L'édile de la capitale turque a fustigé «un système où la loi plie et varie selon la politique, où la justice s'applique à un groupe et pas un autre».

Le parti pro-kurde DEM, le troisième plus important au Parlement turc, a également dénoncé les arrestations. «Cette persécution des élus doit cesser», a écrit Tulay Hatimogullari, co-présidente du DEM, sur X.

«Ne pas reconnaître la volonté du peuple provoque de profonds clivages au sein de la société», a-t-elle écrit. «Ces opérations ne constituent pas une solution, mais bloquent la route vers une Turquie démocratique», selon elle.

Le DEM a collaboré étroitement avec le gouvernement Erdogan pour aider à mettre un terme au conflit qui dure depuis des décennies avec les Kurdes.

Il a facilité les pourparlers qui, en mai, ont amené les militants kurdes du PKK à mettre un terme à leur lutte armée, un conflit qui a coûté la vie à près de 40.000 personnes.

Le leader du CHP Ozgur Ozel a qualifié les arrestations de samedi d›»opération sale menée par un politicien», en faisant référence au procureur général d'Istanbul, Akin Gürlek, qui a ordonné la plupart des enquêtes visant le CHP. Ce magistrat a été vice-ministre de la Justice en 2022 avant d'être nommé à son poste actuel en octobre 2024.

Recep Tayyip Erdogan de son côté a accusé le CHP d'utiliser les manifestations pour détourner l'attention des enquêtes pour corruption.

Le CHP «tente de dissimuler ses crimes et de blanchir ses criminels par des manifestations afin d'affaiblir nos institutions judiciaires», a-t-il déclaré samedi selon des propos relayés par l'agence de presse officielle Anadolu.

Mardi, plus de 10.000 personnes ont participé à un rassemblement de protestation à l'appel du CHP devant l'hôtel de ville d'Istanbul pour marquer les 100 jours depuis l'em-

prisonnement d›Ekrem Imamoglu.

Lundi, un tribunal d'Ankara a entamé l'examen d'une affaire concernant des allégations d'achat de votes lors des primaires du parti en 2023, ce qui pourrait entraîner l'annulation de l'élection d›Ozgur Ozel, qui s'est fait connaître pour son rôle dans la coordination des manifestations du mois de mars.

La police a également arrêté le maire adjoint du district de Buyukcekmece à Istanbul, Ahmet Sahin.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

5 juillet 2025

Turquie: le processus de paix avec les Kurdes «va accélérer» quand le PKK «commencera» à déposer les armes (Erdogan)

Istanbul, 5 juil 2025 (AFP) — Le président turc Recep Tayyip Erdogan a estimé samedi que le processus de paix avec les Kurdes pourra aller de l'avant lorsque l'organisation armée du PKK, considérée comme terroriste par Ankara, aura commencé à déposer les armes comme elle s'y est engagée.

«Le processus va s'accélérer un peu plus quand l'organisation terroriste commencera à mettre en oeuvre sa promesse de déposer les armes», a-t-il dit à la presse, cité par l'agence étatique Anadolu, à son retour d'un sommet économique en Azerbaïdjan.

Ses propos interviennent avant une cérémonie prévue par le PKK au Kurdistan irakien pour commencer à détruire ses armes, qui pourrait avoir lieu entre le 10 et le 12 juillet.

Le PKK avait annoncé le 12 mai sa dissolution et la fin de plus de quatre décennies d'une guérilla qui a fait plus de 40.000 morts, répondant à un appel lancé fin février par son chef historique Abdullah Öcalan, emprisonné depuis 1999 sur l'île-prison d›Imrali, au large d'Istanbul.

«En signe de bonne volonté, un certain nombre de combattants du PKK, qui ont pris part aux combats contre les forces turques ces dernières années, détruiront ou brûleront leurs armes au cours d'une cérémonie», a dit lundi à l'AFP un commandant du PKK, sous couvert d'anonymat.

L'un des fondateurs du groupe, Mustafa Karasu, a toutefois déclaré que le gouvernement «n'a pas pris les mesures nécessaires», en accusant l'armée turque de «continuer ses attaques» sur les positions du PKK dans le nord de l'Irak et en soulignant l'absence d'amélioration des conditions de détention du fondateur du PKK, Abdullah Ocalan.

Samedi, M. Erdogan a par ailleurs déclaré qu'il allait rencontrer une délégation de la formation prokurde DEM, le troisième parti plus important au parlement turc, qui a joué un rôle central pour faciliter les pourparlers entre Ankara et M. Öcalan.

«Nous parlerons avec la délégation du DEM des mesures prises jusqu'à présent pour atteindre l'objectif d'une +Turquie sans terrorisme+ et de ce qui se passera ensuite», a déclaré M. Erdogan aux journalistes.

Aucune date n'a encore été fixée pour les discussions avec les élus du DEM, Pervin Buldan et Mithat Sancar, mais le chef des services de renseignement turcs, Ibrahim Kalin, se joindra à la réunion, a encore indiqué le président turc.

Selon des médias, la rencontre devrait probablement avoir lieu au début de la semaine prochaine. La délégation du DEM se rendra ensuite à Imrali pour rencontrer Abdullah Öcalan.

«Une toute nouvelle porte s'ouvrira devant nous avec le retrait complet des armes, du sang et des larmes», a ajouté M. Erdogan, affirmant que le désarmement du PKK «marquera le début d'une nouvelle ère pour la Turquie en termes de sécurité, de démocratie et de développement».

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

6 juillet 2025

Une délégation kurde s'entretient avec Öcalan en prison, avant une rencontre avec Erdogan

Istanbul, 6 juil 2025 (AFP) — Une délégation du parti turc pro-kurde DEM doit rencontrer lundi le président Recep Tayyip Erdogan après s'être entretenue dimanche avec le fondateur du PKK Abdullah Öcalan, qui a qualifié ce processus d›»historique».

Le DEM, troisième parti le plus important au parlement turc, a joué un rôle-clé d'intermédiaire entre Ankara et le chef historique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) Abdullah Öcalan, emprisonné depuis 1999.

Les députés Pervin Buldan et Mithat Sancar se sont rendus dimanche, avec l'avocat Ozgur Faik Erol, sur l'île-prison d›Imrali, près d'Istanbul, pour rencontrer M. Öcalan, qui purge une peine d'isolement à vie.

Ils ont indiqué dans un communiqué avoir eu une «rencontre très productive de deux heures et demie» avec

le leader kurde de 76 ans.

«Il a dit qu'il attachait une grande importance à la rencontre de notre délégation avec le président, d'une importance historique», ont-ils ajouté.

«Il a également dit que la commission qui doit être mise sur pied au (Parlement) turc jouerait un rôle majeur dans la recherche de la paix et de la solution», ont-ils poursuivi.

«Son espoir, sa confiance et sa conviction dans la contribution de ce processus à la démocratisation de la Turquie dans son ensemble est extrêmement forte», ont-ils dit.

La délégation doit s'entretenir avec la direction du DEM lundi matin, puis MM. Buldan et Sancar s'entretiendront avec le président turc Recep Tayyip Erdogan à 15H00 locales (12H00 GMT) au palais présidentiel.

Cette rencontre est organisée en amont d'une cérémonie de désarmement prévue par les militants du PKK au Kurdistan irakien. Ils doivent y détruire une première tranche d'armes avant mi-juillet.

Mais le PKK juge, à la veille de cette cérémonie, que la Turquie n'a pas fait sa part. Est notamment évoqué le fait que les conditions de détention d'Abdullah Öcalan, ne se sont pas améliorées en dépit de son âge.

Recep Tayyip Erdogan a déclaré samedi que cette cérémonie donnerait un nouvel élan aux efforts de paix avec les Kurdes et avait indiqué à la presse qu'il rencontrerait également une délégation du DEM.

Le PKK, considéré comme organisation terroriste par Ankara, avait annoncé le 12 mai sa dissolution et la fin de plus de quatre décennies de violences qui ont fait plus de 40.000 morts, répondant à un appel lancé par son chef historique, qui reste sa figure tutélaire malgré les années de détention.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

07 juillet 2025

Turquie: mort de douze soldats après une intoxication au méthane en Irak

Istanbul, 7 juil 2025 (AFP) — Douze soldats turcs ont succombé à des émanations de gaz méthane lors d'une opération dans le nord de l'Irak, selon un nouveau bilan du ministère de la Défense lundi matin.

Selon le ministère, le groupe menait «une opération de recherche et de repérage dans une grotte utilisée par des membres» du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK).

«Quatre autres de nos héroïques compagnons d'armes, affectés par le gaz méthane, ont été martyrisés dans une grotte utilisée par des membres de l'organisation terroriste séparatiste portant le nombre de victimes à douze» écrit-il sur X.

Le ministre, Yasar Güler, s'est rendu sur place pour une inspection et rendre hommage aux soldats.

Le ministère avait indiqué dimanche que les soldats recherchaient le corps de l'un des leurs, tué dans la zone en mai 2022 lors d'une opération contre les combattants kurdes.

Ces décès surviennent alors que le PKK, en lutte armée contre Ankara depuis plus de quarante ans, a annoncé qu'il procéderait à une première cérémonie de dépôt d'armes cette semaine.

Une délégation du parti turc pro-kurde DEM a rendu visite dimanche au fondateur emprisonné du PKK, Abdullah Öcalan, dans le cadre d'un processus de paix initié cet hiver.

Fait inédit, M. Öcalan a d'ailleurs présenté ses condoléances.

«Cet incident a suscité une profonde tristesse chez M. Öcalan et chacun d'entre nous», ont rapporté les représentants du DEM, faisant part de «ses condoléances aux familles et aux proches». Cette délégation sera reçue par le président Recep Tayyip Erdogan lundi à 15H00 (12H00 GMT).

Le PKK, considéré comme une organisation terroriste par Ankara, a annoncé le 12 mai sa dissolution après plus de quatre décennies de violences qui ont fait au moins 40.000 morts, répondant à un appel lancé par son chef historique, emprisonné depuis 1999.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

8 juillet 2025

La Turquie à nouveau condamnée par la CEDH pour l'emprisonnement de l'opposant Demirtas

Strasbourg, 8 juil 2025 (AFP) — La Turquie a été condamnée mardi par la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) pour le maintien en détention de l'opposant kurde Selahattin Demirtas, considéré comme une mesure politique limitant sa liberté d'expression.
Principale figure politique de la minorité kurde de Turquie, ancien coprésident du parti de gauche HDP (devenu DEM), Selahattin Demirtas est en détention depuis novembre 2016.

Il a été condamné en 2024 à 42 ans de réclusion par un tribunal d'Ankara.

Lui était notamment reproché son appel à participer à des

manifestations en soutien aux Kurdes combattant le groupe jihadiste Etat islamique à Kobané, au Kurdistan syrien. Les manifestations étaient devenues violentes au bout de quelques jours.

La CEDH examinait ici le maintien en détention provisoire de M. Demirtas entre septembre 2019 et sa condamnation.

Elle avait déjà condamné, en 2020, la Turquie pour une première détention de l'opposant entre 2016 et 2019 et ordonné sa libération, ce que le président turc Recep Tayyip Erdogan avait rejeté avec véhémence.

La Cour, chargée d'appliquer la Convention européenne des droits de l'homme dans les 46 Etats signataires, estime une nouvelle fois que «les mesures prises par les autorités étaient motivées d'une façon inappropriée et qu'elles poursuivaient un but inavoué, à savoir celui d'étouffer le pluralisme et de limiter le libre jeu du débat politique».

La Turquie devra verser 35.000 euros de dommages à M. Demirtas et 20.000 euros au titre des frais de justice.

Des milliers de partisans du HDP et des dizaines de ses élus, en particulier dans le sud-est à majorité kurde du pays, sont emprisonnés, accusés de soutien au terrorisme ou de menaces à la sécurité. Ce que tous démentent en dénonçant des inculpations politiques.

Depuis l'annonce en mai de la dissolution du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), groupe armé classé comme organisation terroriste par Ankara et l'Union européenne, les Kurdes espèrent que le pouvoir turc fera un geste en libérant des prisonniers dont Selahattin Demirtas.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

9 juillet 2025

Syrie: le dirigeant kurde rencontre Ahmad al-Chareh à Damas (responsable kurde)

Damas, 9 juil 2025 (AFP) — Le dirigeant militaire kurde syrien, Mazloum Abdi, rencontre mercredi à Damas le président syrien, en présence d'un émissaire américain, alors que piétine l'intégration des institutions de l'administration autonome kurde dans l›Etat syrien, a indiqué un responsable kurde à l'AFP.

Un accord en ce sens avait été signé le 10 mars par M. Abdi et le président Ahmad al-Chareh, sous le parrainage des Etats-Unis.

Mais sa mise en oeuvre piétine du fait de divergences entre les deux parties, les Kurdes, qui contrôlent de vastes territoires du nord et nord-est de la Syrie, y compris des champs pétroliers gaziers, réclamant notamment un système de gouvernance décentralisé, ce que rejettent les autorités islamistes à Damas.

«Une réunion a lieu entre une délégation dirigée par le chef des Forces démocratiques syriennes (FDS), Mazloum Abdi, et le président syrien par intérim Ahmad al-Chareh», a déclaré à l'AFP le responsable kurde syrien, qui a requis l'anonymat.

Il a ajouté que Tom Barrack, ambassadeur des Etats-Unis en Turquie et émissaire pour la Syrie, assistait à l'entretien.

Selon lui, la réunion doit notamment évoquer «la relation entre l'administration autonome et le gouvernement de Damas, ainsi que les dossiers de l'économie et de la force militaire».

Les FDS, une puissante force dominée par les Kurdes, sont soutenues par Washington et ont joué un rôle clé dans la lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique, défait en 2019 en Syrie.

Ahmad al-Chareh, qui a pris le pouvoir en décembre 2024 à la tête d'une coalition islamiste après avoir renversé le pouvoir de Bachar al-Assad, réclame la dissolution de tous les groupes militaires en Syrie.

Mais les Kurdes syriens insistent pour maintenir leur forces militaires, qui comptent des dizaines de milliers d'hommes et de femmes.

Dans une interview en mai dernier, Mazloum Abdi avait insisté sur l'importance d›»une Syrie décentralisée», considérant que «ceux qui détiennent le pouvoir actuellement veulent une Syrie centralisée et ne sont pas prêts à ce que toutes les composantes syriennes vivent ensemble».

Le 12 mai, le ministre syrien des Affaires étrangères Assaad al-Chaibani avait pour sa part déclaré que toute «tergiversation» dans l'exécution de l'accord avec les Kurdes risquait de «prolonger le chaos» dans le pays, après 14 ans de guerre civile.

La préservation de l'unité de la Syrie et le rétablissement de la sécurité restent un défi majeur pour les nouvelles autorités.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

9 juillet 2025

Turquie: le chef du PKK confirme un désarmement « rapide »

Istanbul, 9 juil 2025 (AFP) — La guérilla kurde du PKK, le Parti des Travailleurs du Kurdistan, s'apprête à clore une étape historique vers sa mutation en parti politique turc à l'appel de son fondateur, Abdullah Öcalan.

Le PKK a décidé de mettre fin à plus de quatre décennies de combat contre les forces

turques, qui ont fait au moins 45.000 morts, saisissant un processus initié par les autorités d'Ankara depuis octobre.

Dans un long message diffusé mercredi par les médias proches du mouvement, le chef du PKK, détenu depuis 1999, promet de «rapidement» mettre en oeuvre le désarmement promis de ses combattants dont une première cérémonie est attendue vendredi, dans le nord de l'Irak.

Le président Recep Tayyip Erdogan a aussitôt confirmé sa confiance en un dénouement imminent: «Nous attendons des nouvelles positives dans les jours à venir», a salué le chef de l›Etat devant les députés de son parti AKP, espérant que «ce processus prometteur se concluera avec succès le plus rapidement possible, sans obstacle, ni risque de sabotage».

Surtout, insiste M. Öcalan, 76 ans, figure tutélaire du mouvement malgré ses années de détention, «il s'agit d'une transition volontaire de la phase de conflit armé à celle de la démocratie et du droit».

«Les modalités du désarmement seront définies et mises en oeuvre rapidement», promet-il dans un message vidéo qui le montre entouré de six autres détenus du PKK, sur l'île-prison d›Imrali au large d'Istanbul.

Dans cette longue adresse, diffusée par les agences Mezopotamya et Firat News, Abdullah Öcalan rappelle son «appel à la paix et à une société démocratique» du 27 février et salue la réponse positive de son mouvement, qui a annoncé sa dissolution le 12 mai.

Le chef du PKK a saisi une main tendue à l'automne par le pouvoir turc via l'allié nationaliste du gouvernement Devlet Bahceli, que M. Erdogan a salué de nouveau.

Le PKK est classé jusqu'à présent par Ankara et ses alliés occidentaux comme un mouvement «terroriste».

- «impasse de la lutte armée» -

S'en est ensuivi une médiation conduite par le parti prokurde DEM, troisième force au Parlement turc, qui s'est rendue à plusieurs reprises auprès de M. Öcalan et a relayé les messages des deux parties.

«Le processus va s'accélérer davantage quand l'organisation terroriste commencera à mettre en oeuvre sa promesse de déposer les armes», avait jugé samedi le président Erdogan.

Il a reçu lundi la délégation du DEM, puis le chef des renseignements turcs, Ibrahim Kalin, s'est rendu mardi à Bagdad, laissant augurer un dénouement proche.

«Je tiens à préciser que tous ces événements sont le fruit des réunions que j'ai tenues à Imrali», ajoute le chef du PKK dont le sort reste incertain.

«Les progrès que nous avons réalisés nécessitent de nouvelles mesures concrètes. Je crois au pouvoir de la politique et de la paix sociale, et non des armes. Et je vous appelle à mettre ce principe en pratique», insiste-t-il.

Depuis les derniers violents combats qui avaient ensanglanté la ville à majorité kurde de Diyarbakir (sud-est) en 2015, les combattants du PKK sont principalement restés cantonnés dans les montagnes de Kandil, dans le nord de l'Irak, soumis aux opérations de ratissage de l'armée turque et à des bombardements aériens intenses.

Le processus de paix doit désormais ouvrir un cadre politique, «indispensable» à son succès, souligne Abdullah Öcalan, avec la mise en place d'une commission ad hoc au sein du Parlement turc.

Selon un responsable irakien, «la Turquie va faire le nécessaire pour que le Parlement adopte une loi d'amnistie pour chacun».

«Les combattants et leurs commandants pourront ainsi rentrer en Turquie. Leurs armes seront détruites plutôt que rendues», a-t-il précisé à l'AFP. «Le processus sera complété en 2026 et un nouveau parti créé en Turquie».

Le fondateur du PKK initialement marxiste insiste sur «le caractère historique de cette étape» et constate «l'impasse» de la lutte armée.

«Le PKK, fondé sur la quête d'un Etat indépendant, provenant du déni d'existence (du peuple kurde, ndlr) ainsi que sur sa stratégie de guerre de libération nationale, a pris fin. Son existence a été reconnue, son objectif principal a donc été atteint».

«Tout le reste a été rejeté comme une répétition excessive et une impasse».

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

9 juillet 2025

Un tiers du Kurdistan irakien bénéficie désormais de l'électricité en continu

Erbil (Irak), 9 juil 2025 (AFP) — Un tiers de la région autonome du Kurdistan irakien bénéficie désormais d'une électricité publique ininterrompue, ont annoncé mercredi les autorités, qui prévoient une couverture complète d'ici fin 2026.

Cette région du nord de l'Irak se présente comme un îlot de stabilité dans un pays largement tributaire des importations pour répondre à ses besoins énergétiques, malgré ses richesses en hydrocarbures, et subissant régulièrement de longues coupures de courant.

«Aujourd'hui, plus de deux millions de citoyens, soit plus de 30% de la population du Kurdistan, disposent d'une électricité 24 heures sur 24», y compris dans les villes d›Erbil, Souleimaniyeh et Dohouk, a déclaré le Premier ministre régional, Masrour Barzani.

En 2024, le gouvernement régional avait lancé le «projet Runaki» pour fournir de l'électricité en continu dans une région elle aussi confrontée aux coupures, obligeant nombre de foyers à recourir à des générateurs, coûteux et polluants.

Selon le ministre régional de l›Electricité, Kamal Mohammed, les habitants concernés profitent désormais «d'une

électricité ininterrompue, plus propre et plus abordable» avant «la généralisation à l'ensemble de la région attendue d'ici fin 2026».

Selon lui, environ 30% des 7.000 générateurs présents au Kurdistan ont déjà été «progressivement retirés» dans le cadre du projet, ce qui devrait permettre «une réduction annuelle estimée à près de 400.000 tonnes d'émissions de CO2».

«L'air est enfin pur», se félicitait Bichdar Attar, un habitant d›Erbil âgé de 38 ans, en se réjouissant d'avoir pu se débarrasser de son générateur. «On peut désormais utiliser nos appareils électroménagers librement, selon nos besoins», a-t-il ajouté.

Le projet vise également à faire baisser les factures d'électricité, qui restent néanmoins liées à la consommation avec des hausses possibles notamment en été et en hiver.

Le succès de l'initiative, a ajouté M. Mohammed, repose sur la mise en place de compteurs intelligents pour surveiller la consommation, limiter les vols d'électricité et introduire une nouvelle grille tarifaire favorisant un usage responsable.

Pour garantir un accès continu, «la capacité du réseau a été renforcée», a-t-il expliqué.

L'essentiel de l'électricité provient désormais de la production locale de gaz, qui a doublé au Kurdistan ces cinq dernières années, a-t-il souligné.

L'Irak, riche en pétrole et en gaz mais dont les infrastructures ont été dévastées par des décennies de conflit, dépend encore largement des importations, notamment en provenance d'Iran, qui interrompt régulièrement ses livraisons. Le pays achète aussi de l'électricité à la Jordanie et à la Turquie, tout en espérant accroître sa propre production de gaz naturel.

«Nous sommes prêts à offrir notre appui technique au gouvernement fédéral», a assuré Kamal Mohammed.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

11 juillet 2025

Après un premier désarmement symbolique, le PKK prêt à la politique sous condition

Souleimaniyeh (Irak), 11 juil 2025 (AFP) — Le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) a entamé vendredi dans le nord de l'Irak un désarmement symbolique censé mettre fin à l'un des plus anciens conflits de la région, mais réclame la libération de son chef historique pour aller plus avant.

Lors d'une cérémonie dans le nord de l'Irak, au coeur de la région autonome du Kurdistan, une trentaine de combattants en treillis, hommes et femmes, dont quatre commandants, ont jeté tour à tour fusils et cartouchières dans une grande vasque à laquelle ils ont mis le feu.

Deux hauts responsables du mouvement, une femme, Bese Hozat, puis un homme, Behzat Carçel, se sont relayés pour lire un communiqué saluant une «opération historique et démocratique», sous les vivats de quelque 300 personnes émues aux larmes, selon une journaliste de l'AFP.

«Nous espérons que cette démarche apportera la paix et la liberté. Notre peuple a plus que jamais besoin d'une vie pacifique, libre, équitable et démocratique», ont-ils dit.

Mais dans un entretien sur place à l'AFP, Bese Hozat, coprésidente du Parti, a exigé la libération de son fondateur et chef historique Abdullah Öcalan, 76 ans, détenu en Turquie depuis 26 ans sur une île au large d'Istanbul.

«C'est notre exigence première et une condition fondamentale» pour poursuivre le processus de paix, a-t-elle insisté, en réclamant par ailleurs des garanties de sécurité et des réformes pour que les combattants kurdes regagnent la Turquie et pour y rejoindre la vie politique.

- «Turquie sans terrorisme» -

Le président turc Recep Tayyip Erdogan, qui ne s'est pas engagé sur ce point, a salué avec cette cérémonie une «étape importante vers une Turquie sans terrorisme».

Le PKK est considéré comme terroriste par la Turquie et ses alliés occidentaux.

Des représentants des autorités irakiennes et kurdes d'Irak ainsi que du parti turc prokurde DEM et des membres des services de renseignement turcs, selon des médias locaux, ont assisté à la destruction des armes devant la grotte de Casene, à 50 km à l'ouest de Souleimaniyeh, connue pour avoir notamment abrité l'imprimerie qui a publié l'un des premiers journaux kurdes.

Les combattants ont ensuite regagné leurs bases dans les montagnes irakiennes de Qandil où ils sont basés, selon un responsable du parti.

Avec ce désarmement, le PKK, affaibli militairement, peut sauver la face, tout en permettant au président Erdogan de revendiquer une victoire sur une insurrection qui dure depuis des décennies, selon les analystes.

Ankara s'est félicité d'un «tournant irréversible», d'une «opportunité de protéger des vies innocentes», assurant sa «détermination à soutenir tous les efforts en faveur du désarmement, de la stabilité et d'une réconciliation durable dans la région».

Ce processus de paix initié à l'automne doit permettre de tourner la page de décennies de violences qui ont fait au moins 40.000 morts et tenter d'apporter des réponses à la question kurde aux niveaux national et régional, selon les experts.

Le 27 février, Abdullah Öcalan avait appelé le mouvement à «déposer les armes et (...) à se dissoudre», affirmant «assumer la responsabilité historique de cet appel».

C'est paradoxalement l'allié du président Erdogan, le chef du parti nationaliste MHP, Devlet Bahceli, qui a tendu la main à l'ennemi public, lui proposant d'appeler les combattants à renoncer à la lutte armée.

Mercredi, dans un message vidéo en turc, «Apo» (oncle) comme l'appellent les fidèles

d›Öcalan, a confirmé l'imminence du désarmement.

- «Politique et paix sociale» -

«Je crois au pouvoir de la politique et de la paix sociale et non des armes. Et je vous appelle à mettre ce principe en pratique», a-t-il insisté.

Le chef de l›Etat turc avait récemment dit son espoir que ce processus se conclurait «le plus rapidement possible, sans obstacle, ni risque de sabotage».

Avec ce premier succès, il souhaite apparaître comme celui qui a maîtrisé l'insurrection kurde et espère ainsi diviser les deux principaux partis d'opposition, le CHP et le DEM pro-kurde.

Selon un commandant du PKK, cette première cérémonie était un «geste de bonne volonté».

L'historien des mouvements kurdes Boris James a relevé l'absence «d'acteur tiers pour garantir la probité du processus». Selon lui, «une très forte défiance subsiste entre le PKK et l›Etat turc; l›Etat a donné peu de gages» aux combattants kurdes auxquels aucune amnistie n'a été promise à ce stade.

Ils ont régulièrement dénoncé la poursuite des bombardements turcs sur leurs positions en Irak malgré le processus en cours dont une attaque de drones vendredi avant le début de la cérémonie.

Depuis les derniers violents combats dans la ville turque à majorité kurde de Diyarbakir (sud-est) en 2015, les combattants du PKK sont principalement restés cantonnés dans les montagnes de Qandil, en Irak, soumis également aux opérations de ratissage de l'armée turque.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

16 juillet 2025

Trois champs pétrolifères touchés par des attaques de drones dans le Kurdistan irakien

Erbil (Irak), 16 juil 2025 (AFP) — Trois champs pétrolifères de la région autonome du Kurdistan, dans le nord de l'Irak, ont été touchés mercredi matin par des attaques de drones chargés d'explosifs, selon les forces kurdes, au lendemain d'une attaque similaire ayant entraîné l'interruption des activités d'un champ pétrolifère.

La production dans deux champs pétrolifères exploités par le groupe norvégien DNO ASA a été temporairement suspendue, a indiqué la société.

Ces dernières semaines, l'Irak a été le théâtre d'une série d'attaques de drones et de roquettes non revendiquées. Cinq champs pétrolifères ont été touchés au Kurdistan irakien en l'espace d'une semaine et Bagdad a promis d'ouvrir une enquête.

Le ministère régional des ressources naturelles a indiqué que les dernières attaques en date avaient provoqué «d'importants dégâts», les qualifiant d'actes de «terrorisme».

«A 06H00 et 06H15 (03H00 et 03H15 GMT), deux drones chargés d'explosifs ont attaqué» le champ pétrolifère de Pechkabir, exploité par DNO, et à 07H00 (04H00 GMT), un drone similaire a frappé le champ de Tawke, dans le district de Zakho, ont indiqué les services de lutte contre le terrorisme du Kurdistan.

L'opérateur norvégien a annoncé avoir suspendu ses opérations à la suite d'explosions, «l'une impliquant un petit réservoir de stockage à Tawke et l'autre des appareils de traitement de surface à Pechkabir».

Une autre attaque à 07H14 (04H14 GMT) a visé un champ pétrolifère géré par les Etats-Unis dans la province de Dohuk. Aucune victime n'a été signalée

Longtemps en proie à des conflits, l'Irak est fréquemment confronté à des attaques de ce type, souvent liées à des luttes d'influence par procuration entre l'Iran, les Etats-Unis et leur allié Israël.

- Tensions autour pétrole -

Les attaques de mercredi sont survenues au lendemain d'une autre attaque au drone chargé d'explosifs qui a entraîné la suspension des activités dans le champ pétrolifère de Sarsang, à Duhok, exploité par la société américaine HKN Energy.

Lundi, un drone a été abattu près de l'aéroport d›Erbil tandis que deux autres ont touché le champ pétrolifère de Khourmala, dans la même province, causant des dégâts matériels.

Des responsables politiques proches des autorités kurdes ont accusé des groupes pro-iraniens d'être à l'origine de ces attaques, sans fournir de preuves.

Ces attaques surviennent aussi à un moment où les tensions entre Bagdad et Erbil au sujet des exportations de pétrole s'exacerbent, un important oléoduc traversant la Turquie étant fermé depuis 2023 en raison de différends juridiques et de problèmes techniques.

Le Kurdistan irakien se présente comme une relative oasis de stabilité dans un Irak instable, attirant les investisseurs étrangers grâce à ses liens étroits avec les Etats-Unis et les pays européens.

Quelque 2.500 soldats américains sont déployés en Irak dans le cadre de la coalition internationale contre le groupe jihadiste Etat islamique.

bur-rh/bfi/sg

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

18 juillet 2025

Le retrait de Soueida fragilise le pouvoir syrien

Beyrouth (Liban), 18 juil 2025 (AFP) — Le président syrien par intérim, Ahmad al-Chareh, s'est vu contraint de retirer ses forces du bastion druze de Soueida meurtri par des violences inter-communautaires, poussé par les frappes et menaces israéliennes ainsi que les pressions internationales.

Depuis qu'il a pris le pouvoir en décembre après avoir évincé Bachar al-Assad, M. Chareh s'est efforcé de se détacher de son passé de jihadiste et de rétablir l'autorité de l›Etat sur l'ensemble du territoire morcelé par la guerre civile pendant plus d'une décennie.

Mais le retrait de ses troupes de Soueida dans le sud de la Syrie, déployées pour rétablir l'ordre après des combats entre tribus bédouines sunnites et combattants druzes, a entamé son influence.

Qu'est ce qui a motivé la décision de M. Chareh? Et les violences répétées impliquant les minorités portent-elles atteinte à son leadership?

- Pressions internationales -

Dans son discours jeudi, M. Chareh a souligné que «l'intervention efficace de la médiation américaine, arabe et turque, avait sauvé la région d'un sort inconnu», quelques heures après des frappes israéliennes contre des cibles du pouvoir à Damas.

Israël, qui affirme soutenir la minorité druze, une branche de l'islam, a menacé d'intensifier ses bombardements si M. Chareh ne retirait pas ses troupes de Soueida, où quatre jours de combats ont fait près de 600 morts, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Les Etats-Unis, qui se sont rapprochés de la Syrie depuis l'arrivée au pouvoir de M. Chareh, ont appelé mercredi les forces gouvernementales à se retirer de Soueida, afin d'apaiser les tensions avec leur allié israélien.

Pour Jamal Mansour, analyste spécialisé dans les études syriennes et israéliennes à l'Université de Toronto, «le retrait a été imposé au pouvoir vu le déséquilibre des forces avec (l'intervention) d'Israël».

«Américains et Israéliens ont poussé (pour un retrait), et le pouvoir a été contraint de battre en retraite (...) car il était incapable de conserver (son contrôle) sur cette région sans payer un prix très élevé qui aurait entraîné une nouvelle intervention israélienne.»

- Menaces israéliennes -

M. Chareh a reconnu que ses options étaient limitées et qu'il avait le choix entre «une guerre ouverte avec l'entité israélienne aux dépens de notre peuple druze» ou «donner la priorité à l'intérêt national».

Après l'entrée des troupes à Soueida, Israël a bombardé le QG de l'armée à Damas et les environs du palais présidentiel.

Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a déclaré que le retrait avait été obtenu «par la force».

Face à la pression militaire israélienne, une source diplomatique occidentale a déclaré à l'AFP que «Chareh était conscient de la situation. Il est réaliste, il sait que la Syrie est en position de faiblesse et que la meilleure option est de parvenir à un accord avec les Israéliens».

Heiko Wimmen, directeur de l'International Crisis Group pour l'Irak, la Syrie et le Liban, estime que le retrait de Soueida montre que M. Chareh «fait un pas de plus vers l'acceptation de la réalité, à savoir l'influence israélienne aux portes de Damas».

Le pouvoir syrien a reconnu l'existence de négociations indirectes avec Israël, qui occupe une partie du Golan syrien depuis 1967 et a déployé des troupes il y a quelques mois à certains endroits du sud de la Syrie.

Pour Jamal Mansour, les événements de Soueida «placent Israël dans une meilleure position dans les négociations».

Un accord de normalisation entre les deux pays voisins est peu probable, selon la source diplomatique, mais il est possible pour Israël de parvenir à un accord de sécurité avec la Syrie à des conditions qui lui conviennent.

- Contrôle des factions -

Après près de 14 ans de guerre civile et des décennies de répression sous Assad, M. Chareh veut satisfaire sa base populaire et aussi unir le pays sous l'autorité de l›Etat.

Mais le retrait de Soueida nuit à ces efforts, déjà sapés par les violences meurtrières en mars contre la minorité alaouite.

Ce retrait jette le doute sur la capacité de M. Chareh à contrôler les diverses factions, notamment les groupes jihadistes, après l'annonce en janvier de la dissolution de tous les groupes armés et leur intégration à l›Etat.

Pour Jamal Mansour, ce qui s'est passé à Soueida «révèle la faiblesse de l'autorité de Chareh». «Le défi pour lui est de pouvoir consolider son autorité» sur ces factions et «de contrôler l'appareil sécuritaire».

Les Kurdes, eux, restent attachés à leur administration autonome dans le nord-est du pays.

Pour Heiko Wimmen, le pouvoir a donné aux Kurdes «de nombreuses raisons d'être très méfiants à l'égard de toute forme d'intégration».

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

19 juillet 2025

Septième jour de combats meurtriers en Syrie malgré l'annonce d'un cessez-le-feu

Soueida (Syrie), 19 juil 2025 (AFP) — Des combats ont opposé samedi des tribus et bédouins sunnites aux combattants druzes dans la ville syrienne de Soueida, malgré l'annonce d'un cessez-le-feu, au septième jour de violences intercommunautaires ayant fait 940 morts selon une ONG.

Le pouvoir syrien a annoncé plus tôt le début du déploiement de ses forces dans la province méridionale à majorité druze, appelant «toutes les parties à respecter» la trêve qu'il a proclamée.

Les Etats-Unis ont eux aussi annoncé vendredi soir un accord de cessez-le-feu entre la Syrie et Israël, en appelant «les druzes, les bédouins et les sunnites à déposer les armes».

Dans un quartier de la ville, des combattants tribaux, certains au visage masqué, tirent avec des armes automatiques en direction de leurs adversaires, selon des images de l'AFP. Des colonnes de fumée s'élèvent au-dessus du chef-lieu de la province éponyme.

Plus loin, des membres de tribus tirent en l'air, d'autres circulent à bord de camionnettes ou de scooters. A côté, un véhicule endommagé et un immeuble noirci par les flammes témoignent des violences.

«Nous sommes venus ici et nous allons les massacrer tous dans leurs maisons», a lancé en référence aux druzes l'un des combattants tribaux, se faisant appeler Abou Jassem.

- «Dialogue» -

Les affrontements entre tribus et bédouins sunnites d'un côté, et combattants de la minorité druze de l'autre, se sont poursuivis dans l'ouest de la ville et ses abords, selon des correspondants de l'AFP sur place.

Ahmad al-Chareh, président intérimaire arrivé au pouvoir après avoir renversé le président Bachar al-Assad en décembre, a réaffirmé son engagement à protéger les minorités et salué «le rôle important joué par les Etats-Unis, qui ont confirmé leur soutien à la Syrie».

Son ministère de l'Intérieur a annoncé dans le même temps «le début du déploiement des forces de sécurité dans la province de Soueida (...) dans le but de protéger les civils et de mettre un terme au chaos».

Israël, qui affirme vouloir défendre les druzes, une minorité ésotérique issue d'une branche de l'islam, était jusque-là opposé à la présence de telles forces dans cette région.

Le pouvoir syrien, disant vouloir rétablir l'ordre, avait déjà déployé ses forces mardi à Soueida, jusque-là contrôlée par des combattants druzes.

Il les avait toutefois retirées, expliquant vouloir éviter une «guerre ouverte» avec Israël, qui avait bombardé plusieurs cibles du pouvoir à Damas et menacé d'intensifier ses frappes si les autorités ne retiraient pas leurs forces de Soueida.

L'Union européenne a salué le cessez-le-feu annoncé par Washington, estimant que le moment était «maintenant au dialogue».

Sur X, le ministre israélien des Affaires étrangères, Gideon Saar, a jugé qu'en Syrie, «il est très dangereux d'appartenir à une minorité, qu'il s'agisse des kurdes, des druzes, des alaouites ou des chrétiens».

L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), des témoins et des groupes druzes avaient accusé les forces gouvernementales déployées à Soueida d'avoir combattu aux côtés des bédouins et commis des exactions.

Depuis le 13 juillet, les violences ont fait 940 morts dans la province, dont 588 Druzes (326 combattants et 262 civils), 312 membres des forces gouvernementales et 21 Bédouins sunnites, d'après l'OSDH.

- Ni eau, ni électricité -

Près de 87.000 personnes ont été déplacées, d'après l'Organisation internationale pour les migrations.

Vendredi, des combattants de tribus ont afflué de régions syriennes vers Soueida pour aider les bédouins. Un chef tribal, Anas al-Enad, a affirmé à l'AFP être venu avec ses hommes de Hama (centre) «en réponse aux appels à l'aide des bédouins».

Selon le médecin Omar Obeid de l'hôpital gouvernemental de Soueida, le seul de la ville encore opérationnel, l'établissement a accueilli entre lundi et vendredi «plus de 400 corps».

«Ce n'est plus un hôpital, c'est une fosse commune», a déclaré un autre membre du personnel de l'hôpital, alors que la ville est privée d'eau, d'électricité et de communications.

Ces nouvelles violences intercommunautaires fragilisent un peu plus le pouvoir de M. Chareh, dans un pays meurtri par près de 14 ans de guerre civile.

Des affrontements avaient opposé en avril des combattants druzes aux forces de sécurité près de Damas et à Soueida, faisant plus de 100 morts.

En mars, des massacres avaient fait plus de 1.700 morts, essentiellement des membres de la communauté alaouite dont est issu M. Assad, après des affrontements dans l'ouest du pays, selon un bilan de l'OSDH.

Présente principalement à Soueida, la communauté druze de Syrie comptait avant la guerre civile quelque 700.000 personnes. Cette minorité est aussi implantée au Liban et en Israël.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

20 juillet 2025

Le gouvernement syrien annonce la fin d'une semaine de combats sanglants à Soueida

Soueida (Syrie), 20 juil 2025 (AFP) — Le gouvernement syrien a annoncé la fin des combats dimanche à Soueida, reprise par les groupes druzes, une semaine après le déclenchement d'affrontements intercommunautaires sanglants dans cette ville du sud du pays.

Les violences entre groupes druzes et bédouins sunnites qui ont éclaté le 13 juillet dans la région de Soueida ont fait 940 morts, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), une organisation basée à Londres qui s'appuie sur un vaste réseau de sources à travers le pays.

«Soueida a été évacuée de tous les combattants tribaux, et les combats dans les quartiers de la ville ont cessé», a écrit sur Telegram le porte-parole du ministère syrien de l'Intérieur Noureddine Al-Baba.

Près de 87.000 personnes ont été déplacées par ces affrontements, d'après l'Organisation internationale pour les migrations.

Samedi, le pouvoir syrien avait annoncé un cessez-le-feu dans la province de Soueida et commencé à y redéployer des forces dans l'objectif d'y rétablir la paix.

Le gouvernement du président intérimaire Ahmad al-Chareh avait déjà déployé ses forces mardi à Soueida.

Il les avait toutefois retirées après des bombardements de plusieurs cibles du pouvoir à Damas par Israël, qui dit vouloir protéger la communauté druze et s'estimait menacé par la présence de forces gouvernementales syriennes dans cette région proche de sa frontière.

Un cessez-le-feu a par la suite été conclu entre la Syrie et Israël, sous l'égide des Etats-Unis.

Samedi dans la journée, dans un quartier de la ville, des combattants tribaux, certains au visage masqué, tiraient avec des armes automatiques, selon des images de l'AFP.

- «Empêcher l'EI» d'entrer dans la région -

L'un des combattants avait le front ceint d'un bandeau noir portant la profession de foi de l'islam. Un autre brandissait des ciseaux, utilisés pour tailler les moustaches des vieux druzes, insulte suprême pour ce peuple de fiers guerriers.

Le secrétaire d›Etat américain Marco Rubio a exhorté les autorités syriennes à «demander des comptes et traduire en justice toute personne coupable d'atrocités, y compris dans leurs propres rangs».

Les autorités syriennes doivent utiliser «leurs forces de sécurité pour empêcher l›Etat islamique et autres jihadistes violents d'entrer dans la région et d'y perpétrer des massacres», a-t-il écrit sur le réseau social X.

Le groupe Etat islamique avait pris le contrôle de vastes pans des territoires syrien et irakien au début de la guerre civile, qui a éclaté en 2011, proclamant la création d'un «califat» transfrontalier en 2014.

Les forces kurdes syriennes soutenues par les Etats-Unis l'ont vaincu en 2019, mais les jihadistes ont maintenu une présence, en particulier dans le vaste désert syrien.

- Maisons incendiées -

Samedi, un correspondant de l'AFP a vu des dizaines de maisons et de voitures brûlées et des hommes armés mettre le feu à des magasins après les avoir pillés.

«Les combattants tribaux se sont retirés de Soueida samedi soir», après une contre-offensive druze, mais continuaient à bombarder la ville, avait indiqué samedi l'OSDH.

Ahmad al-Chareh, arrivé au pouvoir après avoir renversé le président Bachar al-Assad en décembre, a réaffirmé son engagement à protéger les minorités et salué «le rôle important joué par les Etats-Unis, qui ont confirmé leur soutien à la Syrie».

Son ministère de l'Intérieur a annoncé dans le même temps «le début du déploiement des forces de sécurité dans la province de Soueida (...) dans le but de protéger les civils et de mettre un terme au chaos».

Paris a appelé «l'ensemble des parties» à respecter «strictement» le cessez-le-feu annoncé par Damas et «à s'abstenir de toute action unilatérale».

Israël, qui affirme vouloir défendre les druzes, une minorité ésotérique issue d'une branche de l'islam, était jusque-là opposé à la présence de telles forces dans cette région.

Ces nouvelles violences intercommunautaires fragilisent un peu plus le pouvoir de M. Chareh, dans un pays meurtri par près de 14 ans de guerre civile.

Des affrontements avaient opposé en avril des combattants druzes aux forces de sécurité près de Damas et à Soueida, faisant plus de 100 morts.

En mars, des massacres avaient fait plus de 1.700 morts, essentiellement des membres de la communauté alaouite dont est issu M. Assad, après des affrontements dans l'ouest du pays, selon un bilan de l'OSDH.

Présente principalement à Soueida, la communauté druze de Syrie comptait avant la guerre civile quelque 700.000 personnes. Cette minorité est aussi implantée au Liban et en Israël.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

20 juillet 2025

Rubio exige du gouvernement syrien qu'il empêche l'arrivée de «jihadistes violents» dans le sud

Washington, 20 juil 2025 (AFP) — Le secrétaire d›Etat américain Marco Rubio a exigé samedi du gouvernement syrien qu'il empêche l'arrivée de «jihadistes violents» dans le sud du pays, théâtre d'affrontements communautaires meurtriers depuis une semaine.

Les autorités syriennes doivent utiliser «leurs forces de sécurité pour empêcher l›Etat islamique et autres jihadistes violents d'entrer dans la région et d'y perpétrer des massacres», a écrit M. Rubio sur le réseau social X.

Le groupe Etat islamique avait pris le contrôle de vastes pans des territoires syrien et irakien au début de la guerre civile, qui a éclaté en 2011, proclamant la création d'un «califat» transfrontalier en 2014.

Les forces kurdes syriennes soutenues par les Etats-Unis l'ont vaincu en 2019, mais les jihadistes ont maintenu une présence, en particulier dans le vaste désert syrien.

Les forces gouvernementales «doivent également demander des comptes et traduire en justice toute personne coupable d'atrocités, y compris dans leurs propres rangs», a par ailleurs écrit le chef de la diplomatie américaine.

«Les combats entre groupes druzes et bédouins dans la région doivent aussi cesser immédiatement», a-t-il exigé.

Les violences entre groupes druzes et bédouins sunnites qui ont éclaté le 13 juillet dans la région de Soueida, dans le sud de la Syrie, ont fait 940 morts, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), une organisation basée à Londres qui s'appuie sur un vaste réseau de sources à travers le pays.

Le pouvoir syrien a annoncé samedi un cessez-le-feu dans la province de Soueida et a commencé à y redéployer des forces dans l'objectif d'y rétablir la paix, mais des journalistes de l'AFP y ont encore observé des tirs, des incendies et des pillages dans la journée.

Selon l'OSDH, les combattants druzes ont repris le contrôle de la ville de Soueida, mais des combats continuent dans le reste de la province.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

22 juillet 2025

En Turquie, les bergers kurdes retrouvent leurs alpages avec la paix

Turquie, 22 juil 2025 (AFP) — Pendant des décennies, les bergers d›Hakkari, dans le sud-est de la Turquie, se sont tenus à l'écart des hauts pâturages aux confins de l'Iran et de l'Irak, patrouillés par les combattants kurdes et l'armée turque.

Ils ont repris ces dernières années les chemins escarpés vers les alpages à plus de 2.000 m d'altitude, un choix conforté par le processus de paix engagé entre Ankara et le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK).

«Ca fait longtemps qu'on vient ici. Il y a 30 ans, on allait et venait mais on ne pouvait plus faire ça... on commence simplement à revenir avec nos animaux», raconte en kurde Selahattin Irinc, 57 ans, tout en maintenant avec douceur le cou d'un mouton pour l'empêcher de bouger pendant la tonte.

Les bergers ont été encouragés après la cérémonie symbolique du 11 juillet, dans le nord de l'Irak où sont repliées les bases du PKK, quand une trentaine de combattants ont déposé et brûlé leurs fusils: un geste de bonne volonté après quatre décennies de violences et une première étape d'un processus de paix initié depuis l'automne.

Selon le président Recep Tayyip Erdogan, la guerre avec le PKK a fait 50.000 morts, dont 2.000 soldats turcs, l'un des plus longs conflits de la région.

Le PKK, considéré comme un mouvement terroriste par les autorités turques et leurs alliés, s'est créé pour revendiquer l'autonomie des Kurdes et s'est engagé dans la lutte armée en 1984.

Pendant des années, les montagnes ont été le théâtre de violents combats entre les soldats turcs et le PKK qui trouvait facilement à se cacher. Et les bergers se sont souvent retrouvés coincés et soupçonnés par l'armée.

Mais Selahattin Irinc et ses pairs sont revenus en famille avec leurs moutons sur les plateaux du massif de Cilo, dominé par le mont Resko, second sommet de Turquie qui culmine à 4.137 mètres.

Ils ont recommencé à s'aventurer prudemment entre les cascades et les lacs de glaciers, croisant d'autres bergers et quelques randonneurs, alors que les affrontements cessaient côté turc pour se concentrer dans les montagnes de Qandil, en Irak.

- «Le seul job» -

«Dans le passé on avait toujours des problèmes avec les soldats: ils nous accusaient d'aider le PKK en les ravitaillant avec le lait et la viande de nos bêtes», confie avec un geste de dénégation un berger qui refuse d'être identifié.

«Maintenant c'est plus calme», ajoute-t-il.

Le processus de paix en cours n'a cependant pas totalement mis fin aux tensions.

L'armée maintient ses checkpoints autour de la ville d›Hakkari et sur la route conduisant au glacier, principale attraction touristique de la région.

Les paysages qui attirent les randonneurs sont splendides, mais la vie y est rude, constate Mahir Irinc, 37 ans, qui pense que sa génération sera la dernière à s'infliger les rigueurs de l'estivage, sous une chaleur accablante et un soleil de plomb. «Je ne crois pas que les prochaines générations continueront après nous. On a été heureux de le faire, mais les jeunes n'ont plus envie de se lancer dans l'élevage, ils préfèrent des métiers moins durs», déclare-t-il.

Les troupeaux restent en montagne pendant trois à quatre mois avant de redescendre aux villages avant le froid hivernal.

«On travaille tous ici, les mères, les soeurs, toute la famille. D'habitude je reste me préparer pour l'université mais aujourd'hui j'ai remplacé ma mère malade», sourit Hicran Denis, 22 ans, la tête enroulée dans un foulard fleuri.

Avec les autres femmes, elle passe seau en main d'une brebis à l'autre pour la traite.

«Je l'ai dit à ma mère: arrête de faire ça, c'est trop fatigant. Mais au village les moutons c'est le seul job».

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

23 juillet 2025

Syrie: les récentes violences renforcent les craintes des minorités

Damas, 23 juil 2025 (AFP) — Les récentes violences dans le sud de la Syrie, où les nouvelles autorités ont tenté de mettre au pas les druzes, renforcent les inquiétudes des minorités, estiment des analystes, Damas affichant une volonté d'unifier le pays à tout prix.

En une semaine, les affrontements dans la province à majorité druze de Soueida ont fait plus de 1.200 morts, soulevant de nouvelles interrogations sur la capacité des autorités à gérer les tensions communautaires, dans un pays morcelé par 14 ans de guerre civile.

Pour l'analyste Fabrice Balanche, spécialiste de la Syrie, le pouvoir «a ouvert la boîte de Pandore de la violence communautaire».

- Quelle issue pour les druzes de Soueida?

Les violences ont opposé des combattants druzes à des tribus sunnites, qui bénéficient du soutien des autorités selon des ONG, des témoins et des experts.

Pour l'analyste Jamal Mansour, Ahmad al-Chareh, l'ex-jihadiste devenu président, a fait «une énorme erreur» en «tentant de soumettre les druzes» et en utilisant à cette fin les tribus, qui font partie de sa base populaire dans un pays à majorité sunnite.

«Il est facile de mobiliser les tribus contre les druzes, mais ensuite comment les faire rentrer dans le rang?», s'interroge de son côté Fabrice Balanche, maître de conférences à l'Université de Lyon 2.

Israël est intervenu dans la mêlée. Ce pays abrite une minorité druze et affirme vouloir protéger cette communauté et imposer une zone démilitarisée à sa frontière dans le sud de la Syrie.

Son aviation a bombardé le palais présidentiel et le quartier général de l'armée à Damas pour forcer les troupes gouvernementales à se retirer de Soueida.

Un cessez-le-feu annoncé samedi par les Etats-Unis entre la Syrie et Israël a permis le retour des forces de la sécurité intérieure, pour le moment dans la province de Soueida, mais pas dans la ville éponyme.

Mais les forces gouvernementales ne sont pas parvenues à mater les différentes factions druzes, qui n'obéissent pas à une autorité politique ou religieuse unifiée et gardent le contrôle de la ville dévastée de Soueida.

La ville est désormais encerclée par des zones tenues par les forces gouvernementales et leurs alliés tribaux, dans la province où la situation reste tendue malgré le cessez-le-feu.

Les autorités menaient des négociations avec les groupes armés druzes pour les intégrer au sein de l›Etat. Mais les affrontements, marqués par de nombreuses exactions, pourraient les dissuader de déposer les armes.

Le président «a deux options: soit il continue obstinément de tenter de faire plier les druzes», soit il fait marche arrière, selon Jamal Mansour, analyste spécialisé dans les études syriennes et israéliennes à l'Université de Toronto.

- De précédentes violences ?

Les violences du sud interviennent après des massacres sur le littoral, qui ont visé en mars des centaines de membres de la communauté alaouite dont est issu le président déchu Bachar al-Assad, qui se présentait comme le protecteur des minorités.

«C'est la réédition du même scénario: la volonté de soumettre les minorités, mais à la différence de la côte, les druzes sont bien armés et ils sont protégés par Israël», souligne Fabrice Balanche.

Les forces de sécurité, des groupes armés alliés ou des jihadistes étrangers ont été mis en cause.

La minorité chrétienne, communauté pacifique ne disposant pas de groupe armé, vit pour sa part dans la peur depuis de nombreuses menaces la visant et un attentat revendiqué par des jihadistes en juin contre une église à Damas, qui a fait 25 morts.

- Et les Kurdes?

Le plus gros défi pour les autorités, dans leur volonté affichée d'unifier le pays même par la force, reste le sort des Kurdes, qui contrôlent de vastes parties du nord et du nord-est du pays.

Leurs représentants sont en négociations avec les autorités centrales pour l'intégration de leurs institutions civiles et militaires au sein de l›Etat, y compris les puissantes Forces démocratiques syriennes (FDS, bras armé des Kurdes soutenues par Washington).

Mais après les violences de

Soueida, un haut responsable kurde syrien a appelé le pouvoir central à «une révision complète et urgente de son approche» à l'égard des minorités.

Les violences dans le sud «ont déjà impacté les négociations avec les Kurdes», estime Jamal Mansour. Il explique que les Américains, qui parrainent les discussions, les avaient poussés avant les affrontements de Soueida à faire «des concessions».

«Maintenant, les Américains vont devoir écouter les Kurdes», dit-il.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

24 juillet 2025

Damas refuse que les Kurdes conservent leurs armes (source gouvernementale)

Damas, 24 juil 2025 (AFP) — Une source gouvernementale syrienne a déclaré jeudi qu'elle refusait que les Kurdes, qui contrôlent de vastes territoires dans le nord et l'est du pays, conservent leurs armes, alors qu'une nouvelle session de négociations sur leur intégration dans l›Etat syrien était prévue, a indiqué un média d›Etat.

Les Kurdes sont en négociations avec les autorités centrales pour l'intégration de leurs institutions civiles et militaires au sein de l›Etat, y compris les puissantes Forces démocratiques syriennes (FDS, bras armé des Kurdes soutenues par Washington).

«Parler de +refus de remettre les armes+ ou de +volonté de maintenir une force militaire autonome+ est une position totalement inacceptable», a déclaré le responsable, cité par la chaîne officielle Al-Ikhbariya.

Selon lui, elle est «en contradiction avec les principes d'unification de l'armée nationale et avec l'accord conclu en mars dernier entre Ahmad al-Chareh et Mazloum Abdi».

Mazloum Abdi, chef des FDS, et le président par intérim Ahmad Al-Chareh ont conclu en mars un accord visant à intégrer les institutions kurdes dans l›Etat syrien.

Des sessions de négociation ont régulièrement lieu depuis, mais celles-ci piétinent, les récentes violences dans le sud où les nouvelles autorités ont tenté de mettre au pas les druzes, et les exactions régulières contre la minorité alaouite renforçant les inquiétudes des Kurdes.

Et selon l'agence de presse kurde en Syrie Hawar, la rencontre prévue jeudi à Paris entre les représentants kurdes et une délégation du gouvernement syrien a été reportée. Lors des violences à Soueida dans le sud, qui ont fait près de 1.400 morts, un haut responsable kurde syrien avait appelé le pouvoir central à «une révision complète et urgente de son approche» à l'égard des minorités.

Damas affiche de son côté une volonté d'unifier le pays à tout prix.

Les propos du responsable gouvernemental interviennent au lendemain d'une interview du porte-parole des FDS, Farhad Shami, au média al-Yaum TV, lors de laquelle il a déclaré que «la remise des armes est une ligne rouge»

«Personne ne se soumettra. Celui qui mise sur la reddition finira par perdre - les événements tragiques l'ont confirmé», avait-t-il ajouté, en référence aux violences intercommunautaires à Soueida.

«Utiliser les événements de Soueida ou du littoral pour justifier un refus de rejoindre le giron de l›Etat» vise à «manipuler l'opinion publique», a de son côté réagi la source gouvernementale.

«Un véritable dialogue national ne peut se tenir sous la pression des armes ou avec le soutien d'un acteur extérieur», a-t-elle ajouté.

Le chef des FDS s'est entretenu samedi avec l'envoyé spécial des Etats-Unis en Syrie, Tom Barrack, au sujet des violences communautaires dans le sud, selon l'ambassade américaine en Syrie sur X.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

29 juillet 2025

Washington rapatrie un mineur d'un camp dans le nord-est de la Syrie

Washington, 29 juil 2025 (AFP) — Les Etats-Unis ont annoncé mardi avoir rapatrié la semaine dernière un mineur américain d'un camp dans le nord-est de la Syrie.

«Nos efforts ont permis à cet enfant, qui n'a jamais connu autre chose que la vie dans les camps, d'avoir un avenir libre de l'influence et des dangers du terrorisme du groupe Etat islamique», a indiqué le département d›Etat dans un communiqué.

Selon Washington, «environ 30.000 personnes provenant de plus de 70 pays» vivent toujours dans deux camps de déplacés dans le nord-est de la Syrie, dont la majorité sont des enfants de moins de 12 ans.

Depuis la défaite de l'EI en Syrie il y a plus de cinq ans, les forces kurdes contrôlent plusieurs camps et prisons dans la région, où sont retenues des dizaines de milliers de personnes soupçonnées de liens avec l'organisation jihadiste.

En février, l'administration kurde avait annoncé, en coordination avec l'ONU, son intention de vider d'ici fin 2025

les camps du nord-est des déplacés syriens et irakiens, y compris les proches présumés de jihadistes.

Les autorités kurdes appellent depuis plusieurs années les pays à rapatrier leurs ressortissants, mais la plupart n'ont autorisé que des retours limités, évoquant des considérations sécuritaires.

«La seule solution durable à la crise humanitaire et sécuritaire dans ces camps de personnes déplacées dans le nord-est de la Syrie est que les pays d'origine rapatrient, réhabilitent, réintègrent et, le cas échéant, veillent à ce que leurs ressortissants rendent des comptes», selon le département d›Etat.

La Syrie est dirigée par une coalition d'islamistes qui ont renversé le président Bachar al-Assad en décembre et pris le pouvoir après plus de 13 ans d'une guerre civile dévastatrice.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

30 juillet 2025

Plus de 50°C en Turquie: « personne ne peut s'habituer à ça »

Silopi (Turquie), 30 juil 2025 (AFP) — Jamais, dans sa vie de sexagénaire, Recep Esiyop n'a connu pareille température. «Il n'y a pas un chat dehors dans la journée, personne ne peut s'habituer à une telle chaleur».

Depuis que le record de 50,5°C enregistré le 25 juillet, a placé Silopi, dans le sud-est de la Turquie, sur la carte des extrêmes, le vendeur de glace vit dans l'air conditionné et s'inquiète pour ses factures d'électricité.

D'autant que la vague de chaleur va se poursuivre jusqu'au 2 août au moins, ont prévenu les autorités. Leurs relevés sont du reste mis en doute par certains.

«Le thermomètre n'est pratiquement pas descendu sous les 50°C, assure Hacil Coksun, et quand les officiels annoncent 49 ou même 51, croyez moi, on était probablement au-dessus des 55 degrés. Au moins.»

«On atteint des niveaux sans comparaison avec les années précédentes» ajoute cet homme de 52 ans avec irritation.

Depuis la mi-juillet, la Turquie subit des températures de 6 à 12 degrés au-dessus des normales saisonnières, selon la Direction générale de la météorologie (MGM) et au-dessus des 40°C sur la majorité du territoire.

Les vagues de chaleur, qui deviennent plus fréquentes, plus longues et plus intenses, constituent un marqueur clair du réchauffement climatique, selon les experts.

Conjuguée à la sécheresse - «la pire depuis cinq ans» selon le président Recep Tayyip Erdogan - plus de 3.100 incendies de forêt se sont déclarés depuis le début de l'été. Ils ont causé la mort de 14 personnes malgré la mobilisation de drones pour surveiller les massifs forestiers: une situation de «guerre», a insisté le chef de l›Etat en incriminant «le changement climatique».

- «planter des arbres, pas les abattre» -

Cette touffeur sèche joue sur les nerfs des habitants qui ont le sentiment de vivre dans un brasier, et l'ambiance est maussade aux terrasses et dans les rues désertées. Le district de Silopi vit surtout du commerce avec l'Irak voisin et des services de transports entre la frontière et le reste du pays.

Située au coeur d'une zone désertique et au pied des montagnes, la région souffre du manque d'arbres et de végétation.

«Malheureusement, les forêts ont été brûlées ici par le passé, pour des raisons de sécurité», accuse Hacil Goskun, évoquant le temps où l'armée ratissait les environs à la poursuite des combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), considéré comme une organisation «terroriste».

«Au moins maintenant, ils pourraient atténuer les choses en plantant des arbres. Pas en les abattant».

Le Parlement turc vient d'adopter une loi ouvrant certaines terres agricoles, dont des champs d'oliviers et des forêts, aux exploitations minières en dépit des protestations des défenseurs de l'environnement.

En sueur devant son döner, cette pyramide de viandes rôties qui tourne au-dessus des flammes, Cemil Seher, 51 ans, réclame un rabais sur ses factures d'électricité.

«Avant, l'été durait trois mois, maintenant c'est cinq. Les climatiseurs tournent 24 heures sur 24. C'était considéré comme un luxe mais aujourd'hui ils sont absolument nécessaires, avec les réfrigérateurs».

«Les factures d'électricité sont très élevées. Je ne fais pas de bénéfice ici, je travaille cinq mois de l'année juste pour les payer», explique-t-il, réclamant un tarif spécial, «pas seulement pour Silopi mais pour toute la région, d'ici à Sanliurfa», à la frontière syrienne.

«La clim› est devenue aussi essentielle que le pain et l'eau ici», appuie-t-il.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.